
THE LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA LOS ANGELES


THE LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA LOS ANGELES

LE COUP D'ÉTAT
DU 18 FRUCTIDOR AN V

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

LE COUP D'ÉTAT DU 18 FRUCTIDOR AN V

RAPPORTS DE POLICE ET DOCUMENTS DIVERS

PUBLIÉS PAR

CHARLES BALLOT



PARIS, AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ
3, RUE FURSTENBERG, 3
ET A LA LIBRAIRIE ÉDOUARD CORNÉLY ET Cie
101, RUE DE VAUGIRARD, 101
1906

AVERTISSEMENT

Ce petit volume est destiné à servir de complément au tome IV de la grande publication de M. Aulard sur *Paris pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire*[1]. Cette publication comprend deux sortes de documents : des rapports de police et des articles de journaux ; nous n'avons à nous occuper que des premiers. Ces rapports de police émanent du Bureau central du Canton de Paris, dont les membres rassemblaient tous les renseignements recueillis par leurs agents et les condensaient en un exposé quotidien de la situation, qui, rédigé probablement chaque matin, se rapportait aux événements de la veille ; ce sont ces exposés que M. Aulard a publiés[2]. Mais il existe dans son recueil d'assez fortes lacunes pour la période avoisinant le 18 fructidor an V. « Nous entrons d'ailleurs, écrit-il en signalant l'absence du rapport du 2 messidor, dans une période qui offre beaucoup de lacunes. Ainsi, pour ce mois de messidor an V, nous n'avons que les rapports datés des 1er, 8, 20 et 30[3]. » Pour le mois de thermidor il ne manque qu'un rapport, celui du 11[4]; mais il y a ensuite une lacune bien plus considérable : « Il nous manque tous les rapports du mois de fructidor et des jours complémentaires an V, sauf ceux des 11 et 12 fructidor se rapportant aux journées du 10 et du 11[5]. » Manquent enfin les rapports des 1er, 2, 3, 4 et 6 vendémiaire an VI.

1. *Paris pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire. Recueil de documents pour servir à l'histoire de l'Esprit public à Paris*, par A. Aulard, tome IV. *Du 21 ventôse an V au 2 thermidor an VI*, Paris, Cerf-Noblet-Quantin, 1900, in-8. — Fait partie de la *Collection de Documents relatifs à l'histoire de Paris pendant la Révolution Française, publiée sous le patronage du Conseil municipal.*
2. Voir pour plus de détails l'*Introduction* au tome I et l'*Avertissement* au tome II de l'ouvrage de M. Aulard.
3. *Paris sous le Directoire*, t. IV, p. 186, note 1.
4. *Ibid.*, p. 251, note 1.
5. *Ibid.*, p. 301, note 1.

M. Aulard a fait sa publication d'après des exemplaires contenus dans la série B B³ des Archives nationales, série qui fait partie du versement du ministère de la justice. Sa principale lacune, celle qui porte sur le mois de fructidor, n'a pas toujours existé ; l'archiviste chargé du classement, écrit M. Aulard, « avait constaté, à un premier examen, que les rapports du mois de fructidor an V existaient en partie et il avait noté les lacunes sur une fiche que nous avons vue. (Ainsi il avait noté comme manquant les rapports des 5, 11, 12, 14, 17, 18, 20, 21, 26, 27, 28, 29, 30 fructidor et les cinq jours complémentaires de l'an V.) Quand plus tard il voulut procéder à un inventaire définitif, il ne trouva plus ces rapports de fructidor, qui auront sans doute été placés par erreur dans une autre série des Archives. Toutes nos recherches pour les retrouver ont été vaines [1]. » Le hasard nous a fait trouver au cours de travaux sur les affaires extérieures du Directoire, non ces rapports égarés, mais une autre série d'exemplaires ou double série bien plus complète, AF IV 1477 et 1478. Il n'y manque, pour l'époque dont nous nous sommes occupé, que deux rapports, ceux du 3 et du 9 fructidor. Nous publions donc les rapports des 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29 messidor, 11 thermidor, 1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 fructidor, des cinq jours complémentaires an V, des 1er, 2, 3, 4 et 6 vendémiaire an VI. Cette série AF IV semble contenir les exemplaires adressés au Directoire, de même que, pour l'époque de la réaction thermidorienne, ceux qui étaient envoyés au Comité de salut public. Ils sont à de très rares exceptions près, tout à fait semblables aux exemplaires de BB³. Nous ne sommes d'ailleurs pas les premiers à avoir puisé dans cette série AF IV ; M. Aulard avait pris connaissance, pour son premier volume, des cartons concernant l'époque thermidorienne et s'en était servi pour combler les lacunes des autres séries [2].

Dans les cartons AF IV 1477 et 1478 figurent, à côté des Rapports du Bureau central, des Rapports de l'État-Major général de la Place.

1. *Paris sous le Directoire*, t. IV, p. 301, note 1.

2. « Ces rapports sont en double expédition, l'une adressée à la Commission nationale des administrations civiles, police et tribunaux, l'autre à Laveaux, agent national près le département de Paris, qui les transmettait au Comité de salut public. Il y en a un pour chaque jour, et nous les avons presque tous, pour la période thermidorienne, au moins en une des deux expéditions (Arch. nat., F^{b} III, Seine, 13, 14, 15, 16, 17 et AF IV, 1471[1]. » (*Introduction* au premier volume, p. 8.) Et, à la fin de la même *Introduction* : « De même, il [M. Schmidt] n'a pas cherché dans d'autres séries, par exemple, AF II, 42, 52, 57, 140, AF IV 1470 et 1472.... »

Ils se rapportent surtout à ce qui s'est passé dans la soirée et dans la nuit ; aussi portent-ils toujours deux dates : du 22 au 23, du 23 au 24... Ils n'existent que jusque vers la fin de thermidor ; le dernier que nous avons est daté du 25 au 26 thermidor. Ils ne donnent pas, comme les rapports du Bureau central, un exposé général de la situation, mais énumèrent simplement les différents événements intéressants ; à côté de faits concernant l'esprit public et les mœurs du temps, ils signalent beaucoup de faits divers sans importance ; aussi y avons-nous fait des coupures assez considérables.

Pour tout ce qui concerne la partie matérielle de la publication nous nous sommes exactement conformés à la méthode de M. Aulard[1]. Nous avons comme lui suivi l'orthographe et la ponctuation actuelles : maintenir les fantaisies des originaux rendrait la lecture très pénible et n'apporterait aucun élément utile. Les retranchements, très brefs pour la plupart, portent sur des faits divers insignifiants ou « 1° sur des récits qui font double emploi — 2° sur des faits qui ne font connaître l'esprit public qu'indirectement — 3° sur des longueurs de style — 4° sur quelques tableaux où la situation est indiquée comme normale ou comme pareille à celle de la veille — 5° sur des détails de la vie économique... »

Aux différents documents ci-dessus mentionnés nous avons ajouté le rapport de Sotin, ministre de la police, sur le 18 fructidor, rapport qui manquait dans le carton AF III 44, lorsque M. Aulard fit sa publication et qui y a été rétabli depuis. Nous y avons joint enfin quelques extraits de documents trouvés au Record Office de Londres : des fragments de lettres envoyées de Paris à lord Malmesbury, plénipotentiaire anglais à Lille, et qui exposent fort bien la situation aux approches du coup d'État — une sorte de compte rendu adressé à Wickham par un des principaux agents qu'il envoyait en France pour y soutenir, exciter et organiser le parti royaliste.

CH. BALLOT.

1. Voir l'*Introduction* du tome I.

LE COUP D'ÉTAT
DU 18 FRUCTIDOR AN V

I

1er MESSIDOR AN V (19 JUIN 1797).

Rapport du bureau central du 2 messidor.

Esprit public. — Aucun objet nouveau n'a frappé l'attention du public, qui paraît toujours un peu agité. Le mécontentement est général ; on se plaint partout que quelques individus menacent ; la détresse est la cause de tous les murmures ; le Directoire, les Ministres, les membres des deux Conseils, tout est accusé d'égoïsme, et les ennemis de la Constitution s'enhardissent d'après ces propos jusqu'à comparer l'état des finances sous l'ancien régime à celui du régime actuel ; toutes les comparaisons ne sont qu'une censure continuelle de la République, pour laquelle nombre de personnes de toute classe témoignent hautement du mépris.

L'esprit des habitués des cafés pour cette nature porte un caractère moins affligeant ; il s'y trouve beaucoup de citoyens, surtout ceux d'un certain âge, qui, sans diatribe contre la République, attribuent aux armées considérables qu'il a fallu opposer aux puissances coalisées la détresse actuelle des ressources publiques. Aussi la paix est-elle le cri que l'on entend répéter de tous côtés, comme le moyen sûr, mais unique ; de restauration dans les finances aussi les craintes de tous les gens calmes un peu accrédités en politique sont-elles portées sur la lenteur qu'ils trouvent aux négociations et à leurs préparatifs ; aussi ne voient-ils pas germer d'un bon œil dans le public les bruits d'une mésintelligence élevée entre l'armée d'Italie et les Cantons helvétiques. Ils comptent au surplus sur les lumières et la prudence du citoyen Barthélemy pour empêcher que la guerre ne se porte de ce côté.

A ces discours publics se joignent le bruit de nouvelles banque-

routes qui se font dans Paris et qui achèvent de tuer le commerce, en détruisant la confiance. Il n'y a qu'un cri pour que le gouvernement s'occupe, sans relâche, de mettre de l'ordre dans les finances et de faire honneur à ses engagements ; car tout ce qui se dit en matière politique finit aujourd'hui par rentrer dans ce cercle.

Les incidents qui ont ajouté au mécontentement des esprits sont l'existence de quelques réunions politiques, et le scandale, c'est l'expression partout entendue, des débats orageux de la séance tenue hier au Conseil des Cinq-Cents[1]. Quant à cette séance, elle est, a-t-on dit, le succès de divers rassemblements clandestins que forment les représentants. On craint que bientôt les partis ne se montrent ; c'est, ajoutait-on, la suite ordinaire des discordes du Corps législatif, et l'on prétend que leur véritable source est la reddition des comptes, que pour s'y soustraire le gouvernement lui-même fomente des troubles ; mais le peuple, termine-t-on, a été trop bien frotté pour y prendre part.

Les rentiers, en grand nombre au Jardin national, ont crié au scandale et à l'égoïsme, en apprenant l'exactitude des représentants à se faire payer à la fin du mois. Cette remarque n'indispose pas peu non plus les employés, dont les plaintes sont plus vives. On se plaint aussi de ce que la loi sur les obligations ne se termine pas.

BRÉON.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

RAPPORT D'ÉTAT-MAJOR DU 1er AU 2 MESSIDOR.

Un volontaire de l'armée du Rhin écrit à sa mère restant Montagne Sainte-Geneviève, et lui marque que l'armée a repassé ce fleuve, et que le soldat est plus content, qu'on commence à l'équiper peu à peu, que la paye se fait plus exactement, mais que l'on ne veut donner aucun congé, ce qui fait douter de la paix.....

La séance du Conseil des Cinq-Cents ayant été orageuse, relativement au débat sur les cultes[2], il y avait quelques groupes aux Tui-

1. Dans la séance du Conseil des Cinq-Cents du 1er messidor an V, il s'était produit un violent tumulte à propos de la rédaction de la résolution prise la veille sur le rapport de Gibert-Desmolières, et tendant à ôter au Directoire et au ministre des finances la surveillance des négociations de la Trésorerie. Quelques députés en étaient venus aux mains. Delahaye (de l'Aisne), avait saisi Malès à la gorge.

2. *Sic.* Il ne semble cependant pas qu'il eût été question des cultes dans cette séance. Mais, le 29 prairial an V, Camille Jordan avait lu son rapport sur la liberté des cultes et l'usage des cloches. Le Conseil des Cinq-Cents en avait décrété l'impression et l'ajournement. Voir aussi le rapport du Bureau central du 30 prairial, dans *Paris sous la réaction*, tome IV, p. 181 et 182.

leries, dans lesquels on raisonnait diversement, cependant la majorité paraissait applaudir aux cultes; mais un nommé Talbot, connu pour professer la doctrine de Babeuf, cherchait à pérorer; on ne l'a point écouté et il a été traité d'anarchiste par quelques personnes.....

On fait courir le bruit que les paiements sont arrêtés à la Trésorerie, ce qui fait murmurer bien du monde; enfin un particulier a dit qu'il n'y avait qu'à se transporter à l'hôtel de Noailles, où il y avait un dépôt d'argent pour les députés. — On parle beaucoup de l'existence d'un club présidé par Tallien; il se tient, dit-on, à Paris et dans les campagnes; il a son affiliation avec les départements. — On fait courir le bruit que les troupes ont refusé leur paye; on cherche encore à ce moment à les égarer; on y a entendu tenir des propos très indécents contre le gouvernement, et notamment un sergent. — On a vu avec étonnement un prêtre revêtu d'un surplis et d'une étole noire conduire un mort à la sépulture. — On a remarqué que, dans plusieurs places publiques, promenades et autres lieux, il y avait des individus qui offraient aux passants d'acheter la Constitution de 93.....

On assure qu'il se rassemble beaucoup de monde, et notamment ceux qui s'intitulent patriotes énergiques, chez le rédacteur du *Journal des hommes libres*, et qu'ils y méditent un coup prochain; ils prétendent être en correspondance avec le général Buonaparte. — Un particulier a dit que le rassemblement de l'hôtel Salm-Salm était au nombre de quatre cents, et que le Directoire l'autorisait. — Le chanteur du cloître Saint-Germain-l'Auxerrois, accompagné d'une femme, continue toujours d'amasser du monde autour de lui; il se permet les sorties les plus vigoureuses et les sarcasmes les plus piquants contre le gouvernement.....

Pour copie conforme :

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

II

2 MESSIDOR AN V (20 JUIN 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 3 MESSIDOR.

Esprit public. — L'impression désagréable qu'a faite dans le public la séance du 1er messidor au Conseil des Cinq-Cents [1] subsiste

1. Voir plus haut, p. 2.

dans toute sa force. On en déduit nombre de conjectures alarmantes. Les citoyens zélés pour le maintien de l'ordre craignent qu'au lieu de commander le respect, le Corps législatif, s'il laisse dans son sein se renouveler de pareilles scènes, ne passe pour une réunion de factieux, que ses délibérations ne se ressentent des passions au milieu desquelles elles auront été prises, et qu'il n'en résulte les effets les plus funestes pour la tranquillité intérieure. D'autres, raisonnant sur la résolution qui a donné lieu aux débats, prouvaient que ceux qui occupaient les premières places de la République, ne seront plus obligés à rendre compte, et que le gouvernement républicain irait toujours à son détriment, en sorte qu'on était sorti d'un mal pour tomber dans un autre.

Partout les discours sur la situation des finances sont accompagnés ou de regrets pour l'ancien ordre des choses, ou de déclamations contre le gouvernement républicain, partout des plaintes ou des cris de misère. On a dit, parmi les hauts calculateurs, qu'après la perception du troisième cinquième des contributions de l'an V, au moyen de la différence qui existe entre les sols additionnels de cette année et ceux de l'an IV, la contribution foncière, cette année, se trouvera consommée avant son échéance, en sorte que l'on est inquiet sur les ressources que le gouvernement sera obligé de prendre pour assurer, sans interruption, le service public. On est au surplus généralement persuadé que la résolution du Conseil des Cinq-Cents qui remet aux commissaires de la Trésorerie nationale l'ordre de la comptabilité et la faculté des négociations ne sera pas approuvée au Conseil des Anciens, parce que, contre le vœu de la Constitution, elle atténue l'attribution du Directoire exécutif. Au sujet des derniers débats les détracteurs du gouvernement, qui sont en grand nombre parmi le public de toute éducation, disent que ce sont les Jacobins aux abois qui battent des ailes, mais ne peuvent toujours exister; cette prédiction est suivie de propos les plus scandaleux contre les premières autorités. Les chauds patriotes, de leur côté, jettent les hauts cris contre les royalistes, qu'ils accusent fortement de vouloir faire décréter d'accusation le Directoire exécutif, en nous ramenant insensiblement à la royauté ; mais, ajoutent-ils, s'ils bronchent, nous ferons d'eux une boucherie. L'indignation est au comble parmi ces citoyens, qui ont l'air de concerter de grands projets par des communications de lettres et les aveux mystérieux qu'ils se font mutuellement; il est certain que dans tous les lieux publics, ils présentent l'état des choses comme les pires de tout, comme étant dans une passe désespérée, enfin comme ayant besoin d'une secousse énergique. A ces raisonnements ils joignent des

menaces de vengeance et des prédictions alarmantes pour l'humanité; dans l'un des cafés principaux du Jardin-Égalité, connu sous un nom étranger, des individus de la même opinion disent hautement que le Directoire va faire un appel aux patriotes et établir, de suite, un régime militaire; on s'y récriait amèrement sur la conduite du Corps législatif à l'égard du Directoire; on y disait que les patriotes allaient se montrer, que déjà il se formait beaucoup de sociétés populaires; on y menaçait de voir cet exemple, donné par la ville de Paris, suivi dans tous les départements; enfin, sans les définir et avec l'air de les connaître d'avance, on y prédit des événements qui doivent opérer une régénération de l'esprit public.

On continue à discuter sur les cérémonies religieuses[1]; les uns disent qu'aucune autorité n'a le droit d'empêcher le libre exercice; les autres, que c'est une pomme de discorde jetée parmi les citoyens qui vont se faire une guerre de religion et fournir aux prêtres des moyens de recouvrer leur autorité; le vœu de la majorité se prononce davantage pour la plus grande liberté des cultes, sans cérémonies extérieures. On désire que les ministres du culte ne soient plus astreints à des déclarations particulières comme ministres du culte; on désire également que l'usage des cloches soit prohibé.

Une idée qui répand une véritable affliction dans le public est celle qui dérive des incertitudes sans nombre nées depuis quelques jours sur la conclusion de la paix. On ne croit point à l'heureux effet ni même à la sincérité des négociations projetées avec l'Angleterre. On répand que le gouvernement ne veut point la paix et va s'aliéner tous les souverains de l'Europe, s'il ne mettait pas un frein à l'esprit de révolution qu'il propage par quelques agents obscurs. On élève des doutes sur le plus ou moins d'influence que le gouvernement français a pu avoir dans les derniers événements survenus à Gênes; on ajoute qu'on était à la veille de voir recommencer la guerre, surtout avec les Suisses, que l'on chicane, qu'enfin nous étions plus loin encore qu'on ne le pensait de la paix, qui peut seule réparer le désordre de nos finances. L'impression de ces sentiments est très profonde dans le public, et est une des grandes causes du mécontentement qu'il laisse paraître à l'extérieur.

Spectacles. — Peu de monde, très peu de gaieté, du calme.....

Bourse. — Quoique l'affluence soit toujours la même au Palais-Égalité, les affaires commerciales paraissent languir dans une certaine stagnation. Depuis hier cependant le cours des effets a

1. A propos du rapport de Camille Jordan. Voir plus haut, p. 2.

éprouvé une hausse assez remarquable, qu'on attribuait à la nouvelle récente de l'arrivée prochaine d'un négociateur anglais.

Pendant le cours de la Bourse, les inscriptions ont été faites de 29.15 à 30.10; les bons des 3/4 de 19 livres 5 sols à 20 livres 10 sols; les bons du 1/4 à 32 0/0 de perte.

BRÉON.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 2 AU 3 MESSIDOR.

Dans une société particulière on a fait lecture d'une lettre de l'armée de Sambre-et-Meuse écrite par un officier supérieur attaché au général Hoche, où il marque qu'il est plus que douteux que la paix se fasse, que l'on commence à rassembler des troupes qui murmurent beaucoup.

Café de Valois, on a déclamé contre le Directoire; il n'est pas de propos que l'on ne se soit permis principalement pour les 100 millions qui lui ont été délivrés. Au café Procope la conversation roulait sur la paix; les uns la révoquaient en doute; d'autres disaient que le Directoire était entravé dans toutes ses vues par le Conseil des Cinq-Cents dont une partie cherchait à affaiblir le gouvernement pour perpétuer la guerre. En général, on paraît craindre la suspension d'armes; on regarde toutes les demandes de paix par les puissances comme un piège qui nous est tendu pour se donner le temps de s'amasser des forces considérables.

Tout le monde paraît craindre l'établissement des Sociétés patriotiques et singulièrement celle de l'hôtel de Salm, où l'on prétend qu'ils sont déjà plus de quatre cents, tous très connus pour des partisans outrés du régime de la Terreur et grands amis de la Constitution de 93. Cependant on fonde son espoir sur la sagesse du gouvernement, mais les amis de l'ordre gémissent de l'espèce de lutte qui semble s'établir entre une portion du Conseil des Cinq-Cents et le Directoire. — Dans Saint-Germain l'Auxerrois il y avait affluence de monde pour voir des jeunes citoyennes qui y faisaient leur première communion; la grande chaleur et la sensibilité qu'elles éprouvèrent au sermon en fit trouver mal quelques-unes, ce qui fit dire à des femmes qu'on les avait empoisonnées; d'autres les ont traitées de Jacobines et d'être salariées par les prêtres réfractaires.....

Dans différents endroits et places publiques, on voit des individus comme du temps de la Terreur qui disent qu'il faut absolument rétablir la Constitution de 93, ou sinon que la République n'existera pas,

que d'ailleurs c'est le seul moyen de remettre les assignats en circulation, que le projet est d'autant plus infaillible qu'il y a quantité de mécontents de toutes classes qui affluent à Paris de tous les endroits de la République. Tout le monde dit que l'attentat sur la personne de Tallien est une fausseté, en un mot un mensonge inventé par lui-même pour donner du crédit à ce qu'on appelle son parti. — Une caricature, qui se vend au Palais-Égalité, représente la République entourée de toute la coalition qui s'empresse de l'étouffer ; elle a l'air de rire de leurs vains efforts. — Une autre, ayant pour titre *Les loups font la paix avec les brebis* ; elle représente les loups avec le symbole de la paix et donnant en secret le signal d'égorger. Des têtes de brebis sont portées au bout des lances. — Le portrait du dernier roi avec ces mots : *Louis XVI immolé le* 21 *janvier*. — Celui du Dauphin, au bas duquel est écrit : *Louis XVII, roi de France et de Navarre.*

On a crié, dans le Louvre, le rétablissement des barrières et entrées de Paris : bien des personnes ont dit : « Tant mieux ! Plût à Dieu que cela soit ! Il n'y a que ce moyen pour avoir de l'argent. » En général tous les marchands le désirent et s'y attendent.

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

III

3 MESSIDOR AN V (21 JUIN 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 4 MESSIDOR.

Esprit public. — Quoique toutes les parties de la société soient calmes et paraissent même éloignées de toute disposition à changer, cependant la tristesse et le mécontentement ont encore fait des progrès, les places publiques ont offert plus d'inactifs que de coutume ; les cabarets et les petits cafés ont aussi paru plus fréquentés, et il n'a pas été rare de rencontrer des individus pris de vin, et l'on a entendu des passants remarquer que les excès étaient toujours plus voisins de la misère. Celle-ci est effectivement le principal sujet des entretiens publics ; tous les maux que l'on a soufferts et ceux que l'on redoute sont attribués au désordre des finances ou annoncés comme l'effet immanquable de la détresse de l'État, et lorsqu'à ces images on joint encore le tableau des passions en nature politique, il n'est point de malheurs que ne présagent les esprits faciles à s'alar.

mer dont le nombre s'est considérablement accru depuis quelques jours. La consternation règne parmi les rentiers, qui commencent à douter de la paix et qui, par des regrets sur leur sort, ne laissent pas, dans les cafés et les promenades, de fournir aux frondeurs qui circulent dans ces lieux des occasions de déclamer contre le régime actuel et d'accuser d'égoïsme les membres du Directoire et de la représentation nationale. Le besoin arrache aussi nombre de plaintes aux employés, et la nécessité les emportait souvent, à ce qu'on a pu entendre, au delà des bornes du respect dû aux premières autorités La fermentation qui, depuis peu de jours, s'est emparée de tous les esprits a paru aussi plus sensible parmi les petits négociants et les marchands ; on a témoigné, dans cette classe, peu d'attachement à la République et il n'est pas rare d'entendre dire que tel ou tel gouvernement est indifférent en lui-même, que celui-là seul est à préférer, sous lequel on est heureux ; cette partie des citoyens apprécie constamment les choses par le tort ou les avantages qui peuvent en résulter pour les intérêts, et elle a semblé très sensible à la baisse nouvelle que les inscriptions éprouvent sur la place.

On a cru découvrir plus d'esprit public parmi les premiers artisans, mais ils n'ont paru nullement intimidés de l'établissement des réunions patriotiques dont on croit le nombre déjà augmenté, persuadés que le Directoire les fermera toutes aux premières étincelles de démagogie ou de terrorisme qu'elles voudraient jeter, et que, dans le cas contraire, elles n'auront aucune influence funeste sur l'opinion. Il n'en est pas de même de toutes les autres classes de la société, où suivant les intérêts et les oppositions, la réunion de la maison Montmorency est nommée, tour à tour, réunion de patriotes créée à temps pour arrêter les royalistes, et ramas de jacobins qui vont occasionner le plus grand désordre, si on les laisse faire. Plus généralement encore on est alarmé au sérieux (*sic*) de réunions semblables que l'on dit se former dans différents faubourgs. Une grande partie de la tristesse publique a évidemment paru provenir de la naissance de ces associations comme finissant toujours par donner carrière aux excès. Les opinions sont constamment les mêmes dans les deux cafés connus dans le Jardin-Égalité sous les noms de Valois et Corrazza. Dans le premier on y parle avec dégoût de tout ce qui porte l'empreinte d'une institution républicaine, dans l'autre le patriotisme y dégénère en une fougue excessive. On y embrasse rarement l'intérêt de tous les pouvoirs ensemble, et l'on s'y montre partisan déclaré de l'un contre l'autre ; mais, à travers ces derniers, des esprits médiateurs manifestent sincèrement leurs craintes de voir le Corps législatif

tendre[1] peu à peu l'autorité, ou du moins les attributions accordées au Directoire par la Constitution. Dans ce sens on regarde, toujours et assez généralement, la dernière résolution sur les finances[2] ou comme incomplète ou comme vicieuse. Le malaise existe sans doute, mais sans préjudice du calme : il existe de tous côtés.

Bourse. — .....Depuis hier la hausse que les cours avaient éprouvée ne s'est pas soutenue, quoique l'on parût y compter. On a attribué ce changement aux efforts d'une compagnie qui joue à la baisse. Cours moyen : 30 livres.

LIMODIN.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 3 AU 4 MESSIDOR.

... Les citoyens Grandpré et Roussel, tous deux chefs de brigade à la suite, disaient, dans un cabaret au coin de la rue de Bourgogne, qu'il allait, sous peu, y avoir cinquante mille officiers de réformés, mais qu'ils f......... bien de la tablature aux Chouans qui nous gouvernent, qu'on se f...... d'eux pour le moment, mais que cela ne durerait pas longtemps. — Il a été crié, hier, dans Paris, l'organisation d'une garde de cent Suisses pour la garde du Directoire. Plusieurs citoyens se disaient les uns aux autres : « Tiens ! ces Messieurs qui veulent se faire garder le roi (*sic*). » Plusieurs se sont même permis des propos insolents contre le Directoire.....

On s'aperçoit plus que jamais que l'on cherche à indisposer les citoyens contre les militaires, en mettant en avant l'indiscipline qui règne parmi eux. — On remarque avec satisfaction la conduite que tient le 20e régiment de cavalerie ; les ennemis de l'ordre insinuent aux différents corps de troupes, notamment aux grenadiers du Corps législatif, aux chasseurs et aux volontaires, qu'ils sont détestés de tous les citoyens de cette commune.

Au café Discret, rue de Grenelle, plusieurs malveillants répandaient le bruit que les négociations de paix avec l'Empereur étaient rompues, que nous allions avoir la guerre avec la Suisse, que l'armée d'Italie enfin courait les plus grands dangers. — Dans un groupe aux Tuileries, plusieurs individus, se disant pensionnés de l'État, se répandaient en injures contre le Corps législatif ; ils disaient que le Trésor public ne pouvait pas fournir à leurs appointements, et il n'est sorte de propos qu'ils ne se soient permis.....

1. *Sic*. Peut-être faut-il lire *restreindre*.
2. Voir plus haut, p. 2.

Un particulier, reconnu pour un Jacobin forcené, a dit que les patriotes allaient reprendre le dessus, que le Directoire se trouverait forcé de venir à leur secours, vu que l'aristocratie l'emportait sur lui, mais que les patriotes ne se montreraient pour lui que pour avoir lieu de prendre leur revanche, et qu'ils sauraient bien lui faire regretter de ne pas les avoir protégés depuis qu'il gouverne.....

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

IV

4 MESSIDOR AN V (22 JUIN 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 5 MESSIDOR.

Esprit public. — L'espèce de fermentation qui a gagné les esprits depuis quelques jours a paru hier non pas diminuée, mais plus concentrée ; un très grand nombre de personnes croient voir une lutte décidément établie entre le Corps législatif et le Directoire exécutif.

Les nuances, jusqu'alors très multipliées, de l'opinion disparaissent peu à peu et semblent se réduire à deux teintes plus distinctes; les uns voient le retour du royalisme, les autres voient celui de l'anarchie et du terrorisme. Bien des têtes s'exaltent; l'on se menace respectivement des plus grands malheurs; la foule immense des citoyens, qui observent et semblent craindre de se prononcer, témoigne les plus vives inquiétudes; on a cru s'apercevoir que les principales alarmes venaient des vues dans lesquelles on présume le Corps législatif de (*sic*) paralyser les attributions du Pouvoir exécutif et de tendre, en temporisant, à la dissolution de la Constitution ; on a vu encore que la dernière résolution sur les finances avait beaucoup ajouté à ces soupçons.

On doit dire aussi que les révolutionnaires, à la faveur de ces bruits qu'ils convertissent en réalité, s'insinuent parmi les ouvriers qui se trouvent souvent réunis à la sortie de leurs travaux et les excitent, par de violentes déclamations, contre les députés du nouveau Tiers, comme dévoués au royalisme dont ils soutiennent la faction. Rien n'est plus général que d'entendre traiter la réunion de Clichy de rassemblage de tous les Chouans, qui se grossit chaque jour de nouveaux prosélytes, et la réunion de l'hôtel de Salm de ramas de Jacobins qui méditent la perte du nouveau Tiers, la dissolution de la

majorité du Corps législatif et la subversion de l'ordre actuel des choses pour en tirer l'occasion de nous conduire au régime militaire. Ce n'est qu'avec de très vives inquiétudes que l'on parle de la quantité des clubs qui s'établissent, dit-on, dans Paris, et très souvent on ne voit dans ces réunions que des partisans de factions, que de secrets ambitieux conspirant contre la tranquillité publique. Nombre de familles, dans le doute où elles sont sur le but de ces institutions, voudraient que le gouvernement s'opposât à leur propagation.

D'un autre côté, les mêmes incertitudes règnent et s'accroissent encore sur la paix. Les vœux pour l'obtenir sont plus ardents en quelque sorte, en raison des conjectures que l'on voit lui être contraires, car les politiques des cafés, pour la plupart, n'attendent pas des conférences de Lille un résultat plus heureux que celui sorti des négociations précédentes avec le lord Malmesbury. Ils parlent, en outre, d'une rupture entre la France et les États-Unis de l'Amérique, comme si la guerre était déjà déclarée entre ces deux puissances, et il n'existe qu'un désir universel pour que les différends entre les deux Républiques se terminent à l'amiable. En outre, les armements de l'Empereur, ceux du roi de Prusse, les mouvements de nos armées dans la Belgique, tout fait appréhender la continuation de la guerre; en un mot, rien, dans toutes les parties du public, n'est attendu avec plus d'impatience que la paix et la restauration des finances. Le bruit court que Buonaparte est rappelé à Paris par le Directoire.

Dans le café du Jardin-Égalité, où il se rassemble plus d'étrangers, on a dit que, du côté de Blois, les émigrés et les prêtres réfractaires désarment les citoyens et forment une seconde Vendée. — Les colons n'espèrent pas beaucoup du choix que le Directoire doit faire des agents destinés à se transporter aux colonies ; ils craignent qu'il n'y envoie des dilapidateurs de la fortune publique. — Même aigreur parmi les rentiers, mêmes plaintes des salariés publics, et notamment d'anciens employés réformés. Les travaux parmi les artisans ont paru dans une satisfaisante activité ; ils se plaignent du renchérissement de quelques denrées.

La tristesse, l'inquiétude, la gêne, mais l'ordre maintenu, tels sont les principaux caractères actuels du public.

Cultes. — Une décence extrême dans les cérémonies et du respect pour les autorités dans quelques discours ont été remarqués dans l'observation des devoirs religieux pratiqués, tous ces jours derniers, par un grand concours de monde. Les voleurs cependant s'introduisent dans les temples.....

Spectacles. — Peu de monde partout, le théâtre Feydeau excepté.

A la représentation du drame *La Mère coupable*, on a fait, avec un nouvel enthousiasme, l'application de tout ce qui pouvait s'interpréter contre l'institution du divorce.....

Bourse. — Toujours le même état de choses au Palais-Égalité et moins d'affaires qu'à l'ordinaire, à cause des difficultés qui se trouvent dans les liquidations.

Les inscriptions se sont faites de 28 livres 5 sols à 29 livres.

Les bons des 3/4, de 18 livres 7 sols à 19 livres.

BRÉON.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 4 AU 5 MESSIDOR.

L'annonce qu'ont faite plusieurs journaux de la nomination du lord Malmesbury a fait la matière de beaucoup de conversations; en général, on aurait mieux aimé que ce fût tout autre que lui; on paraît aussi beaucoup douter du succès d'une négociation faite par un homme que l'on regarde plutôt comme un espion envoyé par Pitt, que comme un négociateur revêtu de la confiance de ses concitoyens.....

Chez un marchand de vin, rue de la Ville-l'Évêque, cinq maçons y étaient à boire. Le garçon marchand de vin, leur apportant une pinte de vin, leur dit : « C'est la troisième, entendez-vous, citoyens républicains? — Républicains? lui répondirent-ils, oui, comme le comte d'Artois. »

Maison de la ci-devant Instruction chrétienne, rue Pot-de-Fer, les prêtres non sermentés qui y officient ont célébré l'octave de la Fête-Dieu, sur les sept heures du soir; on a fait, à deux reprises, la procession autour de la cour ; il y avait un reposoir très richement décoré. Deux volontaires ont dit, en voyant la richesse des ornements et le nombre des personnes qui y assistaient : « On voit bien que ce sont des prêtres insermentés; si c'étaient des patriotes, on ne leur accorderait pas tant de faveur..... »

Il a été dit, au café Manoury, que le Directoire avait donné des ordres au général Buonaparte pour une mission, mais que cette mission n'était autre chose que de marcher sur Paris avec son armée, que les Suisses et les émigrés le suivraient, et qu'ils y établiraient un roi; d'autres ont soutenu que ce ne serait que pour défendre le Conseil des Cinq-Cents. — On a publié dans tout Paris le passage du Rhin par le général Hoche, tout le monde disait : « Eh bien! voyez comme on nous endort avec la paix! » D'autres prétendaient que c'était une fausse nouvelle. — Il a été pareillement crié un grand rassemblement

aux faubourgs Antoine et Marcel ; les groupes du Pont-au-Change paraissaient très satisfaits, et les crieurs de journaux disaient : « Nous vous en dirons bien davantage, mais ces coquins de mouchards sont là aux aguets pour nous conduire au Bureau central. » Quelques personnes ont dit : « Ils ont beau faire, il faut que les royalistes ou les patriotes triomphent, et ce ne sera pas long. » — On dit que la liberté de la presse, qui est dégénérée en licence, et les allégories ridicules que représentent une infinité d'estampes, et que le gouvernement tolère, contribuent beaucoup à son avilissement.

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

V

5 MESSIDOR AN V (23 JUIN 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 6 MESSIDOR.

Esprit public. — Tout, à l'extérieur, annonçait la tranquillité, mais il était facile de s'apercevoir d'une vive agitation dans les esprits; il a été aussi très commun d'entendre annoncer, comme prochaine, une commotion violente. Bien des plaintes se tournent contre le royalisme, et on le menace même avec aigreur, même avec passion d'une défaite inévitable; une autre partie des citoyens accuse ceux qui se plaignent du royalisme de flatter le Directoire, à la faveur de ces déclamations, afin d'en obtenir les places en affectant de se porter ses défenseurs. Les membres de la réunion de Clichy sont des royalistes, ceux de la réunion de Salm sont des Jacobins, et dans les discussions politiques, qui aboutissent presque toujours à cette définition, on s'anime sur l'esprit de ces différentes sociétés. Cependant l'indisposition s'est davantage prononcée hier contre le Conseil des Cinq-Cents. La motion faite par le représentant Dumolard, au sujet de la guerre avec Venise [1], n'a eu que très peu de partisans, outre que l'on a retrouvé que le Directoire exécutif avait fait son devoir, en vengeant la France des perfidies et des atrocités commises par le gouvernement vénitien envers les Français. On a traité d'impolitiques et de dangereuses en ce moment des réflexions émises publiquement

1. Dumolard avait dénoncé, comme inconstitutionnelle, la conduite du général Bonaparte à l'égard de Venise, et proposé de demander au Directoire, par message, des renseignements.

à la tribune sur des objets d'où pouvaient dépendre le succès et l'avantage des négociations ouvertes actuellement pour la paix.

Lorsqu'on a jeté les yeux sur le délabrement des finances, on s'est plaint de l'insouciance du Corps législatif dans de semblables conjonctures ; beaucoup en prédisent des suites funestes, si l'on ne s'en occupe sérieusement ; ces objets occasionnent les plus violents murmures, et font désespérer de la chose publique. — Cette sorte d'incertitude et de méfiance qui règnent aujourd'hui dans toutes les parties de la société, cette exaspération d'opinions qui supposent le royalisme ou le terrorisme disposés à s'emparer des événements et du cours des affaires, jettent la consternation la plus grande parmi ceux auxquels il est dû par le gouvernement. La tristesse des rentiers et les plaintes des fonctionnaires malaisés ont paru tirer des bruits publics un nouveau caractère ; à la crainte des dissensions, se joint celle de voir la paix extérieure s'éloigner. Des préparatifs de guerre de divers souverains donnent lieu à des conjectures fâcheuses. Les uns craignent de bonne foi, et un grand nombre de personnes affectent de certifier que la guerre va recommencer et que nous devrons ce fléau à la conduite du Directoire.

On a dit encore que le Directoire ne nommait pour les colonies qu'un seul commissaire, qui réunirait le pouvoir militaire et l'autorité civile dans sa personne. L'on a craint le plus souvent que cet employé n'abusât de ce double pouvoir. Cependant le choix de sa personne est approuvé, même assez généralement des colons eux-mêmes. On attend avec impatience les rapports de différentes commissions ; celui qui concerne la religion occasionne beaucoup de fermentation ; les uns tiennent que tout le projet [1] sera adopté et en augurent bien, les autres font des menaces et disent qu'il est bientôt temps de se montrer pour sauver la chose publique ; tel est l'esprit de plusieurs groupes et de bien des cafés. — Dans ces derniers lieux, on a parlé, avec satisfaction, des progrès que faisait dans les départements le nouveau culte des Théophilanthropiques [2] ; ce culte est traité dans différents cafés, d'innovation très dangereuse et d'une religion qui, loin d'être désintéressée, cachait quelques vues politiques.

Des plaintes continuent sur le non paiement des ouvriers des grandes manufactures, au point que plusieurs ont, dit-on, été forcés de s'enrôler pour l'étranger.....

Spectacles. — .....Au théâtre de la rue Feydeau, deux voix se

1. Le projet de Camille Jordan. Voir plus haut, p. 2.
2. Voir à ce sujet, dans *Paris sous la réaction*, tome IV, p. 187, l'article du *Rédacteur* du 5 messidor an V.

sont élevées, au moment où l'on disait le nom de *citoyens* au public, avant de lui indiquer l'auteur de la nouvelle pièce, pour recommander à l'acteur de dire au public : *Messieurs*.....

Bourse. — L'affluence est toujours la même au Palais-Égalité, mais il ne s'y fait pas plus d'affaires, et la baisse continue. On persiste à en attribuer la cause à un peu d'engorgement, occasionné par la pénurie des fonds et la lenteur des expéditions de la Trésorerie. Cours des inscriptions : 27 livres 15 sols.

BRÉON.

(Arch. nat., AF ,v, 1477.)

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 5 AU 6 MESSIDOR.

Au café de la République française, rue de Grenelle, plusieurs particuliers disaient qu'il y avait un fort parti dans le Conseil des Cinq-Cents pour renverser le Directoire, que sous peu il éclaterait un grand coup, plusieurs d'entre eux ont dit que le devoir des bons citoyens était de se rallier au Directoire, qui était sûr d'avoir pour lui les armées et la majeure partie du Conseil des Anciens ; ils allaient jusqu'à dire que, dans le Conseil des Cinq-Cents, il y avait beaucoup d'émigrés et de prêtres réfractaires qui sont payés par l'Angleterre pour anéantir le gouvernement républicain. — Au café de Foy, les colons de Saint-Domingue, qui s'y rassemblent ordinairement, assuraient que le Directoire avait nommé au commandement général de cette île le général Hédouville. Tous ceux qui connaissent les mœurs et les talents de ce général applaudissent à ce choix, et les services importants qu'il a rendus dans la Vendée justifieront ces applaudissements, mais les colons auraient préféré, à ce qu'on peut croire, que ce fût le général Rochambeau, qui connaît déjà le pays et à qui le Directoire semble devoir quelques dédommagements de sa destitution.....

Dans une société particulière, un courrier disait que le citoyen Barthélemy, en entrant au Directoire, avait déclaré qu'il n'était pas content de la situation de la France, et qu'il s'étonnait beaucoup aussi de voir à chaque coin de rue, et dans tous les journaux, les sottises les plus atroces contre les principaux agents du gouvernement. — Au café ci-devant du Roi, rue Honoré, on disait qu'on voyait avec douleur la discorde qui se fomente entre le Directoire et le Corps législatif ; on disait aussi que cela ne servirait qu'à contribuer à retarder les heureux avantages que nous avons lieu d'espérer de notre Révolution. — L'affluence était si grande au Palais-Égalité, entre neuf et dix

heures du soir, que les citoyens paisibles que leurs affaires portaient à y passer ne pouvaient pas librement ni sûrement circuler ; une quantité de jeunes gens, se tenant les bras, interceptaient le passage.

Les crieurs de journaux ont annoncé au Palais-Égalité la rupture des négociations de paix entre la République française et l'Empereur ; on a entendu des particuliers dire : « Nous voudrions bien que cela soit ! » En général tout le monde craint que cette paix, qui paraissait être prochaine, ne s'éloigne encore.....

Un particulier a dit au Palais-Égalité que le Directoire cherchait à se rapprocher des patriotes, que c'était le seul parti qu'il avait à prendre, et que le rassemblement de la maison de Montmorency serait avant peu au nombre de mille ; que le nombre des patriotes est plus considérable qu'on ne se l'imagine.

Au café du Pont-au-Change, plusieurs citoyens s'entretenaient de plusieurs sociétés établies dans différents quartiers de Paris [1] ; l'un d'eux citait celle du faubourg Germain, où cent soixante députés des deux Conseils sont admis, sur quatre cents sociétaires qui la composent ; suivant eux, le but de cette réunion est de faire un parti d'opposition, contre le club de Clichy, dans laquelle sont réunis trois cents députés, à qui ils prêtent les intentions perfides de vouloir anéantir la Constitution républicaine, pour y substituer la royauté. — Place de Grève, les joueurs de dés se tiennent maintenant entre les cabanes des jeux de marionnettes et du marchand d'orviétan ; on y voit toujours beaucoup de volontaires rassemblés.

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

VI

6 MESSIDOR AN V (24 JUIN 1797)

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 7 MESSIDOR.

Esprit public. — Les esprits sont toujours un peu agités ; l'établissement ou le projet d'établissement de plusieurs clubs est une des principales causes de l'inquiétude que l'on manifeste sur le sort de la tranquillité publique. On considère comme une provocation indirecte à quelques mouvements la formation de la Société réunie à la maison

1. Voir *Paris sous la réaction*, t. IV, p. 188.

Montmorency[1], ou tout au moins comme un exemple très dangereux, et capable de causer les plus grands troubles dans les départements et dans l'enceinte même de Paris. Aussi, lorsqu'il en est question, en parle-t-on peu en bien et beaucoup en mal.

Les idées de tristesse que ces craintes inspirent sont aggravées par celles que partagent nombre de citoyens de tous états de l'éloignement de la paix. L'impatience de voir cesser toutes les incertitudes à cet égard est extrême et telle que l'on voudrait être assuré officiellement par le Directoire. La paix, à ce qu'il a paru, continue à être l'objet important qui exerce le plus d'empire sur l'opinion publique ; on y attache sans réserve le sort des finances ; on en fait dépendre la restauration de toutes les branches du commerce ; on la regarderait comme la mort de tous les partis. Les espérances d'y parvenir semblent s'éloigner depuis quelques jours aux yeux d'un grand nombre de citoyens, qui en manifestent hautement leurs regrets, et l'on ne lève les yeux de dessus cet objet que pour les reporter sur le délabrement des finances et les difficultés que cet état de choses a fait naître entre le Conseil des Cinq-Cents et le Directoire. Il faut joindre encore à ces causes de mécontentement le peu de vigueur que l'on trouve aux tribunaux et aux autorités administratives pour réprimer le brigandage qui désole les campagnes ; de plus, on se plaint de la rentrée prodigieuse des émigrés, qui peuvent servir à exciter les passions et à diminuer le crédit public. — Il y a partage évident à l'occasion des événements d'Italie ; les uns les traitent de désastres révolutionnaires amenés par les Français et dont les suites fâcheuses tourneront à notre détriment ; d'autres sont contents de ce qui s'y passe et en disent du bien. — On croit peu à l'arrivée de fonds que l'on disait en route pour la Trésorerie nationale, où ils seraient expédiés d'Italie, et la malveillance feint d'y croire pour en faire d'avance la proie des dilapidateurs, terme dont la réticence force l'acception sur les premiers magistrats de la République.

Quelques sentiments exagérés à part, d'ailleurs fort rares, tout suppose dans l'opinion de la réascension des cloches, la liberté et la plus grande[2] du culte, mais sans aucun signe extérieur et sans exiger aucune garantie particulière de ses ministres autrement que comme citoyens ; en un mot l'exécution stricte de la Constitution en cette partie est le vœu décidé du public, où l'on témoigne d'ailleurs répugnance pour tout ce qui donnerait à la religion quelque importance aux yeux du législateur. On doit dire au surplus que, toutes obser-

1. Voir page précédente.
2. Ici il manque un mot dans l'original.

vations recueillies et rassemblées, il paraît tout à fait impossible que des discussions en matière de religion deviennent de sitôt la cause ou le prétexte d'aucun trouble, d'aucune commotion. Les deux premiers objets traités dans ce rapport sont les seuls qui laissent de vives inquiétudes dans les esprits et fassent présumer à bien des gens que sous peu il doit y avoir des événements extraordinaires et peut-être désastreux. Cette idée alarme et jette déjà de profondes racines.

Spectacles. — Il s'y est rendu très peu de monde. Ce qu'on y remarque au surplus, depuis quelque temps, est une ardeur unanime à relever par des applaudissements les plus affectés tout ce qui couvre de ridicule ou de mépris les riches dont la fortune date de la Révolution. Les ressentiments du règne de la Terreur donnent aussi lieu à des applications fort vivement faites. — Moins d'unanimité d'ailleurs, mais non moins d'acharnement à relever ce qui semble faire la censure de quelques institutions de la République, telles que les fêtes publiques, le divorce, etc. L'animosité alors est sensible et réduite souvent à une très petite partie des spectateurs. Tel est, depuis quelques décades, l'esprit public dans les théâtres...

Bourse. — On conçoit beaucoup d'espérance de ce que les plus grandes difficultés qui entravaient les liquidations paraissent levées. Les rentes sont montées à 28 livres 5 sols.

BRÉON.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 6 AU 7 MESSIDOR.

Il y a tous les soirs des groupes aux portes Martin et Denis ; l'agitation y est souvent très vive. Nous surveillons scrupuleusement cet endroit, car il est visible qu'il s'y glisse beaucoup de malveillants qui manient à leur gré les esprits crédules des ouvriers qui s'y trouvent en grand nombre ; d'ailleurs on ne doit pas oublier que cet endroit avait été désigné par Babeuf et ses complices comme point de ralliement. — Au théâtre Feydeau, on donnait la première représentation du *Traité nul* ; cette pièce ayant eu du succès, on demanda l'auteur, l'acteur étant venu annoncer que c'était le citoyen Marsollier : « Pas de citoyen ! » dirent quelques voix ; l'acteur reprit : « C'est M. Marsollier ! » et il fut applaudi. — Au café Discret, rue de Grenelle, on disait que dans un dîner qui avait eu lieu aux Champs-Élysées, chez Payen, traiteur, et où se sont trouvés plusieurs députés, dont était Dumolard, on avait beaucoup parlé politique, que ce dernier avait dit que le général Buonaparte avait fait couler, en Italie, du sang

innocent, notamment à Venise, et qu'il avait exercé des actes arbitraires contre les peuples de ces contrées, de concert avec le Directoire, mais que sous peu on déchirerait le voile.....

Ces jours derniers, un prêtre nommé Thétu, exerçant son ministère à la ci-devant école des Sœurs, division des Invalides, fut chez le citoyen Bailly, marchand de vin « Au Petit-Trou », rue Dominique, où il se permit de menacer la femme dudit Bailly, en lui disant qu'elle se repentirait d'envoyer sa fille aux écoles primaires, qu'elle devait l'envoyer à lui ; cette dernière, ayant été traitée de salope, fut contrainte de lui donner un soufflet et de le mettre à la porte.

Au café du coin du quai de la Ferraille, à l'annonce d'un journal qui parlait d'un armement maritime considérable, des jeunes gens on dit que c'était une politique du gouvernement pour se débarrasser d'une cinquantaine de mille hommes. Quand le même journal a parlé du milliard de récompense aux militaires, un d'eux a dit : *Va-t'en voir s'ils viennent, Jean!* Des militaires, qui étaient présents, se sont mis à rire. « Au surplus, disait un de ces jeunes gens, j'ai été aux frontières ; je suis si content d'en être revenu que cinquante diables ne m'y feront point retourner..... »

Chez un marchand de vins, rue Saint-Honoré, des citoyens disaient que la guerre allait recommencer, et que l'Empereur faisait beaucoup fortifier ses places : « Voilà donc cette belle promesse de paix dont on nous parlait tant ; d'ailleurs, disaient-ils, il ne serait pas à désirer, pour ceux qui nous gouvernent, que la guerre se termine promptement ; ils reculeront le plus qu'ils pourront notre félicité..... »

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

VII

7 MESSIDOR AN V (25 JUIN 1797).

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 7 AU 8 MESSIDOR.

Dans un café, rue J.-J. Rousseau, deux particuliers, inconnus de la société, ont dit qu'un mouvement devait éclater bientôt, qu'ils en étaient instruits par des personnes dignes de foi, que le but de cette insurrection était de bouleverser le gouvernement en anéantissant la Constitution de 95, qui n'était qu'un tissu d'horreurs aux yeux de la nation française, que celle de 93 était, au contraire, une institution

sage, qui convenait infiniment mieux, et que l'intention des honnêtes gens était de la remettre en pleine activité ; ils ajoutaient qu'ils comptaient beaucoup sur la troupe, que le plus grand mécontentement y régnerait bientôt, attendu, disaient-ils, que le gouvernement ne pourrait bientôt plus les payer, vu la grande détresse de nos finances ; ils ajoutaient aussi qu'ils comptaient également sur les employés et rentiers, le discours de ces orateurs leur attira le plus grand mépris de la société. — Au café Quillin, rue de l'Arbre-Sec, la conversation roulait sur les finances; on disait que si le gouvernement voulait sous peu de temps se liquider de sa dette, c'était de remettre, dans le délai le plus bref, les barrières en activité, le Mont-de-Piété et la loterie nationale, que d'après cela non seulement il s'acquitterait, mais encore qu'il aurait de reste pour faire face aux affaires de l'État.....

On voit avec la plus grande satisfaction le bon esprit des militaires, qui quoique travaillés par les ennemis de la chose publique, paraissent être fort attachés à la forme du gouvernement. — Au café de la Porte-Saint-Martin, un citoyen arrivant des frontières de la Suisse, dit avoir rencontré une quantité prodigieuse de réfractaires et d'émigrés rentrant principalement par les gorges de Porrentruy ; suivant ce citoyen, il y a fort peu dans ces contrées de troupes pour s'opposer à leur passage.....

Place Maubert, il y a eu une rixe au sujet d'un crieur de journaux qui annonçait les inquiétudes de Buonaparte sur les préparatifs de guerre que fait l'Empereur ; un particulier a cherché querelle à ce crieur, en lui disant que l'Empereur avait signé la paix, et que Buonaparte était bien tranquille. Quatre volontaires, passant, ont dit : « Vous êtes toujours à parler de la paix, vous ne l'aurez pas dans dix ans ! » Les volontaires furent hués; on était prêt à les frapper, mais on a crié à la garde et le groupe a disparu.....

Dans une société particulière, on disait qu'à Caen, département du Calvados, il y avait plus de cinquante émigrés et quantité de prêtres réfractaires, que les habitants sont prêts à se soulever pour former une seconde Vendée, que des scélérats, dispersés par bandes, parcourent les campagnes pour assassiner et voler tous ceux qui se sont montrés dans la Révolution.

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

VIII

8 MESSIDOR AN V (26 JUIN 1797)

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 9 MESSIDOR[1].

Esprit public. — On n'a pu s'empêcher de voir encore augmenter la fermentation des esprits, et de remarquer, avec une partie du public, que l'établissement, ou déjà fait ou projeté, de différentes réunions politiques était le premier sujet d'inquiétude, comme la pénurie des finances était le sujet de mécontentement ; on voudrait que ce dernier chapitre occupât exclusivement le Corps législatif, lequel abandonnât plutôt d'autres détails de législation pour songer, avant tout, à revivifier le crédit national et à rassurer, sur un point aussi essentiel, toutes les classes de la société. On désirerait surtout que, dans cette matière, le Conseil des Cinq-Cents montrât le même accord avec le Directoire qu'il a montré lorsqu'il a été question d'envoi de commissaires aux colonies. — Mais, plus fréquemment encore que par le passé, on entend dire que tout va fort mal, que cet état de détresse ou d'animosité doit amener nécessairement une crise et qu'il n'y a que la paix seule qui puisse nous sauver. Bien des gens s'obstinent à croire et à répandre que le gouvernement ne la veut pas et, qu'en conséquence, elle n'aura pas lieu, et par la description qu'ils font de l'attitude guerrière de presque tous les États de l'Europe en ce moment, ils jettent partout l'alarme, et affligent davantage les créanciers du gouvernement et les rentiers qui n'ont d'espoir que dans la paix.

On continue dans le public, à être persuadé que les émigrés rentrent en quantité, au moyen des protections qu'ils trouvent auprès du Corps législatif, et l'on accuse ce dernier, d'adopter dans ses délibérations, une marche tortueuse qui nuit beaucoup à la vente de leurs biens ; en général, plus que jamais, les soupçons planent sur le Corps législatif. — Mais, c'est avec une autre évidence que l'agitation se prolonge lorsqu'on en vient à causer des réunions politiques ; les ménagements disparaissent peu à peu des conversations sur cette matière, et l'on n'en admet aucun pour prendre, tantôt la réunion de Clichy comme celle des conspirateurs royalistes, tantôt la réunion du ci-devant hôtel Montmorency comme un rassemblement de séditieux

1. Le rapport du 8 a été publié dans *Paris sous la réaction*, t. IV, p. 190.

qui cherchent à intimider dans sa marche le Corps législatif ; on dépeint déjà plusieurs membres de ce dernier comme décriés dans l'opinion publique ; on est persuadé que, d'après cet exemple, la France ne formera bientôt qu'un ramas d'associations qui finiront par amener la guerre civile. Quelquefois on semble craindre que les controverses et les disputes sur le culte ne viennent ajouter au mal ; suit aussitôt le rapprochement que l'on fait dans l'établissement presque simultané de la réunion Montmorency à la société théophilanthropique [1], on est porté à croire que celle-ci a beaucoup d'identité avec l'autre ; on présume que ce nouveau culte public, rendu à la morale et dégagé de tout caractère extérieur, cache un but politique sur l'intention, sur l'esprit duquel on élève plus d'un doute ; dans nombre de cercles littéraires, les citoyens de haute éducation témoignent de l'animosité et du mépris contre cet établissement, qu'ils croient entre les mains de quelques ambitieux secrets. Les citoyens plus étrangers aux passions craignent seulement que ceux qui conduisent cet établissement n'en viennent bien (*sic*) à faire une application de leurs préceptes de morale aux principes du gouvernement, en sorte que la religion y serait substituée par la politique. Tout est crainte, et, dans les conjectures présentes, le moindre événement est interprété comme s'il devait tirer à conséquence.....

Bourse. — Les affaires sont toujours dans la stagnation, et l'on parle chaque jour de nouvelles faillites, plus considérables les unes que les autres, principalement dans le commerce d'épicerie. Ces nouvelles ne contribuent pas peu à entretenir le découragement presque général. La rente est à 26 livres, les bons du 1/4 à 35 0/0 de perte, les bons des 3/4 à 16 livres, 15 sols.

BRÉON.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 8 AU 9 MESSIDOR AN V.

...Dans une société, la conversation roulait sur les membres du Directoire ; on y disait que le citoyen Barthélemy ne frayait point avec ses collègues, qui d'ailleurs n'avaient point été satisfaits de son arrivée incognito ; les mêmes personnes ont ajouté qu'il avait passé une grande heure avec la ci-devant marquise de Choiseul, qu'il avait fait rentrer dans ses biens, ainsi que quatre émigrés.....

On ne manque point d'insinuer au soldat que le milliard promis aux défenseurs de la patrie est une illusion dont on le berce, que

1. Voir plus haut, p. 14.

sous peu de temps on ne pourra pas même le solder. — Le journaliste Lebois dit dans ses feuilles que le ministre de la guerre renvoie les militaires blessés sans pension.

Maison de Thionville, beaucoup de monde était arrêté pour voir une nouvelle caricature représentant deux colonnes, l'une est celle de la Royauté, l'autre celle de la République, le Directoire en costume, s'écroulant de son siège où il est monté, la figure effarée et feignant le désespoir; en haut des colonnes sont les armes de France, avec ces mots : *La rentrée des prêtres.* Plus bas est écrit : *Anéantissement des Sociétés populaires... plus d'esprit public... rentrée des émigrés en France... et persécution des acquéreurs de biens nationaux;* et en bas glissé, entre deux chaises, le cul par terre (*sic*). — Des mauvais plaisants faisaient courir le bruit que le tonnerre était tombé auprès de la statue de la Liberté, et que Dieu était aristocrate et n'aimait point la Révolution.....

Dans une société particulière, on disait qu'il serait dangereux d'avoir sitôt la paix, attendu la grande quantité de militaires de tous grades et d'employés dans les armées qui se trouveraient supprimés, que cela ne pourrait former que des brigands qui se répandraient sur toute la surface de la France.....

Un crieur de journaux annonçait *le grand complot découvert pour nous faire danser la camargnole.* Le public riait, et disait : « Tais-toi, menteur. »

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

IX

9 MESSIDOR AN V (27 JUIN 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 10 MESSIDOR.

Esprit public. — L'ordre paraît toujours très affermi; on ne pressent pas qu'il puisse de sitôt recevoir aucune atteinte sensible; cependant la confusion des esprits augmente. On voit ou l'on veut voir un schisme entre le Corps législatif et le Directoire; la première de ces autorités est soupçonnée, bien plus, accusée de royalisme par une partie du public; d'autres partis regardent, au contraire, le Corps législatif comme suppléant en ce moment à ce que la Constitution n'a point énoncé touchant la responsabilité des ministres; ceux-ci

disent que le Conseil des Cinq-Cents n'attaque le Directoire que pour le détruire avec la Constitution ; ceux-là disent que le royalisme du Conseil est chimérique et qu'il ne porte son examen sur la conduite du Directoire que parce que ce dernier dépasse la ligne constitutionnelle. Il résulte de cette manière opposée de voir que, dans le public, toutes les parties du gouvernement sont environnées de soupçons et que nulle part la confiance ne paraît déclarée pour les premières autorités. Cependant, parmi tant de discours dictés par l'humeur, on distingue mille vœux pour que l'harmonie la plus parfaite vienne à régner entre le Corps législatif et le Directoire.

Les bruits alarmants se propagent, l'esprit de parti paraît vouloir ne se donner que peu de consistance ; on parle de l'énergie de ceux-ci, prêts à défendre le Directoire, de la résolution jurée par ceux-là d'accourir à la défense du Corps législatif au premier mouvement que l'on tenterait pour les dissoudre..... Les têtes exaltées voient déjà les Corps en présence; des anarchistes, à travers tant de méfiance, soufflent le feu de la discorde, animent, aigrissent, excitent les aspirants au retour de l'ancien ordre de choses, parcourent les cafés pour y jeter les germes de leurs opinions et y affecter des espérances que les patriotes, un peu ardents, sont quelquefois tentés de prendre pour un défi; ce qu'il a de très faible se nourrit (*sic*) de craintes à la vue de ses passions, et répand ensuite l'alarme dans tous les canaux de la société. Le bruit court qu'il doit y avoir un coup terrible à Paris; on dit qu'il commencera par les grenadiers du Corps législatif, et cette nouvelle gagne comme une contagion. On craint, effectivement, que des malveillants, toujours prêts à disposer la garde contre les citoyens, n'inspirent de fausses craintes aux corps chargés de la garde des premières autorités, afin de préparer par eux un éclat.

Dans un café connu dans la section du Théâtre-Français, on se montre fortement opposé à toutes mesures qui favoriseraient la rentrée des prêtres, que l'on considère comme les plus mortels ennemis de l'État.....

On a retrouvé, dans toute leur force, les inquiétudes occasionnées par l'état des finances et par des indices extérieurs auxquels on attribue un éloignement de la paix; les créanciers du gouvernement, les rentiers et salariés du gouvernement remplissent de leurs plaintes tous les endroits publics.

Les marchands se plaignent hautement de l'impossibilité de jouir de leurs ouvriers qui, malgré l'inactivité du commerce, mettent leurs journées ou leurs travaux à des prix excessifs; dans cette situation, ils ne cachent point leurs regrets pour l'ancien ordre de choses et ne

dissimulent pas leurs vœux pour qu'il vienne à reparaître ; ils vont même jusqu'à s'en flatter. Tel est, en ce moment, l'extérieur du public, dans lequel, loin d'être entièrement rassuré, on paraît s'attendre, au contraire, à des changements prochains, mais dont personne ne pressent le but, ni la nature.

Spectacles. — L'événement suivant a eu lieu au théâtre de la citoyenne Montansier, où de nouveaux débuts avaient attiré beaucoup de monde. Entre les deux pièces, un jeune homme, au premier parquet, fut saisi à la vue d'un autre particulier et se trouva mal, après s'être écrié : « Voilà l'assassin de mon père. » Ce particulier fut reconnu pour être le nommé Lamine, ex-président du Comité révolutionnaire de Rouen, qui y a, dit-on, commis des horreurs, et qui, obligé de quitter cette commune où il est en exécration, est venu se réfugier à Paris. La commotion fut (*sic*) dans toute la salle [avec] la rapidité de l'éclair; on voulut, d'abord, le jeter par la fenêtre, qui déjà était ouverte ; cependant le public, quoique très animé, se tint dans les bornes de la modération, et, à l'aide de quelques personnes prudentes, cet individu sortit en affectant beaucoup de tranquillité et sans essuyer aucun mauvais traitement. Le calme se rétablit aussitôt.

LIMODIN.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 9 AU 10 MESSIDOR.

Des affiliés de diverses Sociétés se sont flattés que des militaires de tous grades se faisaient incorporer parmi eux ; ils ont dit qu'ils en auguraient bien pour la chose publique. — On a lu, dans le café Manoury, un poème sur le général Buonaparte ; ce petit ouvrage est en vers burlesques et dans le genre de la *Henriade travestie:* toutes les victoires de ce général sont tournées en dérision ; il commence par ces vers :

Je chante ce fier compagnon,
Petit de taille et grand de nom,
Qui vainquit Péronne et Lorette
Et triompha d'une porte ouverte ;

et finissant à peu près par ceux-ci : « Il s'est couvert de gloire dans un cul de sac. » — On a lu, sur les murs de Notre-Dame, de mauvais vers adressés à l'abbé Grégoire; il y est traité d'intrus, d'évêque pour rire, etc., et commençant par ces mots : « A Grégoire, d'exécrable mémoire. » On se demandait pourquoi il était aussi maltraité ; on a répondu : « Vous ne savez donc pas qu'il a été un des votants. » Ce

placard a été déchiré. — On a lu, dans un café, un imprimé dont on n'a pu voir que le titre, commençant par ces mots : « Vainqueurs des rois, réveillez-vous... » Par ce qu'on a pu entendre, cet ouvrage est très incendiaire.....

Au café Cauvin, rue du Bac, les habitués disaient que le représentant Dumolard donnait à dîner chez lui à plusieurs émigrés, et qu'il y assiste plusieurs membres des Conseils, que l'on discute sur la manière dont on s'y prendra pour anéantir le Directoire ; ils ajoutaient que, si la faction de Dumolard existe longtemps, tous les biens des émigrés seraient rendus. — Un particulier a dit, ce matin, sur la place des Quatre-Nations, que, dans le faubourg Antoine, il y avait huit cents hommes armés et aguerris prêts à marcher pour le Directoire et anéantir la chouannerie qui lève la tête. Plusieurs grenadiers de la représentation nationale, étant à boire rue Saint-Jacques en face de la rue de la Parcheminerie, ont dit que, d'ici à un mois, ils s'attendaient à un mouvement, mais qu'ils ne marcheraient que pour les intérêts du peuple.

Rue des Bons-Enfants, sur les cinq heures du soir, un homme bien vêtu demandait l'aumône, en disant aux passants : « Venez au secours d'un malheureux créancier de l'État qui, n'étant point payé, meurt de faim. » Plusieurs personnes lui donnèrent ; un autre a dit : « Que voulez-vous que je vous donne ? Le gouvernement a pris mon bien et ne m'a rien laissé. » Il existe une foule de ces prétendus mendiants qui journellement crient contre le gouvernement ; on les soupçonne fortement d'être vendus aux différentes factions. — Dans plusieurs billards, le long des quais et place de Grève, on voit beaucoup d'ouvriers sans ouvrage, qui disent n'en pouvoir trouver. Cela occasionne, de la part de plusieurs de ces hommes, des murmures de la part (*sic*) du gouvernement ; d'autres en rejettent la cause sur la pénurie de numéraire et l'incertitude de la paix générale.

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

X

10 MESSIDOR AN V (28 JUIN 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 11 MESSIDOR.

Esprit public. — L'agitation est toujours très sensible dans les esprits, mais les bruits répandus d'un coup (c'est l'expression) qui

doit avoir lieu bientôt, accrédités parmi les citoyens, ou d'une opinion très exagérée, ou d'une imagination très faible, perdent très visiblement parmi les citoyens paisibles, au fait de tous les événements politiques. La fermeté de ces derniers et l'attachement qu'ils manifestent pour le gouvernement républicain les portent à traiter de fantômes les craintes de tous mouvements, et de ridicules et inutiles les provocations que les craintes font naître entre les gens de parti. Toutes les inquiétudes de la saine partie du public se bornent à deux points principaux : la situation des finances et la suite des négociations pour la paix. Le profond silence que le gouvernement garde depuis quelque temps sur les négociations, est la cause de tous les doutes adoptés dans le public, dont la presque totalité appréhende que la paix ne se fasse pas cette campagne. De cet état d'incertitude, on fait dériver tout ce qui fait un sujet de plaintes dans les différentes classes de la société ; on dit que si l'on pouvait obtenir du gouvernement l'assurance d'une paix très prochaine, et son vœu prononcé pour atteindre le but, le commerce aurait moins de stagnation, le crédit national plus de vigueur, les effets financiers plus de valeur, les rentiers plus d'espoir, les dilapidateurs moins de ressources, les républicains sincères plus d'énergie, les royalistes moins de jactance, les anarchistes moins d'audace ; qu'en un mot, à la paix, et à la certitude de l'obtenir est attachée la tranquillité du peuple ; que les différents partis veulent, suivant leurs intérêts cachés, faire sortir des règles de la subordination et du respect commandé par les autorités. Mais en murmurant, les uns de leur misère, parce que le gouvernement ne les paye plus, les autres de leurs pertes, parce que le gouvernement ne presse point le retour de la paix qui ferait revivre leur commerce, tous l'accusent, et le mot *Gouvernement* est à la bouche de tous les mécontents, souvent même de tous les malveillants, qui lui prêtent toutes les intentions subversives du bonheur du peuple. Tantôt, à entendre les frondeurs des cafés, il dilapide les fonds publics ; tantôt il accorde, à prix énorme, la radiation des émigrés, ou tolère leur rentrée, ainsi que celle des prêtres ; tantôt il ne veut en secret que la guerre ; enfin c'est encore lui qui excite les factions, qui suscite les Clubs, qui les dirige, qui les établit. Comme contrepoids à ces attaques il faut ajouter une aversion ouverte pour le gouvernement, manifestée dans beaucoup de hauts cercles, par cela seul, qu'il est un gouvernement républicain ; dans cette classe, on remarque que la haine de la République est surtout augmentée par la haine que l'on manifeste, soit contre quelques membres du Directoire personnellement, soit contre quelques ministres, et beaucoup d'individus de l'an-

cienne caste laissent entrevoir du rapprochement de leur part, dans le cas où il y aurait du changement parmi les premiers magistrats des hautes autorités. En un mot, à l'exception de très graves préventions réparties entre le Directoire, accusé de jacobinisme par ceux-ci, et le Conseil des Cinq-Cents, évidemment royaliste à en croire ceux-là, les fortes haines sont toutes individuelles, et rien n'annonce encore que, de sitôt, les factieux, quelles que soient leurs nuances respectives, osent tenter une commotion.....

Bourse. — L'engorgement de la place, attribué en grande partie à la lenteur des expéditions de la Trésorerie, est tel que les paiements sont presque généralement interrompus, les négociations suspendues, et la consternation est à son comble. Les agents de change, principalement les syndics adjoints, d'après une circonstance aussi critique et aussi dangereuse pour le renversement des fortunes, désirent ardemment un nouveau règlement pour la Bourse, dont le défaut, suivant eux, est aussi cause de ce malheur.

La crainte d'une baisse qui n'aurait pu qu'aggraver le mal a déterminé à ne rien faire en Inscriptions ; le seul cours connu a été celui des 3/4, qui se sont faits à 17 livres et à 16 livres 10 sols.

Bréon.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

Rapport de l'état-major du 10 au 11 messidor.

Dans plusieurs cafés les plus fréquentés on applaudissait à la résolution du Conseil des Anciens, relative à la restitution des biens de la ci-devant duchesse d'Orléans, et du ci-devant prince de Conti [1] ; tous les citoyens disaient d'un commun accord, que c'était un acte de justice. — On continue journellement de jouer aux dés sur la place de Grève; hier décadi, il y eut plusieurs rixes, occasionnées par ces jeux entre des militaires et des citoyens.....

Ce matin, rue de Bellechasse, plusieurs citoyens lisaient une affiche intitulée : *Avis aux acquéreurs de biens nationaux.* Deux de ces individus disaient : *Avis aux coquins, mais ils ne seront pas longtemps en possession de ces biens.* On a suivi ces particuliers ; ils sont entrés à la maison de Salm, ce qui fait dire que celui qui occupe cette maison est un agent des émigrés et qu'il l'a achetée pour eux.....

Au café Manoury, plusieurs individus tenaient les propos les plus

1. Le 10 messidor an V, le Conseil des Anciens avait approuvé la résolution du Conseil des Cinq-Cents du 6 messidor, qui levait le séquestre apposé sur les bien du prince de Conti et de la duchesse d'Orléans.

avilissants contre le gouvernement et faisaient l'éloge de l'ancien régime; ils disaient que le gouvernement actuel ne tiendrait pas longtemps, que les prêtres insermentés étaient de braves gens, qu'ils n'avaient pas faussé leurs serments, que les émigrés avaient bien fait de quitter la France depuis 89 et qu'en 98 ils seraient tous rentrés dans leurs biens; ils ajoutaient aussi que le tiers de la législature actuelle partageait leurs principes, et qu'il était aisé de voir qu'il n'y avait que l'ancien ordre de choses qui fît le calme en France, que jamais nous n'aurions une paix stable sans un roi. On voit, au coin des rues, une affiche intitulée: *Extrait de l'histoire de France, par Mezeray :* c'est le tableau des vengeances qu'exerça Charles VI, à son entrée dans Paris; tout le monde s'arrête pour lire cette affiche; les uns disaient qu'elle était le récit trop fidèle des supplices auxquels nous devions nous attendre, si jamais le prétendant rentrait en France, qu'il fallait que les révolutionnaires fussent bien criminels, puisqu'ils nous avaient mis dans la nécessité de craindre moins ces vengeances que leur fraternité.....

NOIZARD.

(Arch. nat., AFIV, 1477.)

XI

11 MESSIDOR AN V (29 JUIN 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 12 MESSIDOR.

Esprit public. — Nul changement encore dans le public, toujours agité de craintes et toujours incertain sur la paix; il paraît moins persuadé que jamais qu'elle puisse se conclure avec l'Empereur, qui, si l'on ajoute foi à nombre de discours, manifeste déjà des intentions hostiles et cherche à attirer les Suisses dans ses intérêts; il s'élève aussi quelques nuages sur les véritables dispositions du Corps législatif à notre égard, et quelques appréhensions ont été recueillies que le départ de Barthélemy d'auprès de ces puissances n'eût relevé, dans ces contrées, l'influence des émigrés, et que ces derniers ne leur eussent accordé quelque prépondérance; d'un autre côté, on doute que l'Angleterre soit de bonne foi dans des négociations qu'elle vient d'ouvrir; en un mot, tout est incertitude sur le fond de la diplomatie actuelle, et rien ne désespère de hauts politiques des principaux cafés comme le silence du gouvernement au milieu de tant de con-

jectures différentes. — Mêmes craintes et souvent des murmures au sujet des événements arrivés à Venise et à Gênes; les uns disent qu'il est odieux d'avoir été fomenter des troubles dans ces contrées, d'autres craignent qu'ils ne soient un obstacle à la paix. Un vœu continue à dominer tous les autres dans le public, et c'est celui de la paix.

Les idées de parti ont paru aussi tumultueuses que les jours précédents et on a remarqué même plus de fermentation que de coutume parmi les ouvriers; un assez grand nombre d'ateliers du même état se rassemblent quelquefois, et on en a vu, ainsi réunis, parcourir différents quartiers de l'une des municipalités de cette commune, dans le but apparent de visiter des compagnons dans d'autres ateliers; on sait que plusieurs murmurent d'un excès de surveillance. On doit dire que des annonces alarmantes, des titres de papiers à nouvelles, où il n'est parlé que de tableaux désastreux et de scènes sanglantes causées, y est-il dit, par les députés, indisposent considérablement la classe nombreuse et crédule des ouvriers qui recueillent ces bruits, le soir, au sortir de leurs travaux; plusieurs d'entre eux raisonnent sur ces nouveautés; ils pérorent au milieu de groupes quelquefois considérables, et il en résulte une impression très défavorable ou même très animée contre le Corps législatif, dont la majorité, aux yeux de ces citoyens, passe pour avoir des intentions tout à fait contre-révolutionnaires. On a vu, hier, de ces groupes excessivement agités; dans la plupart, on a paru encore convaincu que les émigrés refluaient encore à Paris, que les royalistes y avaient entre eux, ainsi que les prêtres, des signes de ralliement; d'un côté on crie des assassinats, de l'autre des découvertes de conspiration.....

En outre, le bruit a couru que les intrigants travaillaient les troupes actuellement stationnées à Paris, et, à cet égard, les inquiétudes germent parmi le public un peu éclairé. Les opinions sont les mêmes sur les clubs, on en dit beaucoup d'ouverts sur différents points de la République, et l'on en conçoit des alarmes assez vives pour l'avenir, attendu les abus qui peuvent résulter de ces institutions et les suites graves qui peuvent en résulter.

En résultat de quelques germes d'effervescence parmi les citoyens employés à des ouvrages de main, les exagérés de tous partis [sont] dans un état respectif d'attente et d'observation, et la masse nombreuse des citoyens paisibles [est] plus inquiétée que partagée à la vue des passions qui s'exaspèrent peu à peu et qu'elle ne partage aucunement.

Spectacles. — Au Vaudeville, on applaudit toujours à ce qui an-

nonce de l'intérêt au sort des personnes qui, autrefois attachées aux communautés religieuses, obtiennent avec peine des ressources du gouvernement.....

Bourse. — On commence à concevoir l'espérance que les inquiétudes qui se sont manifestées, ces jours derniers, parmi les personnes que leurs intérêts appellent à la Bourse, ne seront pas longtemps sans être dissipées. L'on désire beaucoup voir se confirmer une nouvelle qui s'est répandue, que le Conseil des Cinq-Cents venait d'adopter un projet de résolution qui devait nécessairement produire une hausse pour les effets publics... Rente à 28 livres ; bons des 3/4 à 18 livres 10 sols.

Bréon.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

Rapport de l'état-major du 11 au 12 messidor.

Un militaire étant allé chez le citoyen Montesquiou, il le trouva logé au quatrième ; il lui en témoigna son étonnement, à quoi l'ex-général, après s'être répandu en mauvais propos contre le gouvernement, lui dit : « Ils m'ont tout ôté ; ma terre de Maupertuis est entre leurs mains, et je n'ai plus rien ; tout ce que je puis dire, ajouta-t-il, c'est que Robespierre n'a pas été assez adroit, car il aurait dû nous faire guillotiner tous. » Le militaire qui racontait cette circonstance a dit qu'il n'y avait pas grand dommage pour Montesquiou, s'il se trouvait dans l'embarras, attendu qu'il était le premier à faire décréter l'abolition de la noblesse. — Un citoyen racontait qu'il avait demandé au secrétaire d'un ministre étranger, avec lequel il était lié, comment son maître pouvait correspondre avec le gouvernement français, qui devait être bien mal considéré chez les étrangers ; à quoi le secrétaire répondit : « Monsieur l'ambassadeur m'a souvent dit qu'il y avait réellement des hommes de mérite parmi eux, mais qu'ils mettaient, dans leurs réceptions et dans leurs discours, toute la délicatesse et l'esprit de l'ancienne cour et même davantage. » — Un citoyen arrivant de Bruxelles disait que la misère était à son comble dans cette ville, que les honnêtes gens y regrettaient le régime autrichien, et que les environs de la ville étaient infestés de brigands et de voleurs.

On assure que la désertion est générale dans nos armées, que quantité de volontaires rentrent dans leurs foyers ; on a cité un village aux environs de Paris où il en est arrivé sept sans congés depuis quinze jours. — Il a été dit, au Palais-Égalité, que le Directoire visait

à la puissance absolue, et qu'il avait fait retirer et emporter, par devers lui, l'argent des caisses de tous les départements; qu'au premier moment, il allait opérer la dissolution des deux Conseils. On a répondu qu'il aurait de la peine, attendu que la troupe était trop mécontente et trop mal payée. — « Quelles nouvelles? demandait un citoyen à un autre dans un café. — Bonnes, répondit-il, les royalistes lèvent la crête, mais ils vont bougrement la baisser d'ici à quinze jours. » — On n'entend que plaintes à la Trésorerie, on y voit de vieux et de jeunes militaires, mutilés et couverts de blessures, qui y viennent pour toucher leurs traitements et que les commis renvoient quelquefois pour un mot qui manque à leurs certificats, soit de résidence ou autres pièces; il est inutile de dire comme ils se comportent; d'autres disent que si le gouvernement en était instruit, il ne souffrirait pas que des hommes qui ont versé leur sang pour leur pays soient ainsi molestés.....

On voit une nouvelle gravure représentant une cloche sur laquelle on aperçoit deux fleurs de lys et au bas sont écrits ces mots : *Le grand ordre du jour ou la résurrection des cloches.* — Les crieurs de journaux, toujours au mépris des lois, continuent, avec une espèce d'acharnement, à annoncer leurs diatribes ordurières. Une femme criait, hier, une réquisition de vingt-cinq à cinquante ans; plusieurs personnes l'ont honnie et bafouée, en disant que, si la police faisait strictement son devoir, elle serait arrêtée sur-le-champ; plusieurs citoyens disaient que ces crieurs de journaux étaient soutenus et payés par le gouvernement; d'autres enfin disaient qu'ils voyaient crier toutes ces sottises avec regret et que cela ne pouvait être que l'avant-coureur d'une sédition malheureuse.

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

XII

12 MESSIDOR AN V (30 JUIN 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 13 MESSIDOR.

Esprit public. — Même degré de fermentation parmi les groupes et dans tous les lieux publics, mais l'opinion éprouve quelque changement, car on a remarqué plus d'affectation encore de la part des royalistes, plus de chaleur et plus d'ironie dans leurs déclamations

contre la forme actuelle du gouvernement; mais aussi la masse très nombreuse des citoyens, paisibles spectateurs de la lutte des partis, a paru se prononcer davantage pour le maintien de la Constitution de l'an III; les hommes exagérés commencent à voir que cette partie considérable du public laisserait les extrêmes aux prises sans participer à aucun, et cette immobilité, à ce qu'on a pu entrevoir hier, déconcerte les factieux; aussi les craintes que l'on manifestait de quelque violente et prochaine commotion ont-elles un peu perdu de leur empire. Il existe aussi moins de doutes sur le résultat des négociations sur le point de s'ouvrir entre le Directoire et le cabinet de Saint-James; on cite avec assurance, dans les cafés, des nouvelles étrangères et récentes capables de faire croire à la bonne foi des deux puissances, et rien n'a mieux prouvé le désir que l'on a de la paix que la sensation, toute légère qu'elle soit, produite par ses dernières conjectures.

On commence à admettre, dans les entretiens qui se tiennent sur l'opinion en général, une distinction dans le royalisme, royalistes d'opinion, et royalistes de dépit; les premiers, moins nombreux que les autres, et composés ou d'ennemis systématiques de tout gouvernement républicain, ou d'hommes ulcérés par des catastrophes douloureuses dont ils ont eu personnellement à souffrir dans le cours de la Révolution, ou enfin des personnes attachées à l'ancienne Cour par tous les préjugés imaginables, ne dissimulent point leur haine profonde pour la République; plusieurs parlent de manière à faire croire que, dans un moment de crise, ils ne tireraient l'épée que pour le rétablissement du trône; l'humeur de cette classe est vue comme preuve secrète de son impuissance. Les royalistes de dépit comptent parmi eux beaucoup d'individus de toutes classes, états, prêts à se jeter dans les bras de la République et à se sacrifier pour elle, si demain leurs intérêts changent de face, si leurs spéculations fructifient, si des émoluments avantageux leur sont garantis, si leurs rentes leur sont payées, si l'arriéré de leurs créances ou de leur droit (*sic*) leur est remboursé. République ou monarchie, le gouvernement qui paie est à leurs yeux le meilleur ; ils crient contre la République, ou parce qu'ils souffrent ou parce qu'ils doutent ; mais, pressés de se déclarer, ils ne le feraient peut-être pas pour une monarchie. incertains d'échapper aux vengeances de la nouvelle cour. En un mot, beaucoup de hardiesse en apparence, dans le fond nulle énergie, tel a paru le caractère des royalistes par dépit. Cette distinction, aux yeux de quelques observateurs, établissait la cause de la faiblesse des royalistes en général, dont les intentions contre-révolutionnaires sont étouffées par

le poids des circonstances, et par la force de la Constitution. Les vrais amis de la République saisissent mieux ces nuances, et cette découverte contribuait peut-être à la sérénité qu'ils commençaient à reprendre.

Les rentiers et les employés se plaignent de l'état où les réduit la pénurie des finances, répètent, avec les mécontents, que cette position ne peut durer, et qu'il faut un terme à tout; on a su que les employés du Ministère des Finances, instruits qu'une somme qui leur avait été destinée avait reçu une autre application, avaient un instant suspendu leurs occupations, et menacé de ne point les reprendre; on a entendu dire qu'un acompte les avait mis dans le cas d'attendre, et que cet événement n'avait pas de suite.

Spectacles. — *Adélaïde du Guesclin* a été remise hier au théâtre de la rue Louvois. Il y avait beaucoup de monde. La pièce a reçu des acteurs quelques changements, et plusieurs spectateurs, le livre à la main, en témoignaient du mécontentement. Lors de ce passage, où Nemours répond à Vendôme qui le plaint :

. . . . Je te plains davantage
De haïr ton pays, de trahir sans remords
Et le roi qui t'aimait et le sang dont tu sors,

on a applaudi.

Ailleurs, Nemours dit à Adélaïde, qui le plaint :

Plaignez plutôt mon frère : il a trahi sa foi.

Le texte porte son *roi*, et cette substitution murmure (*sic*) sourdement le public, qui voudrait voir les grandes productions présentées telles qu'elles sont écrites.....

Bourse. — La nouvelle qui s'était répandue sur la fin de la Bourse d'hier ne s'étant pas confirmée, les affaires sont restées dans la stagnation.

Cet état affligeant a rendu la Bourse d'aujourd'hui très tumultueuse..... Les bons du 1/4 se sont faits à 36 0/0 de perte. Les bons des 3/4 à 18 livres 7 sols 6 deniers.

BRÉON.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 12 AU 13 MESSIDOR.

Au café Discret, rue de Grenelle, la conversation roulait sur les prêtres; on disait que, dans différents endroits, notamment à Saint-Germain-en-Laye, ils tiennent des listes des individus attachés au

gouvernement, et de ceux qui ont occupé des places depuis la Révolution, afin de les reconnaître quand il en sera temps. Même café, il est aussi question d'une coalition, comme en Vendémiaire, pour défendre, disent-ils, ce qu'ils appellent les bons membres du Conseil des Cinq-Cents.....

Au café Marchand, rue Dominique, plusieurs individus s'entretenaient des pétitions que les journaux annoncent, comme étant présentées par les citoyens de différentes communes, sur le culte catholique; ils disaient que rien n'est plus faux, que les signatures qui y sont apposées sont celles d'individus payés par les prêtres réfractaires ; un entre autres dit qu'il y avait quinze jours qu'il avait reçu 50 livres pour signer et porter une pétition à un représentant nommé Camille [1], membre du Conseil des Cinq-Cents, et ajoutait que beaucoup de femmes, gagnées par ces charlatans, se permettaient de signer les noms de leurs maris.....

On voit chez tous les marchands d'estampes une gravure représentant saint Pierre; au bas est une épître adressée au peuple français, cette épître respire la morale la plus pure, et il serait à désirer qu'elle fût universellement répandue.....

On voit au Carrousel une estampe représentant l'affaire de la journée du 13 vendémiaire à l'église Saint-Roch ; plusieurs citoyens ont dit, en voyant cette gravure : « Ce ne peut être que des ennemis de l'ordre qui se plaisent à rappeler à notre mémoire les trop malheureux événements de cette fatale journée. ».....

Place Maubert, des poissardes se disaient les unes aux autres : *Va, ma pauvre commère, je vendrons davantage quand j'allons avoir un papa.* C'est en un mot le dit-on de bien du monde. — Au café vis-à-vis le Palais de Justice, on s'entretenait de la paix ; un citoyen a dit : « Pour l'avoir vous l'aurez, mais avec la Constitution de 91. » — Plusieurs particuliers ont beaucoup plaisanté sur une affiche qui a pour titre : *Avis aux citoyens qui veulent acquérir des biens nationaux dans la Belgique;* un d'eux a dit qu'il n'en donnerait pas 24 sols, ne voulant pas s'exposer à déménager sous peu de temps. — Plusieurs marchands disent qu'ils attendent un nouvel ordre de choses pour s'assortir de diverses marchandises dont ils ont besoin.

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

1. Il n'y avait pas de député de ce nom. Voir *les Députés au Corps législatif*, par A. Kuscinski, Paris, 1905, in-8. Il s'agit peut-être de Camille Jordan.

XIII

13 MESSIDOR AN V (1er JUILLET 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 14 MESSIDOR.

Esprit public. — Le retard dans le paiement auprès des caisses publiques continue à être la principale cause du mécontentement que l'on manifeste de tous côtés. On se plaint beaucoup de ce que les engagements de la société et les obligations particulières ne peuvent être remplies, à défaut de rentrées de fonds dus par le gouvernement; on l'accuse d'insouciance, tantôt en accusant le Directoire de partialité et de privilège dans l'emploi des deniers publics, tantôt en attribuant à des discussions impolitiques du Conseil des Cinq-Cents sur les finances la détresse actuelle de la Trésorerie nationale; il est assez commun d'entendre des gens aigris par la gêne jusqu'à se permettre les plus vives imprécations contre le gouvernement, et l'intérêt, pour un grand nombre de personnes, fait la mesure exacte du patriotisme. Le véritable esprit public, ce sentiment d'affection à la patrie qui ne dépend d'aucun calcul, existe sous un plus grand jour parmi les citoyens doués de lumière, dans la bouche desquels on surprend souvent des réflexions consolantes. Cette classe surtout sait et publie que jamais passage de la guerre à la paix ne s'est fait, dans quelque État que ce soit, sans qu'alors le crédit public n'ait éprouvé de l'altération. Ces discours font de l'impression, mais sont rares, en comparaison de ceux que dicte en ce moment l'esprit de parti. Les discussions sur certaines matières prennent tout le caractère d'une dispute; d'une part l'animosité est extrême contre le Corps législatif; dans toutes ses opérations on lui propose un arrière but; on critique tout ce qu'il a fait depuis l'installation du dernier tiers; on suspecte tout ce qu'il fera; la différence n'est que dans le plus ou moins de ménagement dans ce qu'on en pense, ou ce qu'on en dit; il passe pour n'être que l'instrument d'une faction royaliste, et l'on place le foyer de cette faction dans la réunion de Clichy. Est-il question de prêtres ou de religion? On dit qu'il n'y a que les ennemis du gouvernement et de la liberté qui puissent soutenir une pareille cause; d'autres croient qu'alors, par le gouvernement, on veut entendre le Directoire et récriminent en disant, que ceux qui semblent prendre cachette (*sic*) sous cette apparence de zèle, ont une ambition secrète,

ou l'espoir d'obtenir des places à sa nomination à force de le flatter; qu'au surplus, entreprendre la défense des prêtres et de la religion, ce n'est point être ennemi du gouvernement, mais être bon Français, et avoir du courage et de la probité. On doit dire ici que la religion, les cultes et les prêtres sont très rarement envisagés sous d'autres points de vue que sous leur rapport avec la législation de la République, et que jamais le fanatisme proprement dit n'entre dans les raisons alléguées de part et d'autre. Les opinions sur les clubs sont celles des jours précédents, l'immense majorité en redoute les suites. On en cite de nouveaux avec beaucoup d'inquiétude. On regarde comme une feinte le bruit de la dissolution de celui dit de Clichy; on regarde, dans un sens opposé, comme un foyer d'ambition, celui formé par la maison Montmorency; on se traite respectivement de royalistes ou de flagorneurs du Directoire. Ceux-ci s'entretiennent du renvoi prochain des ministres de la Marine, de la Justice, et des relations extérieures, et ils sont en très grand nombre; on comprenait aussi le ministre des Finances, que l'on n'aime pas plus que les autres; ceux-là disent que la vengeance va toujours chercher les bons citoyens, mais qu'à force de les persécuter, on les poussera à bout, et que la bombe éclatera, ce que l'on semble, en général, un peu moins craindre que précédemment.

Un ton de menace et de provocation, des tentatives pour faire paraître un parti (*sic*) le premier sous les armes, afin d'avoir, aux yeux du gouvernement, en quelque sorte, un droit de le combattre, tel est, en ce moment, le tableau des passions politiques, mais elles sont concentrées et le calme extérieur est toujours le même.....

Signes extérieurs. — Ce n'est que par ouï-dire encore que des particuliers ont parlé d'une gravure qu'on dit se vendre chez les marchands secrètement, laquelle a pour titre : *La République renversée*, et représente un roi sur son trône, au bas duquel sont confondus les cinq membres du Directoire; elle laisse lire des cris de : *Vive Louis XVIII! Honneur aux royalistes et aux émigrés!* La surveillance se porte au surplus de ce côté.....

Bourse. — ... Les affaires n'ont pas été multipliées et les conversations paraissent assez universellement rouler sur le projet de résolution relatif aux transferts, et l'on paraît attendre, avec une sorte d'impatience, qu'il ait été décidé quelque chose à ce sujet. Rente à 26 livres, 7 sols. Bons des 3/4 à 19 livres, 10 sols.

BRÉON.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 13 AU 14 MESSIDOR.

L'affaire du citoyen Dossonville avec le citoyen Lebois a été appelée vers les onze heures du matin; Leboy, défenseur du premier, a fait lecture de quatre journaux de l'*Ami du Peuple* où le citoyen Dessonville est décrié de la manière la plus déshonorante. Dans un de ces numéros, on le peint comme un agent de l'ex-Comité de salut public; on l'accuse aussi d'avoir volé chez le citoyen Delaunay une montre, une chaîne et des bijoux, etc., lors de son arrestation. Le citoyen Leboy, son défenseur, a demandé, dans ses conclusions, 6,000 livres d'amende pour les pauvres de la section et deux mille exemplaires du jugement. Lebois a fait valoir les preuves des faits annoncés dans son journal contre le citoyen Dossonville; il a remit au président plusieurs pièces à l'appui de ses dénonciations, entre autres une déclaration de la citoyenne Delaunay. Le président a remis l'affaire au 19 du courant. L'auditoire était nombreux; il était composé d'une partie des abonnés de Lebois; plusieurs officiers destitués étaient du nombre; on a remarqué avec quelle chaleur et quel emportement Lebois a parlé contre son adverse partie.....

Il existe de la fermentation parmi les ouvriers serruriers, charrons et taillandiers, ils veulent exiger de leurs maîtres que leur journée finisse à sept heures au lieu de huit; plusieurs s'attroupent et font du tapage chez les maîtres de ces diverses professions, pour empêcher les autres de se soumettre à l'ordre établi; d'autres refusent de travailler.....

Café Voillemin, rue Helvétius, un particulier a dit que le coup prémédité n'était autre chose que la désunion du Corps législatif avec le Directoire et qu'il était à présumer que les Conseils auraient le dessus; on citait, pour exemple de cela, que Robespierre, qui avait un parti considérable, fut délaissé par les troupes, qui préférèrent se ranger sous les ordres de la Convention nationale.....

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

XIV

14 MESSIDOR AN V (2 JUILLET 1797).

Rapport du bureau central du 15 messidor.

Esprit public. — Le seul changement que l'on ait aperçu, dans l'opinion du jour est un peu plus de croyance dans la conclusion de la paix définitive et surtout moins de doute à l'avenir sur l'issue des négociations qui vont s'ouvrir à Lille. La nouvelle disposition des esprits à cet égard s'est établie malgré l'acharnement de quelques turbulents, partout les mêmes, qui ne cessent d'annoncer un recommencement de la guerre, attendu que les armements de l'Empereur sont, à les entendre, plus formidables que jamais.

Les idées sur les finances ne sont pas également satisfaisantes; à la gêne du présent se joignent les craintes de l'avenir ; les cris de misère sont plus fréquents encore ; les rentiers et salariés publics ne parlent de leur position qu'avec beaucoup d'amertume ; en général les créanciers du gouvernement témoignent un extrême mécontentement, et s'en prennent à toutes les autorités du retard qui s'accroît dans les rentrées qu'ils en attendaient. Par opposition, la haine contre les nouveaux riches hautement nommés et contre ceux qui paraissent avoir profité de la Révolution pour faire fortune, est excessive ; il existe même, dans l'opinion publique, une démarcation tracée en quelque sorte entre les grandes fortunes ; les anciennes témoignent pour les nouvelles le plus grand mépris ; une partie de la classe la plus gênée du peuple et celle aussi des marchands de débit ou petits négociants admettent cette distinction. Le concours du public aux promenades donne carrière à nombre d'idées dans ce sens; toutes étaient remplies de monde : le luxe était restreint à un très petit nombre, mais n'en a pas moins paru considérable ; des déclamations ardentes contre les dilapidateurs, contre les agioteurs, contre plusieurs députés enrichis ou autres fonctionnaires publics parvenus rapidement à un assez haut degré d'aisance beaucoup de mécontentement de (*sic*) la plupart des ministres, souvent de l'humeur contre le gouvernement, à cause de la pénurie des finances, bien plus que de l'humeur de la part d'un assez grand nombre de personnes irréconciliables, à ce que l'on serait tenté de croire, avec l'ordre des choses actuel dont ils ironisent (*sic*) les moindres détails, telle était en aperçu, la nature des en-

tretiens qui ne sont que très rarement fixés sur des objets déterminés. On a cru remarquer, de plus, que l'extérieur des physionomies présentait moins de gaieté, moins de sécurité qu'à l'ordinaire, ce qu'on a cru l'effet des craintes entretenues par les malveillants de quelques secousses qu'ils disent toujours prochaines. Ils s'agitent évidemment plus que de coutume, et c'est de leurs ateliers que sortent, depuis quelques jours, des gravures à légendes séditieuses et des provocations emblématiques à lever un étendard de parti.....

La tranquillité la plus grande a régné de tous côtés....

BRÉON.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 14 AU 15 MESSIDOR AN V.

Le curé constitutionnel de Saint-Sulpice ne tarissait point sur les éloges et les obligations qu'il disait avoir au ministre de l'intérieur, qui lui a fait délivrer, pour son église, des fonts baptismaux en marbre noir d'une rare beauté.....

Au mépris de toutes les lois, on voit chez presque tous les libraires des productions du plus infâme libertinage et notamment un roman intitulé : *Justine ou les malheurs de la Vertu*; les gens honnêtes disent que l'ancienne police n'aurait pas souffert de pareils ouvrages. — Dans les maisons de jeu l'or y est si commun qu'on voit des joueurs perdre 50 louis sans en paraître émus ; on y remarque des hommes, d'un costume bizarre, qui ont l'accent étranger. — Dans un café, rue Saint-Louis, proche le Palais, on s'entretenait du projet de réorganisation de la garde nationale; on ajoutait que beaucoup d'intrigants cherchaient à y entrer. — Dans un café, sur le port au blé, on disait que le parti royaliste grossissait tous les jours dans tous les départements et que les patriotes étaient obligés de venir se réfugier à Paris, pour éviter d'être assassinés, et qu'il fallait espérer que les armées viendraient pour contenir les factions ; on ajoutait que le gouvernement était en danger et que nous avions à craindre la guerre civile.

Quartier Jacques, des malveillants faisaient courir le bruit que l'on avait tiré deux coups de canon aux Tuileries, et qu'il y avait une insurrection ; cette nouvelle a mis l'alarme dans le quartier; ce bruit a été détruit lorsque l'on a su que c'était des boîtes que l'on avait tirées dans les différentes fêtes des Champs-Élysées. — Les feux d'artifice qui ont été tirés à l'Élysée et à Idalie ont attiré, aux Champs-Élysées, un concours immense de monde ; la promenade était superbe, et jamais peut-être elle n'avait présenté un coup d'œil plus riant et

plus varié ; on s'est porté sur tous les points de cette promenade et partout on a vu le plus grand ordre et la plus parfaite tranquillité.

Les anarchistes s'agitent dans l'ombre ; ils font courir les bruits les plus alarmants : c'était le faubourg Antoine qui descendait sur Paris ; là, celui de Saint-Marcel qui était en pleine insurrection ; plus loin, on se battait aux Champs-Élysées, aux Tuileries ; enfin il n'est sorte de contes qu'ils n'aient fait courir pour troubler la tranquillité publique ; on assure que tous ces bruits alarmants sont le résultat des conciliabules qu'ils tiennent dans leurs sociétés dites populaires.....

Trois volontaires étaient à boire chez un marchand de vin, place Maubert, et s'entretenaient de l'espoir flatteur de voir bientôt la paix générale afin de pouvoir rentrer dans leurs foyers ; quatre individus, à une autre table, leur dirent : « Que vous êtes bon d'y croire ! Ne voyez-vous pas que ce ne sont pas les vœux de ceux qui nous gouvernent ? » L'un des militaires répondit : « Si cela était, je vous jure qu'ils ne régneraient pas longtemps, car la troupe ne tient pour eux qu'autant qu'ils lui procureront la paix. » — Au café Valois, on s'entretenait du ministre de la marine ; on disait que ce ministre avait reçu du gouvernement des sommes considérables pour le rétablissement de notre marine, on le disait incapable de remplir aucunes fonctions ministérielles. — Au café ci-devant du Roi, on disait que la faction jacobite faisait encore quelque tentative pour renverser le gouvernement, et faire revivre la Constitution de 93, que le plan était de gagner les troupes, et qu'elle profiterait du mécontentement que beaucoup de militaires témoignent de leurs chefs ; on disait aussi que quelques représentants étaient à la tête de cette faction. — Un particulier a dit, dans une société, que les Jacobins exaltés se rassemblaient aux environs des barrières, et qu'ils y attiraient des militaires, tels que dragons, grenadiers et vétérans, à l'effet d'y traiter du plan tendant au renversement de la Constitution.

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

XV

15 MESSIDOR AN V (3 JUILLET 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 16 MESSIDOR.

Esprit public. — Toutes les conversations et même l'extérieur du public en général ont présenté hier le mécontentement d'une manière

très sensible. La teinte des opinions a paru se subdiviser ; le peu de groupes qui se forment offre presque autant de manières de penser que de personnes, et la trace de l'esprit public se perd dans cette espèce de dédale ; la plupart des entretiens se bornent aux plus violents soupçons que (*sic*) sur les intentions du Directoire et du Corps législatif. Ce qu'il y a de plus évident, c'est que presque tout le public est persuadé qu'il existe, entre ces deux premières autorités, une guerre à peu près déclarée, en sorte qu'on ne s'applique plus dans les discussions politiques, qu'à savoir laquelle des deux provoque l'autre, laquelle des deux veut envahir sur les attributions de l'autre, mais c'est principalement contre le Corps législatif que se dirigent les plus fortes déclamations ; on lui impute la difficulté plus grande qu'éprouve le Directoire à garantir le service ordinaire de la Trésorerie nationale ; on l'accuse d'accorder protection aux émigrés et aux prêtres. Quelques individus insinuent que la troupe est très mécontente, parce qu'elle est mal payée, et ont soin d'en inférer qu'il doit y avoir de très grands événements d'ici à quelques jours. Les groupes du Jardin national étaient plus animés que jamais contre le Conseil des Cinq-Cents, dont la majorité, suivant le sentiment de ceux qui péroraient, veut faire rentrer les émigrés et préparer la contre-révolution. Les rentiers, de leur côté, se croient perdus et se désespèrent hautement, certains qu'ils paraissent être d'une banqueroute ; ailleurs l'on se plaignait du discrédit total et la stagnation dans les ventes des domaines nationaux. On disait qu'il n'y avait rien de moins stable que la marche du gouvernement ; on était enfin affligé de voir, lorsqu'il était question des finances, les hautes autorités se heurter et se dénoncer mutuellement ; puis on est revenu à dire que la plupart des membres du Corps législatif étaient dévoués au royalisme et accordaient leur protection aux émigrés qui rentraient en France au moyen de faux certificats. Le citoyen Barthélemy était dépeint comme une créature de l'intrigue du nouveau tiers, comme n'aimant pas le gouvernement républicain, étant fort mal avec les quatre autres membres du Directoire, mais il était aisé de voir que les individus qui tenaient cette conversation étaient des terroristes déterminés. Leurs principes politiques ont mieux percé lorsqu'ils se sont mis à se plaindre du ministre de la police, et parmi eux il se trouvait des militaires réformés.

Dans un sens tout à fait opposé, on soupçonne les militaires d'acheter des habits bourgeois ; on a dit que le gouvernement avait ses raisons pour faire languir le peuple après sa paye, et qu'il ne manquait pas d'argent pour la lui donner. On a regardé le Corps législatif

comme perdu s'il ne réarmait pas les citoyens, et on témoignait une grande envie de voir adopter cette mesure. Bien des jeunes gens s'annoncent comme disposés à périr jusqu'au dernier, avant que l'on touche au Corps législatif et à la Constitution. En un mot, les menaces croissent, les soupçons et les incertitudes sont portés à l'extrême, et de part et d'autre les gens à projets, les têtes exaltées soufflent, le plus qu'ils peuvent, le feu de la division ; c'est à indices sûrs que l'on a connu ces efforts de la malveillance. La rage des uns et des autres est très évidente, de ne pouvoir entraîner dans leurs plans respectifs d'attaque et de combustion l'un ou l'autre des pouvoirs ou exécutif ou législatif.

Le repos, cependant, paraît encore très assuré au public, ceux qui voudraient l'entraîner loin de cet état étant eux-mêmes fort incertains sur leurs forces, leurs buts, et la suite des événements qu'ils veulent susciter ; tout est donc calme, dans le fait, et paraît devoir l'être longtemps par la seule force de la Constitution. — Mêmes incertitudes sur la paix, et toujours de nouveaux placards : l'un fait l'apologie des Clubs, l'autre veut assujettir à l'échelle proportionnelle de déprimation du papier-monnaie les inscriptions sur le grand livre.....

Bourse. — ...L'inquiétude que donne l'engorgement de la place paraît s'accroître encore. Elle donne lieu à des murmures, et l'on accuse la Commission des finances d'une lenteur qui peut devenir préjudiciable à la chose publique.....

BRÉON.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 15 AU 16 MESSIDOR.

Dans la société et dans les cafés tout le monde témoigne la plus grande indifférence sur tout ce qui peut se passer ; on a entendu, au café Manoury, nombre de personnes dire entre elles : « Que le Directoire et les Cinq-Cents s'arrangent : nous ne nous mêlons point de tout cela. » L'un disait : « Mon commerce m'intéresse plus que toutes les affaires. » On lui observa qu'en vendémiaire il s'était cependant montré en figurant à la tête de la section ; il répondit que c'était précisément pour cela qu'il ne se mêlerait plus de rien. Quand on parle de sociétés nouvelles, qu'on dit être au nombre de quarante dans Paris, chacun se demande : « Tu n'en es pas, toi ? Eh bien, ni moi non plus. » A dire vrai, la plupart de ces rassemblements ne sont composés que d'hommes connus pour avoir exagéré en révolution ; les

marchands de Paris ne s'y trouvent pas. — Au bas du Pont-Marie un crieur de journaux a annoncé la grande discussion sur la rentrée des émigrés et a dit : « Gare les acquéreurs de biens nationaux ! » Les auditeurs ont ri de pitié. — Deux ouvriers disaient chez un marchand orfèvre : « Mais est-ce vrai ce qu'on dit, que nous aurons un Roi? — Mes amis, leur dit le marchand, n'écoutez point tout cela : c'est une ruse des Jacobins, qui enragent de ce que, depuis un an, on est un peu tranquille. Vous leur verrez faire bien d'autres choses ; c'est une digue que le gouvernement oppose dans ce moment-ci à quelques imprudents. »

Vers les quatre heures après-midi, il y avait beaucoup de monde dans la grande cour du Louvre ; on y a remarqué des anarchistes qui cherchaient tous les moyens possibles de travailler le peuple; ils disaient, en voyant des faisceaux d'armes et un cavalier en vedette pour la garde de l'Institut national, que le gouvernement s'attendait à ce qui allait arriver, qu'il se mettait sur ses gardes, qu'il comptait sur ses militaires, mais qu'ils lui manqueront, ajoutaient-ils, parce qu'ils se plaignent que leur paye ne suffit point pour les faire exister.....

Place Maubert, deux particuliers disaient que le gouvernement avait tort de vouloir rétablir le culte catholique, que c'était mettre la désunion parmi les citoyens ; un autre disait, en s'adressant aux particuliers : « Vos opinions sont contre le culte ; suivez les lois de la République, et vous serez des républicains, au lieu que vous faites connaître que vous êtes Jacobins. » Des poissardes ont hué les deux particuliers et les ont forcés de s'en aller.....

Vers les trois heures du soir, rue Dominique, une femme est tombée sans connaissance à la nouvelle de la mort de son père ; on l'a emportée chez elle, rue de Grenelle ; tous les citoyens qui lui portaient des secours disaient que son père était un rentier de l'État qui, ayant tout vendu ce qu'il possédait, avait été obligé de se rendre à l'hospice de l'Humanité, où il était mort de misère ; plusieurs se sont permis des propos injurieux contre le gouvernement.

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

XVI

16 MESSIDOR AN V (4 JUILLET 1797).

Rapport du bureau central du 17 messidor.

Esprit public. — Des murmures sans nombre sur la misère publique sont la base et l'aliment continuel de toutes les conversations ; partout on se plaint, partout on paraît triste ; les lieux de réunion sont moins animés. Les spectacles eux-mêmes offrent moins de gaîté. Deux sentiments dominent dans les regards : la gêne, à cause des besoins que l'on éprouve, et l'inquiétude, à cause des bruits alarmants que l'on ne cesse de répandre. Privés de ressources, une foule d'individus se croient en droit de manifester de la haine pour la République, et, dans tous les rangs de la société, on rencontre quantité de citoyens aux yeux desquels l'avantage de telle ou telle forme de gouvernement n'est rien, du moment que leurs intérêts ont à souffrir. L'inexactitude de paiements aux premiers fonctionnaires et des retards apportés au paiement des rentes, des pensions et des salaires des employés, sont une différence sur laquelle on appuie avec affectation, et insensiblement on remonte à la cause de cette pénurie des finances ; on se demande ce que l'on a fait des contributions intérieures et extérieures, puisque personne n'est payé ; on se livre aux réflexions les plus tristes, en disant que cela finira mal. On craint la prolongation de la guerre, et, dans le mécontentement qu'inspire la misère, on était porté à voir tout dans l'état le plus déplorable. « La guerre était prolongée, les négociations avec l'Angleterre rompues, la réquisition prête à être renouvelée, des peines sur le point d'être portées contre les parents qui retiendraient les jeunes gens de la première réquisition. La République était à l'agonie, le roi de Naples avait refusé de reconnaître notre ambassadeur; nous avons fait en Italie des révolutions qui avaient indisposé contre nous toute l'Europe en général, et le délabrement de nos finances, joint aux divisions qui régnaient dans les différentes parties de notre gouvernement, étaient des causes connues de nos ennemis, qui en profitaient peut-être au moment où nous y pensions le moins. » En un mot, il n'est point d'aspect affligeant sous lequel on n'envisageât la situation actuelle de la République, qui, au surplus, dans la bouche d'une foule d'habitués des lieux publics, ne cesse d'être un objet de sarcasmes

les plus cruels. Des chevaliers d'industrie d'un nouveau genre s'emparent du mécontentement public, pour en faire la base d'une spéculation. On commence une apologie périodique des institutions anciennes, comparées à celle du régime républicain, les premières comme étant seules pour faire le bonheur du peuple. — Les opinions purement politiques sont les mêmes que les jours précédents, mais ont paru moins en évidence, parce qu'elles se sont fondues dans les plaintes continuelles émanées de la gêne commune. Ce qui a principalement frappé, c'est que, le plus souvent, on attribuait des nouveaux progrès du dépérissement de la confiance et de la rareté des paiements de la Trésorerie à la mésintelligence que chacun croit voir, en matière de finances, entre le Corps législatif et le Directoire exécutif. Les ennemis du premier se sont considérablement accrus et, à son égard, on sort de plus en plus de la ligne des ménagements : protection aux émigrés, but secret de contre-révolution, faveur pour les prêtres, penchant à faciliter le fanatisme, intention de relever le trône, projet en définitive de renverser la Constitution et de l'anéantir, tels sont les soupçons d'une partie du public, et les malveillants, les agitateurs qui commencent à s'enhardir, loin de se borner à des soupçons à cet égard, poursuivent les doutes par les plus criantes calomnies et ne tiennent, contre les membres du Conseil des Cinq-Cents, qu'un langage de proscription. — Telles vives que soient les plaintes de détresse qui ont dominé toutes les opinions, le calme était et est encore parfaitement établi dans la société ; l'agitation cependant captive toujours les esprits.

Spectacles. — *Le Journaliste*[1], pièce nouvelle au théâtre de la République, a été très applaudi et ne présente aucun rapport avec les circonstances. Il était précédé de *L'Honnête criminel*, où ces mots : *Des prêtres et des rois la race maudite*, ont été couverts d' applaudissements de toutes les parties de la salle.

« *Non, point de grâce pour les brigands* », dit-on dans *Richard et Alisbelle*, donné hier au théâtre de la citoyenne Montansier, et les bravos, ainsi que les applaudissements, se sont très longtemps prolongés sur ce passage.....

Bourse. — La lenteur avec laquelle se font les liquidations entretient toujours l'inquiétude qui règne à la Bourse, et l'on répète sans cesse que la résolution attendue sur les inscriptions et les transferts peut seule calmer. Le cours des rentes n'a point été coté ; suivant bien des personnes, ce défaut de confiance dans la dette consolidée, peut

1. *Le Journaliste ou l'Ami des mœurs*, comédie en un acte et en vers, par Lombard de Langres.

ramener les espérances des ennemis et éloigner la paix. Ces considérations portaient à déclarer qu'il vaudrait mieux établir des cours factices, que de n'en point établir du tout... .

Bons du 1/4 à 38 et 36 % de perte. Bons des 3/4 entre 18 livres 2 sols et 18 livres 15 sols.

BRÉON.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 16 AU 17 MESSIDOR.

L'Écho des Cercles patriotiques est le titre d'une nouvelle affiche placardée à chaque coin de rue; c'est un défi aux royalistes et une invitation aux patriotes de 89 pour se lever et les anéantir; en un mot, c'est une répétition de celle intitulée *Avis aux Parisiens*; chacun, en la lisant, reconnaît les ouvrages sortis de la presse des nouvelles Sociétés. — Il a été dit, dans un café, qu'une Société allait se former sous le titre de défenseurs purs de la Constitution de 1795.....

Un ardent révolutionnaire de la division du Mont-Blanc a dit au chirurgien-major de cette division : « Malgré que vous n'ayez jamais été de mon bord, je ne vous en veux pas; mais, d'ici à six semaines, vous verrez que j'avais raison et qu'il y aura bien du nouveau. » — Plusieurs personnes, étant entrées dans Saint-Roch et voyant le curé de cette église occupé à replacer les vitraux, se sont dit entre elles : « Le pauvre cher homme se donne bien de la peine inutilement; sous peu il mettra le rideau. » — C'est principalement contre le Directeur Barthélemy que les propos les plus mordants et les traits les plus satiriques sont dirigés; un homme, voyant son portrait sur le quai, a dit très haut : *Ce vil agent des rois*, mais d'autres personnes, tant hommes que femmes, ont dit : « Il est fou, cet homme-là »; ce qu'ayant entendu, il les a appelés Chouans.....

Depuis quelques jours, on rencontre des femmes, qu'on appelle vulgairement Jacobines, vêtues en amazones, chapeau rond avec un plumet tricolore et un bourdaloue de la même couleur, avec une médaille. Ce costume nouveau fait naître des inquiétudes dans l'esprit des citoyens paisibles qui regardent ceci comme le présage de quelque machination. — Sur les Ponts-au-Change et Marie, on a remarqué plusieurs tricoteuses; elles disaient entre elles que les patriotes commençaient à reprendre de l'énergie, que l'esprit du soldat devenait meilleur, ce qui leur donnait l'espoir de réussir; elles donnaient aussi comme certaine l'arrivée du général Bonaparte à Paris, pour y anéan-

tir des milliers d'émigrés qu'elles disaient à Paris depuis quelques jours.....

L'on a remarqué, dans le faubourg Antoine, plusieurs rassemblements d'ouvriers dans différents cabarets, et principalement des compagnons chapeliers; leur réunion avait pour but de se coaliser entre eux pour demander une augmentation de paye.

On a joué pour la première fois, au théâtre de la République, une petite pièce intitulée *Le Journaliste*, qui a obtenu le plus heureux succès ; ce qui peut flatter les amis des mœurs, c'est que tous les traits de morale dont cet ouvrage fourmille ont été aussi universellement sentis qu'ils ont été vivement applaudis ; on a, en outre, fait recommencer cette invocation que fait le journaliste :

Vous qui respectez l'enfance,
Unissez-vous à moi
Pour demander une loi
Qui réprime la licence.

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

XVII

17 MESSIDOR AN V (5 JUILLET 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 18 MESSIDOR.

Esprit public. — Toujours la même agitation dans le public : inquiétude sur la paix, inquiétude sur la situation des départements méridionaux, plaintes continuelles de la misère, composaient le caractère (*sic*) des personnes et le fond des opinions. La partie la moins éclairée du public était remplie d'alarmes sur les dispositions hostiles dans lesquelles elle croyait voir les troupes, tant impériales que françaises et c'est à ce sujet surtout qu'on a remarqué l'ascendant des feuilles nouvelles sur l'esprit de la classe la plus nombreuse et la moins lettrée, toujours prompte à saisir les détails exagérés. Il ne paraissait hier aucun doute parmi les citoyens que la guerre ne dût recommencer avec une nouvelle fureur ; on voyait la paix décidément éloignée, et des individus qu'on ne peut, à leurs discours et à leur extérieur, taxer d'ignorance ingèrent, le plus qu'ils peuvent, ces idées dans l'esprit des plus crédules. — Les progrès de l'exagération n'ont pas été moins sensibles au sujet de la situation politique

des contrées méridionales de la République. Les anarchistes ou de continuels agitateurs, ou répandus, ou réunis dans tous les lieux publics, s'autorisent du dernier message [1] du Directoire pour affirmer que Lyon est en pleine contre-révolution et qu'on y égorge jusqu'aux mères et enfants, que même on y a proclamé Louis XVIII. Des groupes assez nombreux qui se forment autour des crieurs de journaux à la porte Saint-Martin, au moment où les ouvriers sortent de leurs travaux, concevaient les plus vives alarmes sur ce qu'ils entendaient dire de cette commune, et parmi eux a circulé une lettre arrivée de Lyon qui annonçait que tout y était tranquille et que toutes les manufactures commençaient à reprendre de l'activité. D'autres personnes ont également démenti ce que l'on débitait, parmi les ouvriers, de prétendus troubles fomentés dans le faubourg Saint-Antoine ; en un mot, il résulte qu'en ce moment, plus que jamais, les ennemis de l'ordre emploient tous les moyens obscurs de préparer le peuple à quelque forte commotion, et à l'entraîner, par des frayeurs, hors de la ligne ordinaire de ses occupations pour le ranger ensuite sous le drapeau d'un parti quelconque ; on répand, d'un côté, les bruits de réunion d'émigrés, de guerre sur le point de se déclarer entre les sermentés et insermentés, de projets d'anéantir le Directoire ; de l'autre, on fait circuler, dans les cafés, des lettres infâmes contre le gouvernement ; on sème sous les pas des citoyens paisibles, et dont l'immobilité désespère très évidemment les agitateurs, tous les germes de division, de révolte : ce sont tour à tour, à entendre les propos virulents, les anarchistes, les jacobins, les royalistes, qui doivent effectuer une chose terrible, ou bien c'est le gouvernement qui se débarrassera du nouveau tiers.

La résolution du Conseil des Cinq-Cents relative aux fugitifs des départements sur le Rhin [2] a fait plaisir à beaucoup de monde, mais on a vu aussi, de temps en temps, des personnes s'en témoigner plus particulièrement satisfaites, dans l'espérance que l'on ira plus loin à mesure que l'on aura préparé les esprits. D'un sentiment bien opposé, d'autres témoins de ces mouvements d'espoir fulminent contre la Révolution, en disant que tout est perdu, si on ne se montre. Il résulte du tableau des passions qui ont pu être observées hier que les esprits, de part et d'autre, étaient un peu plus exaspérés que de coutume. Quant à la pénurie des finances le mécontentement est pro-

1. Ce message fut lu à la séance des Cinq-Cents du 16 messidor an V. Le Directoire y donnait des renseignements sur les troubles de Lyon, sur les crimes des *Chauffeurs* et des *Compagnons de Jésus*. Voir le *Moniteur* du 24 messidor an V.

2. Voir le *Moniteur*, réimpr., t. XXVIII, p. 739.

gressif; on dit même qu'il se manifeste davantage parmi les militaires en cantonnement à Paris et ceux des environs, qui voient, avec jalousie, suivant les bruits recueillis, les corps attachés aux premières autorités ne manquer de rien.

Spectacles. — On y remarque très peu de gaieté, peu de monde aussi... Le seul théâtre de la Cité avait beaucoup de spectateurs et, malgré les craintes de la veille, la représentation de la pièce intitulée *Turlututu* y a eu lieu dans un calme absolu.....

Bourse. — Toujours le même état de choses.....

Bréon.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

Rapport de l'état-major du 17 au 18 messidor.

Vers les six heures du soir, on a remarqué dans le groupe qui entourait le chanteur de la place Saint-Germain-l'Auxerrois beaucoup de ses affidés que l'on dit être des prêtres réfractaires, faisant chorus et des signes au chanteur, lorsqu'il prononçait quelques mots satiriques contre le gouvernement ; on les a entendus regretter l'ancien régime et dire que tous les gouvernants étaient des scélérats qui auront, avant peu, ce qu'ils méritent. Trois hussards qui venaient d'entendre ce chanteur, dirent en s'en allant : « Comment le gouvernement peut-il souffrir ainsi que l'on pervertisse l'opinion publique ? » Ils furent entendus par ces messieurs, qui se dirent entre eux : « Ne voyez-vous pas que ce sont des automates qui, pour de l'argent, servent tous les partis. »

On assure que dans les grandes communes, telles que Lyon, Bordeaux, etc., les compagnons charpentiers veulent gagner 5 et 6 francs par jour, et que ceux qui ne travaillent pas sont indemnisés de 50 sols par leurs camarades ; plusieurs professions, telles que celles de menuisiers et compagnons maçons et autres en font autant ; on se rappellera qu'en 89, sous ce prétexte, il se forma des rassemblements qui forcèrent la police à faire arrêter plusieurs séditieux. — On dit, dans plusieurs places publiques, que l'Empereur n'a nullement l'intention de conclure la paix avec la République française, que depuis la signature des préliminaires, il y a eu un combat entre les troupes françaises et autrichiennes.

Café Valois, on s'entretenait de la séance du Conseil des Cinq-Cents que l'on disait avoir été très orageuse [1] ; on y disait y avoir re-

1. Il s'agit de la séance du 16 messidor an II, où Bailleul prononça, contre la réaction, un grand discours qui souleva un tumulte.

marqué deux partis opposés entre le nouveau tiers et les anciens membres. Plusieurs habitués de café approuvaient avec intérêt la chaleur avec laquelle Boissy d'Anglas s'était prononcé pour la rentrée des émigrés et des prêtres insermentés; d'autres prétendaient que, d'après les horreurs commises par le gouvernement révolutionnaire, il était impossible de prouver qu'un homme soit émigré, à moins qu'il n'ait été pris les armes à la main. Ils ajoutèrent, en parlant des prêtres, qu'on ne pouvait pas faire un crime à un homme de ne point prêter un serment que sa conscience lui défendait, et de même qu'ils estimeraient un homme, quelque royaliste qu'il fût, pourvu qu'il eût des mœurs et de la probité et qu'il se soumît aux lois de sa patrie.

Place de la Révolution, plusieurs femmes attroupées, se disant pensionnées par l'État pour avoir perdu leur mari à la défense de la patrie, disaient que le gouvernement payait des agioteurs pour acheter des brevets de pension ; elles ajoutaient qu'une pension de 800 livres venait d'être cédée pour 2,000 francs. L'économie que le Directoire met dans la fête nationale de l'anniversaire du 14 juillet a été singulièrement applaudie.

Au café Chevalier, à la porte Honoré, on s'entretenait de la paix ; chacun en parlait à sa guise ; des citoyens disaient qu'il n'y avait pas de sacrifices qu'ils ne fassent pour l'obtenir; d'autres ont répondu que le gouvernement n'était pas encore assez riche et que son intérêt était de prolonger la guerre, qu'il craignait que, si la paix se proclamait aujourd'hui ou demain, on ne lui demandât des comptes, ce qui pourra, ajoutaient-ils, fort bien arriver ; d'autres enfin ont détruit cette assertion, en disant que le peuple était las des guerres, que le gouvernement ne pouvait plus la (*sic*) continuer, vu la pénurie de numéraire, et que la nation, lasse enfin de toutes ces promesses, pourrait bien se lever en masse et le forcer à la conclure.

Café Lyonnais, place Maubert, des citoyens disaient que les troubles dans le Midi étaient occasionnés par la conduite du général Willot, qui avait favorisé la rentrée à beaucoup d'émigrés et de prêtres réfractaires, et qu'il faudrait une armée pour soumettre ce département.

Dans un café en face du jardin de l'Élysée, un pauvre demandait l'aumône à un particulier qui lui répondit : « Que le Directoire te nourrisse ; autrefois j'aurais pu te faire l'aumône, aujourd'hui je n'en ai pas pour moi. »

Café de Chartres, Palais-Égalité, un particulier disait avoir reçu de Tours une lettre d'un de ses parents, qui lui mande de lui envoyer promptement des nouvelles de la situation de Paris, que le bruit

courait dans son département que le Directoire avait couru le plus grand danger, que le peuple s'était porté en masse vers lui, et que la force armée avait fait feu sur les séditieux, que l'on disait être des factieux, et des ouvriers du faubourg et beaucoup de filous qui s'étaient mêlés avec eux.

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

XVIII

18 MESSIDOR AN V (6 JUILLET 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 19 MESSIDOR.

Esprit public. — Les traces de l'esprit public continuent à se perdre parce que les opinions se divisent de plus en plus, et que les systèmes prennent tous les jours de nouvelles modifications. Il y a partage à peu près égal sur les inconvénients ou les avantages de laisser le Directoire maître des négociations de la Trésorerie; seulement, il est facile de s'apercevoir que la méfiance de ceux qui hésitent à opiner pour que le Directoire conserve cette faculté vient surtout de la misère où ils se trouvent et de ce que les ressources qu'ils attendaient du gouvernement n'ont point répondu à leur attente. D'un autre côté, on attribue au nouveau mode de surveillance et de responsabilité que le Conseil des Cinq-Cents veut introduire dans les finances la rareté des rentrées au Trésor national et, par suite, la rareté du paiement. La gêne extrême, au surplus, qui pèse sur tous les états, est la cause majeure du mécontentement public et ses progrès ont encore augmenté. L'humeur que l'on en conçoit fait ensuite la teinte de toutes les discussions politiques, dont le caractère est toujours corrélatif à la situation des finances et à celle de la masse des intérêts particuliers. Aussi, l'esprit de parti est-il encore un peu plus animé que de coutume; l'idée d'une prochaine secousse plus accréditée, l'inquiétude plus grande. Ce n'est point à l'occasion des négociations avec l'Angleterre, car, malgré bien des faux bruits semés à dessein, elles paraissaient aux yeux du public se nouer sérieusement; mais, en revanche, les rumeurs présentent comme réelles les hostilités, tant avec Naples qu'avec l'Empire, parlent de l'éloignement de la paix et annoncent comme également inévitable une rupture avec les États-Unis. L'espèce de crédit qu'acquièrent parmi le plus grand nombre ces sortes de nou-

velles y laisse une consternation réelle et les vœux en sont d'autant plus ardents pour le Directoire, autant que les secrets d'État n'en paraissent souffrir, éclaire le public sur sa véritable situation (*sic*). Il en est de même à l'égard de la situation intérieure de la République, principalement du Midi ; les partis se renvoient respectivement les doutes et les exagérations ; on dit, d'une part, que Lyon est en pleine contre-révolution, que, dans cette ville et dans tous les départements environnants, on assassine journellement, et que, dans toutes les contrées, les personnes attachées à la République sont peu en sûreté ; d'un autre côté, on dit que rien n'est plus faux, que toutes ces alarmes sont semées à dessein de ramener des mesures révolutionnaires. Les uns se plaignent avec force de la rentrée considérable des émigrés en France ; les autres ne se plaignent pas moins de voir arriver nombre de troupes à Paris et dans les départements ; ceux-ci font dater toute l'agitation des esprits du moment où les clubs ont commencé à renaître ; ceux-là parlent d'un coup terrible qui doit avoir lieu au 14 juillet, événement après lequel on établirait le régime militaire jusqu'à la paix ; tantôt, ce sont les royalistes qui ont à eux et paient généreusement 5,000 Chouans ; tantôt, ce sont les terroristes qui font toutes les dispositions pour amener un éclat. Les frayeurs, en un mot, sont respectives, mais elles sont générales ; les exagérés, seuls, mettent les menaces en avant.

A travers tant de signes de mécontentement, on a recueilli avec soin des plaintes qui semblaient promettre la clef de quelque énigme intéressante pour le repos public ; il est très certain qu'en effet les selliers, carrossiers et beaucoup d'autres chefs d'ateliers se plaignent du refus, à peu près unanime, de leurs ouvriers de continuer leurs travaux. Il est encore très sûr que les ouvriers remplissent les guinguettes, où ils font de fortes dépenses ; on les croit payés par des mains secrètes ; on craint, ou qu'ils ne soient attirés par séduction vers des ateliers étrangers ou bien que la malveillance ne cherche à en tirer un autre parti. — Le même ordre à l'extérieur, mais moins de calme encore dans les esprits que la veille et les jours antécédents.....

Surveillance. — ... On a arrêté..... les nommés Desvaux, Dumeroy, Honot, Guillet et Pin, tous prévenus de distribution de faux bons de la Trésorerie nationale.....

Bourse. — Suivant les rapports, le Jardin-Égalité est moins fréquenté qu'à l'ordinaire et l'on y fait peu d'affaires.

L'état de la Bourse est toujours le même. LIMODIN.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

Rapport de l'état-major du 18 au 19 messidor.

On dit dans le public que la Société de Clichy ne s'est pas réunie depuis quelques jours; on va même jusqu'à dire qu'elle est dissoute. — Dans une société particulière, on disait qu'il y avait eu, il y a trois ou quatre jours, deux rassemblements, l'un à la Maison-Blanche et l'autre à Montrouge, où se sont trouvés les chefs des mouvements dont on est menacé depuis quelques jours et qu'on dit prorogés au 14 juillet-26 messidor.....

On voit une estampe représentant un sarcophage élevé à la mémoire du général Marceau; des guerriers et des femmes pleurent sur sa tombe. — Dans différents quartiers, on lit un placard qui annonce un événement malheureux occasionné par les prêtres réfractaires : c'est un assassinat commis par le mari d'une ci-devant religieuse. Chacun raisonne à sa manière sur ce placard; on en accuse le confesseur de cet homme, qui lui a timoré la conscience. — On voit au Palais-Égalité une gravure, dont le sujet est tiré des fables de La Fontaine : *Les grenouilles qui demandent un Roy*; cette estampe représente, d'un côté l'âge d'or et, de l'autre, l'âge de fer; dans la première, on voit les grenouilles vivant heureuses dans de gras marécages, au milieu de leur roi tout pacifique (un soliveau), dont l'air doux et débonnaire excite cependant leurs clameurs; dans l'autre, on les voit dans un terrain sec et aride, livrées à toutes les horreurs de la tyrannie; des grues qui les mitraillent, les croquent et les guillotinent à qui mieux mieux. Cette gravure fixe singulièrement l'attention de beaucoup de personnes et paraît faire naître parmi eux de tristes réflexions. — Encore un placard intitulé : *Nouveau comité révolutionnaire :* c'est l'avis d'un citoyen qui se plaint de ce qu'un comité de discipline, siégeant au collège de Navarre, a fait incarcérer son ami, père de famille et négociant, pour n'avoir pas monté sa garde d'après un billet qui lui avait été soufflé; ce placard a excité la réclamation de tous les citoyens, qui se plaignent des actes arbitraires que les conseils de discipline commettent tous les jours.....

Sur le boulevard Denis, deux jeunes gens, voyant passer une femme bien vêtue, dont la figure et le maintien ne correspondaient point au costume, l'ont dérisoirement appelée *Madame Angot*, ce qu'ayant entendu celui qui l'accompagnait, voulut répliquer, mais les jeunes gens l'ont traité de marchand d'argent et de voleur; la querelle allait devenir sérieuse, lorsque les passants ont invité les jeunes gens à laisser passer ces *gueux parvenus*, expression dont ils se sont

servis. — Au café Cuisinier, on s'est entretenu d'une adresse de la Société populaire de Sainte-Menehould au Conseil des Cinq-Cents et au Directoire sur leur haine au dernier tiers; ils ont prétendu que cette adresse était simulée; un citoyen, se disant arrivé de cette commune, a dit n'avoir aucune connaissance de cette adresse. — On a placardé de nouveau l'affiche intitulée : *L'écho des cercles patriotiques*, dont on a fait déjà le rapport; cette affiche se trouve à côté de celle : *L'ami des anciennes institutions*; c'est, en un mot, l'inverse de l'autre. — Un hussard, arrivant de Lyon, a dit que cette commune paraissait très éloignée de l'esprit républicain; il a même été insulté; un homme lui a dit qu'il se faisait gloire d'être royaliste et mille autres propos semblables.

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

XIX

19 MESSIDOR AN V (7 JUILLET 1797).

(Rapport du Bureau central du 20 messidor. — Voir *Paris sous le Directoire*, tome IV, p. 203-205.)

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 19 AU 20 MESSIDOR.

Sur les six heures un quart du soir, le feu a pris dans l'ancienne église des Célestins servant d'atelier aux ouvriers de l'arsenal; à six heures, les ouvriers ont quitté leurs travaux et, dix minutes après, le feu s'est manifesté dans tout l'espace de la voûte; la troupe s'y est portée avec la plus grande diligence et, grâce à son zèle, on s'était rendu maître du feu avant onze heures. Les bâtiments adjacents remplis de bois ont été conservés intacts, rien n'a brûlé enfin que la charpente et la toiture de cette église, on ignore encore les causes qui ont occasionné cet événement.....

Les méchants me tourmentent et les bons me ruinent, est le titre d'une nouvelle caricature représentant un rentier dans le costume de l'indigence et le chapeau rempli de bons de la Trésorerie; cette estampe fait beaucoup rire les curieux. — On a arrêté, dit-on, au faubourg Antoine, deux hommes qui cherchaient à égarer le peuple en répandant des écrits parmi les ouvriers.....

L'affaire relative aux inculpations calomnieuses insérées dans le

journal l'*Ami du Peuple* par Le Bois contre le citoyen Dossonville [1], a été plaidée hier 19, par le citoyen Le Bon, défenseur officieux au 3e tribunal civil du département de la Seine; le citoyen Le Bon a déployé dans cette affaire une énergie au-dessus de tous éloges; l'innocence du citoyen Dossonville a été unanimement reconnue à en juger par l'approbation de tout l'auditoire.

Deux officiers arrivant de Lille ont dit qu'il y a quelques jours il y eut un soulèvement considérable à Cambrai; on trouva à la pointe du jour tracées sur toutes les maisons des citoyens qu'on avait proscrits des têtes ensanglantées qui devaient servir de signal aux séditieux qui s'y portèrent et contraignirent beaucoup de citoyens paisibles à s'échapper de leurs foyers et à se priver de leur asile pour quelques jours; l'ordre y a été ramené, ont-ils dit, par la vigilance des troupes des départements voisins qui y sont accourues avec célérité.

ARMAND NOIZARD.

(Arch. nat., AFIV, 1477.)

XX

20 MESSIDOR AN V (8 JUILLET 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 21 MESSIDOR.

Esprit public. — Nul changement dans la disposition des esprits, les opinions de parti semblent s'agiter dans un tourbillon et ne peuvent se réunir sur aucun point, on craint de grandes catastrophes; ces craintes sont générales, mais personne en particulier ne peut trop désigner sur quoi il les fonde, et les inquiétudes sont d'autant plus vives qu'on n'en peut deviner la cause ni entrevoir le terme. Cependant on commence à être bien rassuré sur la paix; quelques coureurs de cafés continuent à passer de l'un à l'autre pour la peindre comme très éloignée, on pense que cette tactique leur est commandée par de secrets agioteurs qui jouent la baisse, mais on a pu voir que ces émissaires de la cupidité perdent beaucoup de leur crédit; les négociations ouvertes par l'Angleterre donnent de l'espérance et l'on ne croit plus aux hostilités prétendues de l'Empereur; les dispositions hostiles du roi de Prusse sont également réputées une fable. Quelque diminuées cependant que soient les inquiétudes sur la continuation de la guerre, les mêmes symptômes de mécontentement existent toujours

1. Voir p. 38.

de la part des rentiers et salariés dont la détresse fait le sujet de beaucoup de plaintes dans les divers lieux de réunions; les derniers surtout en font entendre de très vives; il en est de même parmi plusieurs militaires qui ne gardent point autant de ménagements, quelques grenadiers du Corps législatif murmurent de la médiocrité de leur paye, et du retard que l'on apporte à la leur délivrer; ils accompagnent ces plaintes d'imprécations contre le Conseil des Cinq-Cents, ils ajoutent qu'ils défendront les Clubs et non les Chouans. — L'attention principale se porte sur les opinions prononcées hier au Conseil des Cinq-Cents, relativement à la liberté des cultes[1]; celle émise par le citoyen Jourdan[2] avait beaucoup de partisans, et en général on remarque qu'un grand nombre de personnes se récrie sans cesse contre le Corps législatif en l'accusant d'accorder de la protection aux prêtres et aux émigrés.

Il est tel café du jardin du Palais-Égalité où l'on met librement à nu l'éloignement que l'on y manifeste assez volontiers pour toutes les institutions civiles ou politiques de la République, et on leur accorde peu de communication à tout citoyen qui s'annonce pour tenir à des opinions contraires. Il est tel autre café des boulevards de la Chaussée d'Antin toujours rempli de personnes très bruyantes, qui semblent y faire assez de dépense, dont l'extérieur annonce rarement l'aisance, et parmi lesquelles s'établit tout à coup un silence remarquable à l'approche de tout individu qui ne paraît pas un habitué du lieu; cette espèce de schisme dans les habitudes est à peu près le même partout. — Les placards à personnalités et les avis dictés par un esprit de parti se multiplient sensiblement, les caricatures d'opinions se succèdent depuis plusieurs jours avec assez de rapidité, on n'en voit vendre aucune, mais le public s'y arrête avec un intérêt plus marqué depuis quelque temps. — Il y avait peu de monde dans les promenades publiques, on y remarque un air de gêne et d'inquiétude; le public des théâtres n'a offert aussi que très peu de gaieté.

Spectacles. — ...Le public a vivement applaudi au théâtre Feydeau hier le rétablissement fait à la scène du dénouement de *Tartuffe* tel qu'il est dans l'auteur...

Bourse. — ...A très peu de choses nulle pour les affaires.

BRÉON.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

1. On avait discuté le projet de Camille Jordan et celui de Dubruel sur l'abrogation des lois contre les prêtres insermentés.

2. Le général Jourdan s'était violemment élevé contre les prêtres insermentés, fomenteurs de l'insurrection vendéenne.

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 20 AU 21 MESSIDOR.

Vers les dix heures et demie, rue de Buci, plusieurs individus chantaient à tue-tête la *Marseillaise* ; des femmes étaient avec eux.

On voit dans les cafés quantité d'étrangers sous le plus brillant costume et notamment au café près l'Opéra, les habitués de ce café ne les voient pas avec plaisir, on a entendu des personnes se dire entre elles : ces gens-là nous joueront quelque mauvais tour ; dans le même endroit on s'entretenait de la paix, les dits étrangers avaient l'air d'écouter, ils se parlaient ensuite entre eux et souriaient ; deux particuliers ont dit : « Si tout le café pensait comme nous, nous aurions bientôt chassé ces b.... là qui ont l'air de nous plaisanter. »

Un marchand de pantalons criait ce matin place de Grève : « A 45 sous les carmagnoles ! » Il ajoutait malicieusement :« Allons, citoyens républicains, voilà l'instant d'acheter des carmagnoles ! » — ...On se plaint dans plusieurs quartiers de l'augmentation des denrées et surtout du pain. Les malveillants font courir le bruit que la guerre va continuer et qu'on va mettre les grains en réquisition pour les armées et que sous peu le pain vaudra 5 sols la livre.

On a remarqué ce matin au Champ de Mars plusieurs invalides montés sur les gradins, un deux s'est permis de dire en voyant le citoyen Lienard commander son bataillon : *Voilà l'assassin des malheureux du camp de Grenelle, il faut espérer qu'il aura son tour avant peu.* — Port au blé, au café de la Marine, plusieurs citoyens s'entretenaient sur les clubs qui se tiennent à Paris ; ils disaient que le gouvernement avait tort de ne pas les détruire, que de tous les temps ces sortes d'assemblées avaient semé la discorde et la désunion parmi les citoyens. — Un citoyen, graveur de son état, a dit qu'il avait porté ce matin six pièces d'argenterie dans une maison où on parlait beaucoup de ces sociétés et que l'on disait qu'il était sûr que nous aurions un mouvement avant peu ; que si la police ne surveillait pas, les factieux prendraient le dessus ; ils ont ajouté que tous les officiers et soldats réformés introduisaient dans ces clubs des militaires en activité et qu'ils en recevaient un salaire...

Dans un café porte Honoré on disait que l'on ne devait pas être étonné dans ce moment des mouvements qui pourront avoir lieu, qu'ils n'étaient occasionnés que par les conférences de paix et que les ennemis du bien public mettaient tout en œuvre pour apporter des obstacles dans les pourparlers, et troubler entièrement les opérations des ministres, et en faisant circuler des feuilles dont le but ne tend

à rien moins qu'à nous déshonorer dans l'esprit des autres nations.

Boulevard Italien un crieur de journaux annonçait à tue-tête le *Bulletin des frères et amis*, plusieurs jeunes gens bien vêtus le lui ont demandé; l'ayant examiné ils lui ont dit que ce n'était pas le bon, qu'il n'avait qu'à aller rue Poupée qu'on lui [en] donnerait. ...

On est prévenu que des ennemis de l'ordre doivent faire foule ce soir aux Champs-Élysées, et déchirer les robes des femmes en marchant dessus, pour occasionner du tumulte, des mesures de surveillance déjoueront ce projet. ...

Noizard.

(Arch. nat., AFiv, 1477.)

XXI

21 MESSIDOR AN V (9 JUILLET 1797).

Rapport du bureau central du 22 messidor.

Esprit public. — L'agitation qui captive toujours les esprits a paru, cependant, moins sensible hier, cet avantage étant dû aux espérances plus grandes que l'on a d'une paix, non seulement prochaine, mais en quelque sorte générale; le bruit court déjà dans un petit nombre de cercles que l'Empereur a signé les articles définitifs de celle négociée entre lui et la République. On ne doute pas que dans cette hypothèse, les intérêts ne soient bientôt réglés avec les puissances continentales; d'un autre côté, il se dit que déjà plusieurs articles importants sont convenus d'un accord respectif entre les plénipotentiaires venus à Lille, aussi remarque-t-on dans ces entrefaites un silence profond et beaucoup d'embarras sur la physionomie des individus connus dans les endroits les plus fréquentés pour répandre çà et là, les nouvelles les plus désastreuses pour la chose publique. A cet égard, enfin, le calme des esprits reprend toute sa force, mais il n'en est pas de même en matière d'opinions; l'ironie constante des royalistes à l'occasion de tout ce qui porte l'empreinte d'une institution républicaine, et l'exagération, quelquefois même les vœux cruels d'une foule de gens hardis ou qui prononcent ouvertement ou qui déguisent mal leur désir de voir renaître l'énergie démagogique du gouvernement révolutionnaire, et les mesures compressives employées alors contre plusieurs classes de la société, font que dans les entretiens politiques on se prête respectivement une manière de penser opposée à l'esprit de la Consti-

tution de l'an III; jacobins et royalistes, sont les noms que l'on se donne, rarement on admet d'intermédiaire, et l'on quitte le théâtre de ces petites discussions avec l'idée qu'il existe un projet certain de renverser le gouvernement, et les craintes de quelques mouvements funestes à la tranquillité des citoyens. Cependant, la forte partie du public et prise dans tous les états, continue, malgré les efforts des exagérés pour le disposer à quelque parti violent, à témoigner le plus grand éloignement à coopérer au plus léger mouvement; cette masse est immobile, et paraît devoir l'être longtemps; on y est très persuadé que l'ordre actuel des choses ne pourrait pas perdre de sa force dans toute espèce de commotion. Lorsque l'on parle du rétablissement de la garde nationale, on remarque aussi peu de disposition à se porter à cette réorganisation, ou du moins on manifeste une sorte de répugnance mêlée de crainte à voir les armes remises entre les mains des citoyens, attendu que l'opposition qui existe actuellement dans les esprits pourrait en faire abuser. On n'est point encore rassuré sur le bruit répandu partout, d'une grande action pour le 14 juillet; même diversité d'opinion que les jours précédents sur la police des cultes et les projets proposés à la tribune des Cinq-Cents, mais les bruits de menaces et même d'assassinats d'acquéreurs de domaines nationaux dans les départements de l'Ouest et du Midi ont paru considérablement accrédités.

Le mécontentement est encore plus vif aussi en ce qui a trait à la situation des finances, les plaintes des salariés publics sont extrêmes, le renchérissement du pain fait impression dans les différents marchés et parmi les familles indigentes ou dénuées de ressources au niveau de leurs besoins, partout en un mot des cris de misère. Le luxe, cependant, a éclaté parmi le public qui fréquentait hier les promenades les plus éloignées, notamment le Bois de Boulogne et maisons adjacentes; du reste l'affluence a été considérable hier, à toutes les promenades, les fêtes champêtres ont présenté le mouvement accoutumé, quoique la gaieté y fût moins vive; dans les promenades les plus brillantes on colporte avec plus de profusion les journaux d'un style ironique, tels que le *Thé*, le *Grondeur*, etc.....

Surveillance. — Le nommé Le Marchand a été arrêté hier au perron Égalité, comme prévenu d'être porteur de faux bons de la trésorerie.....

Commerce. — La fête du dimanche que l'on continue à chômer est la cause que la plupart des marchés n'ont point été fréquentés par les forains.....

Bréon.

(Arch. nat., AFiv, 1477.)

Rapport de l'état-major du 21 au 22 messidor.

On a remarqué que la promenade des Champs-Élysées était moins fréquentée qu'à l'ordinaire; il y a eu cependant jusqu'à dix heures du soir des sociétés de citoyens assis et respirant le frais, l'ordre y a régné toute la journée, les femmes y étaient vêtues très élégamment.....

Café de la République, rue de Grenelle, on parlait d'une grande affluence de monde qu'on voit se réunir tous les jours, chez le ministre plénipotentiaire de Toscane, à l'hôtel du ci-devant baron de Bézenval; les bons citoyens craignent que ce rassemblement ne devienne nuisible à la chose publique. — A Vaugirard, chez le citoyen Jullien, marchand de vin, plusieurs malveillants faisaient courir le bruit que la guerre était recommencée et que les hostilités étaient plus fortes que jamais; de bons citoyens les ont démentis formellement en montrant des lettres qui arrivent tout récemment des armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, et dans lesquelles les militaires demandent à leurs parents si la paix est publiée à Paris, ils marquent aussi qu'ils jouissent d'une parfaite tranquillité et qu'ils attendent la publication de jour en jour.....

Dans un café place Maubert, on lisait le journal de Le Bois, des citoyens tournaient en dérision les sottises que contient ce journal contre le Ministre de la police, un citoyen a dit : « Comment peut-on souffrir qu'un coquin d'écrivain comme celui-là qui ne cherche qu'à mettre la désunion parmi le peuple, qui mériterait d'être fait mourir (*sic*) entre quatre murailles, puisse ainsi calomnier tout le monde ? » Plusieurs personnes lui ont répondu qu'il soutenait son parti et qu'il avait raison; elles furent traitées de jacobins et de rebelles, puisqu'elles en entendaient du mal avec plaisir, enfin une rixe a failli avoir lieu, mais cela a fini par des mots, de bons citoyens ont mis le calme. — On demandait à un marchand de vin pourquoi il s'était tant approvisionné, il répondit : « C'est que je sais qu'au premier vendémiaire prochain les entrées seront rétablies dans Paris, je puis d'autant mieux vous l'assurer, dit-il, que je le tiens de ceux-là mêmes qui se sont fait enregistrer pour être commis à la perception des droits. » Les personnes à qui il disait cela ont soutenu qu'il n'y avait que l'impôt direct qui pût rétablir nos finances, et que les entrées étaient le seul moyen de sauver la chose publique, que d'ailleurs le peuple s'y attendait. — Au café de la Renommée on s'est entretenu de la réorganisation de la garde nationale, plusieurs personnes ont dit qu'elles n'y rentreraient

pas, et qu'elles aimeraient mieux donner un louis annuellement pour se rédimer de ce service qui nuit à leurs commerces, qu'il n'y avait qu'à solder du monde pour cela et que même le service s'en ferait mieux. — L'abbé de Pancemont, ex-curé de Saint-Sulpice, a officié hier à l'instruction, rue du Pot-de-Fer ; il y avait une si grande affluence de monde qu'on y étouffait, quarante prêtres sont venus le recevoir et l'embrasser, les pauvres disaient : voilà notre Père, on a entendu des personnes dire que lorsqu'il était curé, il dispensait les aumônes envers tout le monde sans distinction des croyances, on a cité une famille protestante qu'il a soutenue pendant sept ans.

Noizard.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

XXII

22 MESSIDOR AN V (10 JUILLET 1797)

Rapport du bureau central du 23 messidor.

Esprit public. — Des gens turbulents continuent à répandre des doutes sur l'heureuse issue des négociations, mais on a vu hier le crédit de ces malintentionnés considérablement baissé ; les bruits de paix circulent et c'est à eux qu'il a été nécessaire d'attribuer un changement déjà sensible dans les esprits, l'agitation est moindre, et ce qui en subsiste n'a plus pour cause les affaires du dehors, mais bien la détresse générale ; on en est à craindre une banqueroute, partout on entend crier contre le gouvernement de ne pas s'occuper sérieusement des moyens de payer les salariés de la République, on sait que le désespoir commence à se manifester dans nombre de familles, des propos contre les circonstances proviennent de ce malaise, mais il faut ranger dans une classe à part celui tenu par des militaires qui ont entrepris de paroles un particulier se trouvant devant eux, et portant ses cheveux retroussés sous un chapeau rond ; il s'échappa de leurs mains lorsqu'ils voulaient l'obliger à se battre : *Patience, dirent-ils, sous peu de jours on vous f...a de la poudre et de la mitraille par les yeux* ; plusieurs discours tenus dans ce sens par des militaires maintiennent les alarmes dans une partie de la société. Cependant les citoyens qui fréquentent le centre de Paris sont plus rassurés contre de pareilles menaces, on témoigne du mépris sur les bruits toujours renouvelés de quelque conspiration, ou méditée ou déjà découverte.

Les récits souvent exagérés d'événements malheureux dont le Midi de la République est réputé le centre ne sont crus qu'autant qu'ils ne sortent pas des bornes de la ressemblance (*sic*). Mais on doit dire aussi qu'un noyau de factieux, d'hommes enfin dont l'état et le caractère public sont peu connus, cherche à s'emparer de l'opinion publique et n'épargne rien de ce qui peut la corrompre, les patriotes connus par leur exagération saisissent avidement les nouvelles qui sortent de cette fabrique, et dont le résumé est que la guerre civile est indispensable, qu'on va incessamment recréer un roi, que c'est à Lyon qu'il sera reçu d'abord, qu'à Paris se trouvent déjà réunis plus de trois mille jeunes gens venus des départements méridionaux pour opérer ces jours-ci un mouvement, que Barère est à Paris, que le trouble se met dans les opérations de notre diplomatie, que notre ambassadeur à Naples se dispose à revenir parce qu'on refusait de le recevoir et que celui d'Espagne était rappelé, toutes nouvelles auxquelles croient bien peu de personnes.

Les seules opinions émises sur les travaux des Conseils avaient trait à la discussion relative à la police des cultes [1]; le public paraît partagé en trois avis différents ; ceux-ci attendent avec impatience le retour des prêtres déportés, et la liberté entière dans l'exercice du culte ; les autres craignent qu'on leur accorde trop, et sans entrer dans aucun esprit de parti, croient nécessaire d'astreindre les ministres du culte à une déclaration ; d'autres enfin, avec moins de tolérance, jettent les hauts cris, et annoncent que tout est perdu si on continue à laisser rentrer les prêtres ; ils témoignent aussi beaucoup de craintes sur la rentrée des émigrés. En un mot, plus de plaintes encore qu'à l'ordinaire sur la misère publique et l'absence de tous paiements, et moins d'inquiétude sur les mouvements populaires, telle est en ce moment la situation de Paris, qui jouit d'un assez grand calme.....

Surveillance. — ...Hier, vers les neuf heures et demie du soir, une foule de jeunes gens s'est portée au poste militaire de Saint-Sulpice, qu'ils voulaient forcer. La confusion était si grande qu'il a été impossible de connaître le motif d'un tel soulèvement. Néanmoins, on s'est accordé à dire que la scène a été engendrée au spectacle de la foire Germain, sous prétexte que l'un des acteurs a été hué comme entaché de jacobinisme, et que la force armée avait voulu interposer son autorité pour faire cesser le désordre...

Bourse. — ... Les affaires commencent à reprendre, quoique faiblement. Le cours des inscriptions n'a pas été coté. Néanmoins on

1. La discussion se poursuivit du 20 au 27 messidor.

assure qu'il a été négocié plusieurs petites parties à 22 livres et 22 livres 10 sols. On a la plus grande espérance que la hausse reprendra, et même qu'elle sera rapide aussitôt que les liquidations qui s'avancent seront terminées.

Un bruit qui s'est répandu que la place était infestée de faux bons de 1/4 inspire de la méfiance et engage à beaucoup de circonspection. Il s'est fait, dit-on, des bons de 1/4 à 40 0/0 de perte. Les bons de 3/4 à 17 livres 12 sols 6 deniers, 18 livres et 17 livres 15 sols.

BRÉON.

(Arch. nat., AFIV, 1477.)

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 22 AU 23 MESSIDOR.

..... On s'est entretenu au café Procope des ambassadeurs étrangers, on disait qu'on était étonné de la politique du gouvernement français, d'en avoir de toutes les puissances, attendu que ces ambassadeurs y jouissaient d'un triomphe bien flatteur pour leurs cours, celui d'y voir le royalisme professé hautement par toutes les classes de citoyens et par les journaux ; on citait à cet égard qu'un peintre français a fait pour un ministre étranger les portraits de toute la ci-devant famille royale, et qu'il lui avait demandé s'il en faisait beaucoup pour ses concitoyens, à quoi l'artiste répondit qu'il n'y pouvait pas suffire, qu'il en envoyait même dans les départements. « Je le crois, reprit le ministre, ces objets doivent être chers à tous les vrais Français. » — Dans une société particulière, un citoyen a dit qu'il avait averti le citoyen Pescheur, membre du Conseil des Cinq-Cents, d'un coup prémédité qui doit éclater contre eux, et que ce représentant avait répondu qu'il le savait bien, mais qu'il fallait en venir là, et qu'il ne devait pas tarder...

NOIZARD.

(Arch. nat., AFIV, 1477.)

XXIII

23 MESSIDOR AN V (11 JUILLET 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 24 MESSIDOR.

Esprit public. — Quelque multipliées que soient même dans une seule journée, les oscillations de l'opinion publique, leur résultat est

le plus souvent un nouveau degré d'attachement à la Constitution On aperçoit y revenir un assez grand nombre de personnes qui n'étaient qu'égarées, l'ascendant de la Constitution est tel que les turbulents qui cherchent à préparer de nouvelles catastrophes affectent aussi un extrême respect pour la Constitution ; mais ces hommes, à force de la présenter comme étant sur le penchant de la ruine, et de parler de conspirations criminelles pour la détruire, paraissent avoir un peu fatigué l'attention publique et l'on ajoute foi difficilement aux récits alarmants ; peu de personnes continuent à témoigner des craintes sur la situation politique de Lyon. Il en circule de nouvelles sur celle de Caen et du département du Calvados, et l'on a entendu plusieurs particuliers se disant récemment arrivés de ces contrées, manifester des inquiétudes sur les progrès du fanatisme qu'ils annonçaient être considérables ; ils ajoutent que dans ce pays les amis du Gouvernement et même les autorités constituées étaient insultés par les royalistes, que dans les cabarets et les places publiques on y chantait la louange de Louis XVIII et de la religion, causes que tous ces voyageurs liaient dans tous leurs récits, et ils faisaient des vœux pour que le Gouvernement empêchât par de promptes mesures que le Calvados ne devienne le foyer d'une seconde Vendée. L'impression produite par ces discours n'est rien moins que générale, elle suit les diverses opinions toujours très partagées sur le culte, il paraît même très difficile au plus grand nombre que le culte, avec la liberté que la Constitution lui accorde, fasse jamais le prétexte d'une guerre intestine. Ceux qui sont de cet avis sont prononcés contre toute espèce de déclaration qu'il s'agirait d'exiger des ministres du culte, mais beaucoup d'entre eux ne le sont pas moins contre l'usage de tout signe extérieur, principalement celui des cloches, la plupart de ceux qui prétendent qu'il faut qu'elles soient tolérées et qu'elles sont une partie intégrante du culte catholique n'émettent cette opinion que par espoir de contradiction à en juger par la passion qui caractérise leurs discours. On doit dire encore que très évidemment bien des citoyens n'entreprennent avec tant d'animosité la défense du culte, que parce que avec une égale animosité d'autres vomissent contre ses ministres les plus grossières imprécations ; et aujourd'hui, parmi la classe des artisans surtout et les hommes de peine, un petit nombre excepté, prêtre et scélérat sont devenus synonymes.

Le public n'a fait que très peu d'attention à la manière quelquefois insidieuse dont les crieurs de journaux annonçaient la séance où il a été question des fugitifs toulonnais[1], et quoiqu'une partie les qualifie

1. Le 22 messidor, les Cinq-Cents avaient voté, malgré la violente opposition

d'émigrés et se livre en murmurant contre la résolution à des conjectures offensantes contre le Corps législatif, la sensation néanmoins produite par cette circonstance n'a pas été remarquable. — Des inquiétudes, des plaintes surtout encore plus violentes contre le gouvernement qui ne paye pas, du mécontentement aussi à raison du renchérissement de quelques denrées et de celui que le pain subit depuis quelques jours. Cependant moins d'agitation, moins d'aigreur dans les esprits, effet des espérances très fortifiées d'une paix prochaine, et des nouvelles parvenues sur l'état actuel des négociations avec l'Empereur. — Même éloignement du reste à concourir à une réorganisation quelconque de la Garde nationale toutes les fois que l'on vient à parler de cette matière, craintes de la part des uns, dégoût de la part des autres. L'extérieur de Paris est entièrement calme.

Spectacles. — « Je ne dis mot, mais elle sautera », dit le somnambule en parlant d'une montagne de son jardin, passage toujours fort applaudi (c'est au théâtre de Louvois).....

BRÉON.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 23 AU 24 MESSIDOR.

Dans une société, aux Champs-Élysées, on s'entretenait sur le compte des gouvernants ; des citoyens prétendaient qu'il était impossible que le gouvernement pût exister, on le dépeignait de la manière la plus calomnieuse, on disait que nous étions engloutis dans un chaos dont nous ne pourrons sortir, on ajoutait aussi que la Révolution avait commencé par des crimes et qu'elle ne pouvait se terminer que par des crimes.....

Hier, dix à douze brigands se sont introduits chez le citoyen Barbier, concierge du cimetière du Xe arrondissement, chargé de la sépulture des morts, ils se sont indroduits par la porte du cimetière. Le citoyen Barbier a tiré sur eux dix à douze coups de fusil, ces coquins en se sauvant l'ont traité de voleur, on soupçonne que ce sont des prêtres qui sont les auteurs de ces brigandages.....

On a remarqué ce matin, aux Champs-Élysées de Mars, des individus qui paraissent être étrangers, ils ont beaucoup applaudi aux manœuvres de nos braves militaires, on ne connaît pas, disaient-ils,

de Tallien, Jean de Bry et autres députés avancés, l'abolition des lois des 20 fructidor an III et 2 vendémiaire an IV, déclarant émigrés les Toulonnais qui avaient fui lors de la reprise de la ville par les Français et de la répression organisée par les représentants de la Convention.

à Londres ce que savent les Français. — La force armée s'est transportée foire Saint-Germain, au spectacle ; le plus grand calme y a régné, la troupe y a été stationnée depuis quatre heures jusqu'à la fin du spectacle, il y a eu un léger mouvement excité par l'indignation publique, relativement à l'apparition d'un individu précédemment chassé de ce théâtre comme suspect et suspecté d'être un des assassins de la ci-devant princesse de Lamballe, mais le commissaire a interposé son autorité et tout a rentré dans l'ordre.....

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

XXIV

24 MESSIDOR AN V (12 JUILLET 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 25 MESSIDOR.

Esprit public. — La situation politique de cette ville commence à offrir des dehors plus rassurants, l'irritation semble vouloir perdre sa force peu à peu; tout se tranquillise et l'on découvre moins de chaleur dans les dissertations qui s'écartent davantage des questions métaphysiques. On paraît avoir tout dit sur le culte et se borner à pressentir la loi qui sera rendue sur cette matière. L'opposition est plus saillante lorsqu'il s'agit des réunions patriotiques dont on redoute généralement l'influence, de celles surtout qui se formeraient loin des yeux des premières autorités dont le siège est dans cette ville, mais la diversité d'opinion à cet égard n'offre aucun caractère alarmant pour la tranquillité. Le plus grand nombre, sans contester divers avantages qui peuvent résulter de ces réunions, désirent néanmoins qu'elles disparaissent dans la seule crainte qu'elles ne deviennent comme autrefois les Sociétés populaires une source de malheurs pour la République. Ce n'est que par rapport à la pénurie des finances que le mécontentement se maintient au même degré parmi toutes les classes de citoyens, notamment celles qui tirent toutes leurs ressources du Gouvernement. Les plaintes des salariés et les récits de leur situation déplorable occupent tous les lieux publics; le contre-coup se fait vivement sentir parmi les artisans, qui souffrent beaucoup de la rareté des paiements des salariés. Les exagérés d'opinion sont aperçus sur bien des points, abonder dans le sens de ceux qui murmurent de leur détresse, aigrir les pensionnaires et les rentiers en affectant de

déplorer leur sort, et les ménager adroitement pour un parti; cependant tous ceux qui souffrent de l'arriéré actuel, ne paraissent point disposés à suivre leurs mauvaises impulsions.

Plus de fermentation a semblé régner parmi les ouvriers du quartier du Nord; ils se rassemblent d'habitude à des carrefours très passagers, mais ne s'occupent pas toujours d'affaires du Gouvernement; c'est sur leurs propres intérêts qu'ils délibèrent entre eux, et qu'ils se concertent pour obtenir une augmentation de paye en menaçant, s'ils n'y parviennent, de quitter leurs ateliers. On est fondé à craindre que cette détermination ne jette de profondes racines. Du reste nul fait nuisible à l'ordre n'est résulté de ces rassemblements. On se plaint de nouveau de la licence des militaires envers les citoyens, on cite encore d'autres exemples de provocations faites par eux et de nature à nécessiter l'intervention de la force armée pour prévenir des rixes fâcheuses. A part cependant quelques débats personnels et sans conséquence, le résumé des opinions ne présente rien d'alarmant pour la chose publique; les mœurs de leur côté se tiennent au même période, on remarque principalement les ressources apparentes dans les classes des citoyens accoutumés à un assez grand luxe et dans celle des citoyens occupés dans la journée, à des travaux d'atelier et ce, sans aucun intermédiaire.

Spectacles. — Toujours un peu plus d'immoralité parmi les habitués du foyer de la citoyenne Montansier que parmi ceux des foyers des autres spectacles.....

Surveillance. — [Arrestation de trois individus prévenus d'émission de faux bons des 3/4.]

Bourse. — L'affluence est toujours très considérable au Palais-Égalité, quoiqu'il ne s'y fasse que peu d'affaires. La tranquillité paraît y régner généralement.... On annonce de nouvelles faillites de personnes faisant à la fois la banque et le commerce.....

[Toujours les mêmes cours à la Bourse.]

BRÉON.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 24 AU 25 MESSIDOR.

Dans une Société particulière on assurait qu'il existait un souterrain aux Tuileries près le Pont tournant lequel renfermait un nombre considérable d'individus, tenant des conciliabules secrets, on ignore le but de leurs rassemblements, on ajoutait que ce même souterrain était, au 10 août, le repaire des chevaliers du poignard, on va s'oc-

cuper sans délai de découvrir quels sont ces espèces d'hommes. — Près le Carrousel, un crieur de journaux annonçait la rentrée des émigrés, deux citoyens ont dit : « Les Cinq-Cents vont trop vite. » Alors un autre s'approchant d'eux leur dit : « Citoyens ne vous prononcez en aucune manière et voyez le piège tendu aux royalistes, ne vous y fiez pas, partout on laisse exprès ces hommes-là se découvrir, c'est pour les prendre au filet comme en vendémiaire » ; bien des personnes ont dit : « Je crois que ce citoyen a raison. » — On s'est entretenu dans le café Manoury d'affaires d'État ; les opinions étaient partagées, mais avec insouciance tant d'une part que de l'autre, on a parlé de la quantité des spectacles de Paris et finalement de celui de Nicolet, dirigé par un nommé Ribier, qu'on a peint comme un fameux terroriste ; on a dit que son spectacle ne faisait pas grand'chose, mais que ledit Ribier était soutenu par le Directeur Barras.

On remarque dans certaines assemblées, soit dans les cabarets ou cafés une morne stupeur, on a l'air de se méfier les uns des autres, on a entendu des citoyens dire : la bombe est prête à éclater.

Hier, environ une vingtaine d'ouvriers, se tenant sous le bras, chantaient et couraient chez les différents maîtres à l'effet d'empêcher les ouvriers paisibles de travailler et notamment chez un maître serrurier de la rue de la Corne. On disait hier que les ouvriers charrons et serruriers avaient refusé de travailler, ils exigent de leurs maîtres une diminution d'une heure de travail.....

Le chanteur qui se place ordinairement passage Germain-l'Auxerrois, chantait hier, place de l'École, vers les neuf heures du soir ; plusieurs citoyens ont reproché à cet homme qu'il ne chantait que des couplets contre le Gouvernement et que ce ne pouvait être que la faction jacobite qui le paie ; cette discussion avait rassemblé environ mille cinq cents personnes ; à la fin, le chanteur fut obligé de se sauver.

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

XXV

25 MESSIDOR AN V (13 JUILLET 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 26 MESSIDOR.

Esprit public. — La tranquillité publique s'est encore affermie aux dépens des bruits d'un mouvement prochain dans Paris, qui cepen-

dant laissent toujours d'assez vives inquiétudes ; mais tout ce qu'il y a de citoyens doués de lumières en vient de plus en plus à traiter de terreurs paniques, ou tout au moins de rumeurs perfides, ces annonces continuelles de quelques secousses; déjà même on commence à témoigner de la défiance à l'égard de ceux qui affectent de répandre ces nouvelles et d'en paraître les premiers alarmés. Malgré les bruits précédemment répandus d'une commotion pour aujourd'hui, la plus grande sécurité règne parmi tous les citoyens, et non seulement aujourd'hui même, mais hier encore il n'a paru aucun indice qui justifiât de semblables craintes, la plupart des ateliers étaient en activité, et, sur le tard, les loisirs ont été partout goûtés paisiblement. Cette fête[1] n'est que rarement un objet de discussion politique et paraît jusqu'à ce moment faire peu de sensation.

Le public est très incertain de ce qu'il doit penser des récits de ce qui se passe de désastreux dans les départements méridionaux, le discrédit de ces nouvelles provient et du caractère d'exagération reconnu dans la plupart de ceux qui affirment réels les excès dont il s'agit, et de l'opinion des cafés ou autres lieux de réunion dans lesquels ces nouvelles obtiennent le plus de confiance. Une très grande partie du public en est à désirer, avec beaucoup d'ardeur, que le Directoire produise des détails officiels appuyés de tout ce qu'il aura recueilli de preuves sur la situation politique des contrées méridionales.

Les espérances de la paix s'étendent sensiblement, on est porté à croire le gouvernement anglais dans des vues sincères de pacification et même dans des sentiments de considération pour le Directoire ; on va jusqu'à se flatter qu'il profitera peut-être de cette solennité pour donner une idée satisfaisante des premiers moments des négociations ouvertes à Lille. Tous les doutes sur les intentions de l'Empereur sont également éclipsés et l'on sait bon gré aux plénipotentiaires en conférence avec lui d'avoir accéléré la mise en liberté des prisonniers dans le fort d'Olmutz[2], à laquelle on croit généralement.

Les dernières opinions sur les clubs leur sont entièrement contraires ; on tient plus dans le public au rapport qu'au projet de décret proposé à ce sujet par l'organe de la commission[3]; une partie,

1. Il s'agit évidemment de la fête du lendemain, 14 juillet.

2. Bonaparte négociait la mise en liberté de La Fayette et de ses compagnons de captivité.

3. Le 24 messidor, au Conseil des Cinq-Cents, Duplantier (de l'Ain) avait présenté un rapport sur les Sociétés populaires, où il dénonçait la résurrection des

mais peu nombreuse, des citoyens regarde ces établissements comme très utiles au Gouvernement, mais la très grande majorité fait des vœux pour que tous disparaissent, ou au moins soient restreints de manière à n'influencer ni le Corps législatif ni le Directoire exécutif, et la masse des citoyens d'un esprit tempéré regarde les réunions de Clichy et de Montmorency comme des foyers de factions pouvant être ou devenir nuisibles à la tranquillité publique. — On croit dans une partie du public que le Conseil des Anciens rejettera la résolution relative aux fugitifs toulonnais. — Les cris de détresse sont extrêmes de la part des rentiers et des salariés, et l'on aperçoit aussi du mécontentement parmi les militaires qui se disent dans un grand dénuement.

BRÉON.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 25 AU 26 MESSIDOR.

Dans une société on assurait que l'ex-général Santerre tenait des conciliabules secrets tantôt à Senlis et tantôt à Gonesse. — Rue Dominique, vis-à-vis le ci-devant hôtel de Monaco, il y avait beaucoup de monde assemblé ; l'ambassadeur a fait distribuer de l'argent à des poissardes qui se sont permis des propos injurieux contre le gouvernement, en faisant observer au public qu'il y avait inscrit sur le haut de sa porte : *Liberté, égalité ou la mort!*.....

Sur la place du Louvre une rixe a eu lieu, des jeunes gens criaient: A bas les Jacobins! Des ouvriers les ont entourés et voulaient, disaient-ils, les jeter à l'eau, mais les premiers se sont en allés.....

On a arrêté un voleur à la Trésorerie nationale au moment où il venait de voler 6,000 livres à la caisse..... Porte et faubourg Marcel, des citoyens, au café Seniard, parlaient d'un nommé Sequinet, menuisier rue Neuve-Saint-Sauveur, qui, disaient-ils, tient un billard, dont il n'a point fait la déclaration, et que, sous le prétexte dudit billard, il s'assemble chez lui une quantité de gens connus pour anarchistes, que ledit Sequinet est fugitif de Nantes et chef de la compagnie de Marat ; ils ont ajouté que, ces jours derniers, des citoyens paisibles étant entrés dans son billard ont failli être assassinés parce qu'ils ont manifesté des opinions contraires à celle qui y domine. —

clubs jacobins avec la plus grande violence : « Des arsenaux de révolte, des ateliers d'insurrection s'établissent ; des scélérats veulent ressaisir par les échafauds le sceptre de la terreur... » Le projet de résolution comportait une série de mesures restreignant à quarante, au maximum, le nombre des membres de toute société particulière et les soumettant à une étroite surveillance.

Sur le boulevard étaient exposés, avec un air de négligence, les portraits de Charrier[1], Couthon et Saint-Just qui figuraient à côté des généraux de la République sur la boutique d'un marchand d'estampes. On demanda celui de Robespierre, mais le marchand répondit qu'il n'en avait qu'un et d'une mauvaise épreuve ; il resserra ces portraits dans un portefeuille et vendit celui du général Dampierre à un citoyen. — Un citoyen se disant arrivé de la Suisse a dit dans une société qu'il avait vu le prétendant dans un de ces cantons ; on lui demanda quelle était sa suite, il répondit qu'elle était très peu conséquente depuis nos victoires d'Italie ; avant il avait une maison montée et des gardes du corps, mais depuis il n'a pas douze personnes avec lui. Ce même citoyen a assuré qu'il avait fait la route avec des émigrés qui rentrent fort tranquillement sous différents costumes. — Il a été question dans un dîner de société, où on dit que le citoyen Henry[2], député, s'est trouvé, tant de nos généraux que du général Buonaparte; ce représentant, après en avoir fait tout l'éloge possible, a dit qu'on ne pouvait concevoir le but de toutes ses opérations, que ce qu'il savait sciemment, c'était que ce général avait méconnu dernièrement un ordre du Directoire. — Les farines augmentent chaque jour ; les arrivages ne sont pas si fréquents à la halle que de coutume, on en attribue la cause à la grande exportation de blés qui se faisait dans les pays étrangers ; on donne ce fait pour certain.

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

XXVI

26 MESSIDOR AN V (14 JUILLET 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 27 MESSIDOR.

Esprit public. — L'esprit de tranquillité fait encore des progrès, l'exagération de système ou de parti se circonscrit dans un plus petit nombre d'individus, qui restent ainsi plus en évidence et en paraissent d'autant moins dangereux qu'une infinité de personnes semblent

1. Il faut lire Carrier.
2. Il y avait alors au Conseil des Cinq-Cents deux députés de ce nom, tous deux opposants au Directoire : Henry-Larivière, député du Calvados, et Henry-Longuève, député du Loiret; il s'agit probablement du premier. (Voir KUSCINSKI, *Les Députés au Corps législatif*, p. 196 et 369.)

n'attendre qu'une amélioration dans les finances pour manifester les dispositions les plus favorables au Gouvernement. Le nombre de ceux qui s'annonçaient dans un sens opposé aux événements du 14 juillet était infiniment petit, comparé à la foule de citoyens partisans de cette époque; il y avait peu de monde aux divers lieux de réunion désignés pour la solennité, mais la grande chaleur a seule empêché l'affluence et non toute autre raison politique. Cependant cette fête a fait peu de sensation parmi le public aisé et dans la classe des marchands, car toutes les boutiques étaient ouvertes, et la plupart en activité; cette partie de la société a également négligé de prendre part à l'allégresse, et les danses des Champs-Élysées ont été constamment remplies par les ouvriers et les militaires; partout, au surplus, on a paru satisfait de la simplicité des différentes dispositions de la fête, et on les a trouvées convenables aux circonstances[1].

Ce qui a pu pénétrer dans le public de la lettre ou de l'esprit du discours du président du Directoire y a été généralement goûté, et l'aversion que l'on y voit manifester pour toute espèce de révolutions nouvelles a produit le même effet[2]. En outre on a remarqué dans la classe des artisans et débitants du moyen ordre, un peu plus de gaieté que de coutume, et dans les entretiens où l'on s'occupait de politique une circonspection peu ordinaire. — Sous prétexte qu'il ne fallait plus ni prêtres, ni cloches, un militaire du premier grade témoignait très haut son mécontentement du jeu de sonnerie à la Samaritaine, l'ordre qu'il donna de le faire cesser lui attira des huées. Près la statue de la Liberté plusieurs individus chantant la *Marseillaise* ont été interrompus par des cris violents de Chouans et de Jacobins, ce qui occasionna un rassemblement très considérable dont le vol de quelques montres fut le résultat; ces deux légers incidents ont été les seuls de la fête d'hier, et ne peuvent même entrer que très peu en ligne d'influence pour l'opinion publique; celle-ci paraît éminemment s'améliorer. Les bruits de révoltes et projets sombres de conspiration répandus par la malveillance sont des armes qui s'émoussent, et l'esprit de la masse principale du peuple enlève de jour en jour des espérances aux royalistes et aux anarchistes. Tel est l'état des opinions aujourd'hui, que les plaintes sont cependant très graves contre la pénurie des finances et le retard que le Gouvernement apporte dans le paiement des fonctionnaires, salariés, rentiers et créanciers.

1. Voir dans *Paris sous la réaction*, t. IV, p. 210-212, la description de la fête que les journaux représentent comme fort brillante.

2. Le président du Directoire était alors le modéré Carnot. Voir son discours dans le *Rédacteur*.

Les entretiens sur les réunions politiques et sur la police des cultes diminuent d'intérêt, on se borne à désirer la décision du Corps législatif sur ces deux matières; c'est avec plus de chaleur et plus de divergence aussi dans les conjectures que l'on parle de la rentrée des émigrés dans les départements méridionaux. Si l'on en croit quelques récits, le département de l'Allier est livré à deux partis contraires qui en sont venus entre eux à des voies de fait, par suite desquelles les royalistes ont eu le dessus; on y ajoutait que dans ce pays les patriotes sans distinction étaient traités de Jacobins et terroristes, et que les prêtres réfractaires de ce pays avaient une correspondance avec plusieurs membres du Conseil des Cinq-Cents pour soutenir leur cause; on n'a au surplus que des doutes sur ces faits, et l'on attend pour en juger qu'ils soient ou reconnus ou démentis par les premières autorités. En un mot le calme est parfaitement établi dans toutes les parties de la société.

Spectacles. — Il s'y est rendu très peu de monde, et même à raison de ce peu d'affluence, plusieurs ont fermé, incident qui n'a point nui à la tranquillité publique.....

Bourse. — Rentes à 22 livres; bons du 1/4, à 40 0/0 de perte; bons des 3/4, de 17 livres 5 sols à 16 livres 10 sols.

BRÉON.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 26 AU 27 MESSIDOR.

A dix heures et demie du soir, aux Champs-Élysées, environ dix ou douze individus se tenaient sous le bras, et une femme avec eux, ils se sont mis à chanter la *Marseillaise*, en appuyant surtout sur ces mots : Aux armes, citoyens! On les a entourés en criant : « *A bas les Jacobins!* » Enfin, parvenus au milieu de la place, ils chantaient toujours : Aux armes! etc. Beaucoup de personnes sont sorties des Tuileries et ont crié : « *A la Seine! Vive la paix! Vive la loi! et à bas les Jacobins!* » Alors ils se dispersèrent. En général les citoyens paisibles se promenaient tranquillement sans se mêler aux danses qui n'étaient composées pour la plupart que de militaires. Il n'y avait pas grand monde au Champ de Mars; le peu qui y était, tout en applaudissant à la célérité des manœuvres, disait que c'était un appareil plutôt imposant qu'une réjouissance; trois légers accidents ont eu lieu pendant la manœuvre.....

On a entendu aux Champs-Élysées des personnes comparer cette fête avec celles précédentes et dire, qu'à en juger par là, il n'en exis-

terait plus bientôt, et que la très grande partie de ce peuple qui était si porté pour la liberté est aujourd'hui disposée à reprendre ses fers. — L'ordre le plus parfait a régné au Luxembourg, il y avait grande affluence de monde, beaucoup de citoyens ont murmuré lorsque vers neuf heures du soir des grenadiers ont fait sortir tout le monde ; on se disait entre soi : « *Il faut obéir aux baïonnettes, c'est aujourd'hui le système du Français.* » Les murs de cette commune sont tous les jours tapissés de nouveaux placards, hier on en comptait cinq ; les oisifs et les curieux les lisent avec avidité, et les bons citoyens s'affligent de voir les malveillants travailler ainsi l'esprit public en sens contraire...

Dans différents endroits publics et particuliers on s'entretenait de la liberté des cultes, cette matière importante donne lieu à beaucoup de digressions, on faisait l'éloge du discours qu'a prononcé au Conseil des Cinq-Cents l'ex-général Jourdan, où ce dernier fait l'analyse des crimes qu'ont commis les prêtres réfractaires dans la Vendée et des événements qui en seraient les suites si une loi les rappelait[1] : en général on craint beaucoup que ce rappel, s'il avait lieu, ne donnât lieu à un schisme avec les prêtres sermentés.....

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

XXVII

27 MESSIDOR AN X (15 JUILLET 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 28 MESSIDOR.

Esprit public. — Un objet d'intérêt public fixe particulièrement l'attention aujourd'hui, il est question de la police des cultes et cette matière anime l'opinion au point de faire naître des groupes çà et là principalement dans la classe des ouvriers qui discutent cette partie, le soir au sortir de leurs travaux. La fermentation est sensible, la rentrée des prêtres déportés et l'affranchissement de tout serment[2] trouvent un nombre à peu près égal de contradicteurs et d'approbateurs ; les uns disent qu'on va voir un schisme entre les prêtres sermentés et non assermentés, que les mesures adoptées vont amener la

1. Voir p. 57.
2. C'est le 27 messidor que, après des discussions passionnées, le Conseil des Cinq-Cents vota l'abrogation de toutes les lois contre les prêtres réfractaires.

proscription des acquéreurs de biens nationaux, que ce qui reste à vendre de ces propriétés ne le sera pas et que la guerre civile et le renversement de la République étaient inévitables ; les autres pensent que les ministres des cultes, dégagés de toute formalité particulière, n'en sont pas moins comme les autres citoyens sous la coupe des lois, les mêmes pour tous, et que l'on n'a fait que suivre à leur égard la Constitution et l'humanité. — On a pu voir que la rentrée des prêtres déportés était prise moins à cœur dans le public que la question du serment à laquelle du premier au dernier on attache la plus grande importance et sur laquelle on désire une discussion approfondie. Quant à l'usage des cloches et des signes extérieurs du culte, une très faible partie du public exceptée, il est, pour ainsi dire, rejeté par l'opinion. Au surplus, d'après des particularités qui se font jour peu à peu et qui donnent de nouvelles idées du schisme qui existe entre les prêtres assermentés ou non, et par suite entre leurs paroissiens, on est encore davantage en méfiance des prêtres et ils sont le plus souvent l'objet, ou de l'animadversion ou de la plaisanterie d'une foule de personnes, foule plus considérable, prise dans la classe des artisans.

L'impression faite hier dans tous les endroits de réunion par les détails de la séance du Conseil des Cinq-Cents, a paru présenter un caractère peu satisfaisant, et nombre de citoyens murmurent de voir employées les discussions du Corps législatif à tout autre objet qu'à la restauration des finances, car les plaintes sur la misère redoublent, et le mécontentement extrême accuse surtout les nouveaux riches auxquels on reproche une profusion au luxe contrastant avec la détresse du reste du peuple. Cet état de choses porte la classe des marchands à se plaindre plus haut que les autres après les rentiers et les salariés des administrations, et à ménager peu dans leurs discours le Gouvernement, ses premiers magistrats, la Révolution et ses principales époques.

En résumé les questions sur la police des cultes tiennent en haleine toutes les parties de la société et ont fait ressortir l'exaltation de bien des esprits, il se manifeste à ce sujet une sourde effervescence qui cependant paraît ne menacer en aucune manière la tranquillité publique; on a des espérances encore mieux marquées d'une paix générale; tous les hommes dégagés de prévention de parti font encore l'éloge du discours du Directoire à la solennité; chacun y voit la garantie de son repos. — Le calme est assis au milieu de ces diverses opinions.

Oratoires. — Ce qui est parvenu à la surveillance du détail des céré-

monies du culte qui s'y pratique se réduit à des exercices calmes et décents, d'œuvres de piété et des aumônes en pain et même en numéraire. Les ministres du culte qui n'ont point prêté le serment font de fréquentes visites aux habitants qu'ils vont endoctriner. Des individus ont attribué dans leurs entretiens au fanatisme la perte de 15 lieues de prés couverts de récolte du côté d'Orléans, les prêtres ayant exigé le chômage de la Saint-Jean, jour où il fit sec et que l'on aurait employé à la serre des foins.....

Bourse. — Hier le Jardin-Égalité fut presque entièrement abandonné. Jusqu'à la nuit on n'y fit que très peu d'affaires. Aujourd'hui l'affluence n'a pas été plus considérable et tout a été fort tranquille.

La Bourse a été beaucoup moins fréquentée qu'à l'ordinaire. Le cours des rentes n'y a point été coté...

Bons des 3/4 entre 16 livres et 16 livres 7 sols; bons du 1/4, à 40 0/0 de perte.

BRÉON.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 27 AU 28 MESSIDOR.

A la porte du café Procope, nombre d'individus criaient : « Vive la Constitution de 93 »; à ce mot les habitués de ce café ont pris part diversement, les uns applaudissaient à cette Constitution, et les autres à celle de 95, enfin les mots de royalistes, Chouans, terroristes, buveurs de sang se prodiguaient à foison; la rixe fut prête d'éclater, à un point que l'on cherchait des armes; la majorité se déclarait pour la Constitution de 95; on a remarqué des individus de toutes classes notamment le ci-devant marquis de Soulès qui adressant la parole aux partisans de la Constitution de l'an III leur disait : « Oui quatre hommes comme moi écraseraient cent royalistes comme vous », enfin un citoyen apercevant un juré du tribunal révolutionnaire le prit par le collet et le traita d'assassin de son père; la querelle augmentant toujours, un employé de la surveillance militaire vint avertir l'état-major de la place, mais à l'approche de la troupe le groupe a été dissipé.

A la foire Saint-Germain le nommé Lebois, rédacteur de l'*Ami du Peuple*, s'y est présenté le visage et les habits teints de sang des coups qu'il disait avoir reçus la veille en chantant l'hymne des Marseillais[1]; il cherchait à apitoyer les citoyens sur son sort pour se faire

1. Voir dans *Paris sous la réaction*, IV, p. 212-213, le récit de cette aventure fait par Lebois lui-même.

un parti dans ce lieu où il se rassemble souvent des ennemis de l'ordre, il était accompagné d'un grenadier de la représentation nationale et du nommé Saint-Amant qui se qualifie de Jacobin prononcé. La troupe s'est aussi portée dans cet endroit mais tout y était calme. — La joute qui se donne sur l'eau au bas des Invalides pourra devenir le théâtre de quelques rixes; le costume des mariniers les uns en bleu les autres en rouge, excite des partis; les uns se passionnent pour les bleus, les autres pour les rouges, enfin on se promet aujourd'hui d'y occasionner du trouble, mais on y veille...

Aux Tuileries il y avait plusieurs groupes où on s'entretenait d'affaires politiques, on assurait que la paix était signée avec l'Empereur, que des causes secrètes obligeaient le Directoire à ne pas annoncer cette nouvelle, d'autres soutenaient le contraire en assurant que nous n'aurions la paix avec cette puissance qu'autant que l'Angleterre aurait terminé la sienne avec nous. — On s'entretenait aussi de l'émeute qui a eu lieu aux Champs-Élysées le jour de la fête par des personnes qui y chantaient la *Marseillaise*; on assurait que parmi ces individus était le nommé Lebois, rédacteur de l'*Ami du Peuple*, et qu'il avait failli être assommé et que ce n'est que sur la place de la Révolution qu'il a été secouru, que le nombre de ses adversaires était très considérable, que beaucoup d'entre eux chantaient le *Réveil du peuple*, qu'il avait entendu à plusieurs reprises crier *à l'eau*. — On assurait pareillement dans le même endroit que trois particuliers s'étaient battus avant-hier au Bois de Boulogne pour cause d'opinions et qu'un d'eux avait été grièvement blessé....

Le discours qu'a prononcé le président du Directoire le jour de la fête a été l'objet de la conversation dans la plupart des cafés, les hommes de tous les partis n'ont pu s'empêcher d'y applaudir en disant que c'était le seul moyen de concilier tous les hommes que de leur parler le langage de la douceur et de l'aménité qui faisaient la base de ce discours, en un mot on le comblait d'éloges.

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

XXVIII

28 MESSIDOR AN V (16 JUILLET 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 29 MESSIDOR.

Esprit public. — Hier, jour correspondant au dimanche de l'ancien calendrier, les promenades intérieures et extérieures de Paris ont été très fréquentées, ainsi que les guinguettes des faubourgs ; on a remarqué sur les physionomies plus de gaieté qu'à l'ordinaire, les entretiens qui avaient trait à des objets politiques y étaient caractérisés du calme et de la modération, il a été facile de s'apercevoir que les connaissances mieux acquises de l'état des négociations avaient encore influé sur les esprits ; mais, cette seule circonstance exceptée, ils sont livrés à la même fermentation. Principalement dans les cafés, la résolution relative à la prestation de serment des prêtres y fait dire aux uns que l'on avait violé la Constitution et que les Jacobins avaient été les plus forts et les plus injustes, et que la République était sauvée et que le royalisme était terrassé. Une opinion, qui tranche quelquefois sur les précédentes, reproche au Corps législatif d'avoir touché à une matière aussi inflammable plutôt que d'avoir consacré tous les moyens de cession [1] à la restauration des finances et au moyen de raviver le crédit public.

Bien des personnes, principalement les militaires, manifestent leur mécontentement et leurs craintes sur le caractère actuel de l'opinion, elles appréhendent que les assassinats ne viennent à se multiplier à Paris comme à Lyon et à peser de préférence sur les patriotes, que la rentrée des prêtres réfractaires qui avaient été déportés ne fît renaître les haines et les vengeances et que les émigrés n'y vinssent opérer la contre-révolution. Elles ajoutaient qu'il restait déjà à Paris des bandes des compagnies de Jésus et du Soleil et des chevaliers de Jérusalem, elles ont parlé du royalisme comme dominant, du patriotisme aux abois, elles ont fait aussi l'apologie de l'esprit public tel qu'il règne dans la commune de Limoges, où les prêtres avaient perdu toute influence et où les ennemis de l'ordre actuel n'osaient paraître, elles accusaient aussi les tribunaux et les autorités civiles d'être pour la plupart livrés au royalisme, et ces diverses opinions émises devant beaucoup de monde paraissaient faire une pro-

1. *Sic* lisez : de la session.

fonde impression. Quelques protestants redoutent aussi, pour leur propre sûreté, les effets de l'influence des prêtres s'ils avaient l'avantage dans les discussions dont ils sont l'objet; ailleurs où le royalisme a ses plus zélés partisans, la dernière résolution sur les prêtres n'est considérée que comme le résultat d'une faction abhorrée de la France entière et qui aliénerait les bonnes intentions du maître légitime de la France à ceux qui viendraient à y soumettre leur conscience.

On a vu en plusieurs endroits publics, conduite qui paraît se généraliser, des jeunes gens d'une certaine classe, sous prétexte de déclarer la guerre aux Jacobins, se livrer à tous les excès imaginables; l'autorité a même été obligée d'interposer ses soins pour faire cesser plusieurs scènes de ce genre aux Champs-Élysées. — Le mécontentement qu'occasionne la détresse d'un grand nombre d'individus qui attendent toutes leurs ressources du Gouvernement est toujours progressif; l'état déplorable des finances est la cause ou le prétexte de beaucoup de propos injurieux à la République.

Spectacles. — Il s'y est rendu très peu de monde.....

Oratoires et cultes. — Il y a eu hier beaucoup de monde dans les oratoires du culte catholique où le bon ordre et la décence ont été parfaitement observés.....

Bourse. — Il s'est présenté moins de monde encore aujourd'hui qu'hier à la Bourse. On pourrait en présumer que l'on ne voudrait reprendre les affaires que lorsque les liquidations seront terminées et ce terme selon les apparences n'est pas très éloigné.

BRÉON.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 28 AU 29 MESSIDOR.

Les promenades étaient très fréquentées et très brillantes, il y avait beaucoup de monde aux Tuileries et aux Champs-Élysées et notamment au Jardin des Plantes où l'on a remarqué des femmes en costumes turcs, les guinguettes étaient pareillement remplies d'ouvriers et tout y était très paisible.....

La joute de lance en face des Invalides, dont nous avons parlé hier, a été fort tranquille, la surveillance y a été très active et les malveillants ont été déjoués. — On se plaint beaucoup de la consigne donnée à la maison Biron qui défend de laisser entrer des femmes vêtues en déshabillé. — Le chanteur du cloître Germain-l'Auxerrois [1] continue

1. Voir p. 69.

de débiter ses chansons qui sont autant de diatribes contre le Gouvernement et les autorités constituées ; il était hier, place de l'École, et disait à ceux qui l'écoutaient, que la police, les mouchards avaient beau faire, il avait une tête et des griffes et qu'il se f... tait d'eux.

Un ouvrier, pris de vin, était vers les huit heures du soir place du Carrousel, devant le Palais national, et disait très haut à cinq autres de ses camarades : « On nous embête, nous donnons notre confiance à ces foutus coquins, en indiquant de la main le lieu des séances du Conseil des Cinq-Cents, nous serons foutus, ils nous grugent jusqu'aux os et nous sommes assez sots pour le souffrir. » — On lit au coin des rues le discours prononcé à la Société de Montmorency, portant invitation aux vrais républicains de se rallier à la Constitution de 95 et au Gouvernement de se défier des trames ourdies par le fanatisme et le royalisme qui mettent tout en usage pour nous conduire à la contre-révolution, ce placard a été lu avec intérêt par des ouvriers. — Au café de la Ville, place de Grève, on s'entretenait de la discussion qui a eu lieu au Conseil des Cinq-Cents, sur le serment des prêtres et des débats scandaleux de plusieurs membres qui s'y sont opposés, ce qui a fait dire à plusieurs personnes qu'il y avait un parti puissant dans le Conseil qui voulait nous conduire à la guerre civile. — A minuit environ, plusieurs particuliers, dont deux militaires, passant rue Bordet, faubourg Marceau, chantaient la *Marseillaise*, accompagnés d'un violon, deux hommes et deux femmes, venant à passer, dirent à haute voix : « Voilà l'air favori des Jacobins », ce qui ayant été entendu par les premiers, ils en vinrent aux mots et des mots aux voies de fait, finalement le violon fut cassé ; plusieurs citoyens se sont mis aux fenêtres en criant à la garde, ce qui a fait évader toute cette troupe.

Les citoyens de Paris murmurent beaucoup de ce qu'on les prive de la promenade des Tuileries au moment le plus propre pour s'y promener ; en effet, dès que neuf heures sonnent, les patrouilles parcourent ce jardin et en font sortir les citoyens. Il y a eu à ce sujet une dispute très vive entre l'officier d'une de ces patrouilles et plusieurs particuliers, qui dans le premier moment de leur dépit demandèrent avec aigreur s'ils étaient des capucins pour les envoyer coucher de bonne heure.....

Une lettre de Lille annonce que cette commune est en insurrection que la bourgeoisie s'est armée contre la troupe de ligne qui a évacué la dite ville pendant vingt-quatre heures.

On compte depuis hier sept personnes de noyées et trois ce matin ;

on en a repêché un mort aujourd'hui, vers les onze heures, sur le bord du quai Voltaire.

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

XXIX

29 MESSIDOR AN V (17 JUILLET 1797).

(Voir le rapport du Bureau central du 30 messidor dans *Paris sous le Directoire*, tome IV, p. 215-217.)

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 29 AU 30 MESSIDOR.

On a parlé, au café Manoury, du malheur arrivé à un jeune homme qui a été aide de camp du Directeur Barras et qui s'est noyé à Suresnes, cela a donné lieu de parler des Directeurs, on applaudissait en général à leur conduite. — Il a été ensuite question du remplacement des ministres [1], tout le monde en paraissait mécontent, on y regrettait beaucoup le ministre de la Police et celui de l'Intérieur, tout le monde a dit se douter des suites de ce changement, d'après le rétablissement des sociétés populaires en général ; on les regrette tous, et on disait que Paris n'avait jamais été si bien approvisionné que pendant le ministère du citoyen Bénezech.....

Dans différentes sociétés et endroits publics la conversation roulait sur le remplacement des différents ministres, on paraissait fort inquiet de ce changement inattendu, chacun se disait : « Qu'a donc fait Cochon ? Qu'a donc fait Petiet ? Que sont donc ceux qu'on veut mettre à leur place ? Ces hommes-là n'ont cependant jamais cessé de rendre d'importants services à la chose publique. » On a remarqué à la porte du café Procope des particuliers disant : « *Enfin, nous n'aurons donc plus de petits cochons à nos trousses et nous pouvons agir.* »

L'affaire du rédacteur de l'*Ami du Peuple* avec le citoyen Dossonville est remise au 5 thermidor pour cause de maladie qu'a occasionnée au

1. Le 28 messidor, la fraction avancée du Directoire, comprenant Barras, Reubell et Larévellière, avait fait décider, malgré Carnot et Barthélemy, le remplacement des ministres de l'Intérieur, de la Guerre et de la Police, Bénezech, Pétiet et Cochon, considérés comme royalistes, par François (de Neufchâteau), Hoche et Lenoir-Laroche, complètement acquis aux idées avancées. Les ministres de la Marine et des Relations extérieures, Truguet et Delacroix, renvoyés à l'unanimité, furent remplacés par Pléville-Le Pelley et Talleyrand, également dévoués à la majorité du Directoire.

citoyen Lebois la rixe des Champs-Élysées dont nous avons parlé dans le rapport du 27 dernier. — Un adjudant général réformé, portant cheveux noirs et coupés, était au tribunal lors de la remise de cette cause, et il a dit attendre avec impatience le moment d'une réaction pour être mis en activité. — On a remarqué le long des quais et place de Grève beaucoup d'ouvriers pris de vin, se tenant sous le bras en chantant la *Marseillaise*, plusieurs autres ouvriers étaient à boire dans un cabaret où se trouvèrent des officiers réformés auxquels les ouvriers demandèrent s'il y avait un coup, quel serait leur point de ralliement, ils répondirent tous : « Au Gouvernement, nous en avons un, il faut le soutenir. » — Au café des Juifs, rue Martin, un citoyen se disant arrivé de Mâcon a dit qu'il y avait eu douze personnes des deux sexes qui y avaient péri ainsi qu'une grande quantité de bestiaux, les grains de grêle pesaient jusqu'à une livre et demie, il a dit n'avoir conservé sa vie qu'en se mettant sous une voiture dont les chevaux avaient péri.....

Dans un café, rue de Lille, on s'entretenait du citoyen Malo, on en parlait comme d'un dilapidateur, on l'accusait d'avoir fait couper des chevaux de quatre ans qui mouraient huit jours après, on disait pareillement qu'il avait soustrait quatre-vingts manteaux à la République. — Le nombre des noyés est très considérable depuis quelques jours, il y en avait ce matin douze à la Morgue.....

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

XXX

30 MESSIDOR AN V (18 JUILLET 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 1er THERMIDOR.

Esprit public. — Le changement qui s'est fait dans le ministère occupe tous les esprits et opère un égal partage de mécontentement et de satisfaction suivant les endroits adoptés d'habitude pour se réunir. Dans les groupes qui ont continué de se former au jardin des Tuileries, ceux qui se disent patriotes et ceux qui témoignent de l'attachement au Gouvernement républicain sont d'une satisfaction difficile à rendre. Ils prévoient que les nouveaux ministres tiendront encore plus sévèrement la main à l'exécution des lois ; on y applaudit à la destitution du ministre de la Police que l'on accusait d'avoir favorisé

la rentrée des émigrés et d'avoir montré de la faiblesse pour les prêtres réfractaires et tous les individus peu disposés en faveur de l'ordre actuel des choses. Ce qu'on reproche au citoyen Bénezech, [c'est] d'être porté au fanatisme plutôt qu'aux institutions républicaines; on compte au surplus que ce renouvellement presque complet du ministère ne contribuera pas peu à rétablir le calme dans les départements méridionaux; ces diverses opinions sont encore celles de la plupart des cafés reconnus ou publics dans les arrondissements de l'Ouest et du Midi.

Elles ne sont pas les mêmes dans le centre de Paris; la majorité des lieux de réunion du Jardin-Égalité regrette que le citoyen Cochon ne tienne plus au ministère de la Police, on présume même qu'il sera renommé, mais qu'il n'acceptera pas; les changements y sont singulièrement blâmés, surtout parmi ceux qui prétendent le plus à la dénomination d'honnêtes gens. Ils les regardent comme la résurrection des Jacobins, et comme la suite fatale des réunions qui se sont formées; ils nomment entre autres le club de Montmorency; les deux ministres restants sont l'objet de leur extrême aversion; ils changent aujourd'hui en bien le mal qu'ils disaient du citoyen Cochon, et vice-versa, au sujet du citoyen Talleyrand-Périgord, contre lequel il s'élève parmi les opposés aux réunions politiques une forte prévention, par cela seul qu'il était de celle de la maison Montmorency; là, et dans toutes les autres promenades, on dit que le Directoire, fidèle à son système de désordre, a renvoyé du ministère tous ceux qui faisaient le mieux voir clair, et qu'il avait gardé soigneusement ceux qui partageaient ses intentions, on lui suppose des projets dangereux; enfin l'on trouve que les terroristes se montrent avec une audace de nature à jeter des inquiétudes parmi les bons citoyens. Les déclamations, ou plutôt les déchaînements de tous ceux qui paraissent jaloux de tenir d'une haute éducation, sont très marqués contre le nouveau ministre de la Police [qu']ils ne cessent de déchirer, et conseillent surtout de réunir et de choisir une garde nationale à leur manière, dans laquelle il ne soit admis que des propriétaires; le reste de leurs propos prouve une haine évidente du Gouvernement actuel. En résumé, on distingue que la plus grande partie du public donne des regrets au ministre de la Police, et en manifeste assez souvent de voir le ministre de la Justice[1] conservé; on aperçoit une joie sincère dans ces divers changements parmi un grand nombre de gens calmes, qui pensent que dans un moment où les

1. Merlin (de Douai).

négociations devraient peut-être leur succès à l'énergie du Gouvernement actuel, ils seront salutaires. On aperçoit aussi de la joie un peu plus équivoque parmi un petit nombre d'individus dont l'habitude est de déclamer sans cesse contre la police et toutes les autorités surveillantes.

Les gens timides se persuadent et disent que les troupes sont en marche pour venir à Paris; les alarmes de cette nouvelle ne dépassent guère leur cercle, et malgré quelques propos on paraît toujours rassuré contre la crainte de toute espèce de mouvement.

Spectacles. — Les spectacles ont été peu fréquentés et n'ont offert aucune particularité; on aperçoit dans les promenades dont les entrées se payent beaucoup de personnes qui négligent de porter la cocarde nationale.....

Bréon.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 30 MESSIDOR AU 1er THERMIDOR AN V.

Il y avait peu de monde à la porte du Conseil des Cinq-Cents; le peu qu'il y avait, avait l'air de regretter l'ancien ordre de choses, un homme entre autres disait que si le Roi avait eu de l'esprit et de la fermeté, nous ne serions pas aussi malheureux que nous sommes, à quoi un sergent-major de ligne répliqua : « Ma foi, il est mort, il n'en faut plus parler, mais ayons de bonnes lois et voilà tout. » — « Vous avez raison, camarade, reprit le bourgeois, mais c'est qu'on ne les met point à exécution, et qu'on cherche à tout diviser. Vous en voyez la preuve dans le renvoi des ministres, et vous en aurez du regret comme tous les bons citoyens, surtout dans un moment où on parle de paix. » Un officier portant des parements rouges sur une redingote verte se mit à dire que le ministre Petiet était un galant homme, et que c'était sûrement pour cela qu'on le renvoyait. — Des officiers généraux réformés et autres se sont plaints du nouveau mode de paiement statué par la Trésorerie qui n'en payera ce mois-ci qu'un certain nombre par jour d'après les bons du commissaire Fradiel, sous le prétexte qu'il a eu des bons de contrefaits; ils ajoutaient que la moitié d'entre eux ne seraient pas payés avant le 20 du mois, plusieurs disaient être sans argent, et ils se disposent à porter des plaintes au Directoire. — Les conversations ont toutes roulé sur le remplacement des cinq ministres qu'on disait emporter les regrets universels; le nouveau choix n'éprouve cependant pas de critique, on rend justice aux talents du citoyen Pléville, il en est de même des citoyens Talleyrand-Périgord,

et surtout de François de Neufchâteau, qu'on a dit être un auteur très distingué. On a ensuite parlé du général Hoche, tout en rendant justice à ses talents militaires, on a paru douter de ses talents ministériels; un citoyen a dit le connaître très particulièrement pour un homme instruit.

Les rassemblements d'ouvriers de diverses professions continuent toujours ; vers les six heures du soir plus de vingt compagnons serruriers étaient réunis à la Petite-Pologne, leur réunion avait pour but une augmentation de salaire, et surtout de quitter leurs travaux à six heures au lieu de sept, ils travaillent en tous sens les ouvriers paisibles....

Au café de la République, rue de Grenelle, la conversation roulait sur la suppression des ministres, les malveillants répandaient le bruit que la cause de cette suppression c'est que lesdits ministres étaient de la faction qui, dit-on, existe au Conseil des Cinq-Cents. — On a remarqué des bourgeois tenant des militaires sous le bras et entrant dans différents cabarets en chantant « Ça ira ». — On rencontre des militaires de toutes armes que l'on ne connaît point pour être de la garnison, et pour ne s'être pas présentés à l'état-major. — Dans différents endroits du Palais-Égalité, on a encore parlé sur le changement des ministres, et on était dans la plus grande inquiétude de voir conserver Merlin, chacun disait que nous allions voir revenir le régime de la terreur, et on a l'air de craindre ; un citoyen dit qu'il possédait soixante-quinze cartouches, et qu'il brûlerait la cervelle au premier scélérat qui viendrait l'arrêter. — Dans une des salles du Directoire, un citoyen se plaignait qu'on lui avait volé sa montre à l'heure de midi. — Le bruit s'était répandu, vers les deux heures, que l'ambassadeur de la Porte devait dîner à la Chaumière, plusieurs personnes s'y sont rendues pour voir ce ministre qui n'y a pas paru, ce qui a donné lieu à cette méprise c'est que M. de Gabame [1] y avait fait préparer à dîner pour sa famille.

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1477.)

1. On ne connaît personne de ce nom. Il s'agit probablement de Cabarrus, père de Mme Tallien, ambassadeur envoyé par l'Espagne pour participer aux négociations de Lille.

XXXI

1er THERMIDOR AN V (19 JUILLET 1797).

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 1er AU 2 THERMIDOR [1].

Dans une société particulière, un citoyen disant approcher de très près le Directoire, disait qu'il avait été témoin auriculaire des débats qu'il y a eu au Directoire à l'occasion du renvoi des ministres, il ajoutait qu'il était presque certain que les ministres Cochon, Petiet et Bénezech, allaient être réintégrés à la satisfaction de bien du monde. — Tous les citoyens ont vu avec plaisir l'ouverture qui s'est faite hier du Mont-de-Piété; on disait, en s'en entretenant avec plaisir, que cet établissement allait ensevelir dans le néant tous ces crapuleux usuriers dont Paris fourmille depuis longtemps.....

Les habitués du café du Pont-au-Change paraissaient satisfaits du changement qui vient de s'opérer dans le ministère, partant dans celui de la Police générale, ils disaient que les émigrés rentrés, et les parents de ceux à rentrer, étaient inconsolables de ce changement. — On entend partout les plaintes que font les militaires qui sont en réclamation dans les bureaux de la guerre, contre les chefs et employés de ces bureaux. — Tous les citoyens applaudissent à la lettre écrite à Buonaparte par le Directoire, sur la conduite qu'a tenue ce général en Italie.

Dans un café près la foire Germain, des citoyens que l'on dit terroristes, disaient que le citoyen Lenoir-Laroche était un habitué du café Procope, qu'il était d'un patriotisme plus prononcé que le ministre Merlin. — Boulevard Montparnasse, plusieurs citoyens disaient qu'il était entré cette nuit, par la route d'Orléans, plusieurs voitures d'armes dont deux de poignards.....

Dans un cabaret, place du pont Michel, des citoyens disaient qu'ils savaient de bonne part que dix mille hommes venaient à Paris à grandes journées, et que d'après le changement des ministres, et les dispositions de toutes les factions, on avait besoin de beaucoup de troupes, que le Directoire montrait de l'énergie, et que tout en ayant l'air de nager entre deux eaux, il savait conserver une politique profonde.

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

1. Tous les rapports du Bureau central pendant le mois de thermidor, sauf ceux du 1er et du 11, ont été publiés dans *Paris sous le Directoire*, tome IV.

XXXII

2 THERMIDOR AN V (20 JUILLET 1797).

Rapport de l'état-major du 2 au 3 thermidor.

Au café Bournon, les anarchistes y étaient en grand nombre, on parlait hautement du rétablissement du code de 93, il n'est sorte d'injures qu'on ne se soit permis contre le gouvernement, et notamment le maître de ce café qui déclamait beaucoup contre les employés à la surveillance. — Ce matin le bruit se répandait dans la division des Invalides que l'on avait arrêté deux cents royalistes du côte de Montmartre.....

Des malveillants répandaient le bruit que les troupes arrêtaient les ouvriers de toutes parts pour les forcer de travailler, les différents bruits avaient fait rassembler beaucoup de monde au Bureau central, où des citoyens ont dit au peuple que les hommes arrêtés étaient des ouvriers qui cherchaient à s'insurger sous différents prétextes, et notamment sous celui d'une augmentation de solde, d'autres personnes disaient que Buonaparte venait à Paris avec quarante mille hommes. — Place du Palais de Justice une quantité considérable de nouveaux visages se demandaient les uns aux autres, s'ils avaient rencontré beaucoup de monde sur leurs routes, à quoi plusieurs ont répondu : « Sous huit jours tout sera rendu à Paris. — Tant mieux ont répondu les autres, il faut battre le fer pendant qu'il est chaud, mais nous n'avons pas un instant à perdre. » — Plusieurs groupes se sont formés rue St-Denis, en général on y blâmait la conduite des ouvriers qui veulent empêcher leurs camarades paisibles de travailler. — Dans les cafés et autres endroits publics, on disait que tous ces différents rassemblements n'étaient mus que par la faction d'Orléans, qui dans ce moment s'agite en tous sens, et qu'il y avait ici un agent de l'Angleterre, sous le nom et le passeport d'un Américain, qui était étroitement lié avec cette faction et qui faisait faire des distributions d'argent à certaines classes d'hommes. — Des hommes qu'on n'avait jamais vus sont entrés à six heures du soir dans différents cafés en disant avec un air effrayé, que les Chouans s'étaient emparés de Verneuil, Dreux, Ouday (?) Mortagne, etc., et que le Morbihan était en pleine insurrection; bien des personnes ont dit que cela était faux. — Au café Manoury, on a parlé de l'organisation de la garde nationale; des in-

dividus ont dit que le Gouvernement n'avait d'autre but que de mettre ladite garde nationale aux prises avec la troupe de ligne.

Vous êtes bien bêtes de vouloir vous battre pour un Roi et sa famille, etc., est le titre d'une nouvelle affiche que bien des personnes lisent en disant : « Mais nous ne voulons pas de Roi, nous ne demandons que la Constitution » ; alors certains individus ont répliqué : « Nous le croyons bien que vous la voulez cette Constitution de l'an III, parce qu'elle est faite en faveur de Messieurs les royalistes. » — Différents ouvriers ont parcouru le quai de la Ferraille en disant à différents marchands : « Vous fermerez vos boutiques demain. »

Le bruit courait hier que le général Hoche n'acceptait point sa nomination au Ministère de la Guerre, et que le Directoire avait rapporté son arrêté relatif au citoyen Petiet, ce qui paraissait faire plaisir aux militaires. — L'adresse du citoyen Lenoir, ministre de la Police, est lue avec le plus vif intérêt par tout le monde.....

Il y avait beaucoup de monde aux Tuileries, mais peu avait l'air de s'occuper des affaires politiques, on a entendu quelques personnes s'apitoyer sur le sort des émigrés et dire qu'ils n'avaient pour appui que le dernier tiers.....

Armand Noizard.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

XXXIII

3 THERMIDOR AN V (21 JUILLET 1797).

Rapport de l'état-major du 3 au 4 thermidor.

On parle ouvertement d'insurrection ; il a été dit dans un cabaret du faubourg Marceau, qu'il y avait de braves gens à Bicêtre pour donner un coup de main aux patriotes persécutés ; on représenta à ceux qui disaient cela que c'étaient des scélérats, ils ont répondu que les trois quarts étaient des victimes du despotisme, des officiers généraux et la plupart condamnés par des conseils militaires composés de Chouans : on parle même de se porter aux prisons. — On parle dans les cafés d'une anecdote arrivée à l'ambassadeur turc : on le dit très économe, on assure qu'à Fontainebleau il ne voulait donner que 24 livres pour son souper et celui de sa suite, on fut obligé de lui faire entendre raison et avec beaucoup de peine il en donna 48.

— Une femme vantant le régime de Robespierre, place du Louvre, a été souffletée et battue par d'autres femmes.

Plusieurs ouvriers ont assuré que les trois quarts de leurs camarades avaient été élargis du Bureau central, et que si on ne l'avait pas fait ils y auraient mis le feu. — Les faubourgs Antoine et Marceau paraissent être tranquilles, on a remarqué cependant dans plusieurs cabarets des ouvriers se coalisant pour demander de l'augmentation.

Dans un café près de la porte Martin un militaire se disant arriver de Besançon a dit que cette ville était menacée d'une nouvelle Vendée, qu'un nombre considérable de prêtres réfractaires et émigrés y étaient rentrés, qu'ils correspondaient avec ceux de Lyon et de Dijon, qu'il n'y avait pas de jour qu'il ne se commît des assassinats dans cette ville et qu'il serait très urgent que le Gouvernement envoyât des renforts de troupes dans cet endroit. — La forêt de Chantilly est infestée des brigands masqués qui arrêtent les voitures en plein jour, ils volent et assassinent. — On a remarqué avec peine au spectacle de la foire Germain, que les spectateurs s'occupaient plutôt des affaires politiques que de leurs plaisirs, on a entendu plusieurs personnes se qualifier de Jacobins et royalistes.....

A huit heures du matin, un grenadier près la représentation buvait dans un café, rue Germain-l'Auxerrois, avec trois autres citoyens qui disaient sortir de la troupe; le grenadier leur a dit : « Avant peu, mes camarades, vous verrez du nouveau, nous sommes tous instruits, et au premier signal, nous enlèverons nos drapeaux de vive force, et les porterons au Directoire, alors nous chanterons la *Marseillaise.* » — Au café Valois, un jeune homme disait sortir de chez un libraire où il y avait une société de constitutionnels, entre autres un prêtre et un représentant, que ce dernier avait été cause que *Machéna* (*sic*) avait été mis à la porte de la société, parce qu'il avait paru approuver la conduite du Directoire relativement au changement des ministres. — Dans plusieurs sociétés de différents cafés on y propage la plus grande aversion pour les Jacobins, on se permet même de provoquer sur eux les vengeances particulières, criant que s'ils voient un individu quelconque manifester des principes de terrorisme, il faudrait ne leur faire aucune grâce. — Les conversations des différents cafés roulent toujours sur les changements arrivés dans le ministère, des malveillants prêtent au Directoire l'intention de dissoudre le Corps législatif en faisant un second 31 mai.

On crie aujourd'hui à tous les coins de cette commune, *le Siège de Paris ou les deux conspirations dévoilées*, on crie aussi le *Directoire*

traité comme il le mérite. Ce dernier pamphlet n'inspire aucun intérêt.

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

XXXIV

4 THERMIDOR AN V (22 JUILLET 1797).

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 4 AU 5 THERMIDOR.

Au café Cauvin, rue du Bac, les habitués paraissaient bien agités, on disait que c'était le moment de se montrer, on y faisait l'éloge du général Rossignol et d'Amar, ex-membre du Comité de sûreté générale. — Au même endroit, on disait qu'il était question d'une assemblée fraternelle, qui doit avoir lieu le 9 du courant, au Moulin-Janséniste, et où il doit se trouver plusieurs acquittés de Vendôme, et des individus qui sont sortis depuis peu de temps pour l'affaire du camp de Grenelle. — Dans un cabaret, rue Séverin, des militaires étant à boire, ont dit qu'ils connaissaient de leurs camarades qui avaient été régalés par des bourgeois qui même leur ont donné de l'argent, en les engageant à les soutenir, leur disant que les militaires et les honnêtes gens étaient plus heureux sous l'ancien régime; ces militaires ont ajouté qu'ils désireraient trouver quelqu'un qui voulût leur donner de l'argent pour s'amuser, et que cela ne les empêcherait pas d'être républicains.

Vers les quatre heures de l'après-midi, place de Saint-Germain-l'Auxerrois trois hommes nullement connus pour être chanteurs publics chantèrent une chanson aussi plate qu'injurieuse contre le citoyen Cochon; les premiers couplets furent entendus avec assez d'impatience, mais au cinquième, conçu en ces termes (ce sont des banquiers de biribi qui parlent) :

Digne soutien des biribis,
Vois la douleur de ses amis,
Ici l'expression leur manque.
Tu n'auras plus part à leur banque,
Ils n'auront plus rien à voler
Par ainsi rien à partager.

l'auditoire qui était très nombreux n'y put plus tenir, et d'une commune voix, on cria : à bas les chanteurs! Ils voulurent continuer, mais

on les força de descendre de leurs tréteaux, et ils disparurent. — Deux femmes escortées d'une douzaine d'hommes parmi lesquels il y avait moitié [de] militaires furent s'installer devant la porte latérale de ladite église et se mirent à chanter de nouveau cette chanson, les hommes qui servaient d'escorte à ces tricoteuses leur disaient : chantez toujours, le premier qui viendra vous en empêcher aura affaire à nous ; le monde s'amassa autour de ces dites femmes et les murmures commençaient à s'élever, lorsqu'un des souteneurs de ces femmes prit un citoyen à partie et lui donna plusieurs coups de poing ; la querelle alors devint très vive, mais la grande majorité se prononça si bien qu'ils furent encore obligés de se dissoudre, et tout le monde alors fit les plus grands éloges de l'ex-ministre Cochon.

La discussion qui a eu lieu au Conseil des Cinq-Cents relative aux réunions populaires a donné matière à de vives dissertations[1] ; les uns disaient que la Constitution les autorise, ayant prescrit le mode dont elles seraient organisées, et que c'était au Directoire seul a en maintenir l'exécution ; d'autres ont dit qu'il serait à désirer qu'il n'y en eût aucune. — Les groupes ont été fort nombreux aux Tuileries jusqu'à six heures du soir qu'a fini la séance ; parmi les individus qui les composaient, plusieurs se sont permis des propos avilissants contre le Directoire et le nouveau ministre de la Police, ainsi que contre celui de l'Intérieur qu'ils ont qualifiés de Jacobins, d'autres individus ont pris leur défense, et quelques-uns se sont tus, d'autres enfin blâmaient les Cinq-Cents en disant qu'ils nous conduiraient à la guerre civile.....

Des ouvriers ont dit, dans un cabaret, vis-à-vis le Pont-au-Change, qu'ils n'étaient pas en force pour le moment, mais que d'ici à quelques jours de braves militaires qu'ils connaissaient devaient se joindre à eux. — L'ex-général Santerre passant ces jours derniers au Palais-Égalité, fut suivi et accosté par un individu qui lui dit : « Quoi scélérat tu vis encore? » à quoi cet ex-général répondit : « oui, J... f..., et ce n'est pas toi qui m'en empêcheras. J'ai un pistolet à ton service. » Le monde survint et ils se séparèrent en s'injuriant réciproquement.

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

1. Le 3 thermidor, Vaublanc avait proposé une loi prohibant toute société politique ; elle fut votée le 6 par les Cinq-Cents et le 7 par le Conseil des Anciens.

XXXV

5 THERMIDOR AN V (23 JUILLET 1797).

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 5 AU 6 THERMIDOR.

On parle toujours de se porter aux prisons et notamment à la Force. On demanda pourquoi plutôt à cette maison qu'aux autres, on a répondu que c'était parce qu'il y avait en ce moment soixante émigrés qui n'allaient pas attendre longtemps, attendu que le 9 thermidor était fixé par les patriotes pour immoler ces scélérats aux mânes d'un vertueux ami du peuple sacrifié ce jour par la faction aristocrate. — Les promenades étaient très brillantes aux Champs-Élysées et aux Tuileries, cependant sur les sept heures quelques personnes témoignaient de l'inquiétude en entendant tirer des boîtes; des malveillants ne manquaient point de dire qu'il y avait sûrement du nouveau, mais on a démenti sur-le-champ ces mauvais propos en disant que ce n'était autre chose que l'annonce de l'ascension d'un aérostat. — On a parlé au café Manoury du dernier tiers du Conseil des Cinq-Cents; des personnes ont dit qu'il ne siégerait pas longtemps, d'autres ont répondu que cela donnerait plus de peine que l'on ne pense; on a même pris parti assez fortement pour le dernier tiers que l'on a soutenu ne s'être point encore écarté de la Constitution.....

Une rixe a eu lieu vers les huit heures et demie du soir dans un groupe d'ouvriers et de différents citoyens rassemblés au bas du pont Notre-Dame. Le sujet de leur discussion est venu sur la nomination du général Hoche au ministère de la Guerre qui, disaient-ils, avait refusé n'ayant pas l'âge. Plusieurs de ces citoyens prétendirent que le Directeur Barras n'était point en âge lorsqu'il fut promu au Directoire; d'autres soutinrent qu'il avait plus de trente-quatre ans avant la Révolution. — Place de Grève on chantait les mêmes diatribes, dont nous avons rendu compte dans le précédent rapport, sur l'ex-ministre de la Police, des personnes qui s'arrêtèrent un instant à les écouter s'en retournaient en haussant les épaules.....

Il est arrivé un courrier au Directoire à cinq heures du soir, le bruit courait qu'il apportait des nouvelles de paix. — Dans une société chez le citoyen Benoîst, à la Nouvelle-Polonaise, sur les nouveaux boulevards, on disait que le Directeur Barras faisait distribuer de l'argent à quelques terroristes qui se répandaient dans différents ca-

barets et autres endroits publics pour préparer le peuple à une réaction dont le but était de le rendre plus heureux.....

On a prononcé vers les deux heures et demie, au tribunal du troisième arrondissement, le jugement définitif entre les citoyens Dossonville et Lebois. Le président, après avoir lu plusieurs articles de la Constitution sur la calomnie, a déclaré que la lettre et autres dénonciations faites par ledit Lebois n'étaient point prouvées, l'a en conséquence condamné à 600 livres d'amende pour avoir insulté son adversaire dans son plaidoyer.....

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

XXXVI

6 THERMIDOR AN V (24 JUILLET 1797).

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 6 AU 7 THERMIDOR.

Hier, vers les sept heures du matin, trois citoyens étant chez un marchand de vin, qu'ils croyaient être de leur parti, lui dirent : « Nous sommes répandus au nombre de huit à neuf cents personnes dans les faubourgs, de la part du Conseil des Cinq-Cents, pour payer à boire à ceux que nous croirons dignes de notre confiance, et les désabuser de l'intérêt qu'ils pourraient avoir pour le Directoire et leur dire, qu'en cas de trouble, leur point de ralliement doit être le Conseil des Cinq-Cents et où la majorité du Directoire se transportera (*sic*), qu'alors Barras montera à cheval avec Jourdan pour s'opposer aux factieux. » — Un épicier a dit qu'un député lui avait dit confidentiellement : « Nos affaires vont très bien, le Directoire ne s'attend point à la marche que nous avons prise. » — On dit que la majorité du Directoire s'attend à être mise en état d'arrestation par le Conseil des Cinq-Cents, pour répondre à différentes inculpations ; on ajoute qu'ils ont des passeports tout prêts pour se réfugier en Italie, auprès de Buonaparte, lui déclarer que le Directoire est persécuté par le royalisme et l'engager à marcher sur Paris avec sa brave armée.....

Dans plusieurs sociétés, les opinions se partagent, les uns pour le Directoire, les autres pour les deux Conseils. Dans l'une de ces sociétés, on disait que les Directeurs Carnot et Barthélemy auraient bien de la peine à faire tout le bien que la nation attendait d'eux, attendu qu'ils étaient entravés par les autres collègues et principale-

ment par le Directeur Barras ; d'autres disaient qu'il était enfin temps que le pouvoir législatif se montrât avec énergie, en faisant rentrer le Directoire dans les bornes qui lui sont prescrites par la Constitution. — Café Victor, rue Caumartin, on disait qu'on cherchait à faire sortir le Directeur Barras pour mettre le Directoire en bonne intelligence avec le Corps législatif, que les ministres nouvellement élus ne resteraient pas longtemps en place ; on ajoutait que certains membres du Corps législatif n'avaient d'autres intentions que de mettre le prétendant sur le trône, qu'une très faible partie voulait, au contraire, y porter le fils de d'Orléans, et que, d'une manière ou d'une autre, nous devions nous attendre à rentrer sous l'ancien régime. — Au café Manoury, il était question de la faction d'Orléans, des citoyens ont dit que le trône appartenait de droit à cette maison, et que si celle des Bourbons avait régné, ce n'était que par la plus indigne usurpation.

Un officier réformé de l'armée de Sambre-et-Meuse s'est plaint vivement du peu de soin qu'on a des militaires ; il a dit que depuis un mois qu'il était à Paris il n'avait pas encore reçu un sol, quoique muni de pièces qui prouvent que depuis vingt-deux ans il sert sa patrie ; on lui a conseillé de présenter une pétition au Conseil des Cinq-Cents. — Parmi les nombreuses affiches qui tapissent les murs de cette commune, on ne lit point sans intérêt celle intitulée : *Aux vrais patriotes* ; elle est du cercle constitutionnel ; elle invite les vrais patriotes à se défier des prôneurs de la Constitution de 93, qu'elle traite de royalistes.

Les pédérastes deviennent nombreux, ils se rassemblent au bout des Champs-Élysées ; plusieurs ont été trouvés en flagrant délit ; on voulait en faire justice, mais des hommes prudents s'y sont opposés, ils en ont été quittes pour quelques coups de bâton.

Le nommé Laluet, le digne compagnon de Carrier, est venu en cabriolet à la foire Germain, il était avec un autre individu ; ils ont dit au nommé Saint-Amand, directeur de ce spectacle, qu'ils s'attendaient à entendre battre sous peu la générale et qu'il fallait se ranger du côté du Directoire.

Noizard.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

XXXVII

7 THERMIDOR AN V (25 JUILLET 1797).

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 7 AU 8 THERMIDOR.

Un courrier arrivant de Caen, où il avait été dépêché par le ministre de la Guerre, a dit avoir rencontré beaucoup de troupes qui marchaient sur Paris, et que le bruit courait que c'était pour bombarder cette commune. — Au café du Lycée-Dramatique, foire Germain, on s'entretenait du changement des ministres ; on disait que les royalistes voulaient nommer Cochon au Directoire à la place de Barras ; on y parlait aussi d'une certaine nomination faite, la nuit dernière, dans un lieu de leurs rassemblements. — Rue de Grenelle, plusieurs militaires pensionnés disaient qu'ils étaient sortis de la maison des Invalides, pour aller dans leurs foyers, mais qu'y mourant de faim, ils avaient été obligés de la quitter, parce qu'on ne les payait pas, et ont dit qu'il valait mieux se faire couper les bras au service d'un Roi qui paye, qu'à celui d'une République qui ne paye pas. — Ce matin, les troupes ont été au Champ de Mars, pour la petite guerre qui, dit-on, aura lieu pour l'anniversaire du 9 thermidor ; on y a remarqué des individus qui se permettaient de tenir de mauvais propos contre le Directoire et contre la troupe, en disant que si elle était en présence de l'ennemi, elle ne marcherait pas si vite ; des invalides ayant entendu ces propos voulurent leur donner des coups de canne. . . . .

On ne saurait exprimer la joie qu'a causée la clôture des clubs[1] ; on a vu dans trois côtés différents des citoyens payer à des colporteurs le double du prix de leurs feuilles, en disant qu'elles ne sauraient être trop payées, des citoyens disaient que pour peu ils illumineraient leurs fenêtres ; il n'en était pas de même des partisans des clubs, qui criaient au royalisme, mais ils n'étaient guère écoutés. — On a annoncé, au café vis-à-vis le Palais de Justice, la maladie du citoyen Legendre, qui est, dit-on, attaqué d'une crispation de nerfs ;

1. Il s'agit de la loi du 7 thermidor ainsi conçue : « Toute société particulière s'occupant de questions politiques est provisoirement défendue. Les individus qui se réuniraient dans de pareilles sociétés seront traduits aux tribunaux de police correctionnelle pour y être punis comme coupables d'attroupements. Les propriétaires ou principaux locataires des lieux où s'assembleraient lesdites sociétés seront condamnés par les mêmes tribunaux à une amende de 100 francs et à trois mois d'emprisonnement. »

des citoyens ont dit : « Ce monstre est bien fait pour périr comme Charles IX, comme lui il dégoûte de sang. » On a cité de ses traits au Havre où il a été en mission. On s'est entretenu ensuite du message du Directoire aux Cinq-Cents, relatif à la pénurie du Trésor public [1] ; des particuliers ont dit que c'était une pomme de discorde jetée pour susciter encore de nouveaux ennemis aux Conseils, que le Directoire avait des sommes immenses à sa disposition, enfin on a fini par dire que la machine tendait à sa dissolution. — Dans un groupe aux Tuileries on parlait du discours qu'a prononcé Tallien sur la nécessité de réchauffer l'esprit public [2] ; il s'est élevé une dispute très vive entre plusieurs citoyens à ce sujet, les uns disaient que ce représentant avait personnalisé les membres du dernier tiers, les autres que c'était Henry-Larivière qui avait insulté son collègue ; enfin on s'est injurié à qui mieux mieux, en disant qu'Henry-Larivière s'était vendu au prétendant et Tallien à la faction d'Orléans ; plusieurs militaires se prononcèrent alors fortement pour ce dernier, en faisant défi aux royalistes qu'ils ont traités de lâches qui ne cherchent qu'à renverser le Gouvernement. — Il existe toujours de la fermentation parmi certains individus, qui profitent adroitement de la moindre occasion pour amasser le monde autour d'eux et faire tomber la conversation sur les affaires présentes, les empirer le plus qu'ils peuvent, en exagérant la misère publique. Place du Louvre, plusieurs de ces individus ne cessaient de vomir des injures contre le Corps législatif, en criant qu'il n'était composé que de royalistes ; ils interpellaient même ceux qui les écoutaient, de leur dire (*sic*) s'ils ne se rangeraient pas du côté du Directoire en cas d'insurrection. Un citoyen leur répondit : « Je me croirais criminel si je le faisais, le Directoire [est] ou du moins ne doit être que l'agent passif de la représentation nationale et assurément ce n'est qu'autour d'elle que tous les bons citoyens doivent se ranger ».....

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

1. Le 5 thermidor, le Directoire avait envoyé aux Cinq-Cents un message où il dépeignait avec les couleurs les plus noires l'état des finances et en rejetait la responsabilité sur les lenteurs et le mauvais vouloir du Corps législatif.

2. Le 6 thermidor, aux Cinq-Cents, Tallien proposa de nommer une commission chargée de présenter une mesure qui facilitât la réunion entre les pouvoirs constitués, que les circonstances actuelles rendaient urgentes. Henry-Larivière fit rejeter sa motion.

XXXVIII

8 THERMIDOR AN V (26 JUILLET 1797).

Rapport de l'état-major du 8 au 9 thermidor an V.

... Un citoyen arrivant de Pontoise a dit que le ci-devant seigneur d'une commune située à un quart de lieue de cet endroit était rentré dans son château, et qu'il arriva avec sa famille au moment où son fermier, acquéreur de sa terre, était à dîner et qu'il marqua de la surprise en le voyant entrer et feignit de ne le point connaître. Le ci-devant seigneur exhiba sa radiation et lui prouva qu'il n'avait point émigré, mais qu'il s'était seulement soustrait à la Terreur; le fermier ne voulait point quitter le château, mais le juge de paix intervint et le mit en possession malgré le fermier qui en appela à la municipalité qui se déclara incompétente, et lui conseilla de s'adresser au Directoire, qui a dit à l'acquéreur qu'il serait remboursé suivant l'échelle proportionnelle.

On voit afficher à tous les coins de rues l'extrait de naissance du Directeur Barras. Cette pièce prouve qu'il est né en 1755. Café Valois, on disait : « Il nous est indifférent que le citoyen Barras reste au Directoire, La Révellière n'est plus son partisan, nous en avons trois contre deux. » Ils ont ajouté : « que ce ne pouvait être qu'à la nomination des ministres que l'on pourrait en juger ». On prétendait même que l'ex-ministre Cochon avait été invité à rester à Paris pour reprendre ses fonctions. — Dans un groupe au Palais-Égalité on s'entretenait de la pénurie des finances, et l'on se plaignait de l'insouciance du Corps législatif qui a l'air de ne point s'en occuper, ce qui suivant eux ne pouvait qu'entraîner les suites les plus funestes. — Un sergent de canonniers écrit de Brest à son père « que le soldat est dans un état de dénuement affreux, manquant généralement de tout, même de sa paye, ce qui occasionne une désertion considérable parmi la troupe qui se dégoûte tous les jours du service ». — On crie dans les rues de cette commune : *L'agonie des Jacobins au 9 thermidor, ou les Jacobins blancs et les Jacobins noirs*. Tout le monde achète cette brochure.....

Noizard.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

XXXIX

9 THERMIDOR AN V (27 JUILLET 1797).

Rapport de l'état-major du 9 au 10 thermidor.

... Sur les gradins du champ de Mars une rixe a failli avoir lieu entre des jeunes gens à cadenettes et des militaires, les premiers s'étaient permis de dire : « Voilà des bleus bien mal disciplinés. » Ces propos ayant été entendus, ils furent traités de Chouans et de déserteurs, mais ils nièrent ces propos et disparurent. — Au Luxembourg, il y avait assez de monde ; on y a remarqué des citoyens paisibles, s'entretenant de tout autre chose que d'affaires politiques ; en général, on y était fort tranquille. Un citoyen disait à un autre : « On dira de Tallien ce qu'on voudra ; mais, ma foi ! sans lui, il y a trois ans que je ne serais pas ici. » Il a montré ensuite l'endroit où il avait été emprisonné au Luxembourg. — La promenade des Champs-Élysées n'a rien offert de remarquable, il y avait des danses qui se sont prolongées fort avant dans la nuit et le plus grand ordre y a régné.

Les partisans de Robespierre n'ont voulu prendre aucune part à l'anniversaire de la chute de ce tyran, ils témoignaient publiquement leurs regrets de sa mort ; on a vu et entendu des hommes mal vêtus se qualifiant sans-culottes dire à haute voix : « Ma foi ! sous Robespierre, nous vivions tranquilles et heureux ; pourquoi faut-il que les royalistes l'aient assassiné ? » — A dix heures du soir, trois hommes vêtus de noir, ou brun, chantaient à voix basse : « *Mânes plaintives de l'innocence, apaisez-vous dans vos tombeaux.* » Les passants les ont hués sentant bien l'application de ces paroles. — Une femme chantait, place du Louvre, une chanson dont le refrain était qu'il fallait donner cent coups d'étrivières aux Cinq-Cents ; l'auditoire était composé de ce qu'il y a de plus vil dans Paris.

Le commis conducteur de la diligence de Lyon a assuré dans un café, en présence de plus de vingt personnes, que cette commune était fort tranquille ; on lui a demandé s'il était vrai qu'elle fût en état de siège. Il a répondu que non ; qu'il y avait à la vérité beaucoup de voleurs, ainsi que tout le long de la route. — Le portier du numéro 455, rue du Bac, arrivant de Reims, son pays, a dit que toute la Champagne était remplie de troupes, que les habitants ne voient

pas sans inquiétude. On fait courir le bruit dans cet endroit que Paris est en insurrection et que la troupe va y porter du secours.

On a crié un pamphlet intitulé : *la Vie privée des membres du nouveau tiers*. — Plusieurs crieurs de journaux ont annoncé la marche de vingt-cinq mille hommes de l'armée d'Italie pour faire le siège de Lyon. Un autre criait : *Pétition des soldats de l'armée de Buonaparte* pour se rendre à Paris afin d'y mettre les royalistes à la raison.

Au café de la Marine, sur le Port au Blé, on disait que la garde nationale ne s'organiserait pas et qu'il faudrait même tomber à coups de bâton sur ceux qui témoigneraient avoir envie de s'y mettre, vu l'affront d'avoir été désarmés et assassinés en vendémiaire. Un particulier a dit : « Mais vous serez déchus du droit de citoyen. » Un autre a répondu « que tout cela n'était que des mots pour nous tromper comme on a fait jusqu'à présent ». Au surplus, ils ont tous dit : « Ils ont des troupes, qu'ils se fassent garder. » — Le chanteur du cloître Germain-l'Auxerrois avait établi des tréteaux aux Champs-Élysées, et là, par des chansons incendiaires, il ridiculisait le Gouvernement. Ceux qui l'écoutaient applaudissaient à tous ces sarcasmes ; on a remarqué des militaires achetant des chansons et applaudissant comme les autres.

Sous la voûte du pont Notre-Dame et du pont au Change, il y a tous les jours des rassemblements de filous qui se cachent aux yeux de la police pour jouer à toutes sortes de jeux défendus.

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

XL

10 THERMIDOR AN V (28 JUILLET 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 11 THERMIDOR.

Esprit public. — Encore dans les esprits un peu plus de calme et une plus grande réunion de vœux pour que les premières autorités rapprochent et confondent en quelque sorte leur confiance respective, tel est aujourd'hui le caractère dominant de l'opinion. Les entretiens, à peu près les mêmes que ceux des jours précédents, parcourent le même cercle et l'esprit de parti a beaucoup moins d'aigreur. Cependant les imprécations contre le Gouvernement républicain continuent dans les différents sens, mais elles sont quelquefois si exagérées et si vio

lentes qu'il est impossible d'établir sur elles aucune conjecture certaine, et la masse des hommes sages témoigne plus de mépris que jamais pour les éloges ou le blâme de telle ou telle autorité dès qu'ils sont extrêmes. Les uns disaient que leurs affaires allaient bien, que dans peu le Gouvernement et ses conseils seraient abattus, que les émigrés rentraient et que, quant à eux personnellement, ils avaient appris la rentrée en France de plusieurs de leurs amis, et tout cela se disait très haut, ce qui supposait l'intention de se faire entendre. Les autres affectent des regrets au trône des Bourbons et choisissent les groupes les plus nombreux pour déclamer contre le Gouvernement républicain et traiter de coquins tous ceux qui le servent.

Néanmoins l'esprit des cafés est toujours le même : d'après les localités connues, on affecte dans ceux-ci de représenter sans cesse les Conseils comme un composé d'adroits contre-révolutionnaires ; on les menace des armées et l'on peint le Directoire comme étant dans un péril imminent s'il ne prend des mesures extraordinaires. Dans ceux-là on fait gloire, pour ainsi dire, de mépriser le Directoire, de faire de trois de ses membres autant d'usurpateurs, d'aspirer, d'exciter à les mettre en accusation, de presser l'organisation de la garde nationale ; mais ces extrêmes opinions sont plus rares de moment en moment. Tout ce qu'il y a d'amis de la Constitution attend avec impatience que les pouvoirs établis par elle concourent unanimement à sa conservation ; on a pu juger à bien des indices que la très grande majorité des habitants de cette ville s'opposerait à la première faction qui marcherait contre le Gouvernement et sous cette expression on désigne formellement et indirectement le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif, mais on ne cache pas que l'un serait plutôt que l'autre le point de mire des séditieux. — Il est peu de ces divers entretiens qui ne ramènent à des réflexions sur les finances et elles sont toutes très affligeantes ; on a considéré à quels coups de désespoir la misère toujours croissante pouvait forcer les citoyens. Les salariés publics se plaignent plus amèrement que les autres et disent avoir épuisé les derniers expédients. De ces douloureuses conjectures on fait autant de satires contre le Gouvernement. Elles se dirigent toutefois contre le Conseil des Cinq-Cents de préférence, on l'accuse d'insouciance sur un objet qui touche de si près à la tranquillité publique et à la marche des affaires. Le mécontentement, en un mot, est aussi vif que général, et c'est évidemment à cet état de choses qu'il faut attribuer l'exaspération de bien des esprits, les factieux n'ayant de prétexte à fomenter des troubles que le malaise d'une infinité de citoyens.

Tel est cependant le fond et l'empire du patriotisme que les nou-

veaux progrès de la misère n'ont pu nuire ces deux jours à ceux du calme.....

BRÉON.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 10 AU 11 THERMIDOR.

Il y a eu la nuit passée un rassemblement de plus de six cents personnes, rue de Thionville, au Musée; leur séance a duré toute la nuit et en sortant ce matin ils frappèrent à coups de canne deux jeunes gens qui les regardaient sortir (quoique lesdits jeunes gens ne portassent point de cadenettes), ce qui fit crier tous les passants. — *La nourrice de Barras au président du Conseil des Cinq-Cents* est l'intitulé d'une affiche placardée sur tous les murs de Paris; c'est une diatribe des plus violentes, extraite de l'*Ami de la Patrie*, contre le président du Conseil des Cinq-Cents, le général Willot, auquel on reproche d'avoir organisé les bandes de chauffeurs, et contre Dumolard, signée *la Mère Godichon*.....

Depuis quelques jours on a remarqué des nouveaux chanteurs qui copient celui de Saint-Germain-l'Auxerrois. Un s'est installé hier, pour la première fois, place du Louvre, où il débite les plus plates diatribes contre le Gouvernement. Un particulier lui a acheté toutes ses chansons. — Le discours du représentant Pichegru, affiché dans toutes les rues, fait le plus grand plaisir, il semble que les esprits se concilient; on a entendu plusieurs personnes dire : « Voilà un honnête homme. » — Chez le citoyen Taillandier, marchand de vin près le Champ de Mars, des malveillants répandaient que sous peu les assignats allaient être remis en circulation et que la Terreur allait reprendre, que sans cela la République n'existerait pas. — Dans différents endroits on dit que le général Buonaparte marche à grandes journées sur Paris. — Une femme a dit qu'un représentant des Cinq-Cents lui avait assuré que le dernier tiers allait sauter sous peu de jours, que les mesures étaient prises pour cela.

Dans différents cafés, sur le soir, on disait que tous les membres du Conseil des Cinq-Cents s'étaient réunis, qu'ils avaient fraternisé; en un mot, on en paraissait bien augurer pour la chose publique. — Dans un café, aux Champs-Élysées, divers employés se plaignaient amèrement de ne rien toucher, et ne ménageaient point le Gouvernement; deux grenadiers de la représentation nationale voulurent leur chercher querelle, mais l'un des employés se levant leur dit : « Camarades, seriez-vous contents si on ne vous donnait point votre solde ? »

Ils finirent par leur dire « que cela était vrai, qu'ils voyaient bien que tout le monde était malheureux ».

On dit secrètement que le général Hoche est parti sans rien dire et que l'on envoie des courriers pour savoir quelle route il a prise.

L'affluence du peuple a été considérable partout où l'ambassadeur ottoman a passé, principalement rue de Tournon ; des filous ont été pris en flagrant délit et conduits aux différents postes avoisinant le Directoire ; en général, partout où il a passé, il a reçu de nombreux applaudissements, et notamment dans la rue Saint-Germain-des-Prés, de la part des femmes ; il n'y a pas eu le plus léger accident durant la marche ; il a retourné à son hôtel dans le même ordre et par le chemin le plus court.

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

XLI

11 THERMIDOR AN V (29 JUILLET 1797).

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 11 AU 12 THERMIDOR.

On a remarqué à l'École Militaire la nommée Julie qui sortait d'une chambre avec des militaires. C'est cette même femme qui distribuait des papiers de Babeuf au camp de Grenelle ; on soupçonne qu'elle recommence ses distributions, mais on y veille. — Dans un groupe aux Champs-Élysées on s'entretenait de la résolution du Conseil des Cinq-Cents, relative à la fermeture des clubs, et on disait que plusieurs Clichiens étaient partis l'avant-dernière nuit pour la commune de Roucy ; on ajoutait qu'ils avaient écrit à leurs correspondants pour les inviter à s'y rendre.....

La fête de l'Élysée au Jardin Bourbon a offert le plus brillant spectacle. Le concours y était immense, il pouvait y avoir environ sept mille personnes, les femmes très élégamment parées s'empressaient sous les pas de l'ambassadeur ottoman ; la foule a été parfois si grande autour de lui qu'il a été forcé de se retirer dans les appartements dans une pièce à l'écart. Ce ministre étranger, dans le cours de sa promenade, a constamment donné le bras à des femmes, et notamment à Mme Tallien, qui n'a pas vu sans inquiétude que quelques critiques la remarquaient et se permettaient des observations très mordantes ; elle a craint avec quelque raison que des jour-

nalistes ne se permissent aujourd'hui de ridiculiser cette démarche infiniment naturelle.....

On criait ce matin deux pamphlets, dont l'un intitulé : *La République à l'agonie*; un autre intitulé : *Avis intéressant pour sauver la Patrie.* — Tout le monde se plaint dans Paris de reconnaître tous les jours, dans les endroits publics de cette commune, des hommes qui ont été condamnés aux fers et figuré sur le tabouret, et qui s'évadent des bagnes et maisons d'arrêt.....

Noizard.

(Arch. nat., AF iv, 1478.)

XLII

12 THERMIDOR AN V (30 JUILLET 1797).

Rapport de l'état-major du 12 au 13 thermidor.

Environ sur les dix heures du soir, trois hommes mal vêtus, ivres, ou feignant l'être, suivaient tous les passants sur le Pont-Neuf en les accablant d'injures; ils s'attachaient principalement aux citoyens bien vêtus, les traitant de royalistes, de Chouans et d'échappés de vendémiaire, leur disant qu'on allait bientôt leur faire danser la Carmagnole, ajoutant que les sacrés gueux de marchands étaient des coquins qui renchérissaient leurs denrées pour faire souffrir les braves sans-culottes; on ne leur répondait pas, des citoyens voulaient les faire arrêter, mais d'autres ont répondu : « Soyez prudents, laissez-les ; ne voyez-vous pas que ce sont des gens payés ? » — Vers les minuit environ, cinquante personnes tant hommes que femmes, revenant de Vaugirard, chantaient à tue-tête la *Marseillaise* et criaient : « *A bas les Chouans!* » Ils n'avaient dispute avec personne, car il n'y avait qu'eux seuls dans la rue, excepté les habitants qu'ils ont réveillés.

Une rixe a eu lieu aux Champs-Élysées entre un crieur de journaux et des jeunes gens, relativement à un journal intitulé *l'Ami des jeunes gens* ; ils l'ont envoyé f... f..., le crieur a répondu des injures et les jeunes gens l'ont maltraité. — Aux Champs-Élysées on chantait d'un côté les victoires de la République, et de l'autre les plus plates diatribes contre le Gouvernement. — La fête d'Idalie n'a été ni moins nombreuse ni moins brillante que celle de l'Élysée; l'ambassadeur ottoman y a paru accompagné des généraux Pichegru, Beurnonville,

d'Harville et Willot ; on a volé la montre du représentant Pichegru à l'instant où on allait tirer le feu ; plusieurs personnes se sont plaintes de ce qu'il leur en était arrivé autant.....

Une grande quantité de voitures chargées de monuments des arts venant de l'Italie vient d'arriver en ce moment à Paris.....

Des malveillants se répandent dans les faubourgs pour y insinuer que sous peu il y aura un mouvement, dans la journée il s'en est présenté un grand nombre dans les cabarets du faubourg Marcel ; c'est la classe la plus indigente qu'on s'attache à travailler, on tâte aussi la troupe et notamment les volontaires. — Dans différents endroits publics on assurait qu'il était entré dans Paris quatre à cinq mille hommes de troupe et qu'ils en avaient vu filer un grand nombre sur les boulevards ; cette nouvelle avait l'air d'y jeter l'alarme.....

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

XLIII

13 THERMIDOR AN V (31 JUILLET 1797).

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 13 AU 14 THERMIDOR.

Sur les onze heures du soir, des individus sortant de la Vache-Noire, boulevard de l'École Militaire, les uns chantaient le *Réveil du peuple* et les autres de distance en distance chantaient la *Marseillaise*. On y a remarqué que ces hommes ne formaient qu'une même société, ils avaient plusieurs femmes avec eux. — Le faubourg Antoine paraît assez tranquille, beaucoup d'ouvriers ne travaillaient pas hier et buvaient à la Grande-Pinte, il y en avait beaucoup. On a dit qu'ils s'assemblent de temps à autre pour délibérer sur le prix qu'ils veulent exiger de leurs maîtres; on s'étonne même dans ce quartier de voir que ces hommes qui ont femme et enfants ne s'amusent qu'à boire, on présume qu'ils sont soudoyés.....

Au café Procope on s'entretenait de l'arrivée d'un courrier d'Italie annonçant la paix définitivement signée avec l'Empereur; on était très satisfait et on disait qu'avant peu elle le serait aussi avec l'Angleterre, et on a ajouté que La Fayette était en chemin pour venir à Paris. — A la Croix-Rouge le crieur d'un journal intitulé *le Postillon par Calais* a été maltraité et ses feuilles jetées dans la rue par trois

hommes qui ont dit qu'ils en feraient autant à tous les marchands de journaux. — Dans un cabaret un homme se disant officier de la légion des Alpes et buvant avec trois autres individus, a dit avoir très bien connu Saint-Just pour un homme probe et bon patriote qui avait le plus contribué au gain de la bataille de Fleurus ; il regrettait sa mort et celle de Robespierre. S'apercevant qu'on l'écoutait, il a parlé plus bas. — On a crié dans les rues de cette commune : « Voilà la lettre d'un caporal de l'armée de Buonaparte à ce général et le vœu de seize mille hommes de cette armée pour se rendre à Paris à l'effet d'y faire respecter la Constitution. » Bien des personnes ont dit que ce journal était faux.

Aux cafés de Valois et du Caveau on s'entretenait des cinq Directeurs et on disait que les citoyens Carnot et Barthélemy étant contrariés dans leurs opérations relativement aux conditions de paix avec l'Angleterre auxquelles leurs trois collègues s'opposent, disant que l'adhésion que mettent ces deux premiers Directeurs aux articles proposés est onéreuse pour la République française. — Au Caveau on disait que le Directoire ne se renfermait pas dans les principes de la Constitution, il fallait que tous les bons citoyens se ralliassent au Conseil des Cinq-Cents. — Le décret qui punit de mort tous les délits de vol paraît avoir été approuvé de tous les bons citoyens.

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

XLIV

14 THERMIDOR AN V (1er AOUT 1797).

Rapport de l'état-major du 14 au 15 thermidor.

... Porte Martin, dans un groupe occasionné par le crieur d'un journal intitulé *le Révélateur*, on y provoquait, par des propos injurieux, à se lever en masse, et à marcher contre les deux Conseils. — Un employé des bureaux de la guerre étant au café Valois disait qu'il était question de réforme dans les bureaux, ce qui a donné lieu à différentes diatribes contre le Gouvernement de la part des habitués de ce café.

Au café Manoury on s'entretenait du décret qui ordonne le renouvellement des bureaux centraux ; on disait que les administrateurs

du département de la Seine avaient envoyé au Directoire les listes des candidats pour ce renouvellement, mais que le Directoire les avait rejetées pour conserver le citoyen Limodin.

Malgré la malveillance qui se plaît à répandre les bruits les plus alarmants, la plus grande tranquillité régnait dans cette commune ; partout on s'est porté aux promenades comme dans les places publiques, on n'y a rien remarqué de contraire à la décence et à l'ordre public. La présence de l'ambassadeur ottoman aux Champs-Élysées y avait attiré un grand concours de monde.

Au café Chinois, sur le boulevard, plusieurs citoyens se disant rentiers se plaignaient de mourir de faim, ils accusaient les Conseils de ne s'occuper que de dénonciations et de s'enrichir à leurs dépens. — Sur le boulevard du Temple, il y avait plusieurs jeux de dés, un filou a escamoté le mouchoir d'un citoyen. — Un officier réformé arrivant de Rodez a dit que depuis cet endroit, distant de Paris de 190 lieues, il n'avait pas rencontré un seul patriote ; il a passé par Clermont en Auvergne au moment où on se tirait des coups de fusil, c'étaient les militaires qui étaient aux prises avec les bourgeois qui, lorsqu'ils ne sont pas assez forts, envoient chercher les habitants des montagnes, qui y viennent en foule et armés ; il a ajouté qu'ils avaient ainsi cerné trois cents soldats dans leur caserne, qu'ils avaient forcés à sortir de la ville avec les terroristes qui y étaient. Il a dit de plus que, lors de son passage à Nevers, les habitants lui avaient proposé de rester avec eux et de l'incorporer dans la gendarmerie que les citoyens soldaient à leurs frais, à condition toutefois, lui ont-ils dit, que vous ne serez pas Jacobin ; il a dit ensuite qu'il y avait dans cette commune deux églises, l'une de prêtres assermentés, l'autre de réfractaires ; les habitants se partagent entre les deux églises, mais n'ont pour cela aucune dispute. Le général Haquin y a passé et a conseillé aux militaires qui fréquentent l'église des assermentés, d'aller tantôt à l'une tantôt à l'autre afin de contenter tout le monde. C'est dans cette commune qu'une mère lui a montré son fils revenant de l'armée et estropié en lui disant : « Voilà ce qu'on gagne à servir la République. »

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

XLV

15 THERMIDOR AN V (2 AOUT 1797).

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 15 AU 16 THERMIDOR.

Les malveillants répandent le bruit que le 10e régiment de hussards a déserté en entier avec armes et bagages. — Un boulanger arrivant de Fontainebleau a dit que la troupe de cette commune était dans le plus mauvais esprit, qu'il en avait entendu qui, en jurant, disaient : « Nous nous foutons de la paie de la République, c'est de l'autre côté qu'on est bien payé. » Tous les jours il arrive des officiers de toutes armes, ils témoignent leur mécontentement ouvertement, ils montrent dans les cafés et cabarets leurs blessures, exhibent des certificats de vingt à trente ans de service, et disent : « Est-il possible qu'on abandonne ainsi des hommes qui, les premiers, ont servi la cause de la liberté ? » D'autres disent : « Nous avons donc mal fait de servir la République ? Que le Gouvernement se prononce enfin d'une manière ou d'une autre, mais jamais dans tel régime que ce soit, on n'a eu le droit de faire venir des hommes de 200 lieues pour leur donner des pensions qu'on ne leur paie point » ; enfin, plusieurs ont dit : « Tel mal qu'on nous fasse, nous serons toujours républicains, il n'est plus temps de reculer après tant de victoires. »

Aux Tuileries, les conversations roulaient sur le discours de Portalis, membre du Conseil des Anciens, relatif aux émigrés naufragés, tout le monde y applaudissait[1]. Dans le même endroit on insultait dans un groupe le Gouvernement, mais une patrouille a dissipé ce groupe. — Dans une maison bourgeoise, rue des Deux-Boules, quatre jeunes gens disaient : « Nous sommes plus de quinze mille jeunes gens opprimés et bien armés. Nous avons reçu, a dit l'un d'eux, des cartouches qui vont à toutes armes. Vive la Nation ! les Jacobins périront, nous espérons triompher et les deux Conseils s'immortaliseront. » — Café Joachim, un citoyen a dit que le Directoire commençait à perdre dans l'opinion publique, et que le Corps législatif était sûr d'avoir le dessus ; l'augmentation de la solde des troupes qu'il a décrétée lui avait attiré beaucoup de partisans.....

Une cabale se fomente pour s'opposer aujourd'hui à la représen-

1. Cf. *Paris sous le Directoire*, t. IV, p. 269.

tation de *Charles IX*, qu'on doit jouer au théâtre du Lycée dramatique.

Dans plusieurs cafés des citoyens paisibles s'entretenaient des craintes d'un mouvement que l'on dit devoir avoir lieu avant peu, occasionné, disait-on, par l'espèce de nuage qui obscurcit l'horizon des deux premières autorités de la République ; en un mot, les amis de la Constitution de l'an III regardent comme un malheur irréparable l'espèce de mésintelligence qui règne parmi ceux chargés de la destinée des Français, ils disent aussi qu'on cherche à égarer les troupes. — Le nombre des baigneurs au bas de l'île des Cygnes devient plus nombreux chaque jour, les pêcheurs ont été insultés et leurs boutiques coulées à fond, ce qui a occasionné une grande perte au nommé Trognon. — La fète au jardin Biron a été des plus brillantes, mais l'incertitude du temps a fait qu'il y a peut-être eu moins de monde. L'ambassadeur ottoman y est resté jusqu'à deux heures du matin. — On vient d'arrêter en ce moment environ cinquante filous qui s'assemblaient sous la voûte des ponts Au-Change et Notre-Dame pour y jouer à des jeux prohibés, ils sont en ce moment au Bureau central.

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

XLVI

16 THERMIDOR AN V (3 AOUT 1797).

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 16 AU 17 THERMIDOR.

Un citoyen en accostant un autre, celui-ci lui demanda ce qu'il y avait de nouveau, à quoi le premier répondit qu'il s'agissait d'un comité secret pour opérer la dissolution du Conseil des Cinq-Cents. — On a joué assez paisiblement à la foire Germain la tragédie de *Charles IX*. Quelques spectateurs ont seulement saisi quelques vers de cette pièce où il est question de répandre le sang et ils ont dit : *Oui, celui des Chouans.....*

Des citoyens ont dit que le mouvement qui devait avoir lieu donnerait un chef à la République sous le nom de lieutenant général, que c'était de concert avec l'Angleterre, et que ce chef n'était autre que le fils du duc d'Orléans, jeune guerrier plein de valeur et aimant le peuple. — La fête de Tivoli a été très brillante ; la présence

de l'ambassadeur ottoman y avait attiré un concours prodigieux de monde, le plus grand ordre y a régné. — Le feu d'artifice tiré la nuit au jardin Biron a singulièrement inquiété les habitants du faubourg Germain, ils disaient avoir entendu le canon et des coups de fusil.

Dans un café place Saint-Michel trois individus annonçaient que le mouvement projeté depuis quelque temps s'opérerait avant dix jours et que le signal serait le rapport de la Commission des Cinq-Cents sur l'arrivée des troupes dans les environs de Paris [1], ils ajoutaient qu'il y avait des troupes sans armes dans cette commune, dont les armes et le point de ralliement étaient au Directoire. — On a crié dans le faubourg Marceau l'indiscipline de l'armée de Sambre-et-Meuse dont les officiers et soldats désertent, faute de paie ; des individus ont dit : « Tant pis », d'autres ont répondu : « C'est pour venir à Paris à l'effet d'y faire un beau matin des visites domiciliaires pour y arrêter les nobles, les prêtres réfractaires, les émigrés et les Chouans. » — Dans le café de la Renommée on louait beaucoup la fermeté des grenadiers de la représentation nationale, qui ont repoussé, disait-on, avec vigueur certains individus qui avaient forcé la sentinelle ; on paraissait dans cet endroit être très attaché à la Constitution de l'an III. — Il existe une affiche intitulée : *trois hommes et une femme perdus*, on y donne leurs noms et leurs signalements, personne n'y connaît rien, certains individus présument que c'est un ridicule qu'on a voulu jeter sur quelques personnes en place.

Les citoyens faisant le service de la garde nationale se plaignent de vexations qu'ils éprouvent par les remplaçants de leurs divisions ; ces derniers quittent leurs postes, et les citoyens qui montent personnellement sont obligés de faire leurs factions ; on assure que plusieurs d'entre eux, quoique de garde, sont encore de service dans les bals et ne rentrent souvent qu'à onze heures ou minuit.....

Entre deux et trois heures de l'après-midi on s'est aperçu qu'au jardin des Tuileries, sous les arbres qui font face au passage des Feuillants, une trentaine de particuliers se promenaient et se rassemblaient de moments à autres ; deux militaires en redingote et boutons uniformes étant avec deux autres, aussi en bleu, collet et parements écarlate brodés, n'ayant point l'air d'être en activité de service, ont accosté les individus désignés plus haut, en leur disant : « Bonjour, frères et amis » ; ils ont lié conversation longtemps

1. Ce rapport fut fait le lendemain, 17 thermidor, par Delarue. Il s'agit du premier essai de coup d'État tenté par Barras et Hoche.

avec eux et paraissaient très satisfaits, ils ont fini par s'en aller tous ensemble.

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

XLVII

17 THERMIDOR AN V (4 AOUT 1797).

Rapport de l'état-major du 17 au 18 thermidor [1].

... Dans certains groupes on disait que, si la Constitution de 93 avait été suivie, nous n'en serions pas où nous en sommes, que depuis trois ans nous avions été de malheur en malheur ; enfin, d'autres ont dit que c'était un nouveau 14 juillet qu'il fallait pour sauver la France qui n'était pas libre depuis le 9 thermidor. — Au bas du pont Notre-Dame les patrouilles ont dissipé les groupes ; ils se réunissaient plus loin, et toujours ils disaient des impertinences contre le Gouvernement ; on a remarqué quelques soldats avec eux ; quant au fond de leurs conversations, il roulait particulièrement sur le rapport de la Commission : les uns étaient pour le Directoire, les autres pour les Cinq-Cents ; enfin, les patrouilles revenantes éprouvaient quelques résistances, et même les attroupés ont dit qu'ils étaient des Chouans. — En général tous les groupes ne sont composés que d'ouvriers, de sectaires de Babeuf et membres d'anciens comités révolutionnaires, qui, confondant la liberté avec l'anarchie, ne parlent que de tuer, disant qu'il n'existe pas un seul patriote à Paris, que tous les marchands sont des gueux et qu'ils espèrent bien faire danser les nouveaux riches.

Dans les cafés des citoyens ont dit, que tout ce qui se passait ou allait se passer était de concert avec le Gouvernement et les puissances étrangères, que le Directoire et les deux Conseils savaient chacun ce qu'ils devaient faire, qu'aussi bien fou qui se mêlerait de tout cela, qu'il n'y avait qu'à fermer sa boutique, et se battra qui voudra, qu'au surplus le Gouvernement pouvait bien changer sans qu'ils s'en mêlassent ; un citoyen ayant observé qu'il fallait cependant bien soutenir la Constitution actuelle, un autre a répondu que celle-ci, comme les autres, avait fait son temps, que nos ennemis n'en-

1. Daté par erreur du 18 au 19.

tameraient des négociations de paix solide qu'à l'issue du mouvement qu'on présume devoir avoir lieu. — On dit qu'un ordre émané du Bureau central intime aux marchands de viande, vulgairement appelés marcandiers, de se retirer sous huit jours, cela fait beaucoup crier la classe indigente qui se procurait auprès d'eux la viande à meilleur compte que chez les marchands en boutique.

On voit au bas du Pont-Neuf un pamphlet intitulé : *Les imposteurs démasqués ou la cause des malheurs du peuple*, un autre qui se colporte dans les maisons est intitulé : *Le canon d'alarme*... Un placard intitulé, *l'Accusateur public*, est lu avec intérêt par plusieurs citoyens ; l'auteur y manifeste ses craintes sur la lutte qui paraît exister entre les pouvoirs législatif et exécutif et sur les dangers du peuple, si les gouvernants le conduisent à un gouvernement militaire, d'autres personnes disent qu'il n'y a que celui-ci seul qui puisse faire exécuter les lois.

Au café Voillemin, on disait que le Directoire aurait dû mettre de la lenteur dans sa réponse au message du Conseil, alors les troupes seraient arrivées à leurs destinations, et que le coup se serait porté, puisque nous devons en venir là, et que ce n'est que par un grand mouvement que nous devons avoir un chef, et que le Directoire n'a d'autre but que de mettre le fils de d'Orléans sur le trône, que cela déterminera la paix avec l'Angleterre. — Un compagnon bijoutier venant de Liège a dit que nos troupes témoignaient beaucoup de mécontentement, tant sur leur paie qui ne se fait pas exactement, que sur le dénuement où elles se trouvent, il a ajouté que rien n'égalait leur insubordination et qu'il en désertait un grand nombre.

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

XLVIII

18 THERMIDOR AN V (5 AOUT 1797).

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 18 AU 19 THERMIDOR.

Sur les deux heures de l'après-midi, une grande affluence de monde était aux Tuileries ; on disait dans un groupe que le Conseil des Cinq-Cents devait mettre trois membres du Directoire en accusation, ce qui paraissait inquiéter beaucoup de monde.....

Au coin de la rue de Thionville il y avait, vers les dix heures du

soir, un groupe de filous qui insultaient tout le monde, ils faisaient semblant de battre les filles publiques, dont ce quartier abonde, pour maltraiter les femmes honnêtes avec leurs maris ; cette conduite irritait les citoyens paisibles qui étaient obligés de rétrograder pour éviter ces scélérats.

On se plaît à alarmer le peuple ; on dit que le 10 août est marqué pour le coup le plus funeste, d'autres affirment que cela n'ira pas jusque-là. — Les groupes étaient à peu près les mêmes, on y prêche toujours la plus grande anarchie, un homme, entre autres, a dit que ce n'était que par un bouleversement qu'on pourrait espérer le plus grand bien ; rien, en un mot, ne désespère tous ces gens-là que le calme qui a l'air de régner parmi les citoyens paisibles. — On interprète méchamment l'arrêté du Bureau central relatif à l'expulsion des marchands de viande de la Halle, on dit que cela n'est imaginé que pour armer mille à douze cents personnes à qui le désespoir de perdre leurs moyens d'existence est capable de tout faire commettre. — On a parlé au café Manoury de la prétendue arrivée de Buonaparte à Paris, tout le monde en général a dit : « Il serait à désirer que cela fût ; d'ailleurs ses victoires n'ont point été marquées, disaient-ils, au sceau de l'anarchie, il a même favorisé les prêtres et les émigrés en Italie. — Je le connais, a repris un citoyen, pour être éloigné du régime terroriste et royaliste. »

On vend au Palais-Égalité la liste des négociants, banquiers et agents de change, ceux qui la crient ajoutent méchamment, *tous nouveaux enrichis depuis la Révolution* ; n'est-ce pas signaler ces hommes aux brigands en cas d'insurrection ? — Dans un café, rue de la Loi, deux royalistes criaient à haute voix : « Je ne sais qui le paie, mais l'or lui vient à pleines poches » ; un troisième est venu se joindre à eux et leur a lu une lettre qui disait qu'il était faux que le général Hoche fût parti pour la Suisse, mais qu'il était certain que deux fois il avait adressé sa démission au ministre de la Guerre; la méfiance qu'ils avaient les a engagés à parler si bas, qu'on n'a pu entendre le reste du contenu de la lettre. — Dans la plupart des cafés du Palais-Égalité le bruit courait que le lord Malmesbury avait reçu l'ordre de sortir dans les vingt-quatre heures du territoire de la République ; cette nouvelle a vivement affecté tout le monde, on disait aussi qu'on était dans l'attente d'un mouvement prochain, chacun en parlait comme d'une chose certaine ; des individus paraissaient déjà se mettre dans les rangs en prenant parti, les uns pour le Directoire, les autres pour le Corps législatif; le marchand paraît seul étranger à ces projets, et lorsqu'on lui demande pour qui il se battra, il répond froi-

dement : « Pour personne, le 13 vendémiaire nous a corrigés de cette avanie. » — Dans le faubourg Antoine la plus grande tranquillité paraît régner ; on a entendu, dans plusieurs cafés et cabarets, divers habitants de cet endroit dire : « Ma foi, tels événements qui arrivent, cela ne nous regarde pas et nous resterons tranquilles. » — Il y avait dans la place de Grève différents groupes d'ouvriers et de militaires, plusieurs parlaient de nos négociations de paix avec l'Empereur et l'Angleterre ; suivant les uns la guerre allait se continuer, suivant les autres nous aurions la paix, et il ne fallait pas ajouter foi aux journalistes vendus à l'étranger et aux factions de l'intérieur.....

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

XLIX

19 THERMIDOR AN V (6 AOUT 1797).

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 19 AU 20 THERMIDOR.

Il y a eu quelques groupes sur les boulevards, mais ils n'ont point été conséquents, il n'y en avait point sur les ponts. Les promenades publiques étaient remplies de monde, surtout les Champs-Élysées et les Tuileries, le plus grand ordre régnait partout, et l'on paraissait s'occuper peu de mouvement et d'insurrection.

Les placards se succèdent avec une rapidité tout à fait alarmante, on remarque surtout, parmi ce grand nombre de manifestes à la guerre civile, un intitulé, *La faction d'Orléans* ; un autre, *Avis aux prêtres insermentés et assermentés.....*

On a entendu à la joute des citoyens parler d'affaires ; ils ont tenu les mêmes propos que ceux dont nous avons rendu compte dans nos précédents rapports ; c'est-à-dire qu'ils n'avaient pas envie de se battre pour des hommes qui veillent plutôt à leurs intérêts qu'à ceux de la chose publique et qu'ils n'étaient point d'humeur à se faire vendémiairistes. Dans cet endroit, un citoyen a reconnu un émigré qu'il a fait remarquer à une personne, en disant : « Voilà le marquis de... » On n'a pas entendu le nom.....

On a remarqué dans les promenades et endroits où se donnent les fêtes beaucoup de personnes en chapeau rond sans cocarde, d'autres en avaient de si petites qu'elles étaient cachées par le ruban noir, qui est autour de la forme, et qu'à peine les apercevait-on. — Un citoyen,

arrivant d'Orléans, a dit dans une société qu'il s'était trouvé dans cette commune avec le nommé Lemierre, officier chouan amnistié, et que dans le cours de la conversation il lui avait dit qu'à la vérité il avait combattu dans la Vendée pour le Roi, mais que lui et plusieurs de ses camarades avaient ignoré pendant deux ans qu'une partie d'entre eux ne combattaient que pour le changement de dynastie, qu'à l'exception de Charette et de Stofflet une grande partie des autres étaient dans le secret, que quant à lui, ce n'était que cela seul qui l'avait engagé à rentrer de bonne foi dans le sein de la République.....

Le journal intitulé *le Petit Gauthier* se distribue gratuitement.

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

L

20 THERMIDOR AN II (7 AOUT 1797).

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 20 AU 21 THERMIDOR.

Boulevard du Pont-aux-Choux, plusieurs personnes étaient groupées autour d'un crieur du journal intitulé *le Révelateur*, lequel disait qu'il y aurait un choc occasionné par les royalistes et les prêtres ; il disait que les républicains devaient se tenir sur leurs gardes. Un citoyen dit que le père d'un général des troupes de l'intérieur, logé rue Taranne, lui avait dit qu'il n'y avait rien de plus, qu'il y aurait une insurrection dans Paris, mais que la bonne cause triompherait pourvu qu'on soutienne le Directoire. Une patrouille à cheval a dissipé le groupe. — Deux cavaliers de la garde du Directoire, passant rue du Mont-Parnasse, disaient : « Voilà donc le moment arrivé où nous allons mettre les Parisiens à la raison ; cette fois-ci nous ne les épargnerons pas. » — Il a été dit dans une société particulière que les grenadiers de la représentation nationale avaient été la nuit dernière sur pied et qu'on leur avait distribué des cartouches.

La Société théophilanthropique, séante rue Dauphine, a ouvert sa séance à onze heures et a fini à midi précis ; les différentes lectures ont été faites et entendues généralement avec recueillement des spectateurs, ainsi que les chants de plusieurs hymnes adressées à l'Être suprême ; l'orateur en finissant a invité les auditeurs à ne point s'arrêter en sortant, pour éviter d'occasionner du trouble ; il a de

même prévenu qu'à l'avenir aucun imprimé ne serait vendu dans l'intérieur du local et a dit ne pas avoir eu connaissance de celui qui avait été distribué la veille. Chacun s'est retiré chez lui dans le plus grand calme.....

Portes Denis et Martin, il y avait des groupes dont l'esprit était qu'une insurrection était absolument nécessaire pour sauver la chose publique et que le Directoire devait être le point de ralliement de tous les républicains. — Dans les conversations publiques et particulières on continue toujours de parler d'un rapprochement entre le Corps législatif et le Directoire, ce qui paraît faire le plus grand plaisir...

Rue Charonne, faubourg Antoine, des hommes, que les habitants de ce quartier ont dit ne pas connaître, disaient, vers les neuf heures et demie, à quelques ouvriers étant à la porte d'un marchand de vin : « Comment pouvez-vous rester tranquilles lorsque le royalisme triomphe partout ? » — Il a été lu, par des officiers et soldats blessés et pensionnés, une adresse aux armées par laquelle ils instruisent leurs camarades de la position où ils se trouvent ; elle est à peu près conçue en ces termes : « Vainqueurs des tyrans, etc., lorsque vous reviendrez dans vos foyers, vous serez réduits à l'aumône ; votre ancienneté de service, vos blessures ne vous serviront de rien ; vous serez sans pain, sans pension, car ce n'est pas en avoir que de ne les pas toucher. » Enfin cette adresse est signée, ont-ils dit, de quinze mille militaires ; elle a été rédigée et présentée, dit-on, aux Invalides ; elle doit être envoyée, si elle ne l'est pas.

La conspiration des commissaires de Louis XVIII est le titre d'une nouvelle affiche. — Au café Voillemin, un particulier connu pour royaliste a dit que le Directoire n'avait fait la paix avec le Corps législatif que pour conserver son existence, et que l'on verrait sous peu de grandes trahisons de sa part et que le Conseil agissait avec trop de modération, qu'il pouvait porter le grand coup attendu depuis si longtemps.

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

LI

21 THERMIDOR AN V (8 AOUT 1797).

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 21 AU 22 THERMIDOR.

...Il est toujours question d'un mouvement que les royalistes doi-

vent, dit-on, opérer demain 10 août : bien des personnes n'ont pas l'air d'y ajouter foi...

Dans le jardin des Tuileries, il y avait plusieurs groupes dans lesquels la conversation roulait sur la désunion qui paraît exister entre le Corps législatif et le Directoire; cependant des citoyens assuraient, comme chose certaine, que l'union était rétablie entre eux ; d'autres, au contraire, n'y voulaient pas croire, assurant que le Directoire n'attendait que l'arrivée de toutes les troupes pour porter le coup décisif aux Cinq-Cents, ne voulant point attendre que ceux-ci les mettent en état d'accusation. — Le bruit court qu'une loi va être rendue pour refondre les pièces d'or et d'argent à la face de Capet. Un ouvrier de la Monnaie a dit que les travaux étaient suspendus jusqu'à nouvel ordre. — L'attente où l'on était d'un message du Directoire aux Cinq-Cents avait réuni beaucoup de monde autour de la salle de ses séances; ils formaient des groupes dans lesquels les uns prenaient parti pour le Directoire, les autres pour le Corps législatif.

Au café de Foy, plusieurs citoyens déclamaient avec force contre le Bureau central, à qui ils reprochaient de tolérer les maisons de jeu ; ils disaient que ces maisons n'étaient que des repaires de brigands. — Foire Germain, au Lycée dramatique, une rixe s'est élevée entre des jeunes gens qui se sont permis de qualifier de Jacobins certaines personnes qui ne leur plaisaient pas en criant : « A bas les Jacobins, les buveurs de sang ! » On les a arrêtés et conduits au corps de garde de la place Sulpice. — Des citoyens ont fait remarquer un crieur de journaux qui ne marche jamais qu'armé d'un poignard ; il se permet des propos peu décents contre le général Buonaparte.

Chez le limonadier du Jardin des Plantes, plusieurs particuliers étant à boire ont dit : « Nous ne concevons rien à cela, depuis que nous sommes arrivés à Paris nous ne sommes pas plus avancés que nous étions ; les patriotes ne se montrent pas et le Directoire se moque de nous ; il ne se tourne de notre côté que lorsqu'il se croit sans ressources ; il doit cependant savoir que nous sommes prêts à défendre la cause de la liberté, et, si cela continue, sous peu nous quitterons Paris. » — Dans une société d'amis de la Constitution de l'an III on disait : « On parle bien de prétendus rassemblements de Jacobins, tandis qu'on ne dit rien des royalistes qui abondent dans les maisons de jeu et promenades publiques, telles que Tivoli, l'Élysée et Bagatelle, etc. »

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

LII

22 THERMIDOR AN V (9 AOUT 1797).

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 22 AU 23 THERMIDOR [1].

On a remarqué au coin de la rue Cerutti, dans un café boulevard de Coblentz, des individus qui portent pour signal de reconnaissance un bracelet au poignet gauche attaché par deux rubans de fil ; ce bracelet est composé d'un morceau de taffetas rose de la largeur d'un pouce, sur lequel se trouvent brodées les lettres H. E. B. R. e. l., et au bas une petite couronne. — Quelques volontaires passant rue du Four Germain vers les huit heures et demie du soir disaient à haute voix : « Vive les Cinq ! à bas les Cinq-Cents ! au f..... les habits carrés et les putains de Paris que nous allons faire sauter. » — On a parlé au café Manoury d'un Directeur qu'on n'a pas nommé, qui s'est rangé, disait-on, du bord des citoyens Carnot et Barthélemy ; des citoyens prenant la parole ont dit : « Nous ne croyons pas cela ; tout ce que nous savons sciemment c'est que les deux Conseils n'ont pas trois mois d'existence. » — *Gare au loup!* est le titre d'une nouvelle affiche dont le but est de faire sentir au peuple le danger de penser à un roi. — Vers les sept heures du soir, une fille publique connue pour avoir distribué aux militaires du camp de Grenelle la feuille intitulée *Le Tribun du peuple*, par Babeuf, chantait, étant montée sur une borne au coin de la place de Thionville, plusieurs chansons, une entr'autres intitulée *Les Dindons de la République* ; c'est une critique sur la motion de Camille Jordan, relative au rétablissement des cloches, sur les prêtres et les partisans clichiens. — Tout le monde lit une affiche intitulée : *Le rapport sur les finances fait le 12 de ce mois par Dufresne au Conseil des Cinq-Cents* ; ce rapport paraît faire le plus grand plaisir et relever les espérances de ceux qui désespéraient du crédit public. — Plusieurs ouvriers ont dit qu'il était étonnant que le Gouvernement tolérât les maisons de plaisir de l'hôtel Biron, de l'Élysée, etc., qui ne sont remplies que de Chouans et d'émigrés, ainsi que de femmes publiques qui semblent insulter par leur faste la classe indigente et laborieuse du peuple à qui ses facultés ne permettent pas d'y entrer puisqu'il faut avoir, outre son argent, un bril-

1. Daté par erreur du 22 au 24.

lant costume ; ils ont ajouté que sous peu ils espéraient y donner un bal républicain. — Rue de la Parcheminerie, des ouvriers étant à boire ont dit : « Ma foi, nous sommes contents, le patriotisme commence à se montrer et il faut espérer que, malgré les ennemis de la chose publique, la République se consolidera et que nous aurons la paix, ce qui amènera sûrement une diminution dans les denrées de première nécessité, qui augmentent progressivement.... »

Dans le jardin du Palais-Égalité, on a entendu des militaires de toutes armes qui témoignaient leur satisfaction du général Augereau, sous les ordres duquel ils ont servi à l'armée ; ils disaient qu'ils avaient tout lieu d'espérer de sa nomination. — Le bruit courait hier qu'un jeune homme, ayant été accosté aux Champs-Élysées par des militaires, reçut de ces derniers plusieurs coups auxquels il riposta en les provoquant les uns après les autres ; les militaires crurent ne point devoir l'écouter, ils se jetèrent sur lui et l'assommèrent.

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

LIII

23 THERMIDOR AN V (10 AOUT 1797).

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 23 AU 24 THERMIDOR.

L'anniversaire du 10 août a été célébré par la grande majorité des citoyens de cette commune avec un empressement et une joie qui devaient désespérer les partisans de la royauté. Au Champ de Mars, le concours du peuple y était immense ; il a paru prendre le plus grand plaisir aux différentes courses qui s'y sont exécutées et partant le plus grand calme et le plus grand ordre y ont régné. La promenade des Champs-Élysées présentait encore un tableau plus intéressant : l'illumination quoique simple était belle ; il y avait de distance en distance des orchestres où les citoyens ont dansé jusque bien avant dans la nuit ; on y a chanté aussi plusieurs hymnes patriotiques.

A la barrière de Vaugirard, le 21 courant, plusieurs grenadiers du Corps législatif ont eu dispute avec des grenadiers du Directoire ; il y en a eu un de blessé de part et d'autre. La garde du boulevard s'y est portée pour les séparer, mais elle n'a pas été respectée ; quelques-uns même ont été repoussés, ce n'est que l'affluence du peuple qui les a séparés. — Au bas du Pont-Neuf, une femme affectait d'assurer à plu-

sieurs personnes qu'elle avait vu des canons derrière un moulin de Montmartre, que Paris était menacé et que l'attaque n'était retardée que de quelques jours.

Dans un café, on assurait qu'on avait découvert chez un particulier, demeurant aux environs du Carrousel deux pièces de canon et des boulets.

Les ponts, portes, places et quais, jouissaient de la plus grande tranquillité. Chez différents marchands de vins et cafés, les personnes qui s'y trouvaient ne s'occupaient que de leurs affaires personnelles et non de celles du Gouvernement...

Aux Champs-Élysées, sur les trois heures, plusieurs groupes s'étaient formés ; on y parlait d'une rixe qui a eu lieu entre un représentant du peuple et un officier de la garde du Corps législatif ; le premier, disait-on, avait eu son habit déchiré et ils ont été conduits au Comité des inspecteurs [1]. — On a remarqué que la Samaritaine n'a point carillonné comme elle a coutume de faire à toutes les fêtes civiques ; de mauvais plaisants disaient que c'était pour faire niche aux amateurs de cloches.

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

LIV

24 THERMIDOR AN V (11 AOUT 1797).

RAPPORT DE L'ÉTAT-MAJOR DU 24 AU 25 THERMIDOR.

On a remarqué que les prêtres, au mépris des lois, se permettent de porter des signes sacerdotaux ; dans la rue du Four, vers les deux heures, il y en avait quatre qui portaient ce qu'on appelle un petit collet ; ils se faisaient remarquer par le public. — Chez un marchand de vins, place de la Croix-Rouge, des individus disaient qu'il y avait à Paris des agents de Condé qui enrôlaient pour son armée ; ils assuraient que des propositions avaient été faites à plusieurs militaires d'une somme de 300 livres d'engagement ; on allait jusqu'à dire qu'il

1. Il s'agit de Derenty, membre du Conseil des Anciens. Se promenant aux Champs-Élysées avec son collègue Villetard, il fut, malgré ses insignes de représentant, malmené par un officier de la garde du Corps législatif et menacé d'arrestation. Il porta plainte ; on le renvoya au Comité des Inspecteurs de la salle dans la séance du 25 thermidor.

y avait eu beaucoup d'argent distribué aux jardins d'Idalie. Vers midi, sur le Pont-Neuf, la nommée Julie, dont nous avons rendu compte dans nos précédents rapports, chantait des couplets dont le sens provoque à l'anarchie ; plusieurs tricoteuses, après l'avoir entendue, haranguaient les auditeurs et se permettaient les propos les plus indécents contre le Gouvernement. — On a remarqué, au Palais-Égalité, une caricature ressemblant à Capet, qui montre la royauté, et des inscriptions qui annoncent que ce sont des brigands qui l'ont assassiné.....

Place de l'École, vers les neuf heures, un groupe s'y est formé, les royalistes qui, comme de coutume, ont cru pouvoir débiter contre le Gouvernement républicain leurs mauvais propos, en disant que si nous avions un Roi il n'exercerait point les vengeances que l'on pourrait soupçonner. Un militaire répondit : « N'avez-vous pas l'exemple des atrocités qui se commettent depuis quelque temps, notamment dans Lyon, où j'ai été insulté à mon passage ? » Les premiers lui ont répondu : « Il est à présumer qu'ils vous ont reconnu pour avoir fait le siège. » Il a répondu que non, et que quand il l'aurait fait, il n'aurait qu'obéi à ses chefs et servi la République. Plusieurs personnes ont pris ses intérêts et les premiers ont disparu. — On a remarqué, dans la journée, beaucoup de prêtres se réunir, au ci-devant hôtel de La Rochefoucauld, rue des Pères ; on assure que c'est une réunion de prêtres et évêques constitutionnels dont le but est un changement sur les dogmes de la religion romaine et de nommer un patriarche. — Cour des Fontaines, au Palais-Égalité, un particulier parlait à voix basse et disait à deux autres qu'il pariait que sous quinze jours ou un mois au plus, le Gouvernement allait être changé et qu'il tenait cela de très quelqu'un (*sic*) qui approchait de très près le Directoire, que les trois Directeurs Barras, Reubell et La Révellière-Lépeaux voulaient sauver la chose publique, tandis que les Directeurs Carnot et Barthélemy voulaient la perdre ; il ajoutait : « Si cela arrive ne soyez point en peine, vous serez avantageusement placés. » — Les politiques royalistes des cafés disent que le prétendant sera roi de Pologne et que le général Buonaparte aura la souveraineté de l'Italie, de l'aveu de toutes les puissances, et que la France sera gouvernée par le fils de d'Orléans. — Un citoyen a dit sortir d'avec un député qui lui a dit : « Mon ami, l'État est dans une terrible crise ; mais quelque chose qu'il arrive, ralliez-vous à la Constitution, elle seule peut sauver la France. — Ce matin on crie dans cette commune : *Les crimes de Barras et la vie politique de Carnot.*

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

LV

25 THERMIDOR AN V (12 AOUT 1797).

Rapport de l'état-major du 25 au 26 thermidor.

Ceux qui n'aiment point les assemblées des catholiques se disposent, dit-on, à se transporter le jour de la ci-devant Notre-Dame d'août dans plusieurs églises, et là, d'y faire jouer sur les orgues le chant qui a conduit nos guerriers à la victoire, comme *la Marseillaise* et le fameux *Ça ira*; c'est du moins ce qu'on a entendu dire à plusieurs personnes. — On assure avoir vu Danican (celui qui en vendémiaire cherchait à commander les sections révoltées) se promener aux Champs-Élysées et entrer à l'hôtel Bourbon. — On parle beaucoup dans les cafés du retour de Necker et de La Fayette; bien des personnes ont l'air d'en douter. — La Constitution de 93 serait dans plusieurs sociétés, elle est en petit format et couverte de papier bleu; on en donne à ceux qui l'avisent.

Le message du Directoire aux Cinq-Cents [1] est lu dans tous les cafés avec le plus vif intérêt. On a entendu plusieurs personnes dire: « Nous sommes d'accord avec le Directoire, puisqu'il prétend protéger les propriétés et les personnes et assurer le maintien de la Constitution; nous ne craignons que le régime de la Terreur, que nous croyons contraire au maintien de toutes les lois, et il est certain, ajoutaient ces citoyens, que nous aimerions mieux périr tous que de souffrir le retour du régime révolutionnaire. »

Au café Manoury, un particulier disait à d'autres qu'il avait été treize mois en prison parce qu'un de ses ennemis l'avait accusé de royalisme, quoiqu'il eût fait les plus grands sacrifices pour la Révolution, mais aussi que depuis ce temps il était bien refroidi. A quoi on lui a répliqué « que le Gouvernement actuel était juste, qu'il n'écoutait plus les faux dénonciateurs et qu'on ne jugeait les hommes que sur des faits, que cela ne devait pas l'empêcher d'être républicain ». — Vers les dix heures du matin, rue de la Corne, faubourg Germain, environ une quarantaine de fripiers, attendant l'ouverture d'une vente qui se faisait dans cette rue, aperçurent, dans sa boutique de marchand de talons, le citoyen Villette, ex-membre du Co-

1. Sans doute le message du 23 thermidor sur la violation par les troupes de la limite constitutionnelle (Cf. *Paris sous le Directoire*, t. IV, p. 287).

mité révolutionnaire de la section de Mucius Scævola, auquel ils dirent toutes les injures possibles, l'accusant de vols, de dilapidations et d'abus de pouvoir, etc. Enfin ce citoyen fut obligé de requérir la garde qui vint avec le commissaire pour en imposer à ces perturbateurs du repos public. — On remarque depuis quelques jours dans les billards, sur le quai de la Ferraille et place de Grève, beaucoup d'ouvriers et gens sans aveu, ainsi que des individus qui se disent réformés des armées ; ces derniers se plaignent hautement d'avoir sacrifié leur sang et leur repos pour la République, depuis six ans, et qu'aujourd'hui par les réformes qui s'opèrent, ils se trouvent sans ressources et sans moyens d'existence, ce qui les fait murmurer. — Plusieurs ouvriers se sont accostés d'un militaire, place du Pont-Saint-Michel, et lui ont dit : « Camarades, soutenez-nous et nous serons des vôtres ; allons boire [une] chopine à la santé de la République. » — Au café de Foy, un citoyen a fait lecture d'une lettre venant de Marseille, par laquelle on lui annonce que cette commune jouit de la plus grande tranquillité depuis la conduite juste et ferme du général Sahuguet, qui y a rétabli le calme par l'arrestation des égorgeurs. — Les conversations publiques et particulières roulèrent sur la paix avec le Portugal[1] et l'espoir très prochain de celle qu'on attend avec l'Empereur, que l'on dit n'être retardée que par l'échange de plusieurs villes d'Italie pour l'indemniser de la Belgique. — Dans la cour du Louvre, des citoyens, lisant le message du Directoire, ont pris parti diversement, ce qui a occasionné des disputes dont la garde a empêché les suites.

NOIZARD.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

A partir de cette date, il n'y a plus de Rapports de l'État-Major dans AF IV 1478.

LVI

30 THERMIDOR AN V (17 AOUT 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 1er FRUCTIDOR.

Esprit public. — On a eu les plus fortes raisons de croire que l'esprit public devait encore s'améliorer ; déjà même ce mot qu'il

1. Le traité avait été conclu le 10 août.

n'existe pas aujourd'hui de véritable esprit public est considéré comme une calomnie; la méfiance de tout ce qui semble tenir au parti royaliste est beaucoup augmentée et une infinité de personnes, pour ainsi dire d'une opinion nulle jusqu'à ce moment, ont paru persuadées que toutes les divisions, toutes les querelles du jour n'avaient d'autre objet que de perdre le Directoire. Les royalistes, en ne mettant plus de ménagements dans leurs propos, n'ont pas peu contribué à rallier une grande partie des incertains au Gouvernement qui, preuves acquises, compte beaucoup plus de véritables amis qu'on ne pense. On voit et on dit hautement, qu'il se suit parmi les exagérés un système particulier de désorganisation, dirigé, pratiqué peu à peu contre le Directoire, que l'on attaque tantôt collectivement, tantôt par des diatribes amères contre chacun de ses membres; et c'est ce comble de la hardiesse qui a fait sortir ces derniers jours une foule de gens abusés hors des rangs de ceux qui imputent au Directoire tout ce que la situation de la République peut avoir d'affligeant. Cependant des citoyens d'une autre opinion ne cessent de peindre comme très alarmantes les circonstances où nous sommes, c'est plutôt le Directoire que le Corps législatif qu'ils accusent de la pénurie des ressources nationales ; mais ils tremblent le plus souvent de s'exprimer à découvert, et l'on peut appliquer aussi bien à l'une qu'à l'autre des autorités supérieures ce qu'ils disent de l'égoïsme, de l'abondance du luxe, de l'insouciance de ceux qui gouvernent, qui se font bien payer, qui s'embarrassent peu de la misère des autres, et nombre de propos vagues, continuellement dans la bouche de ceux qui éprouvent de grands besoins.

Le nombre des personnes timides est, ou du moins paraît, plus grand que jamais ; c'est dans cette classe que fermentent tous les germes de la peur, on y est très persuadé qu'il se prépare un grand mouvement ; qui que ce soit n'en désigne positivement la cause, n'en prévoit les résultats ; ce que l'on affirme, c'est que cela doit être pour le 25 août (v. st.) ; on y parle de sabres effilés tantôt au faubourg Antoine, tantôt aux Invalides, on y appréhende le pillage et l'on se dit fondé à concevoir toutes ces craintes par l'apparition de beaucoup de figures patibulaires, qui sont à Paris depuis quelque temps, et par la quantité encore croissante des pamphlets qui tapissent les murs de Paris ; le public en remarquait un entre autres si atroce contre le citoyen Barras, qu'il était désapprouvé par ceux même qui disaient n'être pas beaucoup portés en faveur de ce Directeur. Au milieu des inquiétudes qui remplissent aujourd'hui tous les esprits, on aperçoit des hommes qui s'étudient à les augmenter ; ils disent que

Paris va être bien secoué, qu'il est cerné à 10 lieues à la ronde, qu'il faudra que les Cinq-Cents sautent, que le gouvernement militaire soit établi, que toutes les troupes sont bien d'accord là-dessus. Les ennemis du Directoire prennent au mot ces prédictions et sont plus que jamais contre lui. Il y a eu encore quelques rixes au sujet des collets noirs, mais qui paraissent plutôt suscitées à dessein qu'occasionnées par le soupçon ou l'esprit de parti ; elles n'ont eu aucune suite. Le calme extérieur subsiste au surplus et ne paraît pas menacé.

Spectacles. — Ils ont joui de la tranquillité convenable. Les jeunes gens s'y montrent fort courroucés contre l'antipathie qu'on manifeste pour la couleur de leurs collets ; cependant ce courroux est moindre que les jours précédents. Ces vers de *Nanine* ont été fort applaudis au théâtre Feydeau :

> J'aime les bons soldats,
> On a grand besoin d'eux.

L'esprit public a généralement paru bien disposé hier dans les spectacles.....

Surveillance. — ... Deux militaires ont été arrêtés hier pour avoir arraché un collet noir à un garçon limonadier.....

Bourse. — Les différents cours ont éprouvé quelque hausse, on l'attribue au bruit qui se répand de la paix définitivement conclue avec l'Empereur.

Les inscriptions ont été faites à 15 livres, 15 livres 10 sols, 14 livres 15 sols et 15 livres.

Les bons du 1/4 à 52 % de perte.

Ceux des 3/4 à 11 livres 2 sols 6 deniers, 11 livres 10 sols et 11 livres 5 sols.

BRÉON.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

LVII

1er FRUCTIDOR AN V (18 AOUT 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 2 FRUCTIDOR.

Esprit public. — Les craintes de la guerre civile ou de toute funeste catastrophe sont un peu dissipées, mais les esprits sont tellement disposés à s'alarmer, que le plus petit événement fournit ma-

tière aux plus graves conjectures ; quelques corps de troupes venant de la caserne de Courbevoie ont passé par les Champs-Élysées, et bientôt on a supposé que le Gouvernement avait un secret dessein de les employer dans l'intérieur de Paris ; on présume aussi qu'avec de pareilles intentions une assez forte artillerie a été rassemblée à l'École militaire, et les ennemis du Directoire étendent au loin leurs soupçons à ce sujet. Mais si l'agitation est moindre dans l'esprit des bons citoyens, elle se tient toujours au même degré parmi les royalistes fidèles à se rendre aux divers lieux de leurs habitudes et à donner le ton à tous ceux de leur parti ; on y déclame contre le Gouvernement qui prend à tâche, dit-on, de destituer tous les élus du peuple, on affirme qu'il ne veut pas que la garde nationale soit organisée, on y croit surtout à l'existence d'une faction qui projette de rétablir sur le trône les Bourbons de la fille Égalité (*sic*), on y suppose que cette faction doit exterminer tous les membres du Directoire, à l'exception du citoyen Barras, et ce dernier est à son tour l'objet des propos les plus injurieux, et quelquefois, enfin, on va jusqu'à ne plus faire de la masse entière des finances (*sic*) que deux partis ; l'un de royalistes sur lequel on se tait, l'autre de Jacobins, dans lequel on fait entrer tous les Conventionnels. Les souvenirs des personnes de cette opinion reviennent à chaque moment et avec haine contre les journées du 10 août et du 13 vendémiaire.

Les entretiens qui roulaient sur les négociations ont paru satisfaisants, on est très impatient d'en apprendre la conclusion, mais on manifeste une extrême défiance de tout ce que les journalistes avancent sur les articles du traité, notamment de la restitution de Mantoue à l'Empereur ; il est impossible, disent les habitués des cafés, que l'on trahisse ainsi les alliés de la République d'Italie qui n'auraient que cette forteresse contre les prétentions ou les ressentiments de l'Empire.

Il y a eu encore quelques provocations ou querelles engagées à l'occasion des collets noirs, mais sans qu'elles aient eu aucune suite scandaleuse, elles paraissent même ne plus devoir se renouveler.

Les placards à parti se multiplient sur les murs de Paris ; tout ce qu'il y a d'honnêtes citoyens invoque à grands cris la répression d'une telle licence, qui ne tend qu'à tout désorganiser ; on augure d'avance que le Corps législatif s'empressera de porter une loi contre les pamphlétaires, imprimeurs, distributeurs, afficheurs, et surtout contre les auteurs de tous les écrits, qui tendraient à avilir soit le Directoire, soit la représentation nationale ou toute autre autorité ; ce vœu est unanime ; la plupart des disputes qui s'élèvent dans le pu-

blic sont causées ou par des opinions contraires, dont on accompagne la lecture de ces affiches, ou par l'opposition que l'on apporte quelquefois infructueusement à ce qu'elles soient arrachées. Ces menaces actuelles de l'opinion n'ont point paru susceptibles de troubler la tranquillité publique ; elle existe et semble à l'abri des tentatives de la malveillance.....

Surveillance. — ... On se plaint que les jeux de dés au passe dix continuent toujours d'avoir lieu, tant sur la place de Grève que sur le bord de l'eau et parapet.....

Cousin.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

LVIII

3 FRUCTIDOR AN V (20 AOUT 1797) [1].

Rapport du bureau central du 4 fructidor.

Esprit public. — Toujours un acharnement extrême parmi les ennemis du Gouvernement, surtout les royalistes, à pronostiquer les plus grands malheurs et troubler ainsi la tranquillité générale, qui serait parfaite sans ces alarmes ; malgré les plaintes que la misère arrache à tous les états, une entière soumission aux lois, un attachement raisonné à la forme actuelle du Gouvernement, du mépris pour toutes les calomnies, que les folliculaires répandent à l'envi sur les membres de l'une ou de l'autre des deux premières autorités, le parti-pris d'abandonner à eux-mêmes les factieux qui tenteraient un soulèvement, tel est le caractère actuel du peuple ; il est paisible dans ses plaisirs, comme dans ses travaux, mais il est extrêmement inquiet à cause des bruits que la malveillance ne cesse d'entretenir ; ce que les ennemis du Directoire s'efforcent de persuader, c'est que cette autorité a résolu de perdre la représentation nationale, que plusieurs membres des deux Conseils sont déjà désignés pour victimes, que le Directoire est sûr de son coup, qu'il doit y avoir un mouvement considérable le 25 de ce mois, que cette époque est celle où il s'empresse de destituer les administrateurs qui ne sont point dans son système, mais que le Conseil des Cinq-Cents est prévenu du tour, qu'il a fait prêter serment aux militaires qui forment sa garde, que d'ailleurs la garde nationale saura bien s'opposer au despotisme que

1. Il n'y a pas de rapport daté du 3 fructidor dans AF IV 1478.

l'on veut faire peser sur le Corps législatif. On doit dire que ces suggestions commencent à s'user, qu'elles ont beaucoup perdu de leur pouvoir, et que nombre de personnes s'aperçoivent du ridicule de ces prédictions. Il est encore très sensible qu'elles ont produit un effet tout contraire à celui que la méchanceté en attendait, car on voit beaucoup de citoyens jusqu'alors portés à se méfier du Gouvernement ne point lui reconnaître l'attitude hostile et despotique sous laquelle on le lui a dépeint tant de fois et embrasser sa défense contre ses détracteurs; le nombre de ces derniers, au surplus, diminue tellement qu'il ne serait pas difficile de les compter.

Il paraît que jusqu'à ce moment on a désespéré de soulever les hommes de peine et les ouvriers de manufacture. L'esprit des habitants des faubourgs est très bon, on y a en horreur tout ce qui tend à commettre les citoyens les uns avec les autres. L'ouvrier, a la manière dont il use de ses travaux ou de ses loisirs, semble mieux qu'un autre jouir de la liberté; d'un autre côté on distingue un peu moins de haine et d'esprit de parti dans les conjectures qui font aujourd'hui tout l'aliment, toute la matière des entretiens publics dans les cafés et dans les groupes, chaque localité garde fidèlement l'opinion qu'on lui connaît, mais il n'a paru s'y ménager aucun dessein. On est instruit que la façon de penser n'a point changé dans les hauts cercles, où la plupart de ceux qui avaient un rang à l'ancienne Cour regrettent amèrement la monarchie et ne cachent point qu'ils ne supportent qu'avec peine la forme actuelle du Gouvernement.

Le résultat de toutes les opinions, dont l'aperçu précède, est que le calme a fait encore des progrès sensibles dans les esprits.

Culte. — La décence et la tranquillité ont également régné dans les églises, les prêches et les temples des théophilanthropes. On dit que les desservants d'oratoires du culte catholique informent et font informer des particuliers qu'ils ne feraient point participer à la communion les enfants de ceux qui fréquenteraient les temples des théophilanthropes.....

Bourse. — Pendant la Bourse de ce jour des nouvelles capables de rétablir la confiance, par l'espérance qu'elles donnent du retour prochain de la tranquillité, ont ramené la confiance et il s'y est fait plus d'affaires avec une bonification sensible dans les cours.

Ceux des inscriptions ont été de 15 livres, 15 sols 10 deniers.

Ces effets auraient excédé 16 livres, si toutes les demandes avaient été satisfaites. Mais, comme on croyait à la hausse, on trouvait plus difficilement.

Les bons du 1/4 se sont faits à 53 et 54 pour 0/0 de perte.

Le premier cours des 3/4 a été 11 livres 17 sols 6 deniers, l'intermédiaire le plus haut 12 livres 10 sols et le dernier 17 livres 6 sols.

BRÉON.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

LIX

4 FRUCTIDOR AN V (21 AOUT 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 5 FRUCTIDOR.

Esprit public. — Les hommes instruits qui se font une habitude d'observer et d'apprécier les circonstances sont d'accord pour trouver qu'un système perfide est fidèlement suivi par les ennemis de la chose publique ; ce système consiste à présenter sans cesse le Directoire comme disposé à une attaque du Corps législatif pour le dissoudre et réunir ainsi tous les pouvoirs. Les personnes de cette opinion sonnent partout l'alarme sur le grand nombre de troupes qu'elles disent stationnées dans l'intérieur, non loin de Paris, elles disent que des soldats rentrent par pelotons et déguisés, que l'on prépare une artillerie formidable sous prétexte de la garantir d'un coup de main que tenteraient les anarchistes, elles supposent le pillage imparable (*sic*), si la garde nationale ne s'organise promptement, afin de porter les habitants de Paris à la former ; nombre d'individus, dont les sentiments d'affection pour la Constitution de l'an III sont tellement prononcés et tellement nouveaux qu'ils en paraissent suspects, brûlent en quelque sorte de voir créer une force armée, et de la voir agir même au gré de leur opinion qu'ils disent l'opinion générale ; c'est à peu près l'esprit qui anime les habitués de la plupart des cafés du centre de Paris. Il n'en est pas de même de ceux des divisions de l'Ouest et du Midi de cette ville ; les nuances de modération et de justice y sont plus en évidence, on n'a point entendu défendre une autorité en inculpant une autre, le besoin de l'accord de toutes deux y était plus vif, plus sincère ; et sans faire une censure amère des opérations du Corps législatif, on lui reproche de ne prendre aucune mesure efficace pour assurer le service, dont, faute de recouvrements et de rentrées, toutes les parties sont en souffrance. Cette opinion est celle de tous les cabinets littéraires et de l'intérieur d'un très grand nombre de familles, où les cris de misère sont assez forts pour peser ensuite dans le public.

L'esprit des hauts cercles n'est point changé, le préjugé en faveur d'une monarchie y règne dans toute sa force ; les préventions y sont assez vives contre le Directoire en particulier. Quelqu'imminent que les placards et les orateurs de cafés présentent le danger de nos conjonctures, et quelqu'urgent qu'ils disent le rétablissement de la garde nationale, tous les états en général, mais davantage la jeunesse, manifestent de l'indifférence à y concourir ; un grand nombre de jeunes gens craignent de devenir des instruments aveugles entre les mains des factieux, qui les insurgeraient ensuite contre une autorité nationale, comme en vendémiaire.

On n'a recueilli que très peu d'opinions sur le résultat de la séance, quelques personnes ont paru goûter le rapport du représentant Thibaudeau [1], quelques ennemis jurés du Directoire y trouvent de la pusillanimité.

Un petit nombre d'hommes qui sous différents masques suscitent le désordre, une masse imposante, calme et attentive à ce qu'une autorité n'usurpe point les attributions de l'autre, tel est en ce moment l'aspect du public ; il manifeste en général plus d'espérance de voir la paix définitivement conclue avec l'Empereur.

Bourse. — La Bourse a été très fréquentée, les affaires très multipliées et l'ordre maintenu.

Le premier cours des rentes a été de 15 livres 10 sols, le dernier et le plus haut 17 livres 5 sols, après la cloche 17 livres 10 sols.

Les bons du 1/4 se sont faits à 53 0/0 de perte.

Les 3/4 de 12 livres 12 sols 6 deniers à 13 livres 17 sols 6 deniers, après la cloche 14 livres demandés.

LIMODIN.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

LX

5 FRUCTIDOR AN V (22 AOUT 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 6 FRUCTIDOR.

Esprit public. — Quelque vif que soit l'esprit de parti, le calme a fait encore de grands progrès, on attache même beaucoup moins

1. Thibaudeau fit le 4 fructidor au Conseil des Cinq-Cents son rapport sur la marche des troupes ; il était très modéré et fut considéré comme un aveu d'impuissance de la part des Conseils.

d'importance aux opinions que les factieux ou les hypocrites s'efforcent d'accréditer. L'indignation est générale contre les pamphlets qui se succèdent et ne peut se comparer qu'au mépris dont on les couvre; on témoigne également moins d'attention aux placards; la masse du peuple semble mieux éclairée sur les véritables intérêts et tenir davantage que par le passé aux choses de préférence aux personnes. Il règne, dans les lieux de réunion fréquentés par les amis de la Constitution, une méfiance remarquable d'une partie de ceux qui les fréquentent d'habitude; on craint et on se dit fondé à craindre que depuis quelque temps il ne s'y soit glissé beaucoup d'anarchistes dont les intentions sont aussi criminelles envers le Gouvernement, que les discours semblent lui être favorables, la nouvelle circonspection qui vient de s'établir dans ces derniers endroits est très remarquable. C'est avec moins d'inquiétude aussi et moins de crédulité que l'on accueille les bruits d'une prochaine explosion. Le public manifeste une grande confiance dans les autorités pour empêcher que ces prédictions alarmantes ne reçoivent l'effet. Au surplus on y croit peu, la preuve est acquise que ces bruits d'événements sinistres sont uniquement répandus par les anarchistes, aussi la haine qu'on leur porte est-elle extrême; cependant ils semblent la braver et annoncent hardiment une grande commotion pour le jour de la Saint-Louis; tous les citoyens paisibles sont dans la crainte que le Gouvernement, trompé par l'attachement que ces hommes lui témoignent en apparence, ne donne dans le piège qu'ils lui tendent. — Toute idée d'une lutte entre les pouvoirs constitutionnels s'affaiblit, on commence à entrevoir la possibilité ou plutôt les vrais symptômes d'un parfait rapprochement; il s'est fait à cet égard un grand changement dans les esprits, les passions sont moins exaltées, les systèmes se trouvent moins en opposition, le fond de l'esprit public du moment est très rassurant. — Il y a plus d'opinions dans le public pour prouver la nécessité du rétablissement de quelques impôts indirects, qu'il n'y en a de contraires; du reste ce n'est encore que parmi les hauts politiques que cette matière est traitée. — Les querelles de costumes ou de mode ont entièrement disparu; l'espoir et même la certitude de la conclusion définitive de la paix avec l'Empereur contribuent beaucoup à l'état de tranquillité que présente aujourd'hui la ville sous le rapport des opinions politiques.

LIMODIN.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

LXI

6 FRUCTIDOR AN V (23 AOUT 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 7 FRUCTIDOR.

Esprit public. — Un rassemblement considérable dans lequel on remarquait surtout beaucoup de jeunes gens a eu lieu hier soir au Jardin-Égalité ; ce n'était d'abord que des groupes peu nombreux tels qu'il s'en forme le plus habituellement, mais d'un côté deux militaires que l'on a voulu en éloigner, de l'autre la résistance que l'on a opposée aux patrouilles occupées à dissiper ces groupes, ont augmenté la foule ; les militaires menacés se sont mis avec ceux armés en état de se défendre et ont été très exposés, on voulait même les arracher du corps de garde de l'une des cours où ils s'étaient réfugiés ; on a recueilli avec soin, de la bouche de l'un des jeunes gens arrêtés comme principaux auteurs du trouble, ces expressions, au moment où des piquets de cavalerie venaient de dégager le corps de garde : *ces j...f...là m'ont abandonné, je ne m'en mêlerai plus.* L'opinion, si l'on en croit quelques entretiens, avait beaucoup de part à ce moment de tumulte, qui n'a eu au surplus aucune suite dangereuse. On avait remarqué, dans bien des endroits du Jardin-Égalité où le royalisme entretient l'un de ses principaux foyers, que les opinions de l'après-midi avaient été beaucoup plus libres que de coutume ; on y a montré aussi de fortes haines à plusieurs membres du Directoire, toujours désignés sous la dénomination de triumvirs, que l'on regardait comme une action héroïque et digne des plus grandes récompenses celle d'assassiner un de ces trois Directeurs ; le reste des vœux que l'on forme en ce lieu répond à celui-là et les dépasse quelquefois en ridicule et en férocité ; là encore on est très satisfait de la destitution de Malo [1] par le ressentiment de la surveillance qu'il a déployée dans la conspiration de la Villeheurnois. Partout ailleurs l'exaspération du royalisme a paru montée de quelques degrés et les propos des hommes de ce parti ont été plus hardis qu'à l'ordinaire.

En plus d'un endroit des citoyens, pris dans la classe et le caractère de ceux qui paraissent être étrangers à l'esprit de parti, ont jeté

1. Il s'agit du général Malo qui avait déjoué la conspiration du camp de Grenelle et dénoncé celle de la Villeheurnois ; les triumvirs l'avaient fait mettre à la réforme à cause de son dévouement à Carnot.

leurs regards sur la politique des ennemis de la Constitution ; ils soupçonnent qu'un parti dominant dans le Corps législatif a résolu de se tenir sur la défensive, au lieu d'avoir l'air d'attaquer, qu'il temporisera pendant neuf mois pour gagner les prochaines élections, qu'il aura l'attache secrète à un prétendant pour le choix du Directeur, que jusque-là il allait attendre l'organisation parfaite de la garde nationale, après laquelle il ferait décréter l'éloignement de tout ce que le rayon constitutionnel renferme de troupes de ligne, que le rapport sur cette dernière mesure est prêt, qu'en attendant le Corps législatif aura soin d'une part de ménager les armées jusqu'à leur licenciement, de l'autre de n'alimenter le Trésor national juste qu'autant qu'il sera nécessaire pour que la pénurie n'occasionne pas de secousses intempestives. Quelques-unes de ces idées ont été confiées comme fondées et sous le manteau de la discrétion. Une remarque générale est que la masse du public, notamment de celui qui suit avec étude la chaîne des circonstances et les opérations des hautes autorités, se plaint de ne point voir assez de confiance, de bonne foi et de véritable zèle dans le Corps législatif, considéré sous le rapport de ce qu'il fait et de ce qu'il pourrait faire pour l'amélioration des finances. Cette opinion tranche aujourd'hui sur toutes les autres et les cris de misère en sont d'autant plus sensibles dans toutes les classes de la société.

On continue toujours à espérer beaucoup des négociations ; l'esprit public est bon dans le sein de la majorité, les partis eux-mêmes laissent à présent en repos tout le corps ministériel ; c'est à cette bonne disposition de la majorité qu'il faut attribuer le peu d'ardeur d'un grand nombre de citoyens à concourir à la formation de la garde nationale Tous les amis paisibles du Gouvernement voient que les séditieux forment d'avance des projets et fondent des espérances sur l'emploi de cette force armée. — Le rassemblement que l'on est tenté de croire accidentel, qui a eu lieu au Jardin-Égalité, n'a eu aucune influence sur le calme dont on a joui du reste dans tout l'arrondissement de cette commune, il existe à l'extérieur et gagne de plus en plus les esprits.

Spectacles. — On a beaucoup applaudi au théâtre Feydeau, dans *Les Amants généreux*, tout ce qui retrace les habitudes et quelque étiquette de l'ancienne cour.....

Bourse. — L'affluence augmente de jour en jour à la Bourse et il paraît s'y faire beaucoup plus d'affaires.

Bréon.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

LXII

7 FRUCTIDOR AN V (24 AOUT 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 8 FRUCTIDOR.

Esprit public. — On aperçoit partout des traces du mal que les alarmistes répandent en prodiguant les bruits d'une commotion forte. Celui-ci dit que c'est pour le 15 du mois, celui-là pour le renouvellement de la présidence du Directoire. C'est contre le Directoire que sont ouvertement dirigées les attaques des royalistes ; il résulte de l'esprit des discours que l'on a recueillis, dans ce parti, que le dessein est pris et suivi de ne plus présenter le Directoire que comme conspirant sans cesse contre la sûreté du Corps législatif. On remarque, parmi les jeunes gens, un peu de fermentation ; mais particulièrement un petit nombre d'entre eux affecte une hardiesse et un air de provocation qui sembleraient marquer de mauvaises intentions et il est à observer que les rixes personnelles se sont multipliées depuis quelques jours, et qu'assez souvent elles étaient alimentées par l'esprit de parti ; les groupes continuent à se former malgré l'opposition des patrouilles qui les suivent de près ; tous les propos y manifestaient le désir de voir s'opérer une grande commotion ; le mot le plus répété était que cela ne pouvait rester en cet état, qu'il fallait enfin que la guerre éclatât. Il paraît même que les habitués les plus turbulents du Jardin-Égalité s'attendaient ce soir à ce qu'ils appelaient une représentation de la soirée orageuse, et s'étaient mis en conséquence sur une sorte de défensive ; la tranquillité cependant n'a point été troublée. — La foule des curieux est aussi plus grande autour des chanteurs de place ; il s'y rencontrait hier quelques groupes étrangers qui affectaient de ne parler entre eux que la langue qui leur est propre. — Les Invalides, si l'on a dû ajouter foi à des plaintes entendues à différents endroits, indisposent fortement contre eux les citoyens par les propos et les motions incendiaires qu'ils se permettent dans leurs rassemblements, et qui ont été de nature à donner des inquiétudes aux ouvriers de l'un des faubourgs les plus peuplés. La combustion cependant n'est sensible que dans un certain nombre d'individus constants à se réunir au Jardin-Égalité ou à ceux distribués dans les cafés adjacents ; les dispositions qu'ils annoncent à quelque changement sont telles qu'elles inspirent la plus grande méfiance à tout ce

que ces quartiers renferment de paisible, et on pourrait affirmer que la masse du public, amie de l'ordre et dégagée de toute prévention contre les autorités premières, est étrangère et même foncièrement opposée d'esprit aux petites secousses que les factions semblent vouloir essayer entre elles. Le moyen qu'elles ont employé ces jours derniers de faire croire à l'existence d'une faction d'Orléans qui trouvait son appui, ses suppôts même, dans le Directoire était, hier, déjà tombé en désuétude ; jusqu'à ce moment, en un mot, les mécontents sont sans force, et l'on semble en quelque sorte s'entendre pour les abandonner à eux-mêmes. Le reste du public est inquiet, il se plaint beaucoup parce qu'il éprouve la gêne, mais il est disposé à la plus grande tranquillité ; toujours une extrême répugnance à concourir à la réorganisation de la garde nationale.

Limodin.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

LXIII

9 FRUCTIDOR AN V (26 AOUT 1797).

Rapport du bureau central du 10 fructidor [1].

Esprit public. — Il ne s'est manifesté aucun changement dans l'opinion, les ennemis du Gouvernement sont constamment les mêmes et sont indifférents à tout ce qui ne porte point atteinte aux institutions républicaines ; ils existent comme s'ils ne connaissaient aucune autorité et témoignent le plus profond mépris pour tout ce qui ne partage point leurs sentiments ; ils ont porté leur attention particulière sur les rapports et discours qui ont eu lieu au Conseil des Cinq-Cents au sujet des destitutions, et ont improuvé avec beaucoup d'humeur l'adoption de la question préalable sur les mesures proposées pour renvoyer à l'examen d'un jury les motifs sous lesquels auraient été faites les destitutions. Dans les cafés, où le royalisme est permanent, on recueille plus vivement que de coutume, à ce qu'il a paru, les idées qui tendent à restreindre les attributions que la loi constitutionnelle a données au Directoire exécutif. On va plus loin, on ne cache pas l'espérance que l'on conçoit de voir le Corps législatif temporiser sur les questions importantes jusqu'aux prochaines élections, afin alors de les résoudre sans opposition de manière à limiter l'influence de la

1. Il n'y a pas de rapport daté du 9 fructidor dans AF IV 1478.

force du Directoire en diverses parties de l'administration. Les habitués de ces cafés ont été remarqués les seuls (?) peut-être qui ne fissent pas de reproches au Conseil des Cinq-Cents de ne point établir, par de nouvelles lois, les ressources nécessaires à la Trésorerie nationale pour le service. Cependant les opinions sont loin de rejeter l'établissement de quelques impôts indirects, assez généralement dans le public on les croit nécessaires, et parmi les citoyens les moins aisés, on a entendu les mêmes réflexions ; toutefois on désirait que ces sortes de ressources ne fussent décrétées que pour le temps indispensable à la réparation des pertes et à l'acquit des dépenses que la guerre a occasionnées.

Le bruit a commencé à se répandre, hier, de la signature du traité de paix conclu avec l'Angleterre, à Lille ; la joie que causait cette nouvelle était déjà sensible, on paraissait être satisfait des conditions reçues par les puissances ; la paix d'ailleurs est attendue avec tant d'impatience que, sans en connaître les véritables dispositions, le public se montrait disposé à la recevoir telle que le Gouvernement la lui donnerait ; il y avait cependant bien moins d'enthousiasme dans les cafés où les hommes plus instruits suivent avec étude le cours des négociations. — L'esprit de parti a paru, hier, s'apaiser beaucoup, les gens à opposition sont en plus petit nombre, le calme est en vigueur, il y a eu moins de groupes, ils étaient peu considérables, ce qui s'y est dit n'a point été de nature à causer des alarmes. Le seul mécontentement que l'on manifeste avec force est celui qu'occasionne la quantité de pamphlets et de placards dont on redoute l'effet sur l'esprit des hommes sanguinaires, surtout des désœuvrés ; à cela près tout est paisible d'une extrémité de cette ville à l'autre, et cet état de calme s'annonce comme devant encore mieux se caractériser par la suite.

Spectacles. — On a extrêmement applaudi à l'Odéon ce que dit la soubrette dans *Crispin médecin* : « Il y a des ignorants parmi ceux qui font les lois comme parmi les médecins..... »

... Le public n'a point paru fâché qu'on ait ôté de la pièce des *Faux Mendiants*, au théâtre de la citoyenne Montansier, une oraison dominicale qui se chantait au lutrin. Ce changement est nouveau.....

Surveillance. — ... Les jeux de hasard, place de Grève, continuent toujours ; aujourd'hui, il y en a [eu] un grand nombre.

... Le nommé Guignou, colporteur, a été arrêté pour avoir offert à plusieurs différentes brochures royalistes.....

LIMODIN.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

LXIV

10 FRUCTIDOR AN V (27 AOUT 1797).

Rapport du bureau central du 11 fructidor [1].

Esprit public. — Le jour d'hier répondait au dimanche de l'ancien calendrier et se trouvait en même temps un décadi ; ce fut un double sujet de loisir et les promenades publiques ont été fréquentées ainsi que les jardins d'entreprise (*sic*) ; le calme était sur toutes les physionomies, il a fait aussi de nouveaux progrès dans les esprits. Quoique toutes les inquiétudes sur l'avenir ne soient point dissipées, les premiers murmures viennent de ceux qui tiennent au commerce et les vœux les plus ardents pour la paix sont entendus dans cette classe de la société. D'après les conditions sous lesquelles on avait le traité de paix conclu avec l'Angleterre, il n'a pas paru que l'on ait regretté que cette nouvelle ne fût pas confirmée; on regarde dans le public comme un point très essentiel que les Anglais ne restent point maîtres du Cap de Bonne-Espérance, parce qu'on trouve qu'au moyen de cette disposition notre commerce aux grandes Indes éprouverait nombre d'obstacles. Cet incident a donc peu influé sur la tranquillité des esprits.

L'inimitié contre la République et même contre toute espèce de système qui ne donnerait point un roi pour tout résultat est constamment la même dans les cafés et réunions littéraires famés par ces principes d'opposition à l'ordre actuel des choses; là, il a paru peu agréable que la présidence du Directoire soit dévolue au citoyen La Révellière-Lépeaux. De là, comme d'autant de foyers sortent nombre de raisonnements dans lesquels on présente le Corps législatif comme formant à lui seul tout le Gouvernement. On y est fidèle à ne voir dans le Directoire qu'un triumvirat, sur lequel on appelle ensuite la vengeance, les passions et la mort; on y répète jusqu'à satiété que le Directoire ne veut que ramener la terreur. On n'y épargnait pas non plus le général Buonaparte pour avoir laissé les divisions de son armée protester de leur attachement au Directoire et s'offrant pour défenseurs, en cas de besoin, de la Constitution, contre ceux qui voudraient la renverser. En un mot, les cafés et lieux de réunion fréquentés par les citoyens d'un attachement équivoque à la République,

1. Ce rapport a déjà été publié dans *Paris sous le Directoire*, t. IV, p. 307-308. On remarquera que plusieurs erreurs de l'exemplaire de la série BB[3] 86 n'existent pas dans l'exemplaire de notre série AF IV 1478.

ou d'une haine prononcée contre elle, sont les seuls où depuis plusieurs jours l'esprit n'est point changé.

Il règne à peu près le même ton de mystère et de mécontentement parmi les anarchistes qui se masquent du nom de patriotes; mais l'opinion s'est considérablement améliorée dans les principaux endroits où elle est d'ordinaire fort mélangée; on fait particulièrement cette remarque dans les principaux cafés du Jardin-Égalité ou des rues qui l'avoisinent. Un assez grand nombre de citoyens a paru fondé à croire aux menées sourdes de quelques contre-révolutionnaires qui voudraient le retour de la royauté à tel prix que ce fût. On a enfin été frappé d'un bruit, de gens sûrs qui allaient chez des particuliers connus par leur opinion, afin de leur demander s'ils voulaient, par signature, s'engager à la défense du Corps législatif; il existe même à cet effet, si l'on en croit les mêmes présomptions, un registre où l'on enrôle les gens de bonne volonté, mesure employée, dit-on, pour contre-balancer l'autorité du Directoire.

L'animosité des hommes de parti a considérablement baissé et ne paraît pas vouloir se borner à ce décroissement; la tranquillité embrasse toute la population de cette ville.

Spectacles. — Ils n'ont été l'objet d'aucune considération défavorable; l'esprit du public s'est au contraire bien montré au théâtre des Arts, au moment où tous les figurants de la danse ont tendu vers les vieillards des couronnes de feuillages et fleurs; cet à-propos fait beaucoup de plaisir ..

... *Bourse.* — Il s'y est fait plus d'affaires qu'à l'ordinaire et les nouvelles de la signature des préliminaires de paix avec l'Angleterre avaient donné lieu à un peu de hausse. Les 3/4 furent portés à 14 livres 7 sols 6 deniers. Aujourd'hui, ces nouvelles ne s'étant pas confirmées, l'état des cours a été le même à peu près que la veille de la décade.

LIMODIN.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

LXV

11 FRUCTIDOR AN V (28 AOUT 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 12 FRUCTIDOR.

Esprit public. — Le calme est toujours le même, malgré les nuages qu'a élevés dans quelques esprits la lecture des discours du citoyen La

Révellière dans la dernière séance du Directoire[1]. Cependant, c'est beaucoup moins du trouble et de l'agitation que de l'inquiétude sur les suites de la division des deux hautes autorités qu'on a pu entrevoir; ces opinions, d'ailleurs, étaient encore très peu répandues et les mécontents, en cette circonstance, ont paru seulement jurer sur la foi de quelques journaux; l'esprit de parti dans tout le reste de la journée a été pour ainsi dire insensible, à l'exception néanmoins de ce qu'il est sans discontinuité dans les ennemis jurés de tout Gouvernement républicain et du Gouvernement français en particulier. La haine est portée à un point excessif parmi le plus grand nombre de ceux qui ont perdu à la Révolution ou des privilèges ou des revenus, mais l'observateur impartial s'est convaincu ces jours derniers que les propos injurieux à la République étaient encore plus violents dans la bouche d'une infinité de citoyens qui jouissent de beaucoup d'aisance, à en juger sur l'extérieur. Rien ne pourrait rendre ce qui se dit entre eux contre le Directoire, et pour s'exprimer, ils s'affranchissent de toute circonspection.

Un des signes principaux du calme a été la rareté des groupes. Il n'y en avait presque point, ceux que l'on avait remarqués étaient peu nombreux, fort mal composés et occasionnés à ce qu'il a paru par l'agiotage seul. Cependant, on a vu s'élever différentes petites querelles où des militaires, notamment des Invalides, ont paru provocateurs; les propos violents que les citoyens se permettent fournissent le plus souvent occasion de déclamer avec aigreur contre le Gouvernement qui, disait-on, soutient le militaire contre le citoyen. Des hommes qui paraissent sincèrement attachés à la République se joignent d'habitude dans des lieux convenus; on penche à croire qu'ils sont tous animés d'un véritable patriotisme, quoique plusieurs y aient manifesté des ressentiments personnels; au surplus, on y parle de ce qu'il faudrait pour sauver la chose publique et la crainte qu'elle ne soit conduite à la ruine par les manœuvres imperceptibles des royalistes y occasionne souvent l'impatience de voir enfin donner le signal du ralliement de tous ceux qui sont prêts à maintenir la Constitution dans toute son intégrité, par les seuls moyens légitimes; cette impatience va quelquefois jusqu'à désirer que le Directoire donne enfin ce signal qui serait celui de la mort de tous les ennemis de la République. Les officiers réformés, sujets aux dispositions de la der-

1. Le 10 fructidor, à la réception de l'envoyé de la République cisalpine, Visconti, et de Bernadotte, porteurs de drapeaux envoyés par l'armée d'Italie, La Révellière, président du Directoire, avait fait deux discours pleins d'allusions menaçantes contre les Conseils.

nière résolution qui les concerne et qu'elle obligerait de retourner dans leurs départements pour y toucher leurs pensions, aiment mieux y renoncer dans ce moment que de quitter Paris. Mais ce à quoi ils ne renoncent pas, c'est à tirer vengeance du Conseil des Cinq-Cents.

Bréon.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

Lettre à Malmesbury[1]. — 11 fructidor.

... Notre thermomètre intérieur paraît, en ce moment, au calme. La paix n'est pas facile entre les deux pouvoirs, mais il y a un armistice tacitement signé sous l'influence d'une peur mutuelle et parce que le succès paraît à tous incertain. Cependant, dans cette lutte dont les causes et les effets restent; l'avantage paraît être resté au Directoire qui n'a rien changé à son allure, pendant que le Corps législatif a un peu reculé, en prenant un ton bien plus réservé. Un parti mitoyen s'y est formé et a pris la prépondérance. Il sera dirigé par Thibaudeau, Pichegru, Villaret-Joyeuse, le général Jourdan[2], Siméon, Vaublanc et quelques autres qui ne veulent que la Constitution actuelle. *Constitution et ménagement* sera leur devise. Ils seront soutenus surtout par la majorité du Conseil des Cinq-Cents, par Tronçon-Ducoudray, Portalis, Marbois, etc. La frayeur qu'on a eue de se voir attaqué lorsqu'on était presque sans défense lie beaucoup de membres. Cependant, on a vu avec inquiétude la majorité du Directoire... porter La Revellière à la présidence au lieu de Barthélemy...

LXVI

12 FRUCTIDOR AN V (29 AOUT 1797).

Rapport du bureau central du 13 fructidor.

Esprit public. — Les inquiétudes qui avaient semblé disparaître

1. Le passage qui suit ainsi que les autres lettres semblables que nous citerons plus loin, est adressé à lord Malmesbury, plénipotentiaire anglais à Lille, par un correspondant parisien dont il ne donne pas le nom mais qu'il dit très digne de foi (Lettre à Grenville du 5 septembre). Ces lettres se trouvent au Record Office de Londres, States Papers, Foreing Office, France 50. Un fragment de la lettre du 17 fructidor, autre que celui que nous citons et se rapportant seulement à la situation extérieure, a été publié dans les *Diaries and Correspondence of James Harris first Earl of Malmesbury*, London, Longmans, 1844, in-8, tome III, pages 503-508.

2. Il y a une erreur; on veut dire Camille Jordan.

de presque tous les esprits, viennent d'y renaître, si l'on en croit la plupart des entretiens publics. Le rapprochement des hautes autorités sur lequel on fondait l'espoir d'une tranquillité parfaite, est plus éloigné que jamais ; on en trouve les preuves dans les sentiments exprimés aux derniers discours du citoyen La Révellière-Lépeaux. L'opinion depuis hier paraît tellement changée ; chacun se retranche avec une nouvelle rigueur dans son système d'opinion. On a entendu les habitués les plus paisibles des lieux de réunion désespérer de voir jamais renaître l'harmonie entre les Conseils et le Directoire ; l'alarme règne sur l'avenir, l'inquiétude en est plus grande sur les lenteurs des négociations et déjà on doute de leur succès quoiqu'on se fasse partout la remarque que les négociations après la première guerre avaient duré plus de neuf mois. Les ennemis du Directoire sont furieux contre le citoyen La Révellière-Lépeaux à raison des discours qu'il a faits et qu'ils censurent de mille manières différentes, ils désirent ardemment que le Corps législatif se prononce sur ce qu'ils présument lui être indirectement reproché par le président du Directoire qu'ils couvrent d'injures.

L'esprit public de ce jour, à le considérer sous ses rapports généraux et en abandonnant un moment les opinions familières à telle ou telle localité, est entièrement divisé ; les partis s'animent de nouveau ; est-on pour le Directoire ? est-on pour le Corps législatif ? Voilà ce que l'on cherche à savoir de part et d'autre, et les ennemis de la première de ces deux autorités ont paru plus nombreux que de coutume et surtout plus exaspérés ; parmi les apologistes des Conseils, les uns veulent qu'ils usent de rigueur envers le Directoire, les autres veulent qu'ils gardent au contraire le plus profond silence. Le reste du public s'abandonne à de nouvelles inquiétudes.

On s'occupe fréquemment et avec une sorte de tristesse, de l'état présent des finances, ou l'on soutient que les impôts actuels seraient suffisants avec de l'économie dans leur administration, ou l'on affirme qu'il sera impossible de parer aux dépenses les plus indispensables sans le secours de quelques impôts indirects, et cette dernière opinion prévaut sur l'autre. En bien des endroits on a été frappé des plaintes des employés qui craignent les plus grands embarras si au moyen du paiement de l'arriéré qui leur est dû on ne les met pas à même de subvenir aux besoins de la saison prochaine ; ils murmurent de ne pouvoir déjà remplir des engagements rigoureux, comme dettes de nourriture, de loyers, etc. Les idées sont constamment les mêmes sur la réorganisation de la garde nationale, on témoigne le plus grand éloignement de cette institution : on y joint de la méfiance ; et

le plus grand nombre laisse entrevoir que la seule nécessité peut le contraindre à recevoir des armes ; ce que l'on craint surtout c'est qu'une fois armée la garde nationale ne devienne un instrument servile entre les mains des factieux et ne soit portée à un nouveau 13 vendémiaire.

Ce matin, dans le public, on témoignait beaucoup de mécontentement sur la conduite des invalides qui ont, dit-on, assommé un jeune homme portant un collet noir, parce que celui-ci avait blessé d'un coup de pistolet un invalide qui avait voulu lui arracher le collet de son habit. On dit ce jeune homme mort de ses blessures, et l'on ajoute que les invalides de l'Hôtel n'ont point souffert qu'il lui fût administré aucun secours à leur infirmerie, qu'il fu même achevé avec le brancard sur lequel on le transportait.....

Bourse. — La Bourse a été moins fréquentée aujourd'hui et l'on a remarqué l'absence de beaucoup d'individus qui hier, comptant sur la baisse, avaient vendu beaucoup de bons des 3/4 qu'ils n'ont pas livrés parce qu'elle n'a pas eu lieu. Tout s'est passé dans le plus grand calme, les rentes se sont faites à 15 livres, 15 sols ; 15 livres, 10 sols et 15 livres, 15 sols. Les bons du 1/4 à 51,10 0/0 de perte. Les 3/4 à 13 livres 2 sols 6 deniers, 13 livres 2 sols et 13 livres 5 sols.

BRÉON.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

LXVII

13 FRUCTIDOR AN V (30 AOUT 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 14 FRUCTIDOR.

Esprit public. — L'événement qui a eu lieu aux Invalides, et dont il a été parlé dans le rapport précédent, occupe aujourd'hui tous les esprits et y occasionne même une assez vive agitation. L'opinion s'est entièrement emparée du fait, et chaque parti a sa version ; de plusieurs côtés on entend blâmer l'homme au collet noir que l'on disait être un scélérat, qui avait de mauvaises intentions dès qu'il était pourvu d'armes à feu ; ailleurs, on le louait de sa témérité même et l'on rejetait tout l'odieux du fait sur l'invalide ; il y a également partage sur le ridicule de tenir avec opiniâtreté à un costume qui choque et peut causer des rixes, même du trouble, et sur l'inconvénient que voient à y renoncer un assez grand nombre de citoyens qui disent

qu'en se soumettant aujourd'hui à la volonté de ceux auxquels déplaît tel ou tel costume il faudra demain s'y soumettre pour les choses plus importantes; des groupes très animés se sont souvent livrés à des conjectures sur cette matière; on l'a traitée avec autant de chaleur dans les cafés, ce qu'ils renferment de personnes exaltées soutient que le militaire est payé par le Gouvernement pour provoquer l'habitant de Paris, on en a entendu dire qu'il avait été délivré aux militaires de l'argent et de l'eau-de-vie tirée des magasins de Saint-Martin. En général, les hommes calmes pris dans toutes les classes et dans tous les âges, désapprouvent d'un commun accord l'affectation d'une partie de la jeunesse à suivre une mode qui donne de l'ombrage et fait suspecter les principes de ceux qui l'adoptent. Mais les jeunes gens et les hommes qui en conservent les goûts et les habitudes, sont très irrités, beaucoup se répandent en propos amers contre le militaire et contre le Directoire qu'ils accusent de tolérer et d'encourager indirectement les provocations contre eux, et les ennemis du Gouvernement profitent de l'esprit des réunions du milieu desquelles s'exhalent ces plaintes pour crier au Gouvernement militaire, et voir jusque parmi les Directeurs, les suppôts d'une faction orléaniste.

Les quartiers environnant les Invalides sont dans le plus grand calme, quoique les habitants gémissent de l'assassinat commis auprès d'eux et que des militaires de l'Hôtel, si l'on en juge par les conversations, soient très glorieux de la conduite qu'ils ont tenue, tant à l'égard du jeune homme, qu'à l'égard de leur gouverneur et du ministre, ils semblaient même se promettre de pousser plus loin leur vengeance. Ces dispositions des invalides sont fortement prononcées et contribuent à maintenir à un degré assez haut l'inquiétude qui plane sur le public depuis quelques jours et qui est plus grande encore en ce moment.

Le discours du citoyen La Révellière au citoyen Visconti a fait ressortir toute l'aigreur de ceux qui sont les plus déchaînés contre le Directoire, il a répandu aussi beaucoup de tristesse parmi les amis de la paix qui en induisent que les pouvoirs sont encore éloignés de marcher sur la même ligne; l'agitation du moment tient aussi beaucoup à cette dernière circonstance, et sur le soir elle s'était encore accrue au récit des débats qu'avait occasionnés dans le Conseil des Cinq-Cents la dénonciation d'un écrit du représentant Bailleul.

Les militaires soit en activité, soit réformés, sont extrêmement indisposés contre le Corps législatif et se répandent contre lui en menaces les plus fortes, ils ont vu dans le rapport sur le mode de paiement de leurs pensions un dessein formé de les éloigner de Paris. La

haine de quelques gens du grand ton est telle contre trois membres du Directoire, que plusieurs d'entre eux discutent froidement et sans beaucoup de mystère les moyens qui seraient les plus sûrs et les plus expéditifs pour s'en défaire. Le mécontentement de l'assassinat commis aux Invalides a été aussi très sensible dans les cabinets littéraires.

Spectacles. — On y est généralement indisposé contre les militaires qui poursuivent les collets noirs, surtout contre les invalides. L'esprit des foyers est en combustion, on y accuse le Directoire de favoriser lui-même les provocations, et les spectacles, qui étaient assez garnis, ont été fort agités à cause de cet événement. Cet état de choses a même occasionné deux instants de tumulte au théâtre Feydeau : une partie du public s'opposait à la redite d'un couplet que l'autre partie parvint à faire répéter, et le couplet n'est que demi-libertin, il est du Vaudeville, du *Traité Nul*. On a fait une très vive application au Théâtre-Français de ces vers de *Médée*, lorsqu'elle accuse Jason d'avoir usurpé le trône, disant à Créon :

> Non, il est criminel, ce héros magnanime,
> En recueillir les fruits, c'est commettre le crime.

Le calme extérieur n'a pas été troublé, mais l'agitation est grande...

Bourse. — Le Jardin-Égalité a paru, depuis hier, beaucoup moins fréquenté qu'à l'ordinaire, il s'y est fait peu d'affaires. Il en a été de même à cet égard pendant la Bourse d'aujourd'hui.

LIMODIN.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

Lettre à Malmesbury. — Paris, 13 fructidor.

...La sécurité où on avait été ici pendant quelques jours a été tout à coup altérée par les discours si virulents de La Révellière qui dénonce tout le Corps législatif comme contre-révolutionnaire. Les Conseils y ont vu une reprise des hostilités et ont été indignés. Les plus ardents voulaient le dénoncer et proposer le décret d'accusation comme pour avilissement du Corps législatif et pour machination tendant à le dissoudre, puisque La Révellière accuse une partie des membres d'être vendus aux Bourbons Le parti mitoyen des Conseils avait d'abord aussi, dans des réunions particulières, voté pour proposer le décret; mais, à présent, les plus réservés paraissent avoir changé et ont fait prévaloir l'opinion qu'il valait mieux dissimuler l'outrage que de montrer à la France l'impuissance où l'on est de se venger, puisque, par la non-organisation de la garde nationale qui

ne se forme pas, toute la force reste au Directoire. — On concentrera donc encore son ressentiment ou on poussera quelques vains cris à la tribune. — Beaucoup de députés croient qu'on prépare sans cesse un mouvement contre eux Je ne l'aperçois pas prochain. On attendra plutôt que la paix soit faite au dehors.....

LXVIII

14 FRUCTIDOR AN V (31 AOUT 1797).

Rapport du bureau central du 15 fructidor.

Esprit public. — L'agitation gagne quoiqu'elle ne soit marquée par aucun éclat ; cependant on a été frappé de plusieurs querelles, suites de celles occasionnées précédemment par l'antipathie ou le goût pour les collets noirs; ce qu'il y a de remarquable, c'est que tous ceux qui paraissent tenir au Gouvernement républicain blâment les jeunes gens de ne pas sacrifier à la tranquillité publique quelque goût futile et dangereux, du moment qu'il peut être soupçonné de signe de ralliement entre les contre-révolutionnaires. Dans toutes les parties de la société les alarmes renaissent plus vives que jamais, on est partout dans les transes d'une violente commotion, les plus effrayés disent le choc très prochain, lui assignent un terme, prédisent que les anarchistes s'empareront de ce malheureux moment pour aller choisir leurs victimes au sein du Directoire et des deux Conseils ; ce qui augmente les inquiétudes, c'est le bruit d'un assez grand nombre de congés que l'on dit obtenus par les représentants, on présume qu'ils ne s'absentent que par crainte. On remarque un grand mélange d'opinions, parmi ceux mêmes qui semblent unis pour faire constamment l'éloge du Corps législatif et lui donner tous les avantages sur le Directoire, car les plus exagérés de ces apologistes s'échappent souvent en imprécations contre le Directoire et c'est dans cet esprit que l'on anime les groupes qui se grossissent depuis plusieurs jours ; un assez grand nombre de brigands épient l'occasion de voler et de piller. — Et toujours dans les cafés d'un royalisme reconnu, ce système d'orléanisme prétendu en faveur du Directoire; les principaux déclamateurs en ce sens emploient tous les raisonnements possibles pour persuader que les membres du Directoire ne sont que des conspirateurs qui travaillent petit à petit à rétablir eux mêmes la royauté au profit de la maison d'Orléans, en-

suite ils s'attachent à convaincre que la seule conduite que pourrait tenir en France le prétendant à son retour est nécessairement celle de la plus grande clémence; dans ces endroits la faiblesse est encore augmentée pour les émigrés que l'on dépeint bien éloignés de conserver le moindre ressentiment de vengeance, et comme ne désirant autre chose que la restitution de leurs biens, et le repos. L'esprit de plusieurs cafés très renommés, et des cabinets littéraires également famés par la fréquentation habituelle de citoyens, sincères partisans du Gouvernement républicain, est aujourd'hui très mélangé : on y faiblit sur les principes les plus précis de la Constitution, le patriotisme en un mot n'est plus le même. Malgré l'existence d'un calme extérieur les esprits paraissent en fermentation, cependant le bon ordre est partout assuré.....

Spectacles. — L'inquiétude y suit les spectateurs... Une seule application a paru y être faite, encore n'était-ce qu'au théâtre de la Cité où il y avait peu de monde. « Là comme partout, dit un personnage de la pièce intitulée *Tivoli*, les honnêtes gens sont Dieu merci en majorité. » Applaudissements marqués.

Bourse. — Tous les cours sont en baisse. Celui des bons des 3/4 parait se soutenir un peu mieux que les autres et la raison qu'on en donne est que, cet effet étant au porteur, on peut en réaliser les fonds dans les vingt-quatre heures, au lieu que la rente payée sur transféré n'est à la disposition de l'acquereur et ne peut être vendue qu'environ trois semaines après. Les inscriptions se sont faites de 15 livres 15 sols à 14 livres 10 sols. Les bons du 1/4 n'ont point de cours. Ceux des 3/4 de 12 livres 5 sols à 12 livres 10 sols.

Bréon.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

LXIX

15 FRUCTIDOR AN X (1er SEPTEMBRE 1797).

Rapport du bureau central du 16 fructidor.

Esprit public. — La détérioration de l'esprit public a paru hier aussi progressive parmi les uns que son amélioration est sensible parmi les autres. La première offre principalement un grand nombre de citoyens aisés qui, par intérêt personnel, detournent de plus en plus leur attention de dessus les affaires publiques, et médisent du Gouvernement par ton, par habitude et par les obstacles que les cir-

constances opposent à leurs spéculations. Cet esprit est presque général depuis quelques jours dans la classe des négociants et des hommes de finance. Les autres, au contraire, qui se composent en partie d'une infinité de personnes dans leur opinion, commencent à se prononcer et ouvrir les yeux sur un système d'opinion à toutes les opérations du Directoire; les doutes s'accroissent sur la pureté des intentions ou tout au moins des principes de plusieurs membres du Corps législatif; on croit, vaguement cependant et sans rien préciser, qu'il y existe une conspiration en faveur de la royauté, mais à part les soupçons qui se multiplient sur l'esprit de plusieurs représentants, tous en général sont accusés d'insouciance; au milieu des plaintes que la misère arrache aux différents états, on demande si le Conseil trouvera jamais dans sa sagesse, dans sa prudence et dans son économie un moyen assez efficace pour procurer à chacun les moyens de jouir sans inquiétude du fruit de ses travaux. Les plaintes sont continuelles dans les lieux de réunion, de ce que le Corps législatif ne prête point une attention exclusive à la restauration des finances, les murmures plus vifs des rentiers, ceux aussi croissants des employés et la quantité de personnes que l'on voit à la brune tendre la main aux passants, portent le plus grand nombre à demander quand enfin on verra prises toutes les mesures convenables pour adoucir le sort des malheureux et pour en diminuer le nombre; on tremble aussi que le dénuement du Trésor national et par conséquent les retards du paiement de la solde des différents corps de troupes ne produisent quelques jours de funestes effets, en un mot le caractère de la journée d'hier était celui des plus grandes alarmes, attendu l'état affligeant des finances. Les observations prises dans tous les lieux publics donnent en résultat un surcroît d'exagération parmi les partisans du royalisme; les injures y abondent contre les premiers magistrats; les citoyens La Révellière et Barras, mais plus encore ce dernier, y sont déchirés de toutes les manières, le grand moyen de discrédit que l'on emploie contre eux est de les présenter comme les chefs d'une conspiration qui tend à mettre le jeune d'Orléans sur le trône; c'est en criant à la faction des Orléanistes que les exaltés qui se disent défenseurs du Corps législatif crient contre le Directoire; on distingue deux nuances parmi les personnes animées contre cette autorité: les uns disent tenir à la Constitution, les autres veulent hautement un roi, et font avec beaucoup de chaleur un rapprochement de Louis XVI avec le Directoire, en présentant le premier comme doux, généreux, facile et humain, les membres du Directoire comme doués du caractère des plus grands tyrans.

Telle est la situation des esprits ; en y ajoutant la crainte très répandue que les anarchistes ne soient aux aguets des premiers événements, pour établir leur système sanguinaire sur la ruine et des Conseils et du Directoire.....

Surveillance. — ....Une rixe assez violente a eu lieu hier soir sur le port au blé entre des militaires et des jeunes gens à collets noirs où il y a eu plusieurs coups de donnés....

Bourse. — Il règne toujours le même état de stagnation dans les affaires, on continue toujours à l'attribuer à l'inquiétude générale. Les inscriptions se sont faites à 14 livres ; 14 livres 5 sols ; 14 livres 10 sols ; et 14 livres 15 sols. Les bons du 1/4 à 51 et 52 0/0 de perte. Ceux des 3/4 à 12 livres 16 sols ; 15 livres 14 sols ; et 12 livres 15 sols.

BRÉON.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

LXX

16 FRUCTIDOR AN V (2 SEPTEMBRE 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 17 FRUCTIDOR.

Esprit public. — Les craintes d'une émeute augmentent et on se persuade, de plus en plus, que les choses en l'état où elles se trouvent ne peuvent aller loin ; les alarmes sont générales, quoique parmi les citoyens qui paraissent se livrer d'habitude aux discussions politiques il passe pour impossible qu'aucune commotion ait lieu avant l'époque des prochaines assemblées primaires ; mais rien ne rassure la classe nombreuse des citoyens les moins éclairés ; on y considère qu'il y a un grand nombre de troupes à Paris, on y craint l'effet de l'organisation de la garde nationale, on la croit destinée d'avance à en venir aux mains avec la troupe de ligne ; de là, un grand éloignement à s'empresser de concourir au rétablissement de cette institution, et un plus grand éloignement encore à s'incorporer ou dans les grenadiers, ou dans les chasseurs ; on a entendu dire que les Jacobins n'entreraient non plus dans aucune de ces compagnies, de peur d'encourir la censure, mais qu'ils resteraient dans les compagnies du centre pour mieux s'observer. Toujours parmi les partisans de la monarchie, l'idée que le Gouvernement lui-même trempe dans une conspiration qui tendrait à mettre sur le trône un des fils de Philippe d'Orléans ; Jacobins et Orléanistes sont devenus synonymes dans leur bouche, ils

déclament surtout contre trois membres du Directoire, et disent que les choses se disposent à ramener la terreur et que le Gouvernement a d'autant plus tort de seconder la faction d'Orléans qu'il en sera lui-même la victime lorsqu'elle aura triomphé.

Il est encore question d'un jeune homme qui a été blessé, et a failli perdre la vie aux Invalides, il inspire beaucoup d'intérêt, mais on revient à dire qu'il a eu le plus grand tort de faire usage d'un pistolet, parce que la loi défend de faire justice soi-même, telle insulte que l'on éprouve. Une double opinion a frappé sur le représentant du peuple Dumolard, et sur le discours qu'il a fait à la tribune en la séance du 13 de ce mois [1], les uns le mettent à la tête d'un parti qui veut le rétablissement de la monarchie, d'autres disent que c'est un honnête homme du parti de ceux qui veulent faire oublier le passé en rétablissant le bon ordre et protégeant les honnêtes gens.

Les inquiétudes sur les finances ne peuvent se comparer qu'aux cris de misère causés par leur état déplorable, le Corps législatif reçoit à cet égard la majorité des reproches ; ils se dirigent de préférence contre le Directoire lorsque l'on vient à se plaindre de la lenteur des négociations. Quant à la tranquillité publique il serait à désirer qu'elle règne dans les esprits comme elle règne à l'extérieur, mais les alarmes redoublent, et à en juger par les opinions du jour, les pouvoirs constitutionnels s'éloignent l'un de l'autre bien plutôt qu'ils ne se rapprochent.

Spectacles. — Il s'est rendu beaucoup de monde aux théâtres et ils ont joui d'une grande tranquillité, mais l'inquiétude du moment y suit la foule jusqu'au sein des plaisirs. Parmi un assez grand nombre d'applications, toutes contre le Gouvernement, entendues dans *L'Honnête criminel*, au théâtre de la rue Feydeau, celle-ci a été fortement prononcée : « Il faut bien que les honnêtes gens soient aux galères puisque les fripons sont en place. »

Le Devoir et la Nature, pièce nouvelle donnée à l'Odéon, a complètement réussi. Son principal caractère est une morale très douce, elle ne donne matière à aucune application, les incidents presque tous romanesques n'ont aucun rapport aux circonstances actuelles. Le ton des foyers est celui d'une haine égale, et pour le Directoire, et pour les Conseils. Les habitués y répugnent en apparence à parler des affaires politiques, on n'en parle qu'en frondeurs, et très lestement.

Bourse. — L'ordre a été maintenu à la Bourse, mais on a remarqué

1. C'était le 13 fructidor qu'avait été discutée et votée la loi réorganisant la garde nationale dans un esprit anti-républicain.

parmi les habitués de cet endroit beaucoup de tiédeur, une sorte d'éloignement pour les affaires. La curiosité seule paraissait les y avoir attirés. Il en est résulté que le cours a été constamment en baisse. Les rentes se sont faites à 14 livres. Les bons du 1/4 à 52 et 53 0/0 de perte. Ceux des 3/4 de 12 livres à 11 livres 8 sols ; et 11 livres 10 sols.

BRÉON.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

LXXI

17 FRUCTIDOR AN V (3 SEPTEMBRE 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 18 FRUCTIDOR.

Esprit public. — L'alarme des habitants de Paris dans les quartiers où la caisse s'est fait entendre, et ensuite sur le bruit de deux décharges d'artillerie[1], a été fort vive ; l'impression de ce moment n'est pas encore dissipée, mais quant à l'appareil militaire et même quant aux principaux événements du jour, ils ont paru ne causer aucune frayeur aux citoyens de bonne foi dans leur attachement à la République, quelques-uns voient même avec une sorte de sécurité les mesures imposantes de l'autorité en pensant qu'elles sont peut-être les seules effectives pour empêcher l'effusion du sang.

Hier toute la journée l'esprit des tribunes du Conseil des Cinq-Cents, et en général des groupes qui se formaient aux environs du lieu des séances n'était rien moins que favorable au Directoire. On y disait qu'il devait se faire un rapport sur tous les marchés pour fournitures passées au compte du Gouvernement, que dans une réunion générale on devait examiner la conduite des ministres et du Directoire dans tous ses marchés, et que, comme il avait commis d'énormes dilapidations et exercé un agiotage des plus scandaleux, on trouverait dans l'examen des seuls marchés plus de pièces qu'il n'en fallait pour le perdre, et que comme il voulait non se perdre, mais vivre, il allait saisir ce moment pour se défaire des députés connus par leur fermeté et leurs lumières en finances, qu'à cet effet il

1. Il s'agit des préparatifs faits par le Directoire en vue du coup du lendemain ; il avait fait tirer le canon d'alarme. — Le rapport a été rédigé le 18 fructidor, l'occupation des locaux où siégeaient les Conseils et les principales arrestations ayant eu lieu dans la nuit du 17 au 18, le rédacteur les connaît et y fait allusion, tout en rendant compte de la journée du 17.

commencerait à proposer la découverte d'une conspiration, et qu'alors il saurait bien par la force du canon faire ajourner les rapports. Aujourd'hui ces propos n'ont plus lieu, l'arrestation de Dossonville[1] est un coup de foudre pour bien des personnes de cette opinion, qui en paraissent singulièrement affectées et déversent tant qu'elles peuvent sur la faction d'Orléans les causes des événements du moment, et à la tête de cette faction, elles placent ce qu'elles appellent le Triumvirat. Elles disent que le Directoire ne fait que renouveler la même tactique qu'en 93 pour se défaire des députés probes sous le prétexte qu'ils veulent livrer les patriotes au roi des émigrés ; on est instruit que cette opinion a grande vogue dans une partie des hauts cercles. Il règne beaucoup de silence et un air de consternation parmi les citoyens habitués aux lieux où le Directoire n'était pas épargné. D'autres se taisent dans la seule inquiétude de ce qui doit résulter de ces événements. Ces derniers ainsi que tous [les] groupes qui se forment aujourd'hui le plus souvent auprès des affiches de l'autorité, sont animés d'un véritable esprit d'attachement à la Constitution ; la publicité de la note de d'Antraigues concernant le représentant Pichegru a jeté une très grande défaveur sur lui. A pénétrer la disposition de tous les citoyens, aucun ne paraît, ne veut même prendre part au mouvement actuel, les ouvriers surtout sont déterminés à ne s'en détourner davantage de leurs travaux. On a craint un instant dans quelques arrondissements de manquer de pain, incertains s'il y aurait ou non des troubles qui empêchassent l'arrivée des denrées (*sic*) ; et quelques boulangers ont promis de cuire une seconde fois mais ces alarmes sont en grande partie dissipées.

Tout est paisible, nulle part on ne pressent des dispositions de résistance aux mesures actuellement déployées ; aucune voie de fait n'a jusqu'à ce moment frappé l'œil de la surveillance.

Spectacles. — L'inquiétude, à raison des circonstances, y était sensible parmi les spectateurs, mais partout le plus grand calme a subsisté sans altération. Il ne s'est fait aucune application remarquable.

Surveillance. — ...Il a été trouvé dans la rivière une portion de cadavre.

Quinze membres, tant du Conseil des Anciens que du Conseil des Cinq-Cents, ont été arrêtés ce matin. (En marge : ont été conduits au Temple).....

Bourse. — La Bourse n'a pas été très fréquentée mais on a remar-

1. Ce Dossonville, créature de Cochon, semble avoir été chargé de surveiller et espionner le Directoire. Il fut déporté.

qué avec satisfaction que le mouvement des cours a été constamment en hausse. Les rentes se sont faites à 14 livres 10 sols et 14 livres 15 sols. Point de cours des bons du 1/4, ceux des 3/4 de 11 livres 7 sols 6 deniers et 11 livres 17 sols 6 deniers et le dernier cours 11 livres 15 sols.....

Bréon.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

Lettre à Malmesbury. — Paris, 17 fructidor.

...Les députés ont tellement peur depuis qu'ils voient les armées prononcées contre eux que la moitié d'entre eux ne couchent plus chez eux parce qu'on leur fait croire toutes les nuits qu'ils seront attaqués — soit qu'on y songe réellement, soit que le Directoire espère trouver son compte à répandre ces sortes d'alarmes pour trouver les Conseils plus complaisants. Il a déjà réussi à faire taire les plus violents, à rendre les autres plus circonspects et à donner l'influence dans l'assemblée au parti mitoyen de Thibaudeau. Emery, Vaublanc, Siméon, Camille Jordan, Larivière, Pastoret, Boissy, Lémerer ne parlent plus. La minorité composée des montagnards prend de l'audace et accuse hautement les autres de conspiration et de royalisme...

Pendant que les Conseils baissent leur ton, le Directoire en prend un plus audacieux que jamais. — Il ne se justifie plus, il accuse sans cesse, il parle avec une assurance qui annonce qu'il croit la victoire certaine s'il est attaqué ou s'il se décide à attaquer. Et en effet les trois Directeurs gouvernants n'ont plus la moindre inquiétude sur le mouvement actuel. Ils défient, ils bravent et provoquent partout : ils ne placent que des hommes dévoués — ils destituent dans le militaire comme dans les administrations tous ceux sur lesquels ils ne comptent pas absolument. Ils se sont déterminés à ne faire aucun cas de toute opinion qui n'est pas celle de leur parti. Ils redoutent bien les journaux qui sont presque tous contre eux pour les conseils. — Mais ils ne laissent pas pénétrer les journaux jusqu'aux armées qui sont aujourd'hui à leurs yeux tout le peuple français et pour tâcher de contre-balancer cette influence des journaux ils commencent à multiplier aussi les écrits et surtout les placards en sens contraires et mis à la portée du vulgaire. Ils voudraient bien réchauffer dans la multitude le fanatisme révolutionnaire, mais jusqu'ici dans Paris (car c'est de là que tout dépend et a dépendu depuis la Révolution) la multitude, sans appeler l'Ancien Régime comme on le suppose à tort, reste inerte et indifférente entre tous les partis, la plupart de ceux qui ont une opinion ici blâment et craignent la marche du Directoire,

mais ils ne veulent pas tous entendre parler de s'armer pour arrêter au besoin les excès qu'ils redoutent ; ils ne veulent pas s'enrôler dans la garde nationale et s'il y a un coup de main à faire ils ne s'en mêlent pas, à l'exception de quelques jeunes gens trop peu nombreux pour pouvoir résister à la troupe de ligne et aux Jacobins qui seraient du côté du Directoire... Le Directoire attaquera-t-il le Corps législatif? — Une foule de gens le croit parce qu'ils savent que, rassuré sur le présent, il est épouvanté de l'avenir. Je crois qu'il attendra le retour des armées. Mais cette opinion n'est pas ici la plus générale à beaucoup près, et a contre elle la fureur actuelle du Directoire, les jactances des Jacobins, les récits d'hommes à portée d'être bien instruits, et beaucoup d'indices. Parmi les indices d'une explosion prochaine, il faut mettre la destitution du général Moreau appelé à Paris sous prétexte de pourvoir aux besoins de son armée qui est réunie à celle de Hoche — l'arrestation déjà faite de plusieurs personnes accoutumées autrefois à diriger la garde nationale, telles que Raffet qui fut aussi arrêté la veille du 31 mai — le ton du Journal des Hommes Libres qui est dans la confidence du Directoire et qui dit aujourd'hui que le flagrant délit est constant contre le Corps législatif.

Un des ministres assure tenir de Barras que le plan suivant sera exécuté un de ces jours : plusieurs députés influents croyaient qu'il l'eût été la nuit passée. — Mais il a fait mauvais temps et tout a été tranquille : — Lancer soixante à soixante-dix mandats d'arrêt contre les membres des Conseils en alléguant l'article de la Constitution qui permet au Directoire d'arrêter même les députés lors du flagrant délit, comme pour Drouet — les faire saisir dans leur domicile, individuellement, entre trois et quatre heures du matin — répandre aussitôt dans le public des correspondances saisies ou fabriquées de ces membres tendant à prouver qu'ils correspondaient avec les émigrés et qu'on suivait un plan tendant à ramener Louis XVIII — envoyer tout cela aux Conseils le lendemain, en demandant vengeance et la cassation des dernières élections comme contre-révolutionnaires — et faire appuyer ces démarches par la présence et les cris des soldats et de tous ceux qu'on pourra réunir ; effrayer s'il se peut l'assemblée, et sinon... Ce plan est-il réel ? Quelles en seraient les suites ? L'avenir en décidera.

Post-scriptum. — Cinq heures du soir, 17 fructidor (dimanche 3 septembre). — ...Les craintes pour la nuit prochaine sont encore plus vives qu'elles ne l'ont été pour la dernière. On dit que les rassemblements commencent à devenir inquiétants en ce moment dans les

faubourgs... Je viens de rencontrer des députés influents qui s'attendent à être attaqués cette nuit ; si cela est, ils conviennent qu'ils sont sans aucun moyen de défense et surtout de succès.....

LXXII

18 FRUCTIDOR AN V (4 SEPTEMBRE 1797).

Rapport du bureau central du 19 fructidor.

Esprit public. — Loin que le bon ordre soit menacé, tout semble disposé à le maintenir ; il y avait hier plus encore que le jour précédent, des conversations dans lesquelles on regardait les représentants traduits au Temple comme justement punis des reproches qu'on leur fait en général, et d'avoir affecté, depuis l'installation du nouveau tiers d'alarmer les amis de la République par une suite de propositions toutes en faveur des émigrés et des prêtres. Il régnait l'accord le plus satisfaisant entre les militaires et les citoyens. Les plus purs de ces derniers éprouvaient même une nouvelle sécurité à se trouver au milieu des autres. Cependant un grand nombre de personnes manifestaient les craintes les plus vives pour la nuit, mais l'opinion n'était pas toujours pour quelque chose dans ces inquiétudes ; on craignait seulement que des excès ne portassent quelques individus à occasionner du trouble. L'opposition aux événements qui viennent d'avoir lieu est très commentée : parmi ceux qui affectaient le plus de haine au Directoire, une partie se montre à peine dans Paris, une autre partie reste muette et déconcertée, quelques-uns des endroits qu'ils fréquentent d'habitude ont été à moitié déserts. De violents soupçons s'élevaient dans les esprits des représentants qui ne s'étaient pas réunis à la nouvelle salle du Conseil des Cinq-Cents. Le calme est général, on espère qu'à partir de cette époque il n'y aura plus qu'un même esprit dans les deux premières autorités ; l'accord entre les militaires et les citoyens s'établit de plus en plus, l'idée que cette dernière circonstance n'a pas coûté une seule goutte de sang français cause une joie sensible, et l'appareil de surveillance qui avait d'abord effrayé le plus grand nombre est moins réformidable (*sic*) aux yeux de ceux qui s'étaient montrés les plus inquiets. Rien ne menace la tranquillité publique. On donne comme seul fait que la Division du Temple a prévenu les citoyens au son de la caisse de se rendre à leur municipalité, dans laquelle on leur délivrera des armes pour la défense de la Patrie.

Spectacles. — Ils n'ont point ouvert. Quelques-uns ont ouvert un instant et aussitôt refermé.....

Bourse. — L'état de la Bourse a été le même qu'hier, seulement l'affluence a paru plus considérable.

BRÉON.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

GRAND RAPPORT DE LA COMMISSION DES INSPECTEURS DE LA SALLE, RÉUNIE A LA COMMISSION NOMMÉE POUR DRESSER L'ACTE D'ACCUSATION CONTRE LE DIRECTOIRE EXÉCUTIF [1].

CHANSON.

Sur l'air de : *Je viens devant vous à deux genoux,* etc.

PREMIER RAPPORTEUR.

Messieurs, écoutez
Sur les complots du Directoire
Messieurs, écoutez
Le rapport des deux comités.
Nous allons d'une trame si noire
Dévoiler l'histoire;
C'est en raccourci
Le monument de notre gloire,
C'est en raccourci
Le fruit des travaux de Clichy.

DEUXIÈME RAPPORTEUR.

Sur l'air : *C'est ce qui me console.*

Vous savez que Monsieur Boissi
Nous accoutumait, Dieu merci,
A vivre sans farine. (*bis*)
Le Directoire, méchamment
Avec de la fleur de froment
Fit cesser la famine. (*bis*)

ENSEMBLE.

Sur l'air : *Ça n'dur'ra pas toujours.*

Et nous sommes d'accord (*bis*)
Que l'Directoire a tort. (*bis*)

1. Brochure sans lieu ni date ; elle se trouve au British Museum, dans la collection des *French Tracts*, reliée dans le volume intitulé : 18 FRUCTIDOR, 1-4, coté *R. 79-82*.

PREMIER RAPPORTEUR.

Ce qu'a fait encore le Directoire
N'est pas moins notoire.
La guerre durait
Depuis trois ans près de la Loire,
La guerre durait
Et le bon parti prospérait.

DEUXIÈME RAPPORTEUR.

Nos bons prêtres, nos bons seigneurs
Au fanatisme, à ses fureurs,
Conservaient cet asile ; (*bis*)
En trois mois, par un méchant tour,
Le Directoire coupa court
A la guerre civile. (*bis*)

Et nous sommes d'accord...

PREMIER RAPPORTEUR.

Ce qu'a fait encore le Directoire
N'est pas moins notoire.
Notre saint muphti,
Sur l'avis de son consistoire,
Le très saint muphti
Favorisait le bon parti.

DEUXIÈME RAPPORTEUR.

On a fait la paix de Turin,
De Naples et du Papa romain,
C'est ce qui nous désole. (*bis*)
Rome (ô rien n'est plus affligeant !)
A vu ses saints d'or et d'argent
Danser la carmagnole. (*bis*)

Et nous sommes d'accord...

PREMIER RAPPORTEUR.

Ce qu'a fait encore le Directoire
N'est pas moins notoire.
En donnant la paix,
Il allait se couvrir de gloire,
En donnant la paix,
A l'Empire ainsi qu'aux Anglais.

DEUXIÈME RAPPORTEUR.

Mais le nouveau tiers est venu

Voilà le traité suspendu,
    C'est ce qui nous console. (*bis*)
Aujourd'hui, par un coup fatal,
On traite avec le Portugal,
    C'est ce qui nous désole. (*bis*)

    Et nous sommes d'accord, etc.

PREMIER RAPPORTEUR.

Nous comptions lui rompre en visière
        A notre manière,
        Sonner le tocsin
    Avec les cloches de nos pères,
        Sonner le tocsin
    Du fanatisme vendéen.

DEUXIÈME RAPPORTEUR.

Le doux Jourdan-Camille a fait
Un bon rapport qui ne tendait
    Qu'à la guerre civile. (*bis*)
Les railleurs en dépit de nous
D'un coup de sifflet ont dissous
    Les cloches de Camille. (*bis*)

    Et nous sommes d'accord, etc.

PREMIER RAPPORTEUR.

Ce qu'a fait encore le Directoire
        N'est pas moins notoire.
        Tous nos favoris,
Les émigrés, chantaient victoire,
        Tous nos favoris
Redonnaient le ton dans Paris.

DEUXIÈME RAPPORTEUR.

Les habits ronds, en collet noir,
Font les héros dans un boudoir,
    C'est ce qui nous console. (*bis*)
Augereau, comme un furibond,
Vient et leur fait baisser le ton,
    C'est ce qui nous désole. (*bis*)

    Et nous sommes d'accord, etc.

PREMIER RAPPORTEUR.

Ce qu'a fait encore le Directoire
        N'est pas moins notoire.
        Nous nous flattions tous,

Messieurs, vous pouvez nous en croire,
Nous nous flattions tous
D'avoir Venise au moins pour nous.

DEUXIÈME RAPPORTEUR.

Sur la foi de ses bons amis
Dumolard nous l'avait promis,
Nous avions sa parole. (*bis*)
Mais Gênes et Venise ont voté
En faveur de la liberté,
C'est ce qui nous désole. (*bis*)

Et nous sommes d'accord, etc.

PREMIER RAPPORTEUR.

Ce qu'a fait encore le Directoire
N'est pas moins notoire.
Ah ! s'il eût voulu,
Sur Bonaparte et la victoire,
Ah ! s'il eût voulu,
La bonne cause eût prévalu.

DEUXIÈME RAPPORTEUR.

Tous nos guerriers sont dispersés,
Bien mal payés bien harassés ;
Notre affaire était prête. (*bis*)
Mais voici qu'ils ont comploté
Le maintien de la liberté
C'est ce qui nous désole. (*bis*)

Et nous sommes d'accord (*bis*)
Que l'Directoire a tort. (*bis*)

RAPPORT DU MINISTRE DE LA POLICE AU DIRECTOIRE EXÉCUTIF[1].

Citoyens Directeurs,

Mes rapports particuliers vous informent avec exactitude de tout ce que la correspondance de l'étranger me met à même de connaître journellement des projets et des tentatives du royalisme. Mais j'ai

1. Le rapport de Sotin ne se trouvait pas dans le carton AF III, 44 quand M. Aulard publia son ouvrage (voir *Paris sous le Directoire*, t. IV, p. 324, note 1). Il s'y trouve maintenant, sans doute par suite d'un remaniement de ce carton. M. Victor Pierre l'avait vu auparavant, il l'a signalé dans son ouvrage : *18 fructidor, documents pour la plupart inédits recueillis et publiés pour la Société d'histoire contemporaine*, p. 84, et très brièvement analysé dans son livre : *la Terreur sous le Directoire*, p. 51.

pensé qu'un coup d'œil général sur le vaste projet qui, avant le 18 fructidor, s'exécutait sur tous les points de la République pour le rétablissement de la royauté, devait avoir son utilité et un grand intérêt. J'ai recueilli à cet effet dans les multitudes de lettres interceptées à l'étranger, un ensemble de preuves faites pour convaincre l'incrédulité la plus obstinée (s'il était possible qu'il existât encore des incrédules de bonne foi) et je vais vous en présenter un aperçu rapide. Vous frissonnerez, Citoyens Directeurs, en considérant de si près l'immensité et la profondeur du gouffre dans lequel la République allait être engloutie tout entière sans votre prudence, votre courage et votre énergie et sans l'heureuse alliance des membres des deux Conseils avec les membres du Gouvernement.

La rentrée de tous les émigrés devait être, dans le plan des conspirateurs, un des moyens, sans doute le plus efficace, pour parvenir à leur but criminel; aussi tout, alors, est-il mis en œuvre pour opérer ce point essentiel. On emploie d'abord quelques ménagements : on cherche des biais favorables, on tourmente les exceptions de la loi sur les émigrés pour en faire à tous les applications et colorer les rentrées du prétexte de la loi; mais cette marche devient trop longue à l'impatience des contre-révolutionnaires et des émigrés qui se précipitent en foule de tous les points; bientôt on dédaigne les formes, bientôt on devient si fort en contre révolution qu'il n'est plus nécessaire de s'embarrasser du soin de couvrir d'un voile mystérieux les intrigues et le crime. La réserve est regardée comme une fausse honte. Il s'établit un commerce infâme de faux passeports, de faux certificats de résidence : c'est à Lyon surtout que réside la principale manufacture. Il y en a une à Marseille, il y en a une à Caen. Il y en a une dans toutes les principales villes, ou plutôt il n'est pas un seul endroit sur le sol contre-révolutionné de la République où l'or et l'intrigue ne puissent obtenir et faire fabriquer tous les titres de rentrée; c'est jusque dans la Corse que les ci-devant gardes de Capet vont chercher des certificats de résidence authentiques. Tout est bon, tout passe; les administrations n'y regardent pas de si près; Lyon seulement à raison de son grand commerce dans ce genre donne le tout à meilleur prix; aussi ce n'est plus Paris, qui est la bonne ville de Louis XVIII, c'est Lyon qui a mérité, par l'hospitalité constante qu'elle a donnée à tous les émigrés, aux prêtres réfractaires, aux assassins, aux contre-révolutionnaires, et par les crimes commis sur tous les républicains, la désignation de *Bonne Ville*, de *Ville par excellence*. Les passeports, les certificats de résidence, les itinéraires s'envoient, se reçoivent sans obstacles ni difficultés. C'est dans le style des lettres qu'on

voit l'audace dans ce genre poussée à un point qu'on peut difficilement concevoir ; souvent ce sont des émigrés eux-mêmes nouvellement rentrés qui vont effrontément demander aux administrateurs les passeports et certificats nécessaires à ceux de leurs amis non encore rentrés, et l'on ne sait ce qui doit le plus révolter, ou de l'impudente effronterie de ceux-ci, ou de la criminelle complaisance des administrations. Il serait, sans doute, trop long et inutile, Citoyens Directeurs, de remettre sous vos yeux l'immensité des lettres qui prouvent ces divers faits : Je vais prendre au hasard et je ne transcrirai ici que quelques uns des articles bien suffisants pour la preuve des faits que j'ai cités.

« Faites-moi le plaisir, mon cher Voisin, de m'envoyer un passe-
« port de l'intérieur; je sais qu'il est facile d'en obtenir; je sais, en
« outre, qu'ils coûtent *dix francs*, cela ne doit pas être difficile à
« avoir, non sous mon nom, mais sous celui d'une personne qui avait
« à peu près ma taille, ma figure; avec cela il est facile de voyager
« dans l'intérieur de la République et c'est tout ce que je demande. »

(N° 14,861. Lettre datée d'Altona, adressée à M. Victor Lefrançois, négociant, rue du Civisme, n° 118, à Caen [1].

« Je vous ai indiqué dans mes dernières les routes que vous aviez
« à tenir ; d'ailleurs cela est si aisé que n'eussiez-vous aucun rensei-
« gnement, vous trouverez sur votre route toutes les facilités. Quand
« vous me dites que nombre de personnes retournent, parce qu'elles
« n'ont pas de passeport, ou les personnes ne veulent pas rentrer
« ou elles mentent. Je voudrais faire entrer tout Anspach sans passe-
« port, et pour peu que vous parliez toute l'Allemagne.... »

(N° 14,763. Lettre datée d'Aix à M. Messour, imprimeur de la Cour, chez M. Bacher, n° 331, rue de la Poste à Anspach.)

« La manière dont nous avons voyagé jusqu'ici était trop désignée
« pour que personne ne crût qui nous étions ; tout le monde se disait
« *c'en est*, et personne ne nous a dit la moindre chose. Ici c'est bien
« pis, lorsque j'ai été prendre un passeport, la personne qui m'a pré-
« senté a dit qui j'étais, et d'où je venais; pas une des autorités ne
« l'a ignoré. »

(N° 14,761. Lettre datée de Lyon à M. Joseph Queigner, n° 364 sur le lac de Constance à Imberlingen.)

Diverses lettres datées de Lyon : « ... Nous sommes toujours dans
« notre bonne ville (Lyon), l'esprit est excellent dans tous les genres;
« elle est pleine des revenus de l'étranger, cette ville (Lyon) est la

1. Les indications mises ici en petits caractères sont, dans l'original, placées en marge.

« ville par excellence : les honnêtes gens y vivent en paix ; grâce à « la sagesse des administrations, Mmes de Benassis, de Valins, de « Raliac, de Mestren, Darlas abbesse, Lameyrie, Belmont, le prêtre « Devaux, un tas de Grenoblois et cinq cents autres sont rentrés. « Dans toutes les villes de mon passage, les rentrés se montrent pu- « bliquement, et ils ne sont point inquiétés ; dès le lendemain de « mon arrivée, j'ai paru publiquement et je parais encore tous les « jours, personne ne me dit rien ; tout est tranquille ici, les terroristes « et buveurs de sang y sont en horreur et n'ont aucune influence « dans les administrations. J'ai remarqué la même décadence de « leur parti dans tous les endroits que j'ai parcourus. »

En effet, Citoyens Directeurs, de toutes parts les émigrés des deux sexes se précipitaient sur le territoire de la République comme ils couraient à Coblentz en 90 et 91 ; tous les points leur étaient ouverts et ils arrivaient de tous les points ; de Londres, d'Allemagne, par les îles de Jersey et Guernesey, par Hambourg, par Calais, par la Hollande, par l'Alsace, par la Suisse, d'Italie et d'Espagne par Toulon et Marseille, les uns avec des passeports de la République, d'autres avec des certificats de résidence ; d'autres enfin sans aucuns papiers, et seulement avec l'assurance que leur donnait la certitude de trouver partout des protecteurs et des amis. Leurs agents intérieurs mettaient une activité d'autant plus grande qu'ils étaient également certains de trouver partout des dispositions favorables. On les voit dans leurs correspondances être sans cesse aux aguets de tous les décrets qui peuvent présenter de fausses applications pour en tourner le profit à leurs clients, et ils poussent à cet égard l'esprit de perfidie et d'astuce à un degré qu'il est nécessaire de rendre frappant par un exemple pris sur une grande multitude d'autres semblables :

« Dites au cher époux de rester tranquille et je vais prendre tous « les renseignements nécessaires pour faciliter sa rentrée ; dans le « cas où il ne serait pas sur la liste ou qu'il n'y serait qu'après le « 31 mai 1793, il pourrait aisément profiter par sa terre de Perque- « rolles du décret en faveur des Toulonnais. »

(N° 14,527. Lettre datée de Berjeac, adressée à Lausanne en Suisse.)

Mais c'est surtout un moment après les dernières élections qu'on les voit présager les résultats heureux qui vont bientôt s'opérer en leur faveur : toutes leurs idées, leurs espérances, leur joie se développent sur le nouvel ordre de choses que va bientôt amener la *bonne composition* du Corps législatif ; ils s'envoient avec complaisance les noms des chevaliers de Malte, des nobles, des émigrés portés au

Corps législatif, dans les administrations, dans les tribunaux ; des lettres arrivent de l'étranger pour féliciter ces dignes représentants de Louis XVIII, de leur nomination au poste qui va les rendre si utiles à la bonne cause ; on note aussi avec bien de l'exactitude le Jacobin nommé en cet endroit, celui placé à cette administration, mais c'est en si petit nombre qu'on n'a nulle inquiétude. Mgr le cardinal de La Rochefoucauld à Munster est un de ceux qu'on met le plus au courant de tous ces détails intéressants : noms des députés aux Anciens, au Conseil des Cinq-Cents, membres du Département, membres de la Municipalité, commissaires du Pouvoir exécutif, officiers de la garde nationale, tout lui est envoyé. On est très satisfait des nominations qui, en général, sont du goût de tous les honnêtes gens; dans les membres du Département on y désigne avec intérêt M. Grisel : « C'est le neveu d'un de vos chanoines. » Le prêtre déjà rentré qui fait ces envois est remarquable dans les détails de plusieurs de ses lettres. Je ne citerai que ce passage :

« Monseigneur, nous commençons à nous livrer aux sentiments « d'une joie bien douce, déjà votre Éminence pourrait venir comme « particulier. Le président de ce canton est un ancien conseiller au « Parlement, les domestiques de mon frère sont commandants de la « garde nationale de sa commune ; ainsi jusqu'à présent tout me « garantit la tranquillité, dont je jouis au sein de ma famille. Je « sais, Monseigneur, que votre présence serait aussi utile qu'elle est « désirée. »

Telle est, en effet, l'excellente composition, dans le sens du royalisme, du grand nombre des administrations, que ce sont souvent elles-mêmes qui provoquent la rentrée de leurs émigrés, de leurs prêtres réfractaires ; ceux-ci ne craignent point de leur annoncer leur départ de l'étranger pour venir se réunir à eux : M. Vitrier, prêtre réfractaire, a écrit de Fribourg à MM. les agents et membres de la Municipalité de Saint-Aubin, département du Jura : « Les troubles ont « retardé à mon grand regret mon retour auprès de vous ; permettez-« moi, Messieurs, de vous renouveler les sentiments de reconnais-« sance pour la conduite que vous tenez à mon égard. » Mais cette audace, ces crimes, cette impudence, cette ligue de tous les contre-révolutionnaires du dehors et du dedans peuvent-ils donc surprendre et étonner, lorsqu'on considère qu'ils ont alors dans une grande partie des membres des deux Conseils, des appuis, des protecteurs, des correspondants, des complices ? Dans le sein du Corps législatif est en effet leur point d'appui, là est un levier puissant dont la force soulève tous les obstacles qui peuvent s'opposer au succès du projet

qu'ils ont conçu : prêtres, émigrés, opinions religieuses dans lesquelles la morale n'entre pour rien, voilà le triple poison qu'on y prépare pour tuer la République. Doumerc[1], Dumas, Pichegru, Dumolard, Camille Jordan, Marmontel[2], De la Rue, Duplantier, Vaublanc, Lomme (?), Portalis, Duguet, etc.; Ramel, commandant de la garde du Corps législatif, et Barthélemy, membre du Directoire, se signalent principalement par leurs coupables liaisons avec les émigrés, les prêtres réfractaires et les royalistes. On voit quelques-uns de ces représentants de Louis XVIII soumettre d'avance à leurs correspondants à l'étranger les projets de résolution et souvent ne les présenter qu'après l'aveu de leurs correspondants.

« Nous avons reçu, écrit un prêtre réfractaire, la formule de sou-
« mission qui va être proposée aux Cinq-Cents, Dieu veuille qu'elle
« soit adoptée si les décrets rendus ne remplissent pas toute l'atten-
« tion de ces Messieurs, on consulte sur les moyens de généraliser
« l'application du décret salutaire..... »...

Tous les prêtres déportés qui suivent avec avidité dans les journaux contre-révolutionnés tous les détails, alors si intéressants pour eux, des séances du Corps législatif, mettent à découvert leurs pensées secrètes, et ne dissimulent plus leurs espérances sur le prochain retour de leur domination exclusive.

« Les papiers publics de France ne retentissent que des espérances
« prochaines d'un retour pour les prêtres émigrés de France. Camille
« Jordan a fait un brillant rapport; quoique je ne m'attende pas à
« voir sortir un décret bien avantageux dans le commencement, c'est
« cependant gagner beaucoup que de gagner de l'incrédulité la fa-
« culté de l'exercice d'un culte qu'elle abhorre; notre culte ne tardera
« pas à obtenir la domination qu'on ne lui donnerait pas par décret. »

(N° 14,773. Lettre datée de Sauliange, adressée à la comtesse veuve Mathieux à Quimper.)

Cependant dans le dessein d'augmenter la force agissante de la contre-révolution dans l'intérieur et sans doute d'après les instructions du prétendant, on voit les chefs des prêtres réfractaires se prêter déjà à de certaines compositions avec les jureurs; M. de Durgout, coadjuteur du cardinal Montmorency, évêque de Metz, leur propose un moyen de réconciliation : « Les jureurs de liberté et d'égalité qui

1. Daniel Doumerc, propriétaire à Montauban, fut élu député aux Cinq-Cents par le département du Lot, en l'an IV, et déporté le 19 fructidor (voir KUSCINSKI, *op. cit.*, p. 61, 203 et 361).

2. Jean-François Marmontel, député de l'Eure au Conseil des Anciens : élu en germinal an V; son élection fut cassée le 19 fructidor (*ibid.*, p. 558, 189-190, 377).

« ont reçu des pouvoirs de France pour la forme, disent-ils, et qui « dans le fait ont exercé en vertu des pouvoirs que M. de Montholon « leur avait donnés, ne sont pas de véritables intrus, mais au moins « sont-ils coupables d'un grand scandale ; pour le réparer, il faut que « dans leur prône, ils réclament contre ce qu'on leur impute. » Ce système de pacification conditionnelle est développé dans une infinité de lettres dont la seule analyse entraînerait des longueurs que ce rapport ne comporte pas.

Il n'est pas de moyens que le fanatisme ne mette en usage pour opérer la résurrection de sa puissance : l'évêque d'Anvers écrit de Rome au nommé Forguer, vicaire général de son diocèse, de s'entendre avec l'archevêque de Malines sur l'érection d'une affiliation ecclésiastique, où il ne serait pas fait des vœux publics et dont les membres se réuniraient ensemble, ou des établissements ayant la forme de collèges pour que la puissance civile ne puisse s'opposer à leur réunion. Tout dans la lettre de ce saint homme, est dans le style d'illuminé : « Faibles que nous sommes, tentons de grandes choses et « gardons-nous de nous engourdir dans un lâche repos ! Faites agir « la main de l'œuvre, etc. »

Cette force de contre-révolution acquiert chaque jour par les décrets du parti royaliste un nouveau degré de puissance. La formation de la garde nationale de Pichegru est tellement une mesure combinée avec les ennemis de la République que les émigrés, les royalistes, aussitôt le décret rendu se déterminent à se faire faire des habits de garde nationale ; mais ce n'est pas sans répugnance qu'ils font ce sacrifice : endosser un habit si contraire à leurs sentiments secrets est pour eux un véritable supplice. Il faut pour s'y résoudre avoir une forte dose de volonté contre-révolutionnaire. Une lettre, prise au hasard, d'un de ces émigrés, exprime avec bien de la vérité le combat intérieur qu'il a éprouvé avant de se résoudre à se nationaliser.

« On vient d'afficher la réorganisation de la garde nationale. Il faut « mettre de côté toutes les petites considérations personnelles pour « être utile à la bonne cause. Ma bonne amie, me voilà à la veille de « porter l'uniforme national, mais je n'en imposerai pas avec ce cos- « tume à quiconque me connaîtra comme toi ; qu'importe sous quel « habit on serve son pays selon son cœur ? Ce sera pour toi un « nouveau motif de m'estimer, car ce sera un violent service, je t'en « réponds. »

(N° 15,248. Lettre datée de Lyon, adressée à Mme Fomel, à Genève.)

C'était peu pour les représentants de Louis XVIII au Corps législatif de correspondre eux-mêmes avec les émigrés, les prêtres déportés,

de plaider chaque jour leur cause à la tribune, de rendre les décrets commandés par le prétendant, on les voit devenir eux-mêmes les solliciteurs, les agents les plus actifs des fils légitimes, obtenir leur radiation, leur adresser leurs passeports, leurs certificats de résidence, et pousser leur extrême bonté pour tout ce qui tient au parti de la bonne cause jusqu'à prêter le secours de leurs contreseings pour faciliter les communications innocentes du parti de l'intérieur avec le parti de l'extérieur. Les lettres sont adressées de l'étranger à ces députés complaisants pour les faire parvenir aux correspondants de l'intérieur ; à côté de Dumas, on voit une de ces femmes intrigantes qui, avec l'appui que lui donne la connaissance du député royaliste, fait le commerce scandaleux de solliciteuse pour les émigrés. On acquiert partout la preuve d'un tarif pour les radiations ; qu'on s'étonne maintenant de la chaleur avec laquelle les Dumolard et autres voulaient arracher au Directoire cette surveillance si essentielle sur les lettres venant des pays étrangers ou destinées pour ces mêmes pays !...

[Ce sont surtout, dit-il, Doumerc, Dumolard, Duplantier, Portalis et Vaublanc qui font rentrer les émigrés et sollicitent pour eux.]

...Madier[1] paraît avoir une sensibilité plus particulière pour les prêtres, car on ne sollicite près de lui que pour des abbés.

Barthélemy est réservé pour les actes difficiles. C'est Jacques Bezuchet du Harlay, attaché à Monsieur, frère de Louis XVI, en qualité de major des gardes de la Porte, c'est Chastenay de Lauty, Dupleix, la veuve du gouverneur de Pondichéry, qui réclament près de lui radiation de la liste des émigrés et restitution des biens...

[Suit une longue série de citations de lettres à l'appui.]

Je craindrais, citoyens Directeurs, d'abuser de vos moments si je m'occupais de rapporter ici l'innombrabilité d'autres faits qui constatent l'alliance criminelle d'un parti dans le Corps législatif avec le parti de l'extérieur; il est suffisamment prouvé, ce parti et ses desseins, [par] cette rentrée universelle des émigrés dans le même temps qu'un décret restitue à leur famille tous les biens sous le prétexte de leur mort civile. Ajoutez que telle était la notoriété du système contre-révolutionnaire que déjà précédemment un grand nombre des acquéreurs de biens nationaux, effrayés du crédit des émigrés et des dangers que leur présentait la certitude de leur rentrée en masse, avaient cherché par des accommodements secrets directement avec eux ou

1. Madier (Noël-Joseph), élu aux Cinq-Cents par le département de l'Ardèche en l'an IV ; déporté le 19 fructidor (Kuscinski, *op. cit.*, p. 35, 203, 377).

avec leurs familles, ou leurs agents, à se soustraire à leur vengeance. Mais une particularité qui plus que tout ce que dessus m'a frappé, soit par son originalité, soit par la démonstration qu'elle fournit de l'influence de l'étranger sur ces mêmes députés, c'est le fait ci-après :

M. Bonjour, alors administrateur aux poudres, craignant que la nouvelle organisation de cette administration ne lui enlève sa place, prend le parti d'écrire à Hambourg, à M. Ollivier, pour l'inviter à solliciter pour lui auprès du représentant du peuple chargé du rapport. Que de réflexions ce fait seul peut fournir !

L'approche du 18 fructidor est surtout le moment qui présente dans leur correspondance le plus visiblement le but où ils veulent frapper. Les moindres détails de l'opposition du système contre-révolutionnaire sont transmis aux amis de l'étranger. « M. Imbert, dé-
« puté, mandait hier qu'ils avaient été un peu contrariés par le Direc-
« toire, mais que l'on pouvait être tranquille que tout irait bien. »

(N° 14,764. Lettre datée de Lyon, adressée à Mme Gabrielle, à Fribourg.)

La lutte suscitée contre le Directoire est l'objet de l'attention continuelle de tous les émigrés rentrés ou non rentrés ; ils en calculent tous les résultats.

« Il y a dans ce moment une lutte très forte et un combat à mort
« engagés entre le Corps législatif et le Directoire ; désirons que le
« Corps législatif ait le dessus car en pareil cas notre rentrée s'en
« suivra tout d'abord, ne fût-ce, pour ce Corps, que dans la vue de
« grossir et de fortifier son parti. »

(N° 15,188. Lettre adressée à Cosma de Caudy, à Villa Franca.

Ce sont les émigrés eux-mêmes qui dictent à leurs agents députés royalistes la conduite qu'ils doivent tenir dans la crise dont ils attendent l'issue avec bien de l'impatience.

« Il faut qu'en ce moment les honnêtes gens se montrent ; il est
« instant que les Conseils ne prennent plus de demi-mesures. »

(N° 15,344. De Gênes, sous le couvert de M. Noguier-Malijay.)

« Le général Augereau est mandé à Paris ; j'espère que le général
« qui a été le premier Président se rangera de l'autre côté. Ce n'est
« pas le moment de délibérer, mais celui d'agir, écrivez-moi à chaque
« courrier. »

(N° 14,398. De Milan.)

« Je ne sais si je me trompe, mais il me semble que le Corps légis-
« latif ne sent pas que toute sa force, sa sûreté est dans la Loi. Une
« loi sera un appel aux bons citoyens qui vous environnent de leur
« estime ; l'effet de cette combinaison suivie avec prudence et fermeté
« me paraît inévitable. Le mot Loi conserve encore parmi vous une

« force supérieure à celle des armes. Il n'existe pas de factieux assez « audacieux pour se mettre ouvertement en révolte contre une loi qui « porterait directement sur eux. Je ne puis donc que vous encourager « à suivre opiniâtrément le plan tracé. — *Perge quo pede cepisti.* »

(N° 16.682. A l'ex-député de Cazières[1].)

On ne peut sans doute s'exprimer plus clairement, Citoyens Directeurs; c'était la mise hors la Loi des Directeurs restés fidèles à la République qu'ils demandaient avec urgence à leurs complices dans le Corps législatif et c'en était fait de la Patrie si votre prudence et votre énergie n'eussent heureusement prévenu les criminels desseins du royalisme. Mais en terminant ce rapport, je ne puis vous le dissimuler, le 18 fructidor n'a fait partout sur les contre-révolutionnaires que des impressions passagères. Mes rapports sur la situation des départements vous font connaître combien il reste encore à faire pour détruire cet esprit enraciné du royalisme et en prévenir les cruels résultats. Les progrès du système contre-révolutionnaire ont été si rapides, si immenses, que ce ne sera que par de grandes mesures proportionnées aux circonstances que vous pourrez opérer enfin le maintien de la tranquillité intérieure.

Salut et respect.

(Arch. nat., AF III, 44.)

La lettre qui suit se trouve au *Record Office*, *State Papers*, *Foreign Office*, France 52 (volume intitulé : *Advices*, *Intelligences*...). Sur le dos de la lettre on lit : « Communicated by Mr. Wickham. Jan. 11. 1798. » Ce me semble ne pouvoir être autre chose qu'un rapport de Berger.

Letter to Mr. Wickham. — Octobre 1797.

Monsieur,

Vous m'avez destiné à aller en France soutenir le système que vous avez adopté, celui d'arrêter tous les mouvements partiels et de ramener l'ordre par de grandes mesures, sagement combinées et dirigées avec prudence ; régler l'opinion et la pousser vers le retour de l'ordre ; connaître et rallier tous les amis d'un bon Gouvernement ; les faire nommer aux fonctions publiques, les engager à les accepter ; enfin détourner l'orage révolutionnaire qui a ravagé une partie de l'Europe et qui menace le reste..... Mes efforts ont été vains. Les désorganisateurs l'ont emporté sans résistance.....

Ce fut deux mois avant les élections que je rentrai en France, déjà une correspondance assez active m'avait donné lieu de croire qu'un

1. Nous n'avons pu identifier ce nom.

parti s'était formé pour le rétablissement de la royauté ; que ce parti avait des relations dans les départements Quelle ne fut pas ma surprise quand je trouvai que tout cela n'était que sur le papier, et qu'à l'exception des départements confiés à Mallet et Bourmont, rien n'était fait ! qu'à Paris même il n'y avait aucun parti, aucune combinaison ! et que l'opinion me parut pourtant bonne, les républicains très rares, les mécontents très nombreux...

[Il retrace alors ses efforts avant et après les élections : Institut philanthropique[1], création d'un journal. — Il déplore la mollesse et l'insurmontable apathie des députés.]

Malgré notre répugnance à tout ce qui est enrôlement, mesure dont l'expérience nous avait en général fait connaître l'inutilité, sur la demande de quelques députés et dans l'idée que l'apparence d'une force armée donnerait du courage à quelques autres, nous nous décidâmes à faire prendre des engagements pour défendre le Corps législatif contre le Directoire.

Ces engagements se montaient déjà à cinq cents lorsque la querelle des collets noirs commença ; elle jeta plus de six cents jeunes gens dans notre association ; nous armâmes notre monde, nous le divisâmes par quartiers, sous des chefs qui avaient presque tous servi. Il fut proposé parmi nous de faire venir des hommes des départements. Ce furent principalement les chefs des Chouans que le prince de La Trémouïlle avait fait mander qui appuyèrent ce projet.

Je m'y opposai d'abord...

[Parce que ce n'aurait procuré qu'un petit nombre de mauvais soldats et qu'il ne fallait pas dégarnir les départements.]

Cependant je cédai à la demande du général Willot qui croyait se faire de ces gens-là une compagnie déterminée à tout, et d'ailleurs M. le prince de La Trémouïlle, qui avait des pouvoirs à cet égard, leur avait commandé de se rendre auprès de lui.

Nous tentâmes aussi de réunir les émigrés. Mais malgré le zèle de Monsieur de Fontenelle, chargé de cette partie, il ne put jamais en engager plus de cinq cents.

Dans le même temps plusieurs militaires, hommes à toute épreuve, étaient chargés de se mêler parmi les troupes cantonnées à Paris, de les sonder et de les attirer à la bonne cause.

Leur travail ne fut pas sans succès. Peu de jours avant le 18, le contrôle des troupes avait été remis à l'un des principaux députés.

1. Voir le très bon récit fait dans André Lebon, *L'Angleterre et l'émigration française de 1794 à 1807*, ch. viii.

D'après ce contrôle et des engagements signés, 14 maréchaux des logis et 350 dragons du 21e régiment, 2 sergents-majors d'artillerie et 40 canonniers, 1 maréchal des logis et 50 chasseurs à cheval, 1 lieutenant et environ 100 soldats de la 19e demi-brigade avaient promis de marcher pour le Corps Législatif.

Nous nous étions aussi assurés du dépôt de cavalerie de Saint-Germain et de celui de Versailles, qui étaient très bien disposés.

Je ne vous parlerai pas de plusieurs autres moyens de travailler l'opinion publique, tels que les affiches, pamphlets, impressions de discours. Tout ce que nous pûmes imaginer fut mis par nous en usage pour affermir le Corps législatif et affaiblir le Gouvernement.....

Lorsque nous nous crûmes assez forts pour attaquer, nous présentâmes aux principaux députés tous nos moyens. Nous les pressâmes de nouveau au nom de la Patrie et au nom de leur propre sûreté d'agir sans délai. Non seulement nous leur remettions à fur et à mesure le contrôle des personnes et des troupes dont nous croyions pouvoir disposer, mais nous fournîmes aux Inspecteurs d'une manière délicate, secrète les fonds qui pouvaient leur être nécessaires.

La fausse démarche du Directoire obligé de renvoyer les troupes qu'il avait mandées à Paris nous donna un nouveau motif de presser les députés. L'opinion publique se développait à Paris d'une manière très favorable. Les départements environnants nous secondaient. La jalousie qui s'était glissée dans les troupes cantonnées à Paris, le mauvais esprit de celles qui arrivaient, tout nous présentait de l'espoir.

Le plan à suivre était si simple. Déclaration que Cochon, Bénezech et Pétiet emportaient les regrets de la nation, que Merlin, Ramel et les trois nouveaux ministres lui étaient suspects, accusation contre Pétiet, Hoche et Richepanse. Le premier et le dernier n'étaient point capables, ils auraient chargé Hoche. L'accusation serait retombée sur le Directoire, et il fallait qu'il abandonnât Hoche ou qu'il se perdît avec lui.

Il nous semblait que la marche rétrograde du Directoire devait encourager le Corps législatif à s'avancer. Les meneurs des Cinq-Cents crurent que des moyens doux suffiraient. L'expérience a prouvé qu'ils se trompaient grossièrement.

Avouons cependant que les intrigues de quelques chefs des Anciens et des Constitutionnels Emery et Thibaudeau ne contribuèrent pas peu à arrêter les Cinq-Cents. Trompés ou trompeurs, ils persuadèrent que le Directoire n'avait que de bonnes vues, qu'il ne fallait pas le

pousser à bout ; et tout à coup à un moment de zèle et d'effervescence qui s'était manifesté dans les Conseils succéda une effrayante apathie. On voulut revenir au système de temporisation, on se décida à tâcher seulement de parvenir aux élections [1].

Mais ce plan, qu'il aurait été utile de suivre dès le commencement, n'était plus exécutable. Le Directoire avait vu le danger.

.....Il faut rendre justice ici à trois hommes qui n'ont jamais pris le change et dont il aurait été heureux que les avis fussent suivis. Ce sont Willot, Pavie et Imbert-Colomès. Malheureusement les gens faibles cherchaient à les faire passer pour de mauvaises têtes, et ils n'ont que trop réussi à faire négliger leurs conseils.

Nous proposions aux députés et nous faisions répéter par les journaux les mesures qui auraient, je crois, tout sauvé : la cassation de l'État-Major de Paris, la police du rayon constitutionnel enlevée au Gouvernement et remise aux Inspecteurs, la permanence de l'Assemblée, et la déclaration formelle du danger de la Patrie.

Nous demandions même et depuis longtemps le rétablissement de la garde nationale non par une organisation lente et ignorée, telle qu'on a fait, mais par une impulsion brusque, par le tambour et le

1. Il y avait longtemps que Wickham était averti d'une entente survenue entre les Constitutionnels et le Directoire. Dans une dépêche à Grenville, datée du 20 mai (*Record Office, State Papers, Foreign Office, Switzerland 20*), il expose l'irritation provoquée chez les Constitutionnels par le caractère purement royaliste des élections « Non seulement, dit-il (le texte est en anglais), l'évêque d'Autun, Monsieur de Montesquiou, Monsieur Rœderer et Garat et tous ceux qui étaient entrés au service de la Révolution dans ses premiers temps furent rejetés avec d'évidentes marques de mépris, mais les auteurs de la Constitution de 1791 qui étaient restés fidèles à cette Constitution et les amis de Monsieur de La Fayette (nommément Monsieur Desmeuniers, le candidat favori du comité de Monsieur Dumas) subirent tous le même sort. » Ces gens, ambitieux et vaniteux, voyant que le Gouvernement sera renversé « *par d'autres mains que les leurs* », concluent, sur l'initiative de Dumas et Cadroy, et par l'intermédiaire de Carnot, un véritable traité avec le Directoire. De leur côté, ils s'engagent à le soutenir. « D'autre part, le Directoire s'est engagé :

1. A se conformer invariablement aux lois existantes et aux principes de la Constitution.

2. A consentir au rappel de toutes les lois révolutionnaires, et spécialement de la fameuse loi du 3 brumaire.

3. A renvoyer deux des trois ministres qui sont considérés comme les plus nuisibles au peuple, c'est-à-dire Truguet, Merlin et Delacroix.

4. A nommer à l'avenir un nombre raisonnable des amis du comité aux places et emplois, selon qu'ils deviendront vacants.

Finalement à obtenir le relâchement de Monsieur de La Fayette et de ses compagnons prisonniers. »

Wickham est d'ailleurs persuadé que le Directoire est décidé à ne pas tenir ses engagements.

tocsin, et par un décret en deux lignes, le rétablissement de la garde de vendémiaire.....

En mon particulier, depuis le commencement des inquiétudes je n'ai cessé de solliciter les précautions de Henri [1], Pichegru, Willot, Jarry, Pavie [2], Camille Jordan, Imbert, Calonne [3], Royer-Collard, et d'une multitude d'autres députés que je voyais journellement.....

Si on s'était mis dans cette disposition et rien n'était plus aisé puisque le Directoire n'était pas encore en mesure, il n'y avait qu'un pas et un pas sans difficulté pour arrêter les triumvirs et les remplacer sur-le-champ par trois hommes du bon parti. Il serait difficile de dire les motifs qui en ont empêché. Je n'en ai jamais entendu de bons. La *Constitution*, disait-on, mais qu'est-ce qu'une Constitution qui n'est pas suivie? Disons mieux : une Constitution que nous voulions renverser? La crainte que ces motions ne passassent pas dans les Conseils? Mais, à cet égard, nous disions qu'elles passeraient de gré ou de force. Il fallait faire arrêter les députés jacobins, épouvanter le centre par un rapport effrayant, s'armer s'il le fallait et anéantir les opposants dans l'assemblée même.

Visson (ou Willon), ancien officier de la chambre du Roi ou de la Reine, nous avait flattés de faire marcher toute la Halle. Nos douze cents hommes étaient prêts. Les troupes n'auraient pas agi si elles avaient été prévenues par une proclamation du Corps législatif, et un décret de hors la loi aurait été un coup de massue pour le Directoire. J'avais même proposé aux députés une démarche plus imposante et qui me semblait infaillible. C'était que le Corps législatif sortît en masse, les généraux à cheval à la tête des grenadiers qui auraient sûrement marché, car on marche toujours pour attaquer. La générale battue dans tout Paris aurait ramassé une foule d'hommes autour de nos douze cents jeunes gens qui auraient fait le noyau. Dans tous les carrefours on aurait proclamé la mise hors la loi. On se serait porté sur le Luxembourg et, soit haine contre le Gouvernement, soit curiosité, le Corps législatif serait arrivé au Directoire avec une suite de cent mille personnes que celui-ci n'aurait pu faire mitrailler, conduites qu'elles étaient par les premiers généraux et les premières autorités de la nation.....

Les projets du Directoire n'étaient plus un mystère. Nous avions connaissance des trois comités qui poussaient vers le même but, quoiqu'avec des vues différentes. L'un se tenait chez Barras. Il était

1. *Sic* : pour Henry Larivière.
2. Mot illisible.
3. Pour Imbert-Colomès.

presque tout composé d'officiers généraux. Sotin en était. Il voulait le gouvernement militaire. L'autre, chez Mme de Staël, composé de La Révellière, Constant, Cabanis, Garat, Gallois, Daunou, Siéyès, voulait la République, la Constitution de l'an III à sa manière, de l'argent et des places. Le troisième, chez Merlin de Douai, réunissait Villers, Lamarque, Jean De Bry, Gohier, Menou. Ce dernier était Orléaniste. Ces comités avaient le même plan, celui de faire arrêter une cinquantaine de députés et de casser les dernières élections. Je ne compte pas le comité babouviste ; on s'en est servi, mais il n'a été qu'en seconde ligne et après le succès on n'en n'a fait aucun cas, on s'est contenté de lui donner quelques places subalternes.

Cependant chaque jour on annonçait que le projet serait exécuté la nuit suivante..... Le samedi 16, le péril devenait si pressant que nous étions presque résolus à sauver l'Assemblée malgré elle. Nous fîmes un nouvel effort pour engager les députés dans un mouvement hostile. L'arrestation de Raffet et de plusieurs autres agents des Inspecteurs, la saisie des fusils, tout rendait le péril imminent. Ils promirent de se mettre en permanence, mais ils voulaient attendre encore quelques jours. Le dimanche, les agents généraux de la philanthropie et les affidés de Paris se rendent chez moi. Après une longue conférence, il fut décidé qu'ils se rendraient dans les municipalités, que tout se préparerait et que, s'il y avait quelque danger, ils reviendraient chez moi, à dix heures du soir. Je fis donner des ordres aux chefs des jeunes gens ; les hommes que le prince de la Trémouïlle avait fait venir, des Chouans, furent avertis de se tenir prêts.

A neuf heures, un député qui nous servait en partie d'intermédiaire avec les Inspecteurs vint chez moi. J'étais avec un des agents généraux. Il m'assura qu'il n'y avait rien à craindre pour ce soir. Je lui demandai quelles précautions on avait prises. Il nous dit qu'on s'était assuré du tocsin des Tuileries et qu'à la moindre alarme on le sonnerait. Nous restâmes ensemble jusqu'à onze heures et demie. Aucun des affidés n'étant revenu, je pensai qu'il n'y avait rien à craindre. Nous nous séparâmes. Nous ne nous sommes plus réunis.....

Avertis le lundi de grand matin, je sortis pour chercher à ramasser quelques hommes de bonne volonté. Nous ne pûmes nous réunir plus de treize. Tout le reste effrayé était caché ou refusa de sortir...

[Il a été constamment en relations avec les Constitutionnels.]

Ce parti constitutionnel se réunissait tous les tridis, n° 24, rue Royale. Je n'ai pas manqué une de leurs séances. On n'y voyait

qu'amour-propre et pédantisme. Après la catastrophe, ils n'ont montré que lâcheté.....

L'état général de la France ressemble exactement à celui de Paris dans la journée du 18. Aucun mouvement. Beaucoup moins de monde qu'à l'ordinaire dans les rues, l'étonnement peint sur tous les visages. Une avidité médiocre de lire les nombreux placards que le Directoire avait affichés... aucun zèle pour défendre la Constitution... une indifférence marquée pour tout ce qui tenait au Gouvernement, mais quelque pitié pour les déportés. On entendait dans plusieurs cafés dire qu'il était indifférent par qui l'on serait gouverné, qu'il fallait les laisser battre entre eux. Cette idée avait été semée depuis quelque temps par les royalistes que nous appelons incurables et le Directoire l'avait fait germer avec habileté.....

LXXIII

19 FRUCTIDOR AN V (5 SEPTEMBRE 1797).

Rapport du bureau central du 20 fructidor.

Esprit public. — Les esprits sont généralement animés des meilleures dispositions; ce premier aspect de frayeur que les événements avaient donné à un assez grand nombre de citoyens a totalement disparu. Le cours des habitudes est repris de tout côté presque comme à l'ordinaire, il y a moins de désapprobateurs de tout ce qui vient d'être fait par les autorités; seulement on témoigne de l'inquiétude sur le brisement et l'anéantissement des ateliers de quelques imprimeurs, et l'on disait que c'était une violation de l'arrêté du Directoire. Il perce des lueurs de mécontentement qu'un assez grand nombre de citoyens concentre au milieu et au sujet des circonstances actuelles; l'égoïsme est tel dans la classe ou des gens aisés ou des personnes livrées au commerce que l'on s'y inquiète peu du triomphe de tel ou tel parti, du moment que l'on est sûr de n'être pas atteint. Au surplus, dans cette partie de la société, plus encore que dans toute autre, on éprouve et on manifeste le plus grand éloignement à se mêler d'aucune affaire publique. L'esprit de l'intérieur des familles et des états de moyenne fortune est celui d'une inquiétude assez vive sur les suites de ces journées, dans l'apprehension où l'on est que des patriotes exagérés ne cherchent à souiller de vengeance et de sang le triomphe du Gouvernement sur ceux qui en fomentaient la ruine.

Dans tous les cafés et autres lieux de réunion qui composaient autrefois le quartier dit Saint-Germain, on est doublement content, et de ce que le Gouvernement, en prévenant sa perte, a sauvé la France des horreurs de la guerre civile, et de ce que la déportation et non la mort sera la seule peine infligée aux coupables de conspiration. Le vœu assez unanime du public est aussi pour la déportation des journalistes auxquels, non seulement les amis, mais aussi quelques ennemis de la République eux-mêmes, font les plus sanglants reproches. Ces derniers n'inspirent en quelque sorte aucun intérêt ; il est d'autres endroits où l'on en donne à quelques-uns des députés condamnés à la déportation, encore les sentiments y sont très partagés. Partout d'ailleurs on est assez content des exceptions faites en faveur de Thibaudeau et de Doulcet-Pontécoulant.

On est convaincu que des entrepreneurs de travaux cherchent à persuader aux ouvriers qu'ils occupent, que ce sont les Jacobins qui vont reprendre leur ancien train, que l'on va rétablir le papier, la guillotine, etc., qu'il ne reste plus que des députés montagnards. Ces suggestions sont très répandues et tiennent bien des citoyens faibles et surtout des femmes sous l'impression d'une espèce de terreur. A cela il faut ajouter que d'autres ennemis de l'ordre actuel des choses inspirent toutes sortes d'inquiétudes au peuple sur les subsistances ; on prend dans certains arrondissements plus de pain que de coutume chez les boulangers et quelquefois leurs fournées n'ont point suffi aux demandes. On voit, en revenant sur les événements, qu'ils n'ont pas fait verser de sang ; on espère même que le grand changement s'opérera sans qu'il y en ait une seule goutte de répandue. Cette idée a reconquis bien des cœurs au Gouvernement, et la majorité des habitants de Paris approuve toutes les mesures qu'il a prises.

Spectacles. — Ils n'ont rien offert de remarquable. La tristesse y était peinte dans les yeux de ceux que l'on y croit habitués. Du reste beaucoup de calme et nulle application.....

LIMODIN.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

LXXIV

20 FRUCTIDOR AN V (6 SEPTEMBRE 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 21 FRUCTIDOR.

Esprit public. — On découvre dans le public deux caractères aussi

marquants qu'opposés : d'un côté un air de peur et de mécontentement, de l'autre une exaltation qui dépasse les bornes de l'humanité, mais cette dernière opinion est celle d'un assez petit nombre ; on y a entendu des citoyens désirer que les conspirateurs fussent conduits à la guillotine, présumant que, s'ils eussent réussi dans leurs projets, ils eussent fait massacrer les patriotes. « Si l'on nous confie la conduite des prisonniers du Temple, ont dit ailleurs des militaires échauffés, leur affaire sera bientôt faite, nous les *funisserons* en route. » Cependant les dispositions des chefs militaires, partout où il s'en trouvait de réunis, étaient beaucoup plus modérées et plus indulgentes.

On remarque un profond silence parmi les citoyens qui désapprouvent les derniers événements ; mais un sentiment, qui domine dans tous les lieux publics, est celui d'une vive satisfaction de ce que la journée du 18 fructidor et les changements qu'elle a opérés n'auront coûté la vie à aucun citoyen. On a vu aussi renaître une nouvelle sécurité au départ des troupes dont il reste une bonne idée dans l'esprit des citoyens de bonne foi. Ces derniers de plus regardent comme indispensables pour prévenir de grands troubles les mesures prises d'urgence par les autorités en ce moment ; cependant ils croient que le danger de la chose publique n'est plus assez sensible pour que les autorités suspendues tardent à reprendre leurs fonctions. — Il n'est pas rare de rencontrer des personnes inquiètes que les partisans de la Terreur ne cherchent à ramener le régime de l'anarchie. Cette crainte est très répandue, et quelques propos entendus dans la classe ouvrière contribuent à l'entretenir. Pour manifester ouvertement leur opinion, ceux qui désapprouvent les événements actuels appréhendent que les députés arrêtés ne soient d'avance destinés à périr ; ils semblent insinuer ou qu'on les fera périr à la Carrier, suivant leur propre expression, ou qu'une fois en mer, on les fera échouer à propos.

Lorsqu'il a été question de la destruction des pièces de quelques imprimeurs, cet excès a été souvent excusé par la licence effrénée des écrits royalistes qui avaient perverti l'opinion publique depuis des mois entiers ; on gémissait malgré ce raisonnement d'une destruction qui ne pouvait tourner au profit de qui que ce fût.

Le bruit s'est répandu qu'à Tours de violents troubles étaient sur le point d'éclater à l'occasion d'un spectacle intitulé : *Spectacle des Honnêtes Gens*, par opposition aux républicains qui se trouvent dans cette commune. On disait aussi qu'à Rouen, à Lyon et quelques autres villes du Midi les royalistes avaient été fusillés.

Quoique l'inquiétude soit sensible dans une partie du public, le calme est cependant garanti par l'opinion de la majorité qui n'a heureusement plus qu'à recueillir dans la conclusion de la paix le fruit des derniers événements.

Spectacles. — L'opinion s'y est fortement manifestée en faveur du Gouvernement et de la conduite qu'il a tenue dans la dernière circonstance. Dans presque tous les théâtres, les airs patriotiques ont été joués, chantés et accueillis par des applaudissements. Partout la tranquillité a paru régner et même la joie a paru renaître.....

Bourse. — L'affluence a été beaucoup plus considérable aujourd'hui à la Bourse; on trouvait facilement à placer les rentes dont le cours a été fortement en baisse, et, selon le bruit général, elle n'a d'autre motif que la proposition qui, dit-on, a été faite au Conseil de les convertir en effets au porteur. Les cours de cet effet ont été 12 livres 10 sols, 15 livres et 11 livres 5 sols. Les bons du 1/4 se sont faits à 53 0/0 de perte. Ceux des 3/4 de 10 livres 15 sols à 9 livres 7 sols 6 deniers.

COUSIN.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

LXXV

21 FRUCTIDOR AN V (7 SEPTEMBRE 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 22 FRUCTIDOR.

Esprit public. — Les bonnes dispositions de la masse du public n'ont point changé; il passe presque toujours pour certain que le Gouvernement, par les mesures qu'il a prises, a sauvé à la France les horreurs de la guerre civile; on pense que les administrations de tous les départements s'empresseront de féliciter le Directoire de la conduite énergique et prudente qu'il a tenue dans cette circonstance; tel est l'esprit des groupes et de la plupart des lieux de réunions. Cependant dans les cafés où l'on était le plus porté à louer les opérations du Corps législatif antérieures au 18 fructidor, il règne toujours un air de contrainte; on découvre sur les physionomies un air de peur et de méfiance, on ne parle qu'à ceux que l'on est sûr de bien connaître : cet aspect est celui d'une bonne partie des cafés du Jardin-Égalité. Dans les cabinets de lecture et de littérature, on dit que la Constitution a été violée, mais qu'il le fallait pour sauver au peuple

tous les malheurs d'une guerre de partis ; on y regrette encore que les conspirateurs n'aient pas été traduits à une haute-cour. Dans les réunions qui se sont formées par des groupes au Jardin-Égalité, on a manifesté les sentiments purs du patriotisme, ceux de la satisfaction des derniers changements dans les affaires publiques ceux de l'humanité en applaudissant à ce que ces événements n'aient été marqués par aucune trace de sang ; mais on a entendu aussi des hommes qui cherchaient à s'emparer des esprits, regretter en pérorant que le sang n'a point coulé, qu'on n'ait point fusillé les principaux conspirateurs ; on a vu des hommes de 93, ou ainsi désignés dans le public, disserter avec une sorte d'intention, désigner Pache pour Directeur, trouver des vices de la Constitution de l'an III, surtout l'article qui déclare la Constitution fondée sur les propriétés. Ils voudraient que simplement on eût déclaré les propriétés sous la dépendance de la loi ; ils laissent percer et en d'autres expressions leurs désirs d'une loi agraire ; ils se témoignent évidemment fâchés de n'avoir pas été compris pour quelque chose dans les événements qui viennent de se passer ; ils voudraient s'emparer [de la République] et la faire tourner à leur profit.

Un orateur, connu dans les faubourgs et qui jouit d'une certaine influence, regrettait que les citoyens du faubourg Antoine eussent à leur tête un homme trop connu dans le cours de la Révolution. Il ne veut ni homme, ni titre d'écrit qui soient usés ; il regrette de voir reparaître un écrit sous le titre du *Père Duchesne* ; il pense que ce qui a aigri la jeunesse de Lyon est d'avoir remarqué parmi les troupes un adjudant général qui avait servi au siège de cette ville. — Comme simples propos on reproduit ici que Carnot est censé avoir été trouver Moreau pour l'engager à faire marcher quarante-huit mille hommes sur Paris ; que le Corps législatif va recréer le papier-monnaie. Il paraît que ce dernier bruit est le fruit de la licence de quelques colporteurs d'écrits. En résumé, une satisfaction assez générale de ce que les événements ne portent aucun préjudice à la société ; beaucoup de crainte que le terrorisme ne cherche à s'emparer des mêmes événements et quelques tentatives d'opinion en faveur de la Constitution de 93.

Spectacles. — Il ne s'est rien passé que de conforme aux lois et à la décence. On a un peu murmuré de la fermeture du théâtre Louvois.....

Bourse. — Néant.

COUSIN.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

LXXVI

22 FRUCTIDOR AN V (8 SEPTEMBRE 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 23 FRUCTIDOR.

Esprit public. — L'opinion est entièrement la même quant à Paris hier, si ce n'est cependant que ces inquiétudes sont encore plus vives par l'effronterie des anarchistes, nombre de personnes craignent que la terreur revienne et quelques-unes témoignent des craintes sur les assemblées populaires. Relativement aux derniers événements, l'aspect et l'esprit de la forte majorité du public sont également satisfaisants, on désire le renouvellement des autorités constituées, les opinions de ceux qui les composent passent pour opposées à celles convenables pour accélérer la marche des affaires et l'exécution des lois, on a su aussi que de leur côté les grenadiers du Corps législatif désiraient une épuration de leurs officiers et sous-officiers. On remarque un contraste assez frappant dans la façon de penser sur les députés condamnés à la déportation : d'une part, l'intérêt qu'ils ont d'abord inspiré dans plusieurs classes de citoyens a paru diminué, de l'autre, on a recueilli des regrets souvent peu ménagés de ce qu'ils n'avaient point tous, sans exception, laissé la vie sur l'échafaud.

Ce n'est point toujours dans les extrémités de Paris que les opinions de rigueur ont le plus de vogue, on semble au contraire dans quelques faubourgs populeux applaudir aux mesures modérées que le Gouvernement a prises envers les coupables Ces endroits sont tous parfaitement disposés au calme et il en est de même au centre de Paris, où le silence de ceux qui avaient pris chaleur pour les derniers travaux du Corps législatif est aussi plus sensible.

Au sujet d'un congé assez long demandé par le représentant Doulcet de Pontécoulant, les politiques exerçant une certaine influence ont pensé que les députés vont se répandre dans les départements à l'effet de raviver l'esprit républicain. Ils ajoutent que d'ici aux élections il sortirait une loi qui remettra les députés sortants dans la classe de ceux qu'on pourra renommer, ils désiraient que cette faculté se bornât à un seul représentant par département. L'esprit de patriotisme a paru tendre à s'améliorer beaucoup.....

Spectacles. — L'esprit dans lequel on a applaudi le *Chant du*

Départ et autres morceaux patriotiques au théâtre des Arts, était très satisfaisant pour les amis de la République.

Bourse. — La Bourse a été très fréquentée aujourd'hui et néanmoins la plus grande tranquillité a régné. Les cours sont toujours plutôt en baisse qu'en hausse.

Bréon.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

LXXVII

23 FRUCTIDOR AN V (9 SEPTEMBRE 1797).

Rapport du bureau central du 24 fructidor.

Esprit public. — Les opinions se soutiennent dans le meilleur esprit, le nombre des incertains est infiniment diminué, la réflexion paraît avoir rattaché bien des personnes au Gouvernement, la modération, surtout avec laquelle ont été traités les députés arrêtés, n'a pas peu contribué à faire changer de langage à ceux qui craignaient qu'il ne fût, à la suite des derniers événements, déployé contre les coupables l'appareil le plus rigoureux. C'est avec plus de discernement et d'unanimité que l'on applaudit aux mesures prises par le Gouvernement ; il est moins de personnes qu'aux jours précédents qui le présument animé d'un esprit d'indulgence pour les anarchistes ; le public paraît au contraire assez généralement convaincu, qu'après avoir réprimé une réaction royaliste, il en comprimerait également une autre qui menacerait de s'opérer dans un sens quelconque ; en un mot le vœu pour le maintien de la République fondé sur la Constitution de l'an III est prononcé sans feinte par un plus grand nombre de citoyens. Quelques républicains ont manifesté des plaintes que l'on n'ait pas encore arrêté les principaux meneurs du royalisme. Mais si l'attachement à la République est aujourd'hui plus marqué, on a vu aussi ressortir avec plus de force la haine que lui portaient des personnes qui semblent accoutumées à se réunir pour déclamer contre le Gouvernement, elles ont totalement rompu le silence et il n'est pas d'expressions injurieuses dont elles ne qualifient et les hommes et les choses ; dans les cafés famés par cet esprit, et dont les habitués sont de retour, on interprète tout à l'avantage des députés déportés le calme et l'impassibilité des Parisiens. On dit qu'il faut à l'avenir désespérer du salut de l'autorité légitime, et du retour à l'ordre, et il n'est sorte de malédictions, que l'on n'y

donne au peuple français qui, ajoute-t-on, avec l'air de mépris, a la manie de vouloir être libre. Les lieux où cette opinion est pour ainsi dire acclamée sont très connus. Dans d'autres endroits non moins renommés, où les sentiments politiques étaient fort partagés, il n'y existe plus qu'une nuance depuis le 18 fructidor, et elle y est décidée en faveur du Gouvernement et des mesures prises de concert par les pouvoirs constitutionnels. La malveillance a percé dans les départements lointains, et l'on sait que l'on y a répandu le bruit que Paris était à feu et à sang. Il a été fort question de l'épuration des administrateurs des bureaux, on a demandé avec beaucoup d'insistance l'expulsion de tous les anti-républicains et de tous les hommes incapables que l'intrigue ou la faveur avaient pu y placer ; on insistait beaucoup sur cette opération, et l'on exigeait pour remplir toutes les places généralement, réunion de lumière et de patriotisme.

Spectacles. — Tous y font entendre les airs patriotiques, il ne s'y est fait aucune application contre l'ordre des choses. *La Petite Métromanie*, nouvelle pièce donnée au Vaudeville, est purement épisodique et ne fournit aucune application. Quelquefois vicieuse de style et de conception, elle est destinée à reparaître avec des changements. — « Les journalistes vont se déchaîner contre moi », dit un personnage, auteur incertain du succès de sa pièce. Le public a beaucoup ri, quelqu'un s'est écrié : « Il n'y en a plus. » Les rires ont recommencé, accompagnés d'applaudissements. Quelques voix ont fait entendre ces mots : « Respect au malheur. » — Tous les théâtres ont joui du calme convenable.....

Bourse. — ...Il y a un peu de hausse dans le cours des effets.

COUSIN.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

LXXVIII

24 FRUCTIDOR AN V (10 SEPTEMBRE 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 25 FRUCTIDOR.

Esprit public. — La disposition des esprits devient de jour en jour meilleure, les progrès de ce changement ont été très sensibles hier, on se rallie à force au Gouvernement ; un plus grand nombre le félicite aujourd'hui des événements du 18 fructidor. Il y a moins de calomnies contre le Directoire et sa composition actuelle depuis la

promotion des citoyens Merlin et François Neufchâteau [qui] fait généralement plaisir, on espère beaucoup de bien de l'accord actuel des divers partis du Gouvernement ; la paix passe pour devoir en être le prochain et le principal résultat, il est même des personnes qui la croient tout à fait conclue et qui présument que le Directoire remet à la publier au 1er vendémiaire jour désigné pour la fête de la fondation de la République. On voit aussi diminuer encore davantage nombre de personnes qui doutaient que le Gouvernement fût l'ennemi des anarchistes autant que des royalistes et qui croyaient que les uns seraient plus épargnés que les autres ; les craintes du pillage ou du retour du régime révolutionnaire se dissipent sensiblement, on a même entendu dire presque partout que la confiance commençait à renaître d'après les bonnes dispositions du Gouvernement. En un mot c'est avec un vrai plaisir que l'on a vu et que l'on voit les bruits inquiétants répandus par les partisans du système de la monarchie n'être suivis d'aucune réalité. Les plus peureux même au milieu des grandes commotions politiques sont bien revenus de leur frayeur, l'esprit de la plupart des cafés éprouve en partie cette métamorphose et nombre de personnes dont les principes avaient paru douteux sont, si on en juge sur les apparences, revenues au véritable sentiment de patriotisme, pénétrées principalement d'admiration de ce que le Gouvernement a borné autant qu'il l'a pu sa justice envers les coupables.

Tel est aujourd'hui le relevé précis des observations faites sur tous les points de cette commune.

Spectacles. — L'esprit n'a pas paru aussi généralement bon ; dans plusieurs théâtres on n'a que faiblement applaudi les airs patriotiques. Cependant les acteurs ou entrepreneurs des théâtres de la rue Feydeau et du Vaudeville ont eu l'attention de faire, les uns dans *Tomjeanne à Londres*, les autres dans *Arlequin afficheur* le retranchement de ce qui peut amener des applications de parti. Du reste tout ce qui peint des sentiments d'humanité ou de générosité est vivement applaudi.

Le calme a été général. — *Nota.* On avait répandu dans les petits théâtres le bruit que Lyon et Rouen s'étaient insurgés.

Bourse. — Il y avait peu de monde à la Bourse, ce que l'on attribue au mauvais temps Les conversations roulaient sur le nouveau projet de finances, et l'on paraissait convaincu que son admission ne peut produire qu'une hausse continue, principalement pour les inscriptions.

(Arch. nat., AF IV, 1478.) COUSIN.

LXXIX

25 FRUCTIDOR AN V (11 SEPTEMBRE 1797).

Rapport du bureau central du 26 fructidor.

Esprit public. — L'opinion semble être revenue à une teinte plus aisée à saisir, tout consiste à envisager les événements du 18 fructidor sous différents aspects : voilà l'acte constitutionnel que la politique lente et adroite d'une grande partie du nouveau tiers cherchait au contraire à détruire ; les autres disent que le Directoire a bien violé la Constitution en annulant les derniers choix, mais l'a [fait] pour la conservation même de cette Constitution dans son intégralité, attendu l'esprit anti-républicain qui avait animé, quelquefois même maltraité certaines assemblées électorales ; dans l'un et l'autre cas, la conduite du Directoire, considérée ou comme légale ou comme politique, était le plus généralement approuvée. Revenus de leur frayeur, les égoïstes, qui avaient craint d'abord que les mesures arbitraires n'atteignissent leurs ressources personnelles ou que les derniers événements n'amenassent le régime de la Terreur, n'ont plus les mêmes préjugés et partagent l'opinion dont on vient de rendre compte. Cependant les hauts politiques, dans cet état de choses, désirent, pour empêcher qu'à l'avenir la représentation nationale puisse en être entamée, qu'il y ait une garantie mutuelle du Directoire au Corps législatif et vice versa ; qui peut nous assurer, disent-ils, que ce qui a eu lieu le 18, ne l'aura pas encore dans trois mois, un an, plus ou moins, et alors qui nous répondra de la Constitution ? Ce défaut de garantie, que l'on croit voir dans la Constitution, occasionne une vive inquiétude à tous les amis de la République.

On a, dans les cafés d'une opinion mi-partie, témoigné un intérêt très vif sur le sort de la ci-devant duchesse d'Orleans [1], des vertus et des malheurs de laquelle on se plaisait à faire l'énumération ; on traitait de despotisme révoltant la manière dont il en était usé à cet égard. — Un assez grand nombre de personnes croient apercevoir que la journée du 18 fructidor remettait sur pied les Jacobins, que les partisans de Robespierre commençaient à lever la tête, à désigner des victimes. A cet égard les observations du jour prouvent deux

1. On arrêta et fit sortir de France tout ce qui y restait encore de la famille des Bourbons, entre autres mesdames d'Orléans et de Bourbon.

choses : la première que effectivement les partisans de la terreur et de l'anarchie gémissent qu'il n'ait pas été déployé plus de sévérité ou, pour employer leurs expressions, plus d'énergie dans les dernières circonstances ; qu'ils font pleuvoir les soupçons sur les personnages marquants et même qu'ils manifestent un mécontentement ouvert contre le Directoire qu'ils disent la dupe innocente du royaliste épargné. La seconde, que de leur côté des royalistes certainement reconnus pour tels et encore des hommes qui ont constamment changé d'opinion à toutes les époques de la Révolution affectent les propos les plus contre-révolutionnaires, raisonnent en fougueux patriotes de 93 et semblent s'être d'intelligence distribué leurs rôles dans tous les lieux publics : royalistes de fait, ils sont en apparence Jacobins outrés depuis le 18 fructidor Ce caractère de gens qui, sous un autre masque, cherchent de même à discuter du Gouvernement et ramener les divisions est aujourd'hui très saillant. Néanmoins l'opinion subdivisée presque à l'infini jusqu'au 18, à présent que les choses sont considérées avec plus de flegme, en revient au Gouvernement comme à un centre nécessaire.

Spectacles. — Tout s'y est passé dans le meilleur ordre possible. Un couplet contre Barthélemy et Carnot a été jeté sur le théâtre et ajouté à la *Marseillaise* et chanté par l'auteur au théâtre de la Foire-Germain. Le principal acteur du théâtre a fait une invitation aux amateurs pour qu'ils lui adressent des chansons patriotiques en promettant qu'elles seraient chantées. Le directeur est appelé au Bureau central.

Bréon.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

LXXX

26 FRUCTIDOR AN V (12 SEPTEMBRE 1797).

Rapport du bureau central du 27 fructidor.

Esprit public. — Il n'est survenu depuis hier aucun changement dans la disposition des esprits, leur unanimité à défendre les principes conservateurs de la République prend une nouvelle consistance. C'est généralement que l'on paraît très satisfait des événements du 18 fructidor et des mesures que prennent d'accord depuis cette époque le Directoire et le Corps législatif. Un silence assez remarquable continue à régner dans les lieux publics famés par leur opposition au

Gouvernement ; ils sont toujours très fréquentés quoiqu'ils paraissent avoir perdu quelques habitués de marque ; dans les cafés du centre de Paris, connus par leur esprit peu républicain, on ne cesse de crier à la violation de la Constitution, surtout de désapprouver que les conspirateurs n'aient pas été traduits à une haute-cour pour être condamnés juridiquement. Cette question était présentée dans les cafés du faubourg Germain et de tous les arrondissements qui constituent aujourd'hui le quartier connu autrefois sous ce nom ; on y répond donc que les conspirateurs eussent été facilement innocentés et que même on aurait traduit à son tour le Directoire à la haute-cour, en sorte que le royalisme aurait tout obtenu des formes de cette jurisprudence.

L'arrivée de nouvelles troupes paraît donner de l'inquiétude et faire craindre que les événements du 18 fructidor ne dussent avoir une suite. — Dans la séance de la Société politique dite des Quinze-Vingts et tenue aux ci-devant Enfants-Rouges, on a rédigé des adresses aux ministres et au Corps législatif, à l'effet d'avoir des instructions sur la base de cette institution.

Les groupes qui se sont formés, et en petit nombre, ne se sont occupés que de la baisse du papier ; on en donnait pour cause le plan des finances envoyé par le Directoire au Conseil des Cinq-Cents, dans lequel plan on disait réduite au tiers du numéraire la créance des rentiers, sur le sort desquels on s'apitoyait beaucoup ; le reste, ajoutait-on, leur sera payé en papier qui subira le sort des mandats.

Les employés redoublent de plaintes et il en est de même des ouvriers des manufactures nationales. Le bon ordre règne dans les ateliers qui ont assez d'activité. Le calme est partout à l'extérieur, et la plupart des esprits le partagent.....

Bourse. — Les cours sont en baisse et la multiplicité des affaires paraît nuire essentiellement à leur bonification. Le premier cours des rentes a été de 10 livres 10 sols, l'intermédiaire le plus haut 10 livres 15 sols, et le dernier 10 livres. Les bons des 3/4 à 8 livres 15 sols, 8 livres 17 sols 6 deniers, et 8 livres 5 sols. Les bons du 1/4 se sont faits à 53 et 54 0/0 de perte.

LIMODIN.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

LXXXI

27 FRUCTIDOR AN V (13 SEPTEMBRE 1797).

Rapport du bureau central du 28 fructidor.

Esprit public.—L'esprit public garde le même niveau, les opinions républicaines se soutiennent. On continue à se féliciter des mesures prises le 19 de ce mois. Le calme semble s'être entièrement rétabli parmi ceux qu'elles avaient effrayés; les groupes sont en petit nombre, et il n'y règne plus d'esprit de parti. Le sentiment des citoyens calmes et reconnus d'habitude pour professer des principes d'attachement à la République est que le Directoire ne devait pas s'endormir après le triomphe qu'il venait de remporter sur le royalisme; que celui-ci est fertile en expédients et saura se reproduire sous toutes les formes; qu'il fallait aussi que le Corps législatif fît exécuter plus exactement les mesures prises contre les prêtres réfractaires, attendu qu'il s'en rencontre encore dans le public et qu'ils étaient les corrupteurs les plus perfides de l'opinion. Ils applaudissent, en outre, avec beaucoup de force, l'arrêté par lequel le Directoire ordonne la revision des radiations; il est certain qu'il se détache encore un assez grand nombre de personnes de la masse des indifférents ou des indécis pour se rallier au Gouvernement.

Dans les cafés que l'on peut appeler de l'opposition, l'intérêt se porte particulièrement sur Pichegru, et l'on y paraît éloigné de croire à la véracité des pièces produites contre lui par le général Moreau.— Quelques marchands de menus détails se sont plaints amèrement de ne plus rien faire, et ont dit que la journée du 18 fructidor avait tué le commerce. Cependant cette classe, en général, partage à cet égard le sentiment de tous les républicains français : on y dit que ces événements étaient inévitables, et qu'il fallait espérer que cette inactivité dans le débit n'aurait qu'un temps. Les plaintes sont plus graves parmi les marchands et ouvriers de premier et de moyen ordre. On y dit que le commerce languit et se ressent beaucoup du mouvement qui a eu lieu, que les ouvriers sont sans ouvrage, que le luxe disparaît, que les riches ou sont sortis de Paris ou se restreignent, que quantité d'étrangers sont partis et que la misère sera toujours grande tant que les créanciers de l'État ne seront pas payés. — Le rétablissement de la loterie paraît généralement accueilli ; on attend incessam-

ment celui de quelques impôts indirects. Les employés, dont la gêne paraît extrême, fondent là-dessus l'espoir de toucher leurs émoluments. En un mot, un assez bon esprit presque partout, malgré les plaintes qu'arrache la misère.

Spectacles. — L'esprit public n'y est pas constamment le même. Le patriotisme y est plus rare. Cet aspect est assez celui de tous les spectacles, mais est plus satisfaisant au théâtre des Arts Tous ont joui de la tranquillité.

Bourse. — La consternation règne sur la place et la baisse continue; la cause est attribuée principalement à l'époque des paiements que nécessite la fin du mois, à la pénurie des fonds qui détermine à vendre pour faire face aux engagements contractés et à la défiance qui engage les capitalistes à resserrer tout ce qu'ils avaient en circulation. On ajoute encore que la Caisse des comptes courants a retiré également les effets. Pendant la tenue de la Bourse, les inscriptions se sont faites à 10 livres 9 sols, 10 livres 10 sols. Les bons du 1/4 à 55 et 56 0/0 de perte. Ceux des 3/4 à 7 livres 10 sols, 7 livres et 7 livres 2 sols 6 deniers.

Limodin.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

LXXXII

28 FRUCTIDOR AN V (14 SEPTEMBRE 1797).

Rapport du bureau central du 29 fructidor.

Esprit public. — Un propos tenu dans un rassemblement à la porte d'un des principaux cafés du boulevard a paru mériter une attention particulière. On y disait qu'un marchand de Rouen avait rapporté que les ouvriers y étaient sans ouvrage, que ce département-là se soulèverait, que la troupe s'y joindrait, que le coup serait terrible, et qu'à coup sûr ils deviendraient les maîtres. Ailleurs on a entendu dire qu'il était un grand nombre d'ouvriers fort mécontents à Paris d'avoir été congédiés des manufactures nationales et auxquels on avait observé que le Gouvernement ne pouvait plus les employer, ne pouvant plus les payer. Il a fallu dissoudre quelques groupes qui se sont formés parce que les opinions sur la journée du 18 fructidor, quoique dirigées vers le maintien de la République, s'exaltaient cependant d'une manière sensible, ils étaient composés d'ouvriers; l'esprit de cette classe a paru généralement bon.

Les groupes qui se sont formés aux Tuileries reprochaient avec une certaine chaleur au Directoire de n'avoir pas fait fusiller tous les coupables, seul moyen qu'il y eût selon les principaux orateurs de ces réunions d'extirper le germe du royalisme. Là également on a témoigné un très vif intérêt du sort de la citoyenne d'Orléans, on traitait d'injustice révoltante la mesure prise de la déporter.

L'opinion la plus saillante des principaux cafés de la rue Honoré est que si une fois les séances du Corps législatif sont suspendues, le Gouvernement l'empêchera bien de se rassembler, si cela ne lui plaît pas, attendu qu'il est tout puissant : « Voyez, disait-on, de quelle « manière il a prescrit aux députés de s'assembler, les uns à l'Odéon, « les autres à l'École de Santé, sans même leur laisser la liberté du « choix. Le Gouvernement ne se sert de la souveraineté prétendue du « peuple que pour l'enchaîner; jamais il ne fut moins libre, quelle « singulière souveraineté, puisqu'on ne respecte pas même son « choix. » Ailleurs on a semblé désirer cet ajournement des séances, par la raison qu'il existe assez de lois pour occuper le Directoire de leur exécution. On regarde la paix comme plus assurée que jamais depuis les événements du 18, c'est du moins l'opinion du plus grand nombre.

Les alarmes sont extrêmes sur le défaut de paiement et sur les approches de l'hiver, on craint de manquer de l'absolu nécessaire, on paraît très mécontent, quelquefois même indigné, de la manière dont on veut traiter les rentiers. Partout on entend les employés se plaindre de ne pouvoir toucher ce qui leur est dû, ni subvenir aux besoins les plus urgents, ils ne peuvent plus obtenir de crédit.

Du calme à l'extérieur; un esprit plus généralement dirigé vers l'amour de l'ordre, et des cris multipliés de misère, tel est aujourd'hui l'état de Paris.

Spectacles. — Il y eut beaucoup de monde au théâtre des Arts, le public y est calme. Dans les autres théâtres le calme a été le même et les airs patriotiques y ont été applaudis. Le tumulte et l'immoralité, quelquefois le scandale, ont régné au Théâtre dramatique de la foire Germain...

Bourse. — Les inquiétudes paraissent entièrement dissipées, et l'état de la place a été aussi tranquille qu'on s'attendait à le voir troublé à cause de la fin du mois. L'on n'a parlé d'aucune faillite et l'on assure que les paiements en général se sont faits avec beaucoup d'exactitude...

LIMODIN.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

LXXXIII

29 FRUCTIDOR AN V (15 SEPTEMBRE 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 30 FRUCTIDOR.

Esprit public. — Il règne une vive inquiétude dans le public, occasionnée par la situation actuelle des finances. Les rentiers, surtout ceux d'une créance modique, témoignent une douleur profonde au sujet de la résolution qui les concerne ; on entend communément de violents murmures sur la misère publique, et les détracteurs de la journée du 18 fructidor disent que la cause en est due à cet événement. La sensation qu'a produite la résolution relative aux rentiers est sensible, même parmi les particuliers qui ont des intérêts entre eux ; les débiteurs prétendent bien suivre en tout la marche du Gouvernement, et se proposent de ne point avoir égard aux échelles de proportion ni à tous autres arrangements.

Le nombre des ouvriers sans occupation est augmenté à Paris, et le bruit court qu'il est aussi considérable dans les départements ; la grande détresse où ils vont être réduits au commencement de l'hiver fait craindre des suites fâcheuses. Le génie de la malveillance sème partout les alarmes, une grande partie du public se livre de nouveau à la crainte, on y a répandu que le pendant de la journée du 18 fructidor allait avoir lieu incessamment, on cite le 13 vendémiaire; on dit aussi, et dans les expressions suivantes, tenir pour certain que le Directoire va encore faire une saignée dans les deux Conseils; les uns craignent, et les autres manifestent le désir de la voir faite plus tôt que plus tard ; ensuite on annonce l'arrivée prochaine de cinquante mille hommes à Paris, dix mille sont déjà venus, dit-on Dans les groupes qui se sont formés aux Tuileries on a dit, en parlant de la Constitution actuelle, qu'elle n'était point populaire et que c'était un gouvernement aristocratique, que si la Constitution était remise entre les mains d'hommes qui ne fussent point républicains, qu'elle deviendrait une monarchie comme en 1791 ; que toute la différence entre la Constitution de 91 et celle de 95, c'est que l'exécution des lois au lieu d'être confiée à un seul l'était à cinq. On a encore témoigné des craintes que le Gouvernement ne se laisse circonvenir par les amis de Carnot et de Cochon, et l'on remarquait que les royalistes cherchaient à relever la tête et à inspirer des soupçons au Directoire sur les inten-

tions des patriotes auxquels on supposait astucieusement celle de rétablir la Constitution de 93. Craintes sur l'avenir en matière politique, plaintes et même murmures en matière de finances, et des vœux pour la paix, tels étaient hier et sont encore aujourd'hui les caractères de l'esprit public; le calme extérieur existe cependant sans altération.

LIMODIN.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

LXXXIV

30 FRUCTIDOR AN V (16 SEPTEMBRE 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 1er JOUR COMPLÉMENTAIRE.

Esprit public. — Les opinions sont généralement prononcées contre la résolution tendant à modifier la Dette publique. On traite quelquefois cette opération de banqueroute et de vol public; quelques personnes se résignent. Les rentiers paraissent dans la consternation, et ceux qui n'ont aucun intérêt aux mesures proposées par le Conseil des Cinq-Cents plaignent beaucoup leur sort. Les marchands continuent pour la plupart à ouvrir leurs boutiques les jours de décade pour ne les fermer que le dimanche et fêtes de l'ancien calendrier; ils font aussi entendre de nouvelles plaintes sur l'inactivité plus sensible du commerce. On cherche à corrompre l'opinion publique de toutes manières, les ennemis du Gouvernement ne se tiennent nullement pour battus; il passe pour très probable dans l'esprit des habitués des cafés de la rue Honoré, que le Directoire lui-même tient à un système de monarchie, qui consiste à mettre un roi sur le trône de France, mais tout autre que de la dynastie des Bourbons, que le bruit d'ajournement des séances du Corps législatif est mis en avant par lui dans cette intention, qu'il saura bien, une fois celui-ci dispersé, interpréter à sa manière les lois existantes en quantité, qu'il n'est pas probable que les deux Conseils consentent à cet ajournement, mais que le Directoire leur fera faire tout ce qu'il voudra, en le menaçant de la déportation tout ce qui ne se rangera pas à sa volonté (*sic*); ce bruit d'un ajournement projeté des séances du Corps législatif occasionne parmi les citoyens éclairés des questions purement systématiques. Le bon ordre règne dans toutes les parties de la société, le calme est partout à l'extérieur.

Spectacles. — Au Vaudeville, le public a fait avec beaucoup de malignité une application de cette fin de couplet :

Mais des drames sanglants au théâtre souvent
Ont changé notre joie en tristesse.
Plus d'ivresse,
D'allégresse,
Le Français ne rit plus que du bout des dents.

Après de nombreux applaudissements le public a redemandé avec instance le couplet, les directeurs s'y sont opposés fortement et le calme s'est rétabli. L'un d'eux est venu prévenir l'administration qu'il avait supprimé ce dernier couplet...

Bourse. — ... La baisse des cours a continué et l'on craint même qu'elle ne soit plus considérable si la confiance ne se rétablit pas incessamment de manière à remettre en circulation les fonds qui se sont retirés. L'opinion paraît avoir changé relativement à la résolution tendant au remboursement de la dette, on la regarde comme susceptible d'affaiblir plutôt que de hausser le crédit. Les rentes se sont faites à 9 livres, 9 livres 10 sols et 9 livres 5 sols. Les bons du 1/4 à 56, 58 et 57 0/0 de perte. Ceux des 3/4 6 livres 2 sols 6 deniers et 5 livres 15 sols.

LIMODIN.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

LXXXV

1er JOUR COMPLÉMENTAIRE AN V (17 SEPTEMBRE 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 2e JOUR COMPLÉMENTAIRE.

Esprit public. — Ceux qui ont pu être témoins de la fête du Cercle constitutionnel à l'occasion de la plantation d'un arbre de la Liberté, ont été le plus généralement satisfaits de la manière dont les choses se sont passées et de l'esprit dans lequel a été prononcé un discours préparé pour la circonstance [1] ; on en parlait encore hier avec éloge ; mais dans un café du Jardin-Égalité connu par le royalisme de ses habitués, on trouva que cette journée rappelait les temps qui ont précédé la Terreur, qu'auparavant d'organiser les échafauds dans toute la France, on avait commencé par planter des arbres de la Liberté

1. Il s'agit d'un discours très favorable au Directoire et au 18 fructidor, prononcé par Benjamin Constant (voir *Paris sous le Directoire*, t. IV, p. 344).

avec des bonnets rouges; on y donnait pour certain que la loi du 17 septembre allait être mise en vigueur, on y accusait le Directoire de placer partout des hommes gorgés de crimes, on y disait qu'on ne pouvait pas plus se fier à ce Gouvernement qu'un homme dans une foret ne se fierait aux griffes des tigres; ailleurs et dans le même arrondissement on s'est attaché à faire la critique du discours prononcé à l'occasion de la fête dont il vient d'être parlé, et même à le défigurer, il n'y s'agissait (*sic*) disait-on, que de rétablir le règne de Robespierre et des assignats. Dans la plupart des cafés des autres arrondissements l'esprit est calme, sans malignité, les craintes ou plutôt les inquiétudes de l'avenir y affluent, mais les vœux y sont avec plus ou moins de chaleur dirigés vers le maintien du Gouvernement républicain dans l'intégralité que la Constitution lui garantit; les opinions restent les mêmes sur les événements du 18 fructidor, on est satisfait de voir jusqu'à ce moment beaucoup de départements manifester leurs sentiments en faveur de cette époque.

On est plus inquiet sur la nature des nouvelles étrangères, on craint que les hostilités ne recommencent incessamment et cette anxiété est générale.

Les plaintes sont extrêmes parmi les rentiers, on aperçoit aussi beaucoup d'ouvriers sans ouvrage; c'est le plus généralement que l'on est mécontent de la résolution sur la mobilisation de la dette publique, et une grande partie du public espère qu'elle sera rejetée par le Conseil des Anciens.

Cultes. — Les temples de divers cultes, soit protestants, soit catholiques, soit théophilanthropiques, ont joui du calme et de la décence convenable. Les catholiques n'ont point prêché.

Spectacles. — .....Feydeau : Le foyer fut rempli de personnes qui se récriaient contre la résolution sur la Dette publique. On y remarquait que cette opération détachait du Gouvernement républicain des hommes qui, jusqu'alors, lui étaient restés fidèles. Ces théâtres étaient hier un peu tumultueux.

Bourse. — L'inquiétude que cause l'état actuel de la place est toujours le même et la baisse continue. Le premier cours des rentes a été 8 livres 10 sols; le plus haut, 8 livres 15 sols; et le dernier, 8 livres. Les bons du 1/4 se sont faits à 57,58 et 59 0/0 de perte. Ceux des 3/4 à 5 livres 17 sols; 6 deniers et 5 livres 10 sols.

COUSIN.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

LXXXVI

2e JOUR COMPLÉMENTAIRE AN V (18 SEPTEMBRE 1797).

Rapport du bureau central du 3e jour complémentaire.

Esprit public. — L'esprit public de ce jour porte deux caractères distincts, celui d'une sorte de crainte qu'il ne survienne des événements funestes pour le repos des citoyens, et celui d'une inquiétude universelle sur les ressources de la vie, durant l'hiver qui approche. Sous le premier de ces deux rapports, de sourdes inquiétudes agitent les esprits, et personne ne peut positivement en définir la cause, il semble que l'on pressent des changements dans l'ordre actuel des choses, et sans qu'il perce rien de précis à cet égard, il court cependant le bruit que le Directoire doit aller occuper le château de Versailles, et que le Corps législatif doit s'ajourner indéfiniment; d'autres avec moins de ménagement supposent au Directoire l'intention de supprimer les deux Conseils, et n'en paraissent pas affectés, ils ajoutent même qu'ils coûtent trop à l'État.

On a, sur les boulevards, reproché au Gouvernement de n'avoir pas poursuivi ses conquêtes en Empire, attendu qu'alors on eût forcé l'Empereur d'acquiescer à la paix, au lieu qu'on a perdu une campagne pendant laquelle il a renouvelé ses forces, et donné le temps à l'Angleterre de détruire notre marine, ce qui ne serait pas arrivé s'il eût traité sur-le-champ parce qu'alors l'Angleterre eût été forcée de conclure aussi. Sous le second rapport il n'a été recueilli que des plaintes, et souvent très vives de la part des rentiers, ils sont également tristes et inquiets; mais dans les groupes qui se sont formés à la Porte-Saint-Martin et dans lesquels on plaignait leur sort, il s'est glissé des personnes qui, se disant rentiers, cherchaient à apitoyer les ouvriers sur leur sort et à exciter des cris de désespoir. C'était également à plaindre le sort des rentiers et à blâmer la dernière résolution de finance qui cause leurs murmures, qu'étaient occupés les groupes que l'on a vus en petit nombre au Jardin national.

De tous côtés, les marchands se plaignent de ne rien vendre, suivant ce que l'on recueille de leurs bouches, le commerce est dans la plus grande stagnation, et si cela continue, ils ne pourront payer ni leurs loyers, ni leurs patentes. Le bruit de la rupture des négociations à Lille, porte évidemment un grand nombre de préjudices au crédit en général. Les ouvriers sur les ports font aussi entendre des

plaintes d'où il résulte que l'inactivité du commerce leur fait beaucoup de tort. Dans leur mécontentement, quelques-uns s'oublient jusqu'à faire de l'ancien ordre de choses avec celui-ci, une comparaison tout à l'avantage du premier et injurieuse au Gouvernement en particulier.

Spectacles. — Ils paraissent tendre à devenir tumultueux...

Bourse. — Les affaires n'ont pas été très multipliées, et la baisse continue, on assure que ceux qui la jouent font encore en ce moment tous leurs efforts pour la rendre encore plus considérable. Les rentes se sont faites à 8 livres ; 7 livres 10 sols ; 7 livres 5 sols ; et 7 livres 10 sols. Les bons du 1/4 à 57 et 58 0/0 de perte. Ceux des 3/4 à 5 livres 7 sols 6 deniers, 5 livres, et 4 livres 17 sols 6 deniers.

Bréon.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

LXXXVII

3e JOUR COMPLÉMENTAIRE AN V (19 SEPTEMBRE 1797).

Rapport du bureau central du 4e jour complémentaire.

Esprit public. — L'esprit public du moment est un mélange d'incertitudes sur les affaires présentes, d'inquiétudes sur l'avenir, et de mécontentement à cause de la misère et du dénuement des ressources plus nécessaires à l'entrée de la saison rigoureuse. Même esprit d'animosité contre le Gouvernement dans les cafés et autres lieux de réunion, en possession depuis longtemps d'une réputation de royalisme ; on y a vu jusqu'à se réjouir de la position des rentiers, et l'on y dit qu'ils n'ont que ce qu'ils méritent parce qu'ils sont des coquins de patriotes, qui ont les premiers applaudi aux époques de la Révolution dans sa naissance. Quelques militaires de Rhin-et-Moselle s'attachent à faire l'éloge de Pichegru et à vanter son républicanisme, ils traitent de mensonger tout ce qui a été affiché sur son compte, avancent que tout cela ne prouve rien, qu'il fallait le faire juger s'il était coupable, ajoutant qu'à l'armée on serait très mécontent du Directoire. Il se dissémine dans les lieux d'habitude et même dans les cercles, des hommes adroits qui s'étudient à présenter le soldat d'aujourd'hui comme différent du soldat d'autrefois, à donner à celui-ci tous les sentiments d'honneur et de discipline et à ne présenter les autres que comme des pillards organisés. — L'esprit d'un café du Jardin-Égalité dont l'opinion a toujours été très suivie et qui

avait constamment joui d'un renom de patriotisme, paraît avoir beaucoup changé, on y décrie le Gouvernement par des critiques indirectes, on y est mécontent de toutes ses opérations. Il est certain que ce qu'on appelle patriotes exclusifs n'est point content; qu'ils y prétendent même ouvertement à ce titre et ne cachent pas que la Constitution de 93 est leur ultimatum.

Sur plusieurs points de Paris et tous éloignés les uns des autres, on a beaucoup parlé de la Vendée comme étant sur le point de devenir le théâtre d'une guerre intestine, on la croit le lieu de réunion de tous les émigrés condamnés à s'éloigner, des députés condamnés et autres, sortis du Corps législatif. Ces bruits occasionnaient même des alarmes telles que l'on s'étonnait que le Gouvernement n'employât pas les moyens capables de les arrêter dans leur cours. — On n'est pas moins inquiet sur ce qui se débite sur la rupture des négociations qui se conduisaient à Lille, et même de la reprise des hostilités sur le Rhin; le recommencement de la guerre est redouté comme la plus grande calamité.

On répète, le caractère principal du moment est celui d'une extrême inquiétude.

Surveillance.— On rapporte que les joueurs de la [place de] Grève se rassemblent maintenant en grand nombre sous une voûte du pont au Change. . . . .

Bourse. — Hier soir, au Jardin-Égalité, le cours des rentes est descendu jusqu'à 7 livres et celui des 3/4 à 4 livres. Pendant la Bourse de ce jour il s'est produit un mouvement très sensible en hausse qui a satisfait généralement. On n'en connaît pas le motif : les uns parlaient de la paix avec l'Empereur, les autres du rejet de la résolution relative à la mobilisation des rentes. Elles se sont faites de 7 livres 10 sols à 8 livres 10 sols. On a même fait une forte partie à 9 livres au son de la cloche. Les bons du 1/4 se sont faits à 60 et 61 0/0 de perte. . . . .

LIMODIN.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

LXXXVIII

4e JOUR COMPLÉMENTAIRE AN V (20 SEPTEMBRE 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 5e JOUR COMPLÉMENTAIRE.

Esprit public. — Tous les arrondissements de cette commune ont joui à l'extérieur d'un calme parfait, les esprits même y ont paru un

peu moins inquiets que la veille, quoique cependant on regarde comme certaine la rupture des négociations qui avaient été ouvertes à Lille.

Seulement vers les six heures et demie du soir un petit mouvement a eu lieu dans le Jardin national occasionné par trois individus qui furent arrêtés pour avoir tenu dans un groupe des propos très inciviques; ils ont dû être conduits, suivant le bruit public, devant les inspecteurs du Conseil. Au même jardin beaucoup de patriotes se sont plaints d'être dénués de tout, d'être oubliés du Gouvernement qui ne les plaçait pas. Des personnes disaient que c'était seulement pour les tenir en haleine que le Gouvernement leur promettait de les comprendre dans le travail dont il doit s'occuper incessamment; elles se plaignaient de ce que malgré la promesse du Gouvernement de placer les hommes les plus connus par leur patriotisme et leur talent, il fallait plus de protection dans ce régime qu'il n'en fallait dans l'ancien, qu'ainsi on verrait la journée du 18 fructidor tourner encore au profit des patriotes comme celle du 13 vendémiaire. Dans un café de la rue Saint-Honoré, prépondérant par l'opinion de ses habitués, on a fortement déclamé contre le patriotisme intéressé de ceux qui ne manifestent un grand attachement au Gouvernement que dans l'espoir d'en obtenir des places. On soutenait que c'était par de bons choix que le Gouvernement ferait chérir la journée du 18 fructidor et qu'il était de son intérêt d'exiger dans ceux qu'il occuperait non seulement du civisme, mais encore de la moralité, ajoutant qu'il y aurait de la folie à vouloir fonder une République sans vertus. L'opinion est toujours prononcée contre le projet de mobiliser la dette publique, principalement en ce qu'elle pèserait de préférence sur les rentiers. — Dans un café du Jardin-Égalité où se réunissent d'habitude des hommes qui ont la réputation de sincères républicains, on craint le renouvellement de la guerre de la Vendée, on désire que le Directoire ne manque ni de sagesse, ni d'énergie dans un moment où ses ennemis commencent à se réveiller de toutes parts.

Spectacles. — ... Les airs patriotiques, par le seul effet de l'habitude autant qu'on a pu le remarquer, commencent à fixer moins l'attention et les applaudissements.....

LIMODIN.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

LXXXIX

5e JOUR COMPLÉMENTAIRE AN V (21 SEPTEMBRE 1797).

Rapport du bureau central du 1er vendémiaire an VI.

Esprit public. — Les progrès du véritable patriotisme continuent à se manifester; il n'est plus qu'un petit nombre de personnes qui ajoutent foi aux bruits mensongers répandus par les mécontents ; à force de donner sur les départements éloignés des nouvelles alarmantes presque aussitôt démenties, les détracteurs de la journée du 18 fructidor perdent peu à peu de la confiance de leurs partisans. La proclamation du Directoire [1] n'a pas paru faire beaucoup de sensation, parce qu'on la pressentait d'après le renouvellement des hostilités et qu'on ne doutait point que la guerre ne dût recommencer à raison de ce que les négociations avaient traîné continuellement en longueur, on est persuadé que les ennemis n'avaient cherché qu'à gagner du temps pour prendre ses mesures. Il n'est qu'un cri sur la mauvaise foi de l'Empereur qui se trouvait considérablement avantagé par les dernières conditions, on fait des vœux pour qu'il soit bientôt humilié de nouveau. L'opinion universelle est que le Directoire a fait son possible pour obtenir la paix et que le nouveau tiers s'y est opposé, d'autres se bornent à rejeter la rupture des négociations sur la seule impolitique du nouveau tiers. — Les groupes du Jardin national ont retenti des plaintes sur le sort des rentiers, l'inactivité du commerce, les difficultés de la vie et l'approche d'une saison rigoureuse; la rareté du numéraire et la nécessité d'une nouvelle campagne indispensable d'après la mauvaise foi des négociateurs étrangers, mais toujours déplorable pour l'humanité, faisaient les sujets des entretiens dans les groupes qui ne se sont presque point occupés des affaires de l'intérieur. On dit que des hommes armés ont volé la nuit la caisse du Trésor public à Rouen.

On se porte en foule et avec assez de gaîté à la fête de la fondation de la République ; un très grand nombre de boutiques était fermé dès le matin. Tous les amis de la chose publique sont joyeux

1. Le 4e jour complémentaire, les conférences de Lille étant rompues et celles d'Udine menaçant d'échouer également, le Directoire lança une « *Proclamation ... pour que les armées françaises soient prêtes à marcher le 15 vendémiaire* ». Voir le *Moniteur* du 2 vendémiaire.

de la splendeur donnée à cette solennité, c'est de toutes les classes de la société que l'on paraît s'y porter.

Tout respire et promet le plus grand calme ; quelques personnes même manifestent de l'enthousiasme.

BRÉON.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

XC

1er VENDÉMIAIRE AN VI (22 SEPTEMBRE 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 2 VENDÉMIAIRE.

Esprit public. — En général un véritable esprit de patriotisme animait les citoyens qui se sont portés à la fête, l'affluence du Champ de Mars a été considérable ; les dispositions y étaient bonnes, et les jeux ont produit sur les spectateurs un mélange d'enthousiasme, de satisfaction et de gaîté, qui était sensible pour le moindre observateur[1]. On a regretté qu'il y ait eu deux personnes victimes de leur imprudence, malgré les plus grandes précautions prises par les autorités pour empêcher les accidents. Le même esprit accompagnait le public le soir à leur passage dans les différentes promenades; il n'avait pas été le même le matin au Jardin national, où il se forme des groupes qui semblent depuis quelque temps se vouer au mécontentement et s'étudier à blâmer les opérations du Gouvernement; on l'accuse surtout d'avoir négligé toutes les mesures qui pouvaient assurer la paix. C'était tantôt à lui, tantôt à Buonaparte que les orateurs de ces groupes adressaient de violents reproches sur la mise en possession de l'Empereur des provinces voisines du golfe Adriatique. Dans le même jardin il a été affiché contre le Directoire un placard, écrit en caractères contrefaits et rempli d'injures grossières; en un mot, il paraît que depuis quelques jours la malveillance établit son foyer dans ce jardin, l'esprit de ceux que l'habitude y amène pour s'occuper de politique n'y est plus le même. — Il y a parmi quelques individus une grande affectation à croire et faire croire les autres à une réaction d'anarchie. On découvre d'un autre côté plus de sincérité, et plus d'impartialité dans le jugement que l'on porte sur les événements du 18 fructidor, il se trouve dans les lieux de réunion peu de personnes qui ne rejettent sur la conduite

1. Voir, sur cette fête, *Paris sous le Directoire*, tome IV, p. 349-357.

du nouveau tiers, surtout de ceux qui formaient les commissions de finances, le dénûment actuel du Trésor public. Cette fête a été partagée plus généralement par les diverses classes de la société que toutes celles qui l'ont précédée. L'esprit public y a gagné et on a entendu des vœux pour que le gouvernement active autant qu'il dépendra de lui toutes les institutions républicaines.

Spectacles. — L'opinion s'y améliore de jour en jour, les théâtres sont calmes, et dans plusieurs les airs patriotiques ont été demandés et on les a généralement applaudis.

Bourse. — On assure que pendant ces deux jours que la Bourse a été fermée, le cours des effets au Jardin-Égalité a beaucoup baissé, que celui des 3/4 notamment est tombé à 4 livres 2 sols 6 deniers. On en attribuait la cause aux apparences d'une ouverture de campagne très prochaine. Pendant la Bourse de ce jour il s'est fait plus d'affaires qu'à l'ordinaire, mais seulement en bons d'intérêts qui ont été faits de 5 livres 5 sols à 5 livres 13 sols 9 deniers. Ceux du 1/4 à 61 et 60 0/0 de perte.

BRÉON.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

XCI

2 VENDÉMIAIRE AN VI (23 SEPTEMBRE 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 3 VENDÉMIAIRE.

Esprit public. — Deux faits particuliers ont influencé un moment hier sur la tranquillité de la division des Champs-Élysées, mais il n'a point paru qu'ils aient en eux causé dans l'opinion, ni tiré aucune influence des conjonctures actuelles.

En premier lieu le citoyen Jacob Dupont, ex-législateur, a fait hier un cours de filature publique sur la place de la Révolution, le métier de tisserand a été dressé, les ouvriers étaient prêts, lorsqu'après un commencement de démonstration, le citoyen Jacob s'est brusquement retiré, ce qui a porté à se plaindre des ouvriers qu'il avait amenés et qui réclamaient leur salaire; en second lieu, des militaires de différentes armes réunis en assez grand nombre aux Champs-Élysées qui ont en quelque sorte manifesté une rivalité de corps, qu'entretiennent de part et d'autre des dénominations odieuses, les grenadiers de la Représentation nationale avec les dragons du 20e régiment qui ont paru en opposition avec les chasseurs vulgairement appelés l'armée noire ;

chaque militaire s'y reprochait respectivement la tenue ou la composition de son corps et il en est résulté des querelles, même des engagements auxquels a mis fin la fermeté des personnes chargées de la surveillance.

Les déclamations contre le Directoire et le ministre de la Police ont continué au Jardin national, elles étaient principalement dans la bouche de quelques juges récemment remplacés dans les principaux tribunaux. — Le Jardin-Égalité et cafés dépendants, sont toujours un mélange où le patriotisme est en minorité, mais le nombre des ennemis du bon ordre, des partisans du royalisme et des calomniateurs des hommes revêtus de l'autorité y est considérablement augmenté et la manière dont on y parlait hier de la prétendue évasion de Pichegru, était de nature à faire croire que cet individu si la nouvelle était vraie trouverait en ce lieu de véritable renforts.

L'échelle de proportion dans la dépréciation du papier monnayé fait murmurer les créanciers; surtout dans les articles 93 et 94, on n'y a point, suivant ces plaintes, assez considéré la valeur des immeubles et denrées. Les particuliers créanciers s'y trouvent lésés comparativement aux rentiers du Gouvernement. — Les véritables amis de la chose publique donnent de profonds regrets au général Hoche, ou pour mieux dire il n'est à bien observer personne qui ne le regrette; on considère surtout avec plus de peine qu'il meurt à l'ouverture d'une campagne importante. On faisait hier courir le bruit qu'on allait faire partir tous les hommes mariés sans enfants jusqu'à quarante ans. — On remarque de jour en jour plus de véritable esprit public.

Spectacles. — ...En général l'attachement au Gouvernement continue à se signaler dans la plupart des théâtres et de jour en jour les airs patriotiques y sont mieux écoutés et plus applaudis.

Bréon.

(Arch. nat., AF IV. 1478.)

XCII

3 VENDÉMIAIRE AN VI (24 SEPTEMBRE 1797).

Rapport du bureau central du 4 vendémiaire.

Esprit public. — Les agitateurs paraissent en grand nombre, les menées sont actives mais sourdes, les lieux publics commencent à se

remplir de particuliers qui s'étudient à ne parler du Directoire que comme d'une réunion d'usurpateurs et du 18 fructidor que comme d'une journée de parti, d'un nouveau 31 mai dont les auteurs seront punis tôt ou tard ; on reproduit à dessein le tableau prétendu du mécontentement général, de la stagnation du commerce, et de l'épuisement des ressources publiques, de l'énormité des impôts, et c'est contre le Directoire et les Conseils dans leur composition actuelle que l'on dirige avec adresse les murmures des citoyens versatiles ou séduits; les instigateurs répandent leur esprit jusque et parmi les militaires, jusqu'à présent des querelles qui se sont engagées entre eux et dont les progrès ont été arrêtés n'ont point encore acquis pareil (*sic*) en ressources dans les circonstances ou les opinions qu'elles font naître, mais il est très certainement des gens perfides qui soufflent secrètement le feu de la jalousie entre les différents corps des militaires dans la vue de faire un jour des uns et des autres un point d'appui à ceux qui seraient portés à l'insurrection ou plutôt à la rébellion. La malveillance est plus hardie, les regrets des royalistes où ils s'assemblent d'habitude sont plus ouvertement prononcés pour l'ancien ordre de choses, ils ne dissimulent point leur attachement pour la royauté. L'esprit public était nul en quelque sorte hier dans la plupart des cafés du centre de Paris; l'un d'eux connu autrefois par la sagesse du patriotisme retentit constamment de plaintes contre le Directoire, on l'accuse de craindre les patriotes, de ne pas se hâter de faire quelque chose pour le bonheur du peuple à présent qu'il n'en est empêché par aucun parti; on le presse surtout d'épurer les administrations et les bureaux afin que les uns et les autres ne soient occupés que par des républicains, on pense que les bureaux de la Trésorerie spécialement sont à renouveler en entier. Cependant il faut dire que c'est partout que l'on considère avec un très mauvais œil les jeunes gens de la première réquisition qui n'importe par quel moyen se sont soustraits à leurs drapeaux, on les qualifie en tous lieux de lâches, on dit que beaucoup ont pris des établissements pour se dispenser de retourner aux armées. Il est beaucoup de ces jeunes gens qui restent fort tranquilles et qui attendent que la force les contraigne à rejoindre.

Il renaît aussi dans le public des espérances de paix et, dans le cas où décidément elle n'aurait pas lieu, on est plein de confiance dans les dispositions faites par le général Buonaparte sur lequel la malignité s'est moins exercée hier. On a en divers endroits manifesté du mécontentement sur l'esprit que l'on dit animer les soldats de l'armée franche. En un mot les malveillants cherchent à ménager de loin

les moyens de détruire le Gouvernement. Tel est le résultat des dernières observations.

Cultes. — Les églises ont été paisibles et moins fréquentées, on y voit peu d'enfants mâles, des vieillards et des jeunes filles. Les temples des théophilanthropes ont été généralement très fréquentés ; partout du calme et de la décence.

Bourse. — L'approbation de la résolution relative à l'enregistrement a multiplié les négociations en rentes et leur cours a éprouvé un peu de hausse. On en a remarqué une plus sensible encore sur les bons des 3/4 et on l'attribue aux rentes faites à découvert par les joueurs. Bons du 1/4 de 61 à 59 livres 0/0 de perte. Bons des 3/4 de 6 livres 11 sols à 6 livres 15.

LIMODIN.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

XCIII

4 VENDÉMIAIRE AN VI (25 SEPTEMBRE 1797).

Voir *Paris sous le Directoire,* tome IV, p. 354-355.

XCIV

5 VENDÉMIAIRE AN VI (26 SEPTEMBRE 1797).

RAPPORT DU BUREAU CENTRAL DU 6 VENDÉMIAIRE.

Esprit public. — L'opposition aux mesures journellement prises par le Gouvernement se manifeste parmi les négociants, et la majeure partie des citoyens qui suivent les opérations de la Bourse ; en général il a paru que, loin d'exister aucun esprit public parmi ceux que le commerce a brusquement enrichis dans ces dernières années, il n'y régnait que de l'égoïsme et un penchant assez ordinaire à y tourner en ridicule la République et ses institutions. L'esprit de cette classe approche de celui qui règne dans un café du Jardin-Égalité comme pour donner le ton aux ennemis jurés du Gouvernement. Ces derniers, hier, se sont appliqués à étouffer les nouvelles dont l'influence pouvait être favorable à la chose publique pour leur substituer des nouvelles fausses dans un sens tout contraire. On a dit, par

exemple, que les dernières proclamations de Buonaparte étaient fausses et que ce général dangereusement malade n'avait pu les écrire, et les porteurs de ce bruit se sont trouvés, en un espace de temps aussi rapide que celui de l'éclair, disséminés dans tous les endroits principaux de réunion du centre de Paris. La haine de l'ordre actuel des choses est telle parmi les individus de cette opinion qu'ils font tout haut des vœux pour que les plus grands fléaux ravagent la République, afin d'avoir l'occasion d'en rendre le Gouvernement responsable. On présume dans le public que le Gouvernement eût tiré de grandes ressources à rendre applicables aux acquéreurs de Domaines nationaux la loi de dépréciation du papier-monnaie, en tablant sur la valeur réelle de ces biens à l'époque de leur acquisition. Il s'est dit, sur le tard, que le Directoire attendait la nuit un courrier d'Italie porteur de la nouvelle ou d'une paix définitive ou des premières attaques.

Sur la division du Roule, les progrès du fanatisme sont considérables depuis quelques jours parmi le sexe ; des femmes ou curieuses ou abusées se portent à la brune au ci-devant couvent de la rue Ville l'Évêque dans l'idée qu'il s'y trouve des revenants. Cependant on affirme qu'il ne faut en ce moment que de nouveaux efforts de la philosophie pour porter de grands coups à la superstition, à en juger par la disposition actuelle des esprits, surtout parmi les enfants en âge de raison. — Les ouvriers commencent à s'assembler en plus grand nombre, et à se plaindre avec plus d'amertume, ils disent : « qu'ils n'ont plus d'ouvrage, que leurs travaux languissent, qu'ils « ne savent que devenir, que l'hiver sera cruel, qu'il y a déjà bien des « voleurs, que les vols recommencent, *qu'ils se verront peut-être aussi « réduits à vivre aux dépens d'autrui* », ce dernier propos n'a pas été entendu d'une personne seulement.

Les jeunes gens de la réquisition annoncent partout la détermination de ne point déférer aux ordres de l'autorité, et de ne céder qu'à la force en dernier événement.

L'esprit public gagne parmi les amis du bon ordre, en raison de ce qu'il perd parmi les hommes en très grand nombre qui ridiculisent le Gouvernement et quelquefois l'injurient.

Spectacles. — Le public au Vaudeville paraissait disposé à faire quelques applications contre les circonstances, deux ou trois personnes ont applaudi un couplet dans cette intention, le reste s'est contenu. Le monde continue de venir au théâtre de la République où règne un esprit de calme et d'ordre.....

Bourse. — L'espérance que l'on paraissait concevoir hier, d'une

hausse plus considérable encore que celle qui s'était manifestée, est entièrement évanouie. Une baisse considérable lui a même succédé rapidement et l'on a entendu dire que c'était l'effet du message du Directoire qui ne laissait aucun doute sur l'adoption de la résolution. Les bruits de paix qui s'étaient répandus paraissent avoir été formellement démentis. On assure qu'ils avaient été apportés par un courrier aposté par une compagnie qui avait intérêt à soutenir la hausse. Les inscriptions se sont faites à 8 livres 15 sols 8 deniers et 8 livres, jouissance de germinal. Les bons du 1/4 de 58 à 57 0/0 de perte. Ceux des 3/4 à 5 livres 7 sols 6 deniers et 4 livres 17 sols 6 deniers.

Bréon.

(Arch. nat., AF IV, 1478.)

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

A PARIS

DE L'IMPRIMERIE DE JOUAUST

L. CERF, SUCCESSEUR

Rue Sainte-Anne, 12

—

M DCCCC VI


THE LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA LOS ANGELES


UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY
A 000 116 371 6

